

**ORGANISATION MONDIALE
DU COMMERCE**

WT/DS425/R
26 février 2013

(13-0955)

Original: anglais

**CHINE – DROITS ANTIDUMPING DÉFINITIFS VISANT
LES APPAREILS À RAYONS X UTILISÉS POUR LES
INSPECTIONS DE SÉCURITÉ EN PROVENANCE
DE L'UNION EUROPÉENNE**

Rapport du Groupe spécial

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1
II. ASPECTS FACTUELS	2
III. DEMANDES DES PARTIES CONCERNANT LES CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS	3
A. UNION EUROPÉENNE	3
B. CHINE	5
IV. ARGUMENTS DES PARTIES	5
V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES	5
VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE	5
A. INTRODUCTION	5
B. EFFETS DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING SUR LES PRIX: ARTICLE 3.1 ET 3.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING	6
1. Paragraphe 7.39	6
2. Paragraphe 7.69	6
3. Paragraphe 7.80 à 7.83	7
4. Paragraphe 7.85	7
5. Paragraphe 7.87	8
6. Paragraphe 7.89	8
C. SITUATION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE: ARTICLE 3.1 ET 3.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING	8
1. Paragraphe 7.142	8
2. Paragraphe 7.198	9
D. LIEN DE CAUSALITÉ: ARTICLE 3.1 ET 3.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING	9
1. Paragraphe 7.239 à 7.244	9
2. Paragraphe 7.269	9
E. TRAITEMENT DES RÉSUMÉS NON CONFIDENTIELS PAR LE MOFCOM: ARTICLE 6.5.1, 6.2 ET 6.4	10
1. Paragraphe 7.346	10
F. DIVULGATION DES FAITS ESSENTIELS	11
1. Paragraphe 7.412 et 7.414, et note de bas de page 375	11
G. AVIS AU PUBLIC	11
1. Paragraphe 7.457 et note de bas de page 406	11
2. Paragraphe 7.462, 7.464 et 7.466	11
H. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	12
VII. CONSTATATIONS	12
A. PRINCIPES GÉNÉRAUX CONCERNANT L'INTERPRÉTATION DES TRAITÉS, LE CRITÈRE D'EXAMEN APPLICABLE ET LA CHARGE DE LA PREUVE	12
1. Interprétation des traités	12
2. Critère d'examen	12
3. Charge de la preuve	13
B. INTRODUCTION RELATIVE AU DOMMAGE	14

C.	EFFETS SUR LES PRIX DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING: ARTICLE 3.1 ET 3.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING	14
1.	Introduction	14
2.	Dispositions pertinentes	15
3.	Principaux arguments des parties	15
a)	Union européenne	15
i)	<i>Comparabilité des produits inclus dans l'analyse des effets sur les prix</i>	15
ii)	<i>Obligations au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping</i>	16
b)	Chine.....	17
i)	<i>Différences entre les scanners à basse énergie et les scanners à haute énergie, et parmi les scanners à basse énergie</i>	17
ii)	<i>Obligations au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping</i>	18
4.	Évaluation par le Groupe spécial	20
a)	Introduction.....	20
b)	Approche générale dans le cadre de l'article 3.1 de l'Accord antidumping	20
c)	Quelle méthode le MOFCOM a-t-il utilisée dans son analyse des effets sur les prix?	21
d)	Quelle est la pertinence du fait que Smiths n'a pas formulé de préoccupations concernant l'analyse des effets sur les prix pendant l'enquête?.....	22
e)	La question de la comparabilité des prix au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping a-t-elle été examinée par d'autres groupes spéciaux ou par l'Organe d'appel?	23
f)	L'analyse par le MOFCOM des effets sur les prix a-t-elle constitué un examen objectif des éléments de preuve positifs?	25
i)	<i>Quelles étaient les obligations du MOFCOM en ce qui concerne son analyse de la sous-cotation des prix?</i>	25
ii)	<i>Quelles étaient les obligations du MOFCOM en ce qui concerne son analyse de l'empêchement de hausses de prix?</i>	27
iii)	<i>Le MOFCOM a-t-il assuré la comparabilité des prix dans ses analyses de la sous-cotation des prix et de l'empêchement de hausses de prix au titre de l'article 3.2?</i>	30
g)	Quelle est la pertinence de l'argument de la Chine selon lequel Smiths n'a pas fourni les données qui auraient permis au MOFCOM d'effectuer une comparaison des prix par modèle?	41
h)	Conclusion	42
D.	SITUATION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE: ARTICLE 3.1 ET 3.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING	42
1.	Introduction	42
2.	Dispositions pertinentes	42
3.	Principaux arguments des parties	42
a)	Union européenne	42
i)	<i>Manquement par le MOFCOM à l'obligation de s'appuyer sur des éléments de preuve positifs</i>	42
ii)	<i>Manquement par le MOFCOM à l'obligation d'examiner tous les facteurs énoncés à l'article 3.4</i>	43
iii)	<i>Non-prise en compte par le MOFCOM des différences entre les scanners à basse énergie et les scanners à haute énergie</i>	43

iv)	<i>Défaut d'évaluation correcte par le MOFCOM de l'évolution et l'interaction globales des facteurs relatifs au dommage pris ensemble</i>	44
b)	Chine.....	46
i)	<i>Manquement par le MOFCOM à l'obligation de s'appuyer sur des éléments de preuve positifs.....</i>	46
ii)	<i>Manquement par le MOFCOM à l'obligation d'examiner tous les facteurs énoncés à l'article 3.4.....</i>	47
iii)	<i>Non-prise en compte par le MOFCOM des différences entre les scanners à basse énergie et les scanners à haute énergie</i>	48
iv)	<i>Évaluation de l'évolution et l'interaction globales des facteurs relatifs au dommage.....</i>	48
4.	Évaluation par le Groupe spécial	50
a)	Question de savoir si le MOFCOM s'est appuyé sur des éléments de preuve positifs	50
i)	<i>Les différences alléguées entre les données sur lesquelles le MOFCOM s'est appuyé et les données fournies par Nuctech dans la Demande et dans le questionnaire concernant le dommage donnent-elles à penser que le MOFCOM ne s'est pas appuyé sur des éléments de preuve positifs?</i>	51
ii)	<i>Les différences alléguées entre les données sur lesquelles le MOFCOM s'est appuyé et les données figurant dans les documents accessibles au public sont-elles l'indice que les données du MOFCOM ne sont pas des "éléments de preuve positifs"?</i>	58
iii)	<i>Conclusion</i>	61
b)	Question de savoir si le MOFCOM a examiné tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping	62
c)	Question de savoir si le MOFCOM aurait dû tenir compte des différences entre les scanners à basse énergie et les scanners à haute énergie dans son analyse concernant le dommage.....	64
d)	Évaluation de l'évolution et de l'interaction globales des facteurs relatifs au dommage	66
i)	<i>Le MOFCOM a-t-il évalué l'interaction entre les facteurs relatifs au dommage positifs et négatifs et pris en considération le contexte économique approprié de ces facteurs?.....</i>	67
ii)	<i>Conclusion</i>	74
e)	Conclusion sur l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping.....	74
E.	LIEN DE CAUSALITÉ: ARTICLE 3.1 ET 3.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING.....	74
1.	Introduction.....	74
2.	Dispositions pertinentes.....	74
3.	Principaux arguments des parties	75
a)	Union européenne	75
i)	<i>Volume des importations visées.....</i>	75
ii)	<i>Absence d'importations de scanners à haute énergie</i>	75
iii)	<i>Effets des importations visées sur les prix</i>	75
iv)	<i>Examen par le MOFCOM des autres facteurs connus: non-imputation</i>	76
v)	<i>Violations de l'article 3.1, 3.2 et 3.4 de l'Accord antidumping.....</i>	76
b)	Chine.....	76
i)	<i>Volume des importations visées.....</i>	76
ii)	<i>Absence d'importations de scanners à haute énergie</i>	77

iii)	<i>Effets des importations visées sur les prix</i>	77
iv)	<i>Examen des autres facteurs connus par le MOFCOM: non-imputation</i>	78
v)	<i>Violations de l'article 3.1, 3.2 et 3.4 de l'Accord antidumping</i>	79
4.	Évaluation par le Groupe spécial	79
a)	Analyse par le MOFCOM des prix des importations visées.....	79
i)	<i>L'analyse du lien de causalité effectuée par le MOFCOM est-elle incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping au motif que le MOFCOM n'a pas pris en considération les différences entre les produits examinés dans son analyse des effets sur les prix?</i>	79
ii)	<i>Le MOFCOM a-t-il donné une explication motivée et adéquate du lien de causalité entre les prix des importations visées et le dommage causé à la branche de production nationale?</i>	79
b)	Analyse par le MOFCOM du volume des importations visées.....	81
c)	Examen par le MOFCOM de la pertinence des autres "facteurs connus" causant un dommage à la branche de production nationale	83
i)	<i>La prise en considération par le MOFCOM de la situation de démarrage de Nuctech, de sa politique des prix et son expansion commerciale agressives alléguées devrait-elle être examinée au titre de l'article 3.4 ou 3.5 de l'Accord antidumping?</i>	83
ii)	<i>Le MOFCOM a-t-il omis d'examiner la pertinence de certains facteurs connus évoqués par Smiths et l'examen par le MOFCOM de certains facteurs était-il purement formel?</i>	85
iii)	<i>Conclusion</i>	95
d)	Violations corollaires	95
e)	Conclusion sur les allégations formulées par l'Union européenne au titre de l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping	96
F.	CONCLUSION SUR LES ALLÉGATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE CONCERNANT LE DOMMAGE	96
G.	TRAITEMENT DES RÉSUMÉS NON CONFIDENTIELS PAR LE MOFCOM: ARTICLE 6.5.1, 6.2 ET 6.4.....	96
1.	Introduction	96
2.	Dispositions en cause	97
3.	Principaux arguments des parties	97
a)	Union européenne	97
i)	<i>Adéquation des résumés non confidentiels fournis par Nuctech</i>	98
ii)	<i>Impossibilité de fournir un résumé dans des circonstances exceptionnelles</i>	100
iii)	<i>Allégations additionnelles au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping</i>	100
b)	Chine.....	100
i)	<i>Adéquation des résumés non confidentiels</i>	100
ii)	<i>Impossibilité de fournir un résumé dans des circonstances exceptionnelles</i>	102
iii)	<i>Allégations additionnelles au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping</i>	103
4.	Évaluation par le Groupe spécial	103
i)	<i>Adéquation des résumés non confidentiels</i>	103
ii)	<i>Impossibilité de fournir un résumé dans des circonstances exceptionnelles</i>	113
iii)	<i>Allégations additionnelles au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping</i>	115

H.	DIVULGATION DES FAITS ESSENTIELS: ARTICLE 6.9, 6.2 ET 6.4	116
1.	Introduction	116
2.	Dispositions pertinentes	116
3.	Principaux arguments des parties	116
a)	Union européenne	116
i)	<i>Données et méthode utilisées pour l'analyse des effets sur les prix</i>	116
ii)	<i>Ajustement du prix à l'exportation pour le distributeur affilié</i>	117
iii)	<i>Détermination de la marge de dumping pour Smiths</i>	117
iv)	<i>Détermination du droit antidumping résiduel</i>	118
v)	<i>Allégations additionnelles au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping</i>	118
b)	Chine.....	118
i)	<i>Données et méthode utilisées pour l'analyse des effets sur les prix</i>	118
ii)	<i>Ajustement du prix à l'exportation pour le distributeur affilié</i>	119
iii)	<i>Détermination de la marge de dumping pour Smiths</i>	120
iv)	<i>Détermination du droit antidumping résiduel</i>	120
v)	<i>Allégations additionnelles au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping</i>	121
4.	Évaluation par le Groupe spécial	121
a)	Données et méthode utilisées pour l'analyse des effets sur les prix	122
b)	Ajustement du prix à l'exportation pour le distributeur affilié	126
c)	Détermination de la marge de dumping pour Smiths	127
d)	Détermination du droit antidumping résiduel	130
e)	Allégations additionnelles au titre de l'article 6.2 et 6.4	131
I.	AVIS AU PUBLIC: ARTICLE 12.2.2	132
1.	Introduction	132
2.	Dispositions pertinentes	132
3.	Principaux arguments des parties	133
a)	Union européenne	133
i)	<i>Renseignements pertinents sur les points de fait et de droit qui ont conduit à l'imposition de mesures finales: article 12.2.2, première phrase</i>	133
ii)	<i>Raisons du rejet des arguments pertinents avancés par Smiths: article 12.2.2, deuxième phrase</i>	134
b)	Chine.....	135
i)	<i>Renseignements pertinents sur les points de fait et de droit qui ont conduit à l'imposition de mesures finales: article 12.2.2, première phrase</i>	135
ii)	<i>Raisons du rejet des arguments pertinents avancés par Smiths: article 12.2.2, deuxième phrase</i>	136
4.	Évaluation par le Groupe spécial	137
a)	Fait allégué que le MOFCOM n'a pas inclus dans son avis au public les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit qui ont conduit à l'imposition de mesures finales: article 12.2.2, première phrase.....	138
i)	<i>Analyse des effets sur les prix par le MOFCOM</i>	138
ii)	<i>Calculs et données utilisées pour la marge de dumping de Smiths et pour le droit antidumping résiduel</i>	142
iii)	<i>Conclusion</i>	145

b)	Fait allégué que le MOFCOM n'a pas donné les raisons du rejet de certains arguments avancés par Smiths: article 12.2.2, deuxième phrase.....	145
i)	<i>Traitement des ventes intérieures aux distributeurs affiliés</i>	145
ii)	<i>Crédibilité de certaines données relatives au dommage et autres questions</i>	148
iii)	<i>Lien de causalité</i>	150
iv)	<i>Conclusion</i>	151
VIII.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION	151
A.	CONCLUSIONS	151
B.	RECOMMANDATION	154

LISTE DES ANNEXES*

ANNEXE A

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES PREMIÈRES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe A-1	Résumé analytique de la première communication écrite de l'Union européenne	A-2
Annexe A-2	Résumé analytique de la première communication écrite de la Chine	A-11

ANNEXE B

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES TIERCES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe B-1	Résumé analytique de la communication écrite du Japon en tant que tierce partie	B-2
Annexe B-2	Résumé analytique de la communication écrite de la Norvège en tant que tierce partie	B-8
Annexe B-3	Résumé analytique de la communication écrite des États-Unis en tant que tierce partie	B-14

ANNEXE C

DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND OU RÉSUMÉS ANALYTIQUES DE CES DÉCLARATIONS

Table des matières		Page
Annexe C-1	Résumé analytique de la déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion du Groupe spécial	C-2
Annexe C-2	Résumé analytique de la déclaration liminaire de la Chine à la première réunion du Groupe spécial	C-9
Annexe C-3	Déclaration finale de la Chine à la première réunion du Groupe spécial	C-15

* Les annexes figurent dans un document séparé, sous la cote WT/DS425/R/Add.1.

ANNEXE D

DÉCLARATIONS ORALES DES TIERCES PARTIES À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

Table des matières		Page
Annexe D-1	Déclaration orale du Chili en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-2
Annexe D-2	Déclaration orale du Japon en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-4
Annexe D-3	Déclaration orale de la Norvège en tant que tierce partie à la première réunion du Groupe spécial	D-7

ANNEXE E

RÉSUMÉS ANALYTIQUES DES DEUXIÈMES COMMUNICATIONS ÉCRITES DES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe-E-1	Résumé analytique de la deuxième communication écrite de l'Union européenne	E-2
Annexe E-2	Résumé analytique de la deuxième communication écrite de la Chine	E-13

ANNEXE F

DÉCLARATIONS ORALES DES PARTIES À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND OU RÉSUMÉS ANALYTIQUES DE CES DÉCLARATIONS

Table des matières		Page
Annexe F-1	Résumé analytique de la déclaration liminaire de la Chine à la deuxième réunion du Groupe spécial	F-2
Annexe F-2	Résumé analytique de la déclaration liminaire de l'Union européenne à la deuxième réunion du Groupe spécial	F-12
Annexe F-3	Déclaration finale de l'Union européenne à la deuxième réunion du Groupe spécial (RCC remaniés)	F-21
Annexe F-4	Déclaration finale de la Chine à la deuxième réunion du Groupe spécial	F-25

ANNEXE G

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe G-1	Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne	G-2

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>Argentine – Chaussures (CE)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures</i> , WT/DS121/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
<i>Argentine – Chaussures (CE)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures</i> , WT/DS121/R, adopté le 12 janvier 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS121/AB/R
<i>Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Argentine – Droits antidumping définitifs visant la viande de volaille en provenance du Brésil</i> , WT/DS241/R, adopté le 19 mai 2003
<i>Australie – Saumons</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Australie – Mesures visant les importations de saumons</i> , WT/DS18/AB/R, adopté le 6 novembre 1998
<i>Brésil – Pneumatiques rechapés</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Brésil – Mesures visant l'importation de pneumatiques rechapés</i> , WT/DS332/AB/R, adopté le 17 décembre 2007
<i>Canada – Exportations de blé et importations de grains</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés</i> , WT/DS276/AB/R, adopté le 27 septembre 2004
<i>CE – Accessoires de tuyauterie</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil</i> , WT/DS219/AB/R, adopté le 18 août 2003
<i>CE – Accessoires de tuyauterie</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Droits antidumping sur les accessoires de tuyauterie en fonte malléable en provenance du Brésil</i> , WT/DS219/R, adopté le 18 août 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS219/AB/R
<i>CE – Éléments de fixation (Chine)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Communautés européennes – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine</i> , WT/DS397/AB/R, adopté le 28 juillet 2011
<i>CE – Éléments de fixation (Chine)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Mesures antidumping définitives visant certains éléments de fixation en fer ou en acier en provenance de Chine</i> , WT/DS397/R et WT/DS397/R/Corr.1, adopté le 28 juillet 2011, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS397/AB/R
<i>CE – Hormones</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)</i> , WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998
<i>CE – Linge de lit</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde</i> , WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/R
<i>CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde – Recours de l'Inde à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS141/RW, adopté le 24 avril 2003, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/RW
<i>CE – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour DRAM</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée</i> , WT/DS299/R, adopté le 3 août 2005
<i>CE – Saumon (Norvège)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Communautés européennes – Mesure antidumping visant le saumon d'élevage en provenance de Norvège</i> , WT/DS337/R, adopté le 15 janvier 2008, et WT/DS337/R/Corr.1

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>Chine – AMGO</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Chine – Droits compensateurs et droits antidumping visant les aciers dits magnétiques laminés, à grains orientés, en provenance des États-Unis</i> , WT/DS414/AB/R, adopté le 16 novembre 2012
<i>Chine – AMGO</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Chine – Droits compensateurs et droits antidumping visant les aciers dits magnétiques laminés, à grains orientés, en provenance des États-Unis</i> , WT/DS414/R, adopté le 16 novembre 2012, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS414/AB/R
<i>Corée – Certains papiers</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Corée – Droits antidumping sur les importations de certains papiers en provenance d'Indonésie</i> , WT/DS312/R, adopté le 28 novembre 2005
<i>États-Unis – Acier laminé à chaud</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon</i> , WT/DS184/AB/R, adopté le 23 août 2001
<i>États-Unis – Acier laminé à chaud</i>	Rapport du Groupe spécial <i>États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon</i> , WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS184/AB/R
<i>États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada – Recours du Canada à l'article 21:5 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends</i> , WT/DS277/AB/RW, adopté le 9 mai 2006, et WT/DS277/AB/RW/Corr.1
<i>États-Unis – Chemises et blouses de laine</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesure affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde</i> , WT/DS33/AB/R, adopté le 23 mai 1997, et WT/DS33/AB/R/Corr.1
<i>États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) en provenance de Corée</i> , WT/DS296/AB/R, adopté le 20 juillet 2005
<i>États-Unis – Pneumatiques (Chine)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures affectant les importations de certains pneumatiques pour véhicules de tourisme et camions légers en provenance de Chine</i> , WT/DS399/AB/R, adopté le 5 octobre 2011
<i>États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon</i> , WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004
<i>États-Unis – Viande d'agneau</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie</i> , WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R, adopté le 16 mai 2001
<i>Guatemala – Ciment II</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Guatemala – Mesures antidumping définitives concernant le ciment Portland gris en provenance du Mexique</i> , WT/DS156/R, adopté le 17 novembre 2000
<i>Japon – DRAM (Corée)</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Japon – Droits compensateurs visant les mémoires RAM dynamiques en provenance de Corée</i> , WT/DS336/AB/R et WT/DS336/AB/R/Corr.1, adopté le 17 décembre 2007
<i>Mexique – Huile d'olive</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Mexique – Mesures compensatoires définitives visant l'huile d'olive en provenance des Communautés européennes</i> , WT/DS341/R, adopté le 21 octobre 2008

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
<i>Mexique – Mesures antidumping visant le riz</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Mexique – Mesures antidumping définitives visant la viande de bœuf et le riz, plainte concernant le riz</i> , WT/DS295/AB/R, adopté le 20 décembre 2005
<i>Mexique – Sirop de maïs</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis</i> , WT/DS132/R, adopté le 24 février 2000, et WT/DS132/R/Corr.1
<i>Thaïlande – Poutres en H</i>	Rapport de l'Organe d'appel <i>Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne</i> , WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001
<i>Thaïlande – Poutres en H</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne</i> , WT/DS122/R et Corr.1, adopté le 5 avril 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS122/AB/R
<i>UE – Chaussures (Chine)</i>	Rapport du Groupe spécial <i>Union européenne – Mesures antidumping visant certaines chaussures en provenance de Chine</i> , WT/DS405/R, adopté le 22 février 2012

I. INTRODUCTION

1.1 Le 25 juillet 2011, l'Union européenne a demandé l'ouverture de consultations avec le gouvernement de la République populaire de Chine ("Chine"), conformément à l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994"), à l'article 17.3 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 ("Accord antidumping") et à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord") au sujet de l'imposition de droits antidumping définitifs sur les appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité en provenance de l'Union européenne, conformément à l'Avis n° 1 (2011) du Ministère du commerce de la République populaire de Chine ("MOFCOM"), y compris son annexe.¹ Les consultations se sont tenues les 19 septembre et 18 octobre 2011. Elles n'ont pas permis de régler le différend.

1.2 Le 8 décembre 2011, l'Union européenne a demandé, conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord et à l'article 17.4 de l'Accord antidumping, que l'Organe de règlement des différends ("ORD") établisse un groupe spécial chargé d'examiner cette question.²

1.3 À sa réunion du 20 janvier 2012, l'ORD a établi un groupe spécial conformément à la demande présentée par l'Union européenne dans le document WT/DS425/2, en application de l'article 6 du Mémorandum d'accord.

1.4 Le mandat du Groupe spécial est le suivant:

Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les parties au différend, la question portée devant l'ORD par l'Union européenne dans le document WT/DS425/2; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords.

1.5 Le 2 mars 2012, l'Union européenne a demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial, conformément à l'article 8:7 du Mémorandum d'accord. Ce paragraphe dispose ce qui suit:

Si un accord sur la composition du groupe spécial n'intervient pas dans un délai de 20 jours après la date d'établissement du groupe, le Directeur général, à la demande de l'une ou l'autre des parties et en consultation avec le Président de l'ORD et le Président du Comité ou Conseil compétent, déterminera la composition du groupe spécial en désignant les personnes qui lui paraissent les plus indiquées, conformément aux règles ou procédures spéciales ou additionnelles pertinentes de l'accord visé ou des accords visés qui sont invoqués dans le différend, après avoir consulté les parties au différend. Le Président de l'ORD informera les Membres de la composition du groupe spécial ainsi constitué au plus tard dix jours après la date à laquelle il aura reçu une telle demande.

1.6 Le 12 mars 2012, le Directeur général a donc donné au Groupe spécial la composition suivante:

Président:	M. Eduardo Pérez Motta
Membres:	Mme Andrea Marie Brown M. Gilles LeBlanc

¹ WT/DS425/1.

² WT/DS425/2.

1.7 Le Chili, les États-Unis, l'Inde, le Japon, la Norvège et la Thaïlande ont réservé leur droit de participer aux travaux du Groupe spécial en tant que tierces parties.

1.8 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties les 29 et 30 mai et les 11 et 12 septembre 2012. Il s'est réuni avec les tierces parties le 30 mai 2012. Le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties le 28 novembre 2012. Il a remis son rapport final aux parties le 18 janvier 2013.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Le 28 août 2009, le producteur chinois Nuctech Company Limited (Nuctech) a déposé une demande auprès du MOFCOM pour que soient imposées des mesures antidumping sur les importations d'appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité en provenance de l'Union européenne (la Demande).³

2.2 Le MOFCOM a fait paraître un avis d'ouverture d'une enquête antidumping le 23 octobre 2009.⁴ Il a déterminé que la période couverte par l'enquête visant à établir l'existence d'un dumping serait de 12 mois, du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2008. La période couverte par l'enquête du MOFCOM visant à établir l'existence d'un dommage allait du 1^{er} janvier 2006 au 31 décembre 2008.

2.3 Deux exportateurs/producteurs de l'Union européenne – Smiths Heimann GmbH et Smiths Heimann SAS – ont demandé à participer en tant que sociétés interrogées dans le cadre de l'enquête du MOFCOM. La Commission européenne a aussi demandé à participer comme défendeur. Seules Smiths Heimann GmbH (Smiths) et la Commission européenne ont participé à l'enquête du MOFCOM.

2.4 Le 16 novembre 2009, le MOFCOM a remis un questionnaire concernant le dumping. À la même date, le Bureau des enquêtes sur les dommages causés aux branches de production (BIII) du MOFCOM a remis un questionnaire à l'intention des fabricants nationaux, un questionnaire à l'intention des importateurs nationaux, et un questionnaire (concernant le dommage) à l'intention des fabricants/exportateurs étrangers.

2.5 Smiths a versé au dossier ses réponses au questionnaire concernant le dumping⁵ et au questionnaire concernant le dommage⁶ le 30 décembre 2009. Nuctech a présenté sa réponse au questionnaire à l'intention des fabricants nationaux le 19 décembre 2009.⁷ Aucun autre exportateur, producteur ou importateur n'a déposé de réponses aux questionnaires.

2.6 Le 9 juin 2010, le MOFCOM a publié une détermination préliminaire de l'existence d'un dumping et d'un dommage, et a imposé des droits antidumping provisoires sur les produits visés.⁸

2.7 Le 29 juin 2010, Smiths a présenté ses observations sur la détermination préliminaire du MOFCOM.^{9,10} La Commission européenne a présenté ses observations le 25 juin 2010.

2.8 Le MOFCOM a procédé à une vérification sur place des réponses de Smiths au questionnaire, du 18 au 25 août 2010.

³ Demande, pièce EU-3.

⁴ Avis d'ouverture d'une enquête du MOFCOM, pièce EU-4.

⁵ Réponse de Smiths au questionnaire (concernant le dumping), pièce EU-6.

⁶ Réponse de Smiths au questionnaire (concernant le dommage), pièce EU-7.

⁷ Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8.

⁸ Détermination préliminaire, pièce EU-12.

⁹ Réponse de Smiths à la Détermination préliminaire (concernant le dumping), pièce EU-13.

¹⁰ Réponse de Smiths à la Détermination préliminaire (concernant le dommage), pièce EU-14.

2.9 Le 14 septembre 2010, le MOFCOM a divulgué les faits essentiels qu'il utiliserait pour faire une détermination finale de l'existence d'un dommage (Divulgence finale concernant le dommage).¹¹ Le 25 septembre 2010, Smiths a présenté ses observations sur la Divulgence finale concernant le dommage du MOFCOM.¹²

2.10 Le 28 décembre 2010, le MOFCOM a divulgué les faits essentiels qu'il utiliserait pour faire une détermination finale de l'existence d'un dumping (Divulgence finale concernant le dumping).¹³ Le 7 janvier 2011, Smiths a versé au dossier ses observations sur la Divulgence finale concernant le dumping.¹⁴ La Commission européenne a présenté ses observations le 6 janvier 2011.

2.11 Le 23 janvier 2011, le MOFCOM a publié sa détermination finale de l'existence d'un dumping et d'un dommage (Détermination finale).¹⁵ La Détermination finale prévoit l'imposition d'un droit antidumping de 33,5% sur les importations de scanners à rayons X produits par Smiths. La Détermination finale impose aussi un taux résiduel de 71,8% sur les importations de scanners à rayons X provenant d'autres sources dans l'Union européenne.

III. DEMANDES DES PARTIES CONCERNANT LES CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

A. UNION EUROPÉENNE

3.1 Dans ses communications écrites, l'Union européenne demande au Groupe spécial de constater que la mesure en cause dans le présent différend est incompatible avec les dispositions ci-après de l'Accord antidumping:

- a) l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping, parce que le MOFCOM n'a pas procédé à un examen objectif, fondé sur des éléments de preuve positifs, de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix;
- b) l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping, étant donné que le MOFCOM:
 - n'a pas fondé son évaluation des facteurs et indices pertinents qui influent sur la situation de la branche de production sur des éléments de preuve positifs et n'a donc pas procédé à un examen objectif de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production chinoise;
 - n'a pas examiné tous les facteurs pertinents répertoriés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping, en particulier l'importance de la marge de dumping; et
 - n'a pas procédé à une évaluation appropriée de tous les facteurs relatifs au dommage dans le contexte et n'a donc pas établi de conclusion motivée et adéquate concernant la situation de la branche de production chinoise.
- c) l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping, étant donné que le MOFCOM:

¹¹ Base du MOFCOM pour la Divulgence finale concernant le dommage, pièce EU-15.

¹² Observations de Smiths sur la Divulgence concernant le dommage, pièce EU-16.

¹³ Divulgence concernant le dumping adressée à Smiths par le MOFCOM (RCC), pièce EU-17, et Divulgence concernant le dumping adressée à la Commission européenne par le MOFCOM, pièce EU-18.

¹⁴ Observations de Smiths sur la Divulgence concernant le dumping, pièce EU-19.

¹⁵ Détermination finale, pièce EU-2.

- n'a pas procédé à un examen approprié du lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage; et
 - n'a pas examiné la pertinence des autres facteurs connus dans son analyse aux fins de la non-imputation.
- d) l'article 6.5.1, 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping parce que le MOFCOM:
- n'a pas veillé, en ce qui concerne certains renseignements confidentiels présentés par le requérant dans la Demande et ses annexes et dans le questionnaire de l'enquête et ses annexes, à ce que les résumés non confidentiels des renseignements confidentiels soient suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués; et
 - n'a pas demandé que soient exposées les raisons expliquant les circonstances exceptionnelles pour lesquelles un résumé ne pouvait être fourni s'agissant d'une déclaration du Bureau de la sécurité publique de l'Administration de l'aviation civile de la Chine (Bureau de la sécurité publique).
- e) l'article 6.9, 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping parce que le MOFCOM:
- n'a pas informé les parties intéressées des faits essentiels examinés pour la détermination de l'existence d'un dommage;
 - n'a pas informé les parties intéressées des faits essentiels examinés pour la détermination de la valeur normale et du prix à l'exportation;
 - n'a pas informé les parties intéressées des faits essentiels examinés pour le calcul de la marge de dumping pour le producteur qui coopérait; et
 - n'a pas informé les parties intéressées des faits essentiels examinés pour le calcul du droit résiduel.
- f) l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping parce que:
- ni dans l'avis au public concernant l'imposition de mesures définitives, ni dans un rapport distinct, le MOFCOM n'a donné d'explications suffisamment détaillées sur la méthodologie utilisée pour établir la valeur normale, ni d'indications concernant les points de fait et de droit et les raisons ayant entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments;
 - ni dans l'avis au public concernant l'imposition de mesures définitives, ni dans un rapport distinct, le MOFCOM n'a donné d'explications suffisamment détaillées sur toutes les considérations se rapportant aux déterminations de l'existence d'un dommage, ni d'indications concernant les points de fait et de droit et les raisons ayant entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments; et
 - ni dans l'avis au public concernant l'imposition de mesures définitives, ni dans un rapport distinct, le MOFCOM n'a communiqué les calculs et les données utilisées pour calculer les marges pour Smiths, de même que les calculs et les données sur lesquelles il s'est appuyé pour déterminer le droit résiduel.

3.2 L'Union européenne demande au Groupe spécial de recommander que l'ORD demande à la Chine de rendre sa mesure conforme à ses obligations dans le cadre de l'Accord antidumping.

B. CHINE

3.3 La Chine demande au Groupe spécial de rejeter les allégations de l'Union européenne dans leur intégralité.

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments des parties sont exposés dans leurs communications écrites, leurs déclarations orales au Groupe spécial et leurs réponses aux questions. Les résumés analytiques des communications écrites des parties et leurs déclarations orales ou les résumés analytiques de ces déclarations sont joints en tant qu'addenda au présent rapport dans les annexes A, C, E et F (voir la liste des annexes, pages vii et viii).

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1 Les tierces parties ont été invitées à présenter des communications écrites et des déclarations orales au Groupe spécial. Le Japon et la Norvège ont présenté à la fois des communications écrites et des déclarations orales. Le Chili n'a fait qu'une déclaration orale, tandis que les États-Unis n'ont présenté qu'une communication écrite au Groupe spécial. L'Inde et la Thaïlande n'ont pas fait de représentations écrites ou orales au Groupe spécial. Les communications écrites et déclarations orales des tierces parties, ou les résumés analytiques de ces communications et déclarations, sont jointes en tant qu'addenda au présent rapport dans les annexes B et D (voir la liste des annexes, pages vii et viii).

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

A. INTRODUCTION

6.1 Le 28 novembre 2012, le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties. Le 12 décembre 2012, la Chine a demandé par écrit que soient réexaminés des aspects précis du rapport intérimaire. L'Union européenne n'a pas elle-même demandé de réexamen, mais a présenté des observations sur les demandes de la Chine le 21 décembre 2012.

6.2 Avant de passer aux questions de fond soulevées par les demandes de la Chine, nous notons que la Chine demande à de nombreuses reprises que les résumés de ses arguments établis par le Groupe spécial soient plus détaillés. De façon générale, l'Union européenne ne formule pas d'observations spécifiques sur ces demandes. La position de l'Union européenne est que les résumés des arguments établis par le Groupe spécial sont suffisants et ne nécessitent pas les nombreuses modifications demandées par la Chine. L'Union européenne se dit préoccupée par le fait qu'accéder aux demandes de la Chine peut perturber l'équilibre entre les arguments exposés par chaque partie. Toutefois, l'Union européenne s'en remet en dernier ressort au jugement du Groupe spécial quant à la question de savoir s'il faut satisfaire aux demandes de la Chine. Comme chacune des modifications des résumés demandées par la Chine est en fait fondée sur les communications qu'elle a présentées au cours de la procédure du Groupe spécial, nous ne voyons pas d'inconvénient à satisfaire aux demandes de la Chine. Bien que l'Union européenne note que le fait d'accéder aux demandes de la Chine peut perturber l'équilibre entre les arguments exposés par chaque partie, nous ne pensons pas que les modifications soient suffisamment importantes pour que cela devienne un sujet de préoccupation.

6.3 La Chine demande aussi à de nombreuses reprises que certaines sections de l'évaluation du Groupe spécial, par opposition aux résumés des arguments des parties, soient complétées par les arguments qu'elle a présentés au cours de la procédure. En général, l'Union européenne s'oppose à ces

demandes, au motif que les ajouts sont trop détaillés et ne sont pas nécessaires. Toutefois, si le Groupe spécial est disposé à accéder aux demandes de la Chine, l'Union européenne demande que les ajouts soient apportés aux résumés des arguments de la Chine, et non à l'évaluation du Groupe spécial. Étant donné que chacune des demandes de la Chine est fondée sur ses communications, le Groupe spécial a satisfait à ses demandes. Toutefois, il a apporté les ajouts aux résumés des arguments de la Chine, et non à l'évaluation qu'il a faite. En effet, il ne considère pas que les ajouts soient nécessaires pour son propre raisonnement, mais il est disposé à ajouter des détails supplémentaires aux résumés des arguments de la Chine. Dans les cas où les ajouts demandés sont déjà inclus dans les résumés des arguments de la Chine, le Groupe spécial n'a pas donné suite à la demande.

6.4 La Chine a indiqué certains renseignements dans le rapport intérimaire et dans une annexe du rapport intérimaire qui divulguait des renseignements confidentiels. Le Groupe spécial a supprimé ces renseignements du rapport final et de l'annexe pertinente.

6.5 La Chine a aussi indiqué plusieurs erreurs typographiques figurant dans le rapport intérimaire, que nous avons corrigées. Nous remercions la Chine de son aide à cet égard.

6.6 Nous passons maintenant aux questions de fond soulevées par les demandes de la Chine. Comme il est expliqué ci-dessous, le Groupe spécial a modifié des aspects de ses constatations à la lumière des observations des parties dans les cas où il l'a jugé approprié. En raison de ces changements, la numérotation de certains paragraphes et notes de bas de page dans le rapport final est modifiée par rapport au rapport intérimaire. Sauf indication contraire, le texte ci-dessous fait référence aux numéros des paragraphes et des notes de bas de page indiqués dans le rapport intérimaire.

B. EFFETS DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING SUR LES PRIX: ARTICLE 3.1 ET 3.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Paragraphe 7.39

6.7 La Chine demande que ce paragraphe soit modifié afin d'indiquer que le fait que Smiths n'a pas mentionné les différences entre les scanners "à basse énergie" et les scanners "à haute énergie" dans le contexte de l'analyse des prix se rapporte aux raisons pour lesquelles la méthode des valeurs unitaires moyennes était raisonnable.

6.8 L'Union européenne soutient que l'ajout demandé par la Chine n'est pas nécessaire. Toutefois, si le Groupe spécial est d'accord pour l'inclure, il devrait commencer par "Selon la Chine ..." pour préciser qu'il fait partie de l'argument de la Chine et non du raisonnement du Groupe spécial.

6.9 Étant donné que la modification demandée par la Chine, telle qu'elle a été complétée par l'Union européenne, ne modifie pas le fond du raisonnement du Groupe spécial et reflète exactement la position de la Chine, nous avons accédé à la demande de la Chine. Toutefois, étant donné que le Groupe spécial résume les arguments de la Chine sur ce point au paragraphe 7.38 du rapport final, nous avons fait l'ajout à la fin de ce paragraphe, et non au milieu du raisonnement du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.40 du rapport final.

2. Paragraphe 7.69

6.10 La Chine demande que le paragraphe 7.69 soit modifié pour répertorier les niveaux d'énergie des produits visés fabriqués par Smiths Heimann GmbH, au lieu d'indiquer simplement que tous les scanners avaient un niveau d'énergie égal ou inférieur à 300 keV. La Chine soutient que cela "correspondra plus précisément aux faits".

6.11 L'Union européenne ne formule pas d'observation sur cette demande.

6.12 Bien que le Groupe spécial ne considère pas que la modification demandée par la Chine soit nécessaire pour son raisonnement, nous ne voyons aucun inconvénient à ajouter le niveau de précision demandé par la Chine. Par conséquent, le Groupe spécial a ajouté ce détail dans la note de bas de page 82 du rapport final.

3. Paragraphes 7.80 à 7.83

6.13 La Chine demande que le Groupe spécial supprime les images des scanners incluses dans le rapport intérimaire. De l'avis de la Chine, les images ne sont pas nécessaires et suggèrent que tous les scanners produits par Nuctech sont similaires à ceux qui figurent sur ces images alors que, en fait, le Groupe spécial a reconnu ailleurs que "le secteur de marché des scanners à basse énergie représent[ait] une partie importante des activités de Nuctech pendant toute la période couverte par l'enquête".

6.14 L'Union européenne s'oppose à la demande de la Chine. Selon l'Union européenne, les images sont très utiles pour illustrer les différences dans les caractéristiques physiques et les utilisations entre les divers produits visés par l'enquête. La Chine n'a pas présenté de raison convaincante pour justifier la suppression des images. Le rapport intérimaire indique clairement que les modèles sont de simples exemples, et il ne donne pas à penser que Nuctech n'a vendu que des modèles à haute énergie.

6.15 Le Groupe spécial rejette la demande de la Chine. Les images constituent une partie importante de notre analyse. En outre, notre raisonnement indique clairement que Nuctech produisait aussi bien des scanners "à haute énergie" que des scanners "à basse énergie", et l'utilisation des images ne suggère pas autre chose.

4. Paragraphe 7.85

6.16 La Chine note que le Groupe spécial s'appuie sur la déclaration contenue dans la Détermination finale selon laquelle "[b]ien que les scanners à rayons X d'un niveau d'énergie élevé soient généralement utilisés pour inspecter les gros objets, alors que les scanners à rayons X d'un niveau d'énergie peu élevé sont utilisés pour inspecter les petits objets, il ne s'agit que de variations adoptées en fonction des différentes conceptions du produit et des différents choix du marché". Selon la Chine, le Groupe spécial a sorti la déclaration de son contexte. En effet, le MOFCOM l'a formulée dans le cadre de la détermination du champ du produit, et non dans le cadre de la détermination de l'existence d'un dommage. En outre, le MOFCOM a également indiqué que "les scanners [...] à haute énergie [pouvaient] aussi être utilisés pour inspecter les petits objets". Par conséquent, la Chine fait valoir que les observations formulées par le MOFCOM ne tiennent pas compte des différences entre les scanners "à haute énergie" et les scanners "à basse énergie".

6.17 L'Union européenne s'oppose à la demande de la Chine. Elle fait valoir que le rapport intérimaire indique clairement le contexte dans lequel les observations du MOFCOM ont été formulées.

6.18 Nous n'estimons pas nécessaire d'apporter des changements à notre raisonnement qui figure au paragraphe 7.85 (paragraphe 7.86 du rapport final). Il y est déjà indiqué que le MOFCOM a formulé les observations "dans le contexte de l'examen du champ du produit visé par l'enquête". En outre, le Groupe spécial prend en compte et examine l'observation du MOFCOM selon laquelle "les scanners à haute énergie peuvent être utilisés pour détecter les petits objets" qui figure au paragraphe 7.88 du rapport final.

5. Paragraphe 7.87

6.19 En disant qu'il apparaît que l'utilisation des scanners "à haute énergie" pour inspecter les petits objets est une possibilité théorique mais non un reflet des "choix du marché", la Chine fait valoir que le Groupe spécial n'a pas tenu compte des éléments de preuve qu'elle a présentés pour établir l'existence de scanners d'un niveau d'énergie supérieur à 300 keV qui sont conçus pour inspecter les petits objets.

6.20 L'Union européenne rappelle qu'elle a répondu aux arguments de la Chine à cet égard dans les communications qu'elle a présentées au Groupe spécial au cours de la procédure.

6.21 Le Groupe spécial a modifié les termes utilisés au paragraphe 7.88 du rapport final, et a ajouté la note de bas de page 106, afin de préciser qu'il a effectivement tenu compte des éléments de preuve fournis par la Chine concernant les utilisations de certains scanners "à haute énergie".

6. Paragraphe 7.89

6.22 La Chine fait valoir que le Groupe spécial s'est appuyé sur l'affirmation de Smiths concernant les écarts de prix entre les scanners "à haute énergie" et les scanners "à basse énergie" sans examiner la communication de la Chine selon laquelle cette affirmation n'était étayée par aucun élément de preuve.

6.23 L'Union européenne rappelle qu'elle a répondu à l'argument de la Chine à cet égard dans les communications qu'elle a présentées au cours de la procédure du Groupe spécial.

6.24 Le Groupe spécial a décidé d'ajouter la note de bas de page 112 au paragraphe 7.90 du rapport final afin de clarifier ses constatations concernant les communications de Smiths relatives aux écarts de prix entre les scanners "à haute énergie" et les scanners "à basse énergie".

C. SITUATION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE: ARTICLE 3.1 ET 3.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Paragraphe 7.142

6.25 La Chine fait valoir que le paragraphe 7.142 ne reflète pas exactement ses arguments. Elle estime avoir précisé durant la deuxième réunion avec le Groupe spécial que c'était Nuctech, et non le MOFCOM, qui avait ajusté les données fournies initialement durant le processus de vérification afin d'exclure les exportations. La Chine demande que le paragraphe soit modifié pour en tenir compte.

6.26 L'Union européenne estime que le texte actuel est clair et exact. Si le Groupe spécial souscrit néanmoins à la suggestion de la Chine, l'Union européenne demande que la modification commence par "La Chine soutient ...".

6.27 Nous notons que la Chine a modifié sa position, entre sa première communication et la deuxième réunion avec le Groupe spécial, quant à la question de savoir si c'était le MOFCOM ou Nuctech qui avaient modifié les données pour tenir compte des exportations. Dans ses constatations, le Groupe spécial a accepté la position révisée de la Chine, à savoir que c'est Nuctech elle-même qui a révisé les données. Le Groupe spécial a modifié le résumé des arguments de la Chine au paragraphe 7.144 du rapport final afin d'en tenir compte.

2. Paragraphe 7.198

6.28 La Chine fait valoir que la constatation du Groupe spécial figurant dans ce paragraphe, à savoir que le MOFCOM a évalué le niveau de bénéfices réel de la branche de production par référence au niveau de bénéfices escompté, est en fait erronée. Selon la Chine, le MOFCOM a seulement examiné le niveau de bénéfices réel. Il a constaté que la branche de production nationale enregistrait des pertes et, *a contrario*, ne faisait pas de bénéfices. En outre, selon la Chine, dans le contexte de l'article 3.4 de l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête est seulement tenue d'examiner la "situation" de la branche de production nationale. Par conséquent, contrairement aux constatations du Groupe spécial, le MOFCOM n'était pas tenu d'expliquer pourquoi il escomptait que la branche de production nationale serait rentable. Enfin, la Chine estime que, dans la Détermination finale, le MOFCOM a examiné l'indicateur de bénéfices de façon approfondie.

6.29 L'Union européenne conteste les observations de la Chine. Elle fait valoir que le paragraphe 7.198 ne concerne pas le niveau de bénéfices dans l'abstrait, mais dans son propre contexte, qui devrait être évalué à l'aide d'une hypothèse négative appropriée concernant le niveau de bénéfices escompté. En outre, l'Union européenne soutient que, au cours de la procédure du Groupe spécial, la Chine a systématiquement omis de répondre à son allégation concernant le "niveau escompté" des bénéfices. Par conséquent, la tentative de la Chine visant à réfuter la constatation du Groupe spécial au stade du réexamen intérimaire dans la procédure devrait être rejetée au nom de la régularité de la procédure.

6.30 De l'avis du Groupe spécial, il ressort clairement de la Détermination finale que le MOFCOM a bien tenu compte des "bénéfices escomptés" en évaluant la situation de la branche de production nationale. Le Groupe spécial a ajouté la note de bas de page 216 au paragraphe 7.200 du rapport final afin de préciser le fondement de son opinion selon laquelle l'analyse des bénéfices par le MOFCOM ne portait pas simplement sur les niveaux absolus des bénéfices obtenus par la branche de production nationale, mais était aussi menée en référence aux niveaux de bénéfices escomptés. Le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de modifier davantage son raisonnement à la lumière des observations de la Chine.

D. LIEN DE CAUSALITÉ: ARTICLE 3.1 ET 3.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Paragraphes 7.239 à 7.244

6.31 La Chine fait valoir que le Groupe spécial n'a pas étudié ses arguments résumés aux paragraphes 7.231 et 7.232 du rapport final. La Chine demande au Groupe spécial de les examiner.

6.32 L'Union européenne ne formule pas d'observation sur cette demande.

6.33 Le Groupe spécial note que les arguments mentionnés par la Chine concernent le débat entre les parties sur la question de savoir s'il existait une corrélation entre les importations visées et les prix intérieurs, ainsi que la pertinence de cette question pour l'analyse du lien de causalité. Étant parvenu, au vu des autres arguments présentés par les parties, à la conclusion que l'analyse du lien de causalité par le MOFCOM n'était pas suffisante, le Groupe spécial, dans le rapport intérimaire, n'a pas entrepris explicitement d'examiner les arguments concernant la corrélation. Il est disposé à donner suite à la demande de la Chine, afin d'explicitement ses vues sur les arguments relatifs à la corrélation. En conséquence, il a ajouté les paragraphes 7.246 et 7.247 au rapport final.

2. Paragraphe 7.269

6.34 En concluant que le MOFCOM n'a pas examiné les arguments de Smiths relatifs aux "facteurs concernant la qualité des produits et la technologie", la Chine estime que le Groupe spécial n'a pas

tenu compte des constatations formulées par le MOFCOM à cet égard à la page 16 de la Détermination finale.

6.35 L'Union européenne conteste l'observation de la Chine. Selon l'Union européenne, les conclusions du MOFCOM concernant les "caractéristiques physiques" et les "caractéristiques technologiques" dans le contexte de l'analyse de la similarité à la page 16 de la Détermination finale ne sont pas liées à l'analyse correcte qu'il aurait dû effectuer à la page 32 de la Détermination finale lorsqu'il a examiné spécifiquement les autres facteurs connus dans le cadre de l'analyse aux fins de la non-imputation.

6.36 Le Groupe spécial juge approprié d'ajouter la note de bas de page 281 au paragraphe 7.279 du rapport final afin d'examiner explicitement l'observation de la Chine et de clarifier son raisonnement à cet égard.

E. TRAITEMENT DES RÉSUMÉS NON CONFIDENTIELS PAR LE MOFCOM: ARTICLE 6.5.1, 6.2 ET 6.4

1. Paragraphe 7.346

6.37 La Chine conteste la déclaration du Groupe spécial selon laquelle une réponse par "oui" ou "non" ne révélera pas nécessairement des renseignements confidentiels. Elle affirme que le Groupe spécial met effectivement en cause la décision initiale du MOFCOM de traiter les renseignements pertinents comme étant confidentiels. Elle laisse entendre que le Groupe spécial n'était pas saisi de cette question, puisqu'il n'y avait pas d'allégation de l'Union européenne concernant la désignation des renseignements pertinents comme étant confidentiels. En outre, la Chine soutient que Nuctech a considéré que la réponse à la question n° 19 n'était pas confidentielle et, par conséquent, que la version non confidentielle pouvait contenir également la réponse cochée dans la version confidentielle.

6.38 L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les remarques de la Chine. Selon l'Union européenne, le Groupe spécial ne remet pas en cause la question de savoir si les renseignements pertinents peuvent être ou non considérés à juste titre comme étant confidentiels. Selon elle, le Groupe spécial explique à bon escient qu'il y a une violation de l'article 6.5.1 parce qu'il n'existe aucun résumé du contenu des renseignements confidentiels pertinents, ni aucun élément de preuve montrant que le MOFCOM a appliqué le mécanisme relatif aux circonstances exceptionnelles prévu à l'article 6.5.1. Le Groupe spécial a ensuite examiné l'argument de la Chine selon lequel un résumé devrait toujours être considéré comme étant impossible à fournir dans le cas de réponses par "oui" ou "non".

6.39 Nous ne sommes pas convaincus par les arguments de la Chine. Ayant constaté qu'il n'existait aucun élément de preuve d'une quelconque application par le MOFCOM du mécanisme relatif aux circonstances exceptionnelles prévu à l'article 6.5.1, nous avons ensuite simplement répondu à l'argument de la Chine selon lequel il est impossible de résumer une réponse par "oui" ou "non" parce qu'un tel résumé révélerait nécessairement des renseignements confidentiels. Toutefois, nous avons modifié le paragraphe 7.350 du rapport final afin de préciser que la principale raison pour laquelle nous avons rejeté l'argument de la Chine est que le MOFCOM n'a pas invoqué le mécanisme relatif aux circonstances exceptionnelles prévu à l'article 6.5.1.

F. DIVULGATION DES FAITS ESSENTIELS

1. Paragraphes 7.412 et 7.414, et note de bas de page 375

6.40 La Chine soutient que le Groupe spécial n'a pas tenu compte de son argument selon lequel l'Union européenne a étendu la portée de son allégation en la faisant passer d'une absence alléguée de divulgation des calculs de la marge de dumping, de la valeur normale et du prix à l'exportation à une absence alléguée de divulgation des données (utilisées) relatives aux prix et aux ajustements. La Chine propose d'apporter plusieurs changements à la description que fait le Groupe spécial de la position de la Chine aux paragraphes 7.412 et 7.414 et dans la note de bas de page 375. L'Union européenne nie avoir étendu la portée de son allégation de violation. Selon elle, la Chine confond l'allégation et les arguments présentés au cours de la procédure du Groupe spécial. L'Union européenne soutient que son allégation initiale, telle qu'elle est indiquée dans sa demande d'établissement d'un Groupe spécial, concernait la divulgation des calculs et des données utilisées.

6.41 Nous avons modifié le paragraphe 7.416 et la note de bas de page 379 du rapport final afin d'éviter tout risque de présentation erronée de la position de la Chine, mais nous ne sommes pas d'accord avec l'affirmation de la Chine selon laquelle l'Union européenne a indûment étendu la portée de son allégation. Nous avons clarifié la note de bas de page 379 du rapport final afin d'éviter toute incertitude.

6.42 Nous avons aussi modifié le paragraphe 7.418 du rapport final afin d'éviter tout risque de description inexacte du recours par la Chine à l'affaire *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*.

G. AVIS AU PUBLIC

1. Paragraphe 7.457 et note de bas de page 406

6.43 La Chine demande au Groupe spécial de modifier ses constatations afin d'empêcher toute incohérence avec sa constatation, figurant dans la note de bas de page 406, selon laquelle l'allégation de l'Union européenne ne devrait pas être interprétée comme faisant référence aux "renseignements sur les faits sous-jacents". L'Union européenne soutient qu'il est clair que le Groupe spécial n'a pas reproché à la Chine d'avoir omis de fournir des renseignements sur les faits sous-jacents. L'Union européenne soutient aussi que le Groupe spécial n'est pas tenu de suivre la terminologie ou les raisonnements juridiques avancés par les parties.

6.44 À notre avis, tous les éléments indiqués au paragraphe 7.457 concernent bien l'explication de la méthode suivie par le MOFCOM pour analyser les effets sur les prix, et ils ont donc été dûment examinés par le Groupe spécial. Toutefois, afin d'éviter tout risque d'incohérence avec la note de bas de page 406, nous avons apporté certains changements au texte de la note de bas de page 410 dans le rapport final et au texte du paragraphe 7.461 du rapport final.

2. Paragraphes 7.462, 7.464 et 7.466

6.45 La Chine prétend que l'allégation de l'Union européenne ne devrait pas être interprétée comme faisant référence aux raisons pour lesquelles le MOFCOM a recouru aux données de fait disponibles, et à la base factuelle de sa détermination du droit résiduel. Selon la Chine, l'allégation de l'Union européenne devrait concerner uniquement le fait que le MOFCOM n'a pas publié les calculs et les données utilisées concernant le droit résiduel. L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter l'argument de la Chine, en disant que tous les aspects de l'allégation de l'Union européenne ont été dûment inclus dans sa demande d'établissement d'un Groupe spécial.

6.46 Nous reconnaissons le bien-fondé de la demande de la Chine dans la mesure où elle concerne les raisons justifiant le recours aux données de fait disponibles par le MOFCOM. Nous convenons que ces raisons ne font pas partie des données utilisées par le MOFCOM pour la détermination du droit résiduel. Toutefois, nous rejetons la demande de la Chine concernant la base factuelle de la détermination du droit résiduel par le MOFCOM, car une telle base factuelle fait bien partie des données utilisées par le MOFCOM pour sa détermination. Nous avons modifié le paragraphe 7.468 du rapport final en conséquence. Nous ne jugeons pas nécessaire d'apporter des changements additionnels aux autres paragraphes du rapport final.

H. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

6.47 À la lumière de ses observations relatives aux paragraphes 7.462, 7.464 et 7.466 (examinées plus haut), la Chine a aussi suggéré d'apporter un changement au paragraphe 8.1. En raison de la position du Groupe spécial concernant la modification du paragraphe 7.466 proposée par la Chine, il n'est pas nécessaire de modifier le paragraphe 8.1 de la manière demandée par la Chine.

VII. CONSTATATIONS

7.1 La présente affaire concerne l'imposition par la Chine de droits antidumping sur les importations de certains appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité en provenance de l'Union européenne. L'Union européenne allègue que les droits antidumping imposés par la Chine, et l'enquête correspondante menée par les autorités chinoises, sont incompatibles avec diverses dispositions de procédure et de fond énoncées dans l'Accord antidumping. La Chine rejette les allégations de l'Union européenne.

7.2 L'Union européenne a avancé plusieurs allégations en matière de procédure au titre des articles 6.5.1, 6.9 et 12.2.2 de l'Accord antidumping, et certaines allégations de fond au titre de l'article 3 de l'Accord antidumping. Nous commencerons par examiner les allégations de fond de l'Union européenne. Puis nous passerons à ses allégations en matière de procédure. Toutefois, avant d'examiner les allégations de l'Union européenne, nous rappelons plusieurs principes généraux concernant l'interprétation des traités, le critère d'examen et la charge de la preuve dans les procédures de règlement des différends de l'OMC.

A. PRINCIPES GÉNÉRAUX CONCERNANT L'INTERPRÉTATION DES TRAITÉS, LE CRITÈRE D'EXAMEN APPLICABLE ET LA CHARGE DE LA PREUVE

1. Interprétation des traités

7.3 L'article 3:2 du Mémoire d'accord dispose que le système de règlement des différends a pour objet de clarifier les dispositions existantes des accords visés "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". Il est généralement admis que les principes codifiés aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités constituent de telles règles coutumières.¹⁶

2. Critère d'examen

7.4 En règle générale, les groupes spéciaux sont liés par le critère d'examen énoncé à l'article 11 du Mémoire d'accord, dont la partie pertinente dispose ce qui suit:

¹⁶ Fait à Vienne le 23 mai 1969, 1155 Recueil des Traités des Nations Unies 331 (1980); 8 International Legal Materials 679 (1969).

[U]n groupe spécial devrait procéder à une *évaluation objective de la question* dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions. (pas d'italique dans l'original)

7.5 L'Organe d'appel a indiqué que l'"évaluation objective" à laquelle doit procéder un groupe spécial examinant la détermination de l'autorité chargée de l'enquête doit être éclairée par un examen de la question de savoir si l'organisme a fourni une explication motivée et adéquate: i) de la façon dont les éléments de preuve versés au dossier étayaient ses constatations factuelles; et ii) de la façon dont ces constatations factuelles étayaient la détermination globale.¹⁷

7.6 L'Organe d'appel a également fait observer qu'un groupe spécial examinant la détermination de l'autorité chargée de l'enquête ne pouvait pas procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve ni substituer son jugement à celui de l'autorité chargée de l'enquête. Un groupe spécial doit limiter son examen aux éléments de preuve dont disposait l'organisme au cours de l'enquête, et il doit tenir compte de tous les éléments de preuve de ce type communiqués par les parties au différend.¹⁸ Dans le même temps, un groupe spécial ne doit pas simplement s'en remettre aux conclusions de l'autorité chargée de l'enquête. L'examen de ces conclusions par un groupe spécial doit être "détaillé", "critique et approfondi".¹⁹

7.7 Outre l'article 11 du Mémoire d'accord, l'article 17.6 de l'Accord antidumping énonce un critère d'examen spécifique applicable aux différends antidumping, à savoir:

- i) dans son évaluation des faits de la cause, le groupe spécial déterminera si l'établissement des faits par les autorités était correct et si leur évaluation de ces faits était impartiale et objective. Si l'établissement des faits était correct et que l'évaluation était impartiale et objective, même si le groupe spécial est arrivé à une conclusion différente, l'évaluation ne sera pas infirmée;
- ii) le groupe spécial interprétera les dispositions pertinentes de l'Accord conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public. Dans les cas où le groupe spécial constatera qu'une disposition pertinente de l'Accord se prête à plus d'une interprétation admissible, le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles.

3. Charge de la preuve

7.8 Les principes généraux applicables à l'attribution de la charge de la preuve dans le système de règlement des différends de l'OMC exigent qu'une partie alléguant qu'il y a eu violation d'une disposition d'un Accord de l'OMC établisse et prouve son allégation.²⁰ Par conséquent, en tant que partie plaignante, l'Union européenne assume la charge de démontrer que certains aspects de la mesure antidumping en cause sont incompatibles avec l'Accord antidumping. L'Organe d'appel a dit qu'une partie plaignante s'acquitterait de la charge lui incombant lorsqu'elle établirait des éléments *prima facie*, à savoir des éléments qui, en l'absence de réfutation effective par la partie défenderesse,

¹⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 186.

¹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 187.

¹⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 93.

²⁰ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, pages 15 et 16.

feraient obligation au groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie plaignante.²¹ Enfin, il appartient généralement à chaque partie qui affirme un fait d'en apporter la preuve.²²

B. INTRODUCTION RELATIVE AU DOMMAGE

7.9 L'Union européenne allègue que la Chine a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping en formulant ses constatations sur la question de savoir si les importations faisant l'objet d'un dumping ont causé un dommage à la branche de production nationale. Dans la présente section du rapport, nous examinons successivement chacune des allégations.

7.10 Premièrement, le Groupe spécial examinera l'allégation de l'Union européenne selon laquelle l'analyse par le MOFCOM des effets sur les prix était incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping parce qu'il ne s'agissait pas d'un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs. Le Groupe spécial examinera l'argument de l'Union européenne selon lequel le MOFCOM a effectué son analyse des effets sur les prix sans tenir compte des "différences considérables entre les produits visés par l'enquête"²³, en particulier entre les scanners "à haute énergie" (niveau d'énergie supérieur à 300 keV) et les scanners "à basse énergie" (niveau d'énergie égal ou inférieur à 300 keV).

7.11 Deuxièmement, le Groupe spécial examinera l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping. L'Union européenne fait valoir que l'examen par le MOFCOM de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale n'était pas fondé sur des "éléments de preuve positifs"; que le MOFCOM n'a pas pris en considération "tous les facteurs économiques et indices pertinents" qui influaient sur la situation de la branche de production; et que le MOFCOM n'a pas évalué correctement l'interaction entre les facteurs économiques et indices "positifs" et "négatifs" et qu'il ne les a pas examinés dans leur contexte approprié.

7.12 Troisièmement, le Groupe spécial évaluera l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping. Il examinera l'argument de l'Union européenne selon lequel la méthode d'analyse des effets sur les prix employée par la Chine au titre de l'article 3.2 a une incidence sur la validité des constatations du MOFCOM concernant le lien de causalité. Le Groupe spécial évaluera aussi l'affirmation selon laquelle le MOFCOM n'a pas donné une explication motivée et suffisante en imputant le dommage aux importations faisant l'objet d'un dumping, en particulier dans les cas où, pendant la dernière année de la période couverte par l'enquête, le prix des importations faisant l'objet d'un dumping était plus élevé que celui du produit national similaire. Enfin, le Groupe spécial examinera l'argument de l'Union européenne selon lequel le MOFCOM n'a pas suffisamment pris en considération les autres causes de dommage dans son analyse aux fins de la non-imputation.

C. EFFETS SUR LES PRIX DES IMPORTATIONS FAISANT L'OBJET D'UN DUMPING: ARTICLE 3.1 ET 3.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Introduction

7.13 L'Union européenne allègue que les constatations du MOFCOM concernant les effets sur les prix n'ont pas constitué un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs, contrairement aux obligations énoncées à l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping. L'allégation de l'Union européenne part du point de vue selon lequel la méthode employée par le MOFCOM pour analyser les effets sur les prix était viciée parce qu'elle comportait des comparaisons de prix, basées sur les valeurs

²¹ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104.

²² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, pages 15 et 16.

²³ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 167.

unitaires moyennes pondérées, alors que le MOFCOM n'a pas tenu compte des "différences considérables" entre les produits comparés, en particulier entre les scanners "à haute énergie" et les scanners "à basse énergie".²⁴

2. Dispositions pertinentes

7.14 L'article 3.1 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

La détermination de l'existence d'un dommage aux fins de l'article VI du GATT de 1994 se fondera sur des éléments de preuve positifs et comportera un examen objectif
a) du volume des importations faisant l'objet d'un dumping et de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur, et *b)* de l'incidence de ces importations sur les producteurs nationaux de ces produits.

7.15 L'article 3.2 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

Pour ce qui concerne le volume des importations qui font l'objet d'un dumping, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation du Membre importateur. Pour ce qui concerne l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, les autorités chargées de l'enquête examineront s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire du Membre importateur, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix qui, sans cela, se seraient produites. Un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

3. Principaux arguments des parties

a) Union européenne

i) *Comparabilité des produits inclus dans l'analyse des effets sur les prix*

7.16 L'Union européenne affirme que le MOFCOM a établi l'existence d'une sous-cotation des prix "importante"²⁵ et "grave"²⁶ en utilisant une méthode de comparaison des prix qui était viciée, même si aucune sous-cotation des prix n'avait été alléguée par Nuctech. En outre, la méthode utilisée par le MOFCOM pour déterminer la dépression des prix/l'empêchement de hausses de prix a amplifié la mesure dans laquelle les prix de Nuctech étaient déprimés/leur hausse était empêchée bien au-delà des niveaux que Nuctech elle-même avait allégués, sur la base de ses propres données concernant les prix.²⁷ L'Union européenne fait valoir que la méthode d'analyse des prix appliquée par le MOFCOM, à savoir une comparaison des valeurs unitaires moyennes pondérées pour tous les produits, était viciée parce qu'elle ne tenait pas compte des différences évidentes entre les types de scanners en cause, en

²⁴ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 167.

²⁵ Détermination finale, section V.II.3, pièce EU-2, page 23.

²⁶ Détermination finale, section V.II.3, pièce EU-2, page 23.

²⁷ Alors que l'Union européenne fait référence à la constatation du MOFCOM en parlant de constatation de "dépression des prix", la Chine maintient que le MOFCOM a formulé en réalité une constatation d'"empêchement de hausses de prix": le Groupe spécial traite cette question aux paragraphes 7.52 à 7.54 du présent rapport. Comme il y est expliqué, le Groupe spécial utilisera l'expression "empêchement de hausses de prix" lorsqu'il fera référence aux constatations du MOFCOM à cet égard.

particulier entre les scanners à basse énergie exportés par Smiths et les scanners à haute énergie qui faisaient principalement l'objet des activités de Nuctech. Selon l'Union européenne, Smiths a expliqué à plusieurs reprises pendant l'enquête que les scanners à basse énergie et les scanners à haute énergie avaient des caractéristiques physiques, des utilisations finales, des caractéristiques techniques, des caractéristiques mécaniques, des procédés de fabrication et des prix très différents et n'étaient pas en concurrence.²⁸ En conséquence, en raison de ces différences, Smiths a fait valoir que les scanners à haute énergie devraient être exclus de la gamme du produit visé par l'enquête. L'Union européenne n'avance pas cet argument concernant la gamme du produit dans la présente procédure. Par contre, elle soutient que, compte tenu des différences manifestes entre les scanners à basse énergie et les scanners à haute énergie, il était clairement inapproprié que les autorités chinoises examinent l'existence d'une sous-cotation des prix et d'une dépression des prix/d'un empêchement de hausses de prix sans tenir compte de ces différences. L'Union européenne reconnaît que Nuctech a produit des scanners à basse énergie pendant la période couverte par l'enquête, mais elle soutient que le MOFCOM n'a pas non plus tenu compte des différences entre les scanners à basse énergie produits par Smiths et Nuctech, respectivement.

7.17 En réponse à l'argument de la Chine selon lequel il n'y a "aucune ligne de démarcation nette et claire" entre les scanners à haute énergie et les scanners à basse énergie, mais qu'il existe plutôt une "chaîne ininterrompue de scanners", l'Union européenne fait valoir qu'il s'agit d'une affirmation non étayée à laquelle aucune référence n'a été faite dans la Détermination finale. L'Union européenne reconnaît que l'on peut débattre de la question de savoir si la ligne de démarcation devrait être établie précisément à 300 keV ou à un niveau un peu plus élevé, mais qu'il existe un clivage important et facilement reconnaissable entre les scanners à haute énergie et les scanners à basse énergie. Elle fait valoir que le niveau d'énergie des scanners utilisés pour les grands objets est toujours beaucoup plus élevé que celui des scanners utilisés pour les petits objets, et cela se traduit toujours par des disparités très importantes entre les prix.

ii) Obligations au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping

7.18 L'Union européenne estime que, du fait que le MOFCOM a utilisé une définition large du produit visé par l'enquête, l'obligation d'effectuer un examen objectif des éléments de preuve positifs impliquait qu'il devait tenir compte des différences pertinentes entre les divers types de produits visés par l'enquête lorsqu'il a procédé à son analyse des effets sur les prix. L'Union européenne ne fait pas valoir que le MOFCOM aurait dû utiliser une méthode particulière à cette fin. Par contre, elle note qu'il n'en a pas du tout tenu compte, comme il est expliqué dans les sections ci-après concernant la sous-cotation des prix et la dépression des prix/l'empêchement de hausses de prix.

Sous-cotation des prix

7.19 L'Union européenne rappelle que le MOFCOM a examiné l'existence d'une sous-cotation des prix en comparant la valeur unitaire moyenne pondérée de toutes les importations de tous les produits visés par l'enquête et la valeur unitaire moyenne pondérée de toutes les ventes intérieures de tous les produits similaires réalisées par Nuctech. L'Union européenne accepte qu'une comparaison des valeurs unitaires moyennes pondérées puisse être une méthode appropriée pour examiner l'existence d'une sous-cotation des prix dans les cas où les produits visés par l'enquête sont relativement homogènes et suffisamment comparables. Toutefois, dans les cas où les produits pertinents sont hétérogènes, l'Union européenne soutient que les différences dans les valeurs unitaires moyennes peuvent refléter simplement des modifications ou des variations dans la gamme des produits, et non de réelles différences de prix. Dans les circonstances de la présente affaire, en raison des différences considérables entre les scanners à basse énergie et les scanners à haute énergie, l'Union européenne fait valoir qu'il était manifestement inapproprié que le MOFCOM examine l'existence d'une

²⁸ Voir le Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, pages 3 à 7.

sous-cotation des prix en comparant les valeurs unitaires moyennes pondérées pour tous les produits considérés. Selon l'Union européenne, les effets de distorsion de la méthode suivie par le MOFCOM ont été exacerbés par le fait que, pendant la période couverte par l'enquête, il n'y a pas eu d'exportations de scanners à haute énergie en provenance de l'Union européenne vers la Chine.

Dépression des prix/empêchement de hausses de prix

7.20 D'emblée, il existe un différend entre l'Union européenne et la Chine concernant la question de savoir si le MOFCOM a formulé une constatation de dépression des prix ou d'empêchement de hausses de prix. L'Union européenne maintient que sa traduction professionnelle de l'expression pertinente figurant dans la Détermination finale ainsi que le contenu de la Détermination finale étayaient sa position selon laquelle le MOFCOM a formulé une constatation de dépression des prix. L'Union européenne note que le MOFCOM n'a pas indiqué que Nuctech avait été empêchée d'augmenter ses prix afin de tenir compte des augmentations de coûts. En fait, le MOFCOM a constaté que les importations faisant l'objet d'un dumping forçaient Nuctech à baisser ses prix au-delà de la réduction de son coût unitaire de production. L'Union européenne soutient qu'il est implicite, dans le raisonnement du MOFCOM, que les prix de Nuctech n'auraient pas augmenté en l'absence des importations faisant l'objet d'un dumping, étant donné la réduction substantielle du coût de production unitaire de Nuctech. En fait, les prix de Nuctech auraient moins baissé. Cela étaye la conclusion selon laquelle le MOFCOM a formulé une constatation de dépression des prix et non d'empêchement de hausses de prix.

7.21 L'Union européenne estime que la constatation du MOFCOM selon laquelle les prix du produit national similaire ont chuté de 72,68% pendant la période couverte par l'enquête est compromise par la méthode erronée que le MOFCOM a appliquée pour la sous-cotation des prix. Autrement dit, les modifications des valeurs unitaires moyennes constatées par le MOFCOM étaient davantage susceptibles de refléter des modifications de la gamme des produits de la branche de production nationale pendant la période couverte par l'enquête que des modifications de la politique de prix de la branche de production nationale.

b) Chine

i) *Différences entre les scanners à basse énergie et les scanners à haute énergie, et parmi les scanners à basse énergie*

Chaîne ininterrompue de scanners

7.22 La Chine conteste qu'il existe une distinction claire entre les scanners dont le niveau d'énergie est égal ou inférieur à 300 keV ("à basse énergie") et les scanners dont le niveau d'énergie est supérieur à 300 keV ("à haute énergie"). La Chine fait valoir que le niveau d'énergie des scanners n'est pas déterminant pour leurs caractéristiques physiques, leurs utilisations ou leurs prix. En fait, il existe une chaîne ininterrompue de scanners, avec des différences progressives entre les modèles voisins. Par conséquent, dans la mesure où certaines allégations formulées par l'Union européenne sont fondées sur une distinction alléguée entre les scanners à basse énergie et les scanners à haute énergie, elles devraient être rejetées par le Groupe spécial parce que la distinction est factuellement incorrecte. Pour étayer cet argument, la Chine donne de nombreux exemples de scanners dont le niveau d'énergie est égal ou inférieur à 300 keV qui ont les caractéristiques que Smiths attribue aux scanners à haute énergie, et inversement.²⁹

²⁹ Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 204 à 238.

Analyse du MOFCOM

7.23 La Chine estime que Smiths a soulevé la question des différences alléguées entre les scanners "à basse énergie" et les scanners "à haute énergie" uniquement pour alléguer que ces produits n'étaient pas "similaires" et que les scanners à haute énergie devraient donc être exclus de la portée de l'enquête effectuée par le MOFCOM. La Chine affirme que Smiths n'a jamais fait référence à ces différences dans le contexte de l'analyse par le MOFCOM des effets sur les prix. Elle soutient que Smiths n'a, à aucun moment, allégué que le MOFCOM devrait effectuer des analyses séparées de la sous-cotation des prix et de l'empêchement de hausses de prix pour les scanners "à basse énergie" et les scanners "à haute énergie". La Chine estime que si, comme l'allègue l'Union européenne, il était si essentiel de procéder à des analyses de prix séparées pour les scanners "à basse énergie" et les scanners "à haute énergie", et même pour les différents types de scanners "à basse énergie", l'argument aurait au moins dû être avancé par Smiths pendant l'enquête. La Chine affirme que cela n'a pas été le cas.

7.24 La Chine estime que, en comparant les prix à l'importation de Smiths pour le produit visé et les prix intérieurs de Nuctech pour le produit similaire, le MOFCOM a dûment comparé les prix de produits similaires. En outre, la Chine estime qu'il était raisonnable que le MOFCOM évalue les effets des prix des importations faisant l'objet d'un dumping en utilisant la méthode de la moyenne pondérée. Elle fait observer que le MOFCOM n'a aucunement manipulé les données ou les chiffres puisqu'il a suivi la même méthode pour les produits nationaux et pour les produits importés et qu'il a inclus toutes les données relatives à tous les modèles. La Chine estime que, de la sorte, le MOFCOM a assuré un traitement équitable des renseignements et données versés au dossier. Elle affirme que le MOFCOM savait que les prix pouvaient varier d'un modèle à l'autre, voire d'une transaction à l'autre. En fait, il s'agit d'une caractéristique courante de toutes les enquêtes antidumping dans le monde entier, et cela explique précisément pourquoi les autorités chargées de l'enquête utilisent des moyennes. Selon la Chine, le MOFCOM a conclu que ces écarts de prix n'étaient pas de nature à infirmer la conclusion selon laquelle la sous-cotation des prix était "notable". En outre, la Chine soutient qu'une comparaison des moyennes peut servir l'exportateur dans certains cas, mais lui nuire dans d'autres cas. La Chine estime que, tant que la méthode est appliquée équitablement et d'une manière objective, elle ne peut pas être considérée comme étant partielle.

7.25 La Chine fait valoir que le MOFCOM a demandé les données complètes sur les prix relatives au produit visé pour les trois années de la période couverte par l'enquête. Cependant, Smiths n'a fourni que les chiffres moyens concernant certains modèles pour 2008 et n'a fourni aucune donnée sur les prix pour 2006 et 2007. Par conséquent, la Chine soutient que le MOFCOM était en fait dans l'impossibilité de procéder à une comparaison de modèle à modèle et que l'utilisation de la méthode des moyennes pondérées était raisonnable et appropriée dans ces circonstances. Selon la Chine, la prescription relative à l'"objectivité" énoncée à l'article 3.1 doit être évaluée compte tenu des circonstances spécifiques de l'affaire, y compris les renseignements et données à la disposition de l'autorité chargée de l'enquête. Pour conclure que l'autorité chargée de l'enquête a favorisé une partie intéressée particulière, il faut que l'autorité chargée de l'enquête ait eu le choix entre plusieurs options et qu'elle ait choisi celle qui favorisait les intérêts d'une partie particulière. D'autre part, la Chine fait valoir qu'il n'était pas nécessaire que le MOFCOM formule des constatations conformément à l'article 6.8 de l'Accord antidumping parce que l'article 3.2 ne prescrit pas de suivre telle ou telle méthode spécifique et que le MOFCOM avait la possibilité d'utiliser une méthode de comparaison raisonnable fondée sur les données présentées par les parties ou recueillies à partir des dossiers publics.

ii) Obligations au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping

7.26 La Chine note que l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping n'expose pas une méthode spécifique que les autorités chargées de l'enquête doivent suivre pour examiner les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix sur un marché intérieur. En outre, la Chine

estime que des groupes spéciaux dans des affaires antérieures ont rejeté le point de vue selon lequel les obligations méthodologiques énoncées à l'article 2 de l'Accord antidumping, concernant la détermination de la marge de dumping, s'appliquent à l'analyse de la sous-cotation des prix au sens de l'article 3.2 de l'Accord antidumping. Selon la Chine, il n'y a aucune obligation dans l'Accord antidumping exigeant de l'autorité chargée de l'enquête, durant l'analyse des effets sur les prix, qu'elle procède à des ajustements semblables à ceux qui sont applicables lorsqu'elle fait la comparaison entre la valeur normale et le prix d'exportation au titre de l'article 2.4 de l'Accord antidumping. La Chine relève qu'il y a d'importantes différences entre la détermination de la marge de dumping dans le cadre de l'article 2.4 et l'analyse de l'effet sur les prix au titre de l'article 3.2. Premièrement, l'article 3.2 prescrit seulement à l'autorité chargée de l'enquête d'"examiner" les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix intérieurs, et non de faire une détermination à cet égard, et il n'exige pas que le degré de la sous-cotation soit quantifié. Deuxièmement, l'analyse des prix n'est qu'un parmi divers éléments ou facteurs examinés par l'autorité chargée de l'enquête pour déterminer si la branche de production nationale subit un dommage. Du fait de ces différences, lorsqu'on interprète l'article 3.1 et 3.2, la prescription relative à l'"examen objectif" ne devrait pas être interprétée comme imposant des obligations qui n'en découlent pas. Dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, le Groupe spécial a été d'avis que la prescription de l'article 3.1 imposant de procéder à un "examen objectif" sur la base d'"éléments de preuve positifs" impliquait seulement que l'examen soit "conforme aux impératifs des principes de base de la bonne foi et de l'équité fondamentale" et que l'"autorité chargée de l'enquête [devait] donc assurer un traitement impartial des renseignements et des données figurant dans le dossier de l'enquête".

Sous-cotation des prix

7.27 La Chine demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de l'Union européenne selon laquelle "la constatation par le MOFCOM d'une sous-cotation des prix a été établie en suivant une méthode manifestement inadéquate comportant l'utilisation de valeurs unitaires moyennes pondérées pour tous les produits visés par l'enquête".³⁰ En outre, la Chine conteste l'argument de l'Union européenne selon lequel le caractère inapproprié de la méthode utilisée par le MOFCOM est démontré par le fait que ni Nuctech ni Smiths n'ont fait référence à l'existence d'une sous-cotation des prix.³¹ La Chine estime que, contrairement à l'argument de l'Union européenne, Nuctech a allégué qu'il y avait une sous-cotation des prix.³² La Chine fait aussi valoir qu'il n'y a aucun élément de preuve versé au dossier excluant la possibilité que Smiths, sa filiale française ou tout autre exportateur européen ait exporté des scanners à haute énergie. Enfin, la Chine souligne que l'exemple donné par l'Union européenne est purement hypothétique.

Empêchement de hausses de prix

7.28 Tout d'abord, la Chine fait valoir que le MOFCOM a formulé en fait une constatation d'empêchement de hausses de prix, et non de dépression des prix comme il est indiqué dans la traduction de la Détermination finale faite par l'Union européenne. La Chine estime que, dans la Détermination finale, le MOFCOM a constaté que "le taux de la diminution du prix de vente était plus élevé que le taux de la réduction du coût de production, à hauteur de 19,01 points de pourcentage, ce qui indique que les prix de vente des produits nationaux similaires ne sont pas restés à un niveau raisonnable du fait que [leur hausse a été empêchée] par le prix à l'importation du produit visé".³³ Par conséquent, selon la Chine, cela étaye la conclusion selon laquelle le MOFCOM a constaté un empêchement de hausses de prix, et non une dépression des prix, parce qu'il a constaté que les prix

³⁰ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 205.

³¹ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 205 et 211.

³² La Chine fait référence à la Réponse de Nuctech au questionnaire, question n° 38 4), pièce EU-8, page 26.

³³ Détermination finale, pièce EU-2, pages 23 et 24.

intérieurs n'avaient pas pu augmenter à un niveau rentable en raison des effets du prix peu élevé des importations faisant l'objet d'un dumping. Bien que, dans la Détermination finale, le MOFCOM ait constaté uniquement une sous-cotation des prix et un empêchement de hausses de prix, la Chine fait valoir qu'on constate en l'espèce en fait un panachage de dépression des prix et d'empêchement de hausses de prix. La sous-cotation des prix et l'augmentation rapide du volume des importations ont fait chuter les prix intérieurs à des niveaux non rentables et ont empêché la branche de production nationale d'augmenter les prix à des niveaux rentables.

7.29 La Chine dément qu'il existe une distorsion inhérente dans la méthode suivie par le MOFCOM pour déterminer l'existence d'un empêchement de hausses de prix. Elle soutient que le MOFCOM a utilisé la même méthode pendant toute la période couverte par l'enquête et que la méthode de calcul du prix moyen a été appliquée de manière équitable aussi bien aux importations qu'aux produits nationaux. En outre, la Chine fait valoir que la comparabilité des prix n'est pas une question dont il faut tenir compte pour examiner un empêchement de hausses de prix, parce que cet examen porte sur les prix et les coûts concernant uniquement le produit national et ne comporte pas de comparaison avec les prix des produits importés. Selon la Chine, le fait que la gamme des produits varie ou peut varier dans le temps ne peut pas influencer sur l'évaluation de l'empêchement de hausses de prix. En effet, celle-ci dépend de la question de savoir si les prix d'une certaine gamme de produits ont pu suivre l'évolution des coûts pour cette même gamme de produits.

4. Évaluation par le Groupe spécial

a) Introduction

7.30 L'Union européenne allègue que les constatations du MOFCOM concernant les effets sur les prix n'étaient pas fondées sur un examen objectif des éléments de preuve positifs, contrairement aux obligations énoncées à l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping. L'allégation de l'Union européenne part du point de vue selon lequel la méthode employée par le MOFCOM pour analyser les effets sur les prix était viciée parce qu'elle impliquait de comparer les valeurs unitaires moyennes pondérées pour l'ensemble des produits visés par l'enquête, sans tenir compte des différences considérables entre les produits, en particulier entre les scanners "à haute énergie" et les scanners "à basse énergie". Selon l'Union européenne, les effets de distorsion de la méthode suivie par le MOFCOM ont été exacerbés par le fait que, pendant la période couverte par l'enquête, il n'y a pas eu d'exportations de scanners à haute énergie en provenance de l'Union européenne vers la Chine.

b) Approche générale dans le cadre de l'article 3.1 de l'Accord antidumping

7.31 Dans l'analyse de l'allégation de l'Union européenne, il est bien établi que le rôle du Groupe spécial n'est pas de procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve, ni de s'en remettre simplement aux conclusions de l'autorité chargée de l'enquête. Par contre, le Groupe spécial doit examiner si l'explication concernant la conclusion formulée par l'autorité chargée de l'enquête est motivée et adéquate à la lumière d'autres explications plausibles.³⁴

7.32 Par ailleurs, pour examiner les allégations de l'Union européenne au titre de l'article 3.1 de l'Accord antidumping, et en particulier la question de savoir si la qualité des éléments de preuve invoqués par le MOFCOM satisfaisait au critère des éléments de preuve positifs, nous rappelons que, dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, l'Organe d'appel a estimé ce qui suit:

L'expression "éléments de preuve positifs" se rapporte, à notre avis, à la qualité des éléments de preuve sur lesquels les autorités peuvent se fonder pour établir une

³⁴ Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Pneumatiques (Chine)*, paragraphe 280.

détermination. Le terme "positifs" signifie, selon nous, que les éléments de preuve doivent être de caractère affirmatif, objectif et vérifiable, et qu'ils doivent être crédibles.³⁵

L'Organe d'appel est aussi convenu que l'expression "éléments de preuve positifs" faisait référence à "des éléments de preuve qui étaient pertinents en ce qui concerne la question à trancher et qui avaient pour caractéristique d'être intrinsèquement fiables et dignes de foi".³⁶

7.33 En examinant la question de savoir si le MOFCOM a effectué un examen objectif des éléments de preuve, nous notons que l'Organe d'appel a estimé que cela nécessite un examen qui respecte "les impératifs correspondant aux principes fondamentaux que sont la bonne foi et l'équité élémentaire". En outre, l'enquête doit se dérouler d'une manière "impartiale" et "équitable" et ne doit pas favoriser une partie intéressée en particulier par rapport à une autre.³⁷

c) Quelle méthode le MOFCOM a-t-il utilisée dans son analyse des effets sur les prix?

7.34 L'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping est fondée sur l'argument selon lequel des *comparaisons de prix* effectuées sans assurer la comparabilité ne peuvent pas être assimilées à un examen objectif des éléments de preuve positifs. Bien que cela ne soit pas explicite dans sa Détermination finale, sur la base des explications fournies pendant les consultations, l'Union européenne croit comprendre que le MOFCOM a formulé sa constatation de sous-cotation des prix en comparant les prix unitaires moyens pondérés annuels de toutes les importations faisant l'objet d'un dumping et les prix unitaires moyens pondérés annuels de toutes les ventes intérieures réalisées par Nuctech.³⁸ Pour conclure qu'il y a eu un empêchement de hausses des prix intérieurs³⁹, le MOFCOM s'est aussi appuyé sur des comparaisons des prix unitaires moyens pondérés annuels.⁴⁰ En particulier, comme il sera indiqué ci-après, le MOFCOM a comparé les valeurs unitaires moyennes intérieures pendant la période couverte par l'enquête afin de formuler une constatation intermédiaire selon laquelle les prix de la branche de production nationale avaient baissé à hauteur du montant qu'il avait quantifié.⁴¹ Le MOFCOM s'est aussi appuyé sur ses constatations de sous-cotation pour conclure que l'empêchement de hausses de prix était un effet des importations visées.⁴²

7.35 Afin de comparer les prix des importations visées et les prix des produits nationaux similaires, la Chine a expliqué ce qui suit:

Le MOFCOM a calculé les prix unitaires moyens par année pour l'ensemble des importations visées et les a comparés avec les moyennes annuelles pour le produit national similaire. En mettant ces prix en parallèle, on voyait clairement si l'un était plus élevé ou moins élevé que l'autre.⁴³

³⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 192.

³⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphes 164 et 165.

³⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 193 et 196.

³⁸ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 190.

³⁹ Le Groupe spécial note que les parties sont en désaccord sur la question de savoir si le MOFCOM a constaté un empêchement de hausses de prix ou une dépression des prix. Comme il est expliqué aux paragraphes 7.52 à 7.54 du présent rapport, le Groupe spécial utilisera l'expression "empêchement de hausses de prix" pour faire référence aux constatations du MOFCOM à cet égard.

⁴⁰ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 213.

⁴¹ Voir la réponse de l'Union européenne à la question n° 64 du Groupe spécial et le paragraphe 7.56 du présent rapport.

⁴² Voir les paragraphes 7.58 à 7.60 du présent rapport.

⁴³ Réponse de la Chine à la question n° 81 du Groupe spécial, paragraphe 50.

7.36 En réponse aux questions posées par le Groupe spécial, la Chine a expliqué que, pour arriver aux prix unitaires moyens annuels concernant les ventes de Nuctech qui ont été utilisés dans ses analyses de la sous-cotation des prix et de l'empêchement de hausses de prix, le MOFCOM n'a pas demandé que Nuctech fournisse des données par transaction ou par modèle. Bien que, de sa propre initiative, Nuctech ait fourni des données sur les prix intérieurs par modèle, pour certains modèles, le MOFCOM n'a pas utilisé ces données dans son analyse des effets sur les prix. Par contre, le MOFCOM a divisé la valeur totale des ventes intérieures du produit national similaire pour chaque année de la période couverte par l'enquête, fournie par Nuctech dans sa réponse au questionnaire, par la quantité vendue pendant l'année correspondante.⁴⁴ La Chine a confirmé que le MOFCOM ne connaissait pas les utilisations ou les niveaux d'énergie des scanners qui étaient inclus dans ces calculs des effets sur les prix. Selon la Chine, le MOFCOM "n'a pas considéré que les différences dans les niveaux d'énergie [étaient] pertinentes pour l'analyse des effets sur les prix au titre de l'article 3.2 et il ne les a donc pas prises en considération".⁴⁵

7.37 Le MOFCOM a utilisé les données sur la valeur en douane pour déterminer le prix des importations visées. Afin de calculer ses prix unitaires moyens annuels, la Chine a expliqué qu'elle n'avait pas pris les données concernant les différentes importations effectuées pendant une année donnée en vue de les agréger et de calculer une valeur unitaire moyenne pour cette année-là. En fait, le MOFCOM a utilisé la valeur en douane totale du produit visé pour chaque année de la période couverte par l'enquête et l'a divisée par la quantité importée du produit visé pendant l'année correspondante.⁴⁶

d) Quelle est la pertinence du fait que Smiths n'a pas formulé de préoccupations concernant l'analyse des effets sur les prix pendant l'enquête?

7.38 La Chine note que, pendant l'enquête, Smiths a soulevé la question des différences alléguées entre les scanners "à basse énergie" et les scanners "à haute énergie" dans le contexte de la décision du MOFCOM concernant la gamme des produits visés par l'enquête. La Chine soutient que Smiths n'a jamais fait référence aux différences alléguées entre les produits dans le contexte de l'analyse des prix effectuée par le MOFCOM. Elle fait valoir que s'il était si essentiel de procéder à une analyse des prix séparément pour les scanners "à basse énergie" et les scanners "à haute énergie", l'argument aurait au moins dû être avancé par Smiths pendant l'enquête".⁴⁷ Selon la Chine, le fait qu'il n'a pas été avancé montre qu'il n'y avait pas d'éléments justifiant que le MOFCOM juge l'utilisation de moyennes déraisonnable.

7.39 La Chine ne fait pas valoir explicitement que le fait que Smiths n'a pas avancé l'argument relatif aux différences alléguées entre les produits visés par l'enquête dans le contexte de l'analyse des effets sur les prix empêche le Groupe spécial de formuler une constatation sur cette question. À notre avis, s'il s'agit de ce que la Chine a l'intention de laisser entendre, sa suggestion n'est pas fondée. Il est bien établi qu'un Membre qui dépose une plainte devant un groupe spécial au titre du Mémoire d'accord ne se limite pas aux allégations qui ont été formulées pendant l'enquête interne. Par exemple, dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, l'Organe d'appel a estimé ce qui suit:

Lorsqu'il fait valoir ses prétentions dans le cadre d'une procédure de règlement des différends, un Membre de l'OMC n'est pas tenu de répéter seulement les arguments

⁴⁴ Réponse de la Chine à la question n° 79 du Groupe spécial, paragraphes 46 et 48, et réponse de la Chine à la question n° 80 du Groupe spécial, paragraphe 49.

⁴⁵ Réponse de la Chine à la question n° 83 du Groupe spécial, paragraphe 53.

⁴⁶ Réponse de la Chine à la question n° 82 du Groupe spécial, paragraphe 51. La Chine note aussi que les données sur la valeur et le volume des importations fournies par les douanes ont été ajustées pour exclure les produits autres que le produit visé. En outre, les prix moyens obtenus ont été ajustés ultérieurement au niveau des prix au débarquement en ajoutant le montant des droits exigibles au moment de l'importation.

⁴⁷ Première communication écrite de la Chine, paragraphe 280.

qui ont été présentés aux autorités compétentes par les parties intéressées au cours de la procédure d'enquête interne, même lorsque le Membre de l'OMC était lui-même une partie intéressée dans cette enquête.⁴⁸

7.40 La Chine fait valoir que le fait que Smiths n'a pas invoqué les différences alléguées concernant le produit considéré dans le contexte de l'analyse des effets sur les prix montre qu'il n'était pas vraiment essentiel que le MOFCOM tienne compte de ces différences. Toutefois, étant donné que l'Organe d'appel a estimé qu'une allégation d'un Membre n'est pas limitée aux arguments présentés pendant l'enquête pertinente, nous estimons que le bien-fondé de l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping n'est pas affecté par le fait que l'argument n'a pas été avancé pendant la procédure interne.

e) La question de la comparabilité des prix au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping a-t-elle été examinée par d'autres groupes spéciaux ou par l'Organe d'appel?

7.41 L'Organe d'appel a fait observer que, même si l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping ne prescrit pas de méthode particulière pour examiner les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, les autorités chargées de l'enquête n'ont pas un pouvoir discrétionnaire absolu à cet égard. En fait, indépendamment de la méthode choisie pour examiner les effets sur les prix, l'autorité chargée de l'enquête doit procéder à un examen objectif des éléments de preuve positifs.⁴⁹

7.42 Très récemment, dans l'affaire *Chine – AMGO*, le Groupe spécial et l'Organe d'appel avaient tous les deux des raisons de se demander si un examen objectif des éléments de preuve positifs avait eu lieu dans le cas où l'autorité chargée de l'enquête avait effectué une analyse de la sous-cotation des prix sans tenir compte de la nécessité de procéder à des ajustements pour assurer la comparabilité des prix. Le Groupe spécial a conclu que, pour comparer les prix des importations visées et les prix intérieurs afin d'établir l'existence d'une sous-cotation des prix, l'autorité chargée de l'enquête devait "s'assurer que les prix qu'elle utilise pour sa comparaison sont dûment comparables".⁵⁰ En outre, le Groupe spécial a estimé que "[d]ès que des comparaisons de prix [étaient] effectuées, la comparabilité des prix de[venait] nécessairement une question à examiner".⁵¹ L'Organe d'appel a souscrit à la conclusion du Groupe spécial et a indiqué:

[L]es deux [parties] ont été d'accord pour dire que l'autorité chargée de l'enquête devait assurer la comparabilité des prix qui étaient comparés. En fait, bien qu'il n'y ait pas de prescription explicite [à l']article[] 3.2 [...], nous ne voyons pas comment le fait de ne pas assurer la comparabilité des prix pouvait être compatible avec la prescription figurant [à l']article[] 3.1 [...] selon laquelle la détermination de l'existence d'un dommage doit être fondée sur des "éléments de preuve positifs" et comporter un "examen objectif", entre autres, de l'effet des importations visées sur les prix des produits nationaux similaires. En effet, si les prix des importations visées et les prix intérieurs n'étaient pas comparables, cela réduirait à néant la force explicative que les prix des importations visées pourraient avoir pour la dépression des prix intérieurs ou l'empêchement de hausses des prix intérieurs. Nous ne voyons donc aucune raison de ne pas souscrire à l'affirmation du Groupe spécial selon laquelle

⁴⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 113. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 131.

⁴⁹ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 113.

⁵⁰ Rapport du Groupe spécial *Chine – AMGO*, paragraphe 7.530.

⁵¹ Rapport du Groupe spécial *Chine – AMGO*, paragraphe 7.530.

"[d]ès que des comparaisons de prix sont effectuées, la comparabilité des prix devient nécessairement une question à examiner".⁵²

7.43 Avant la décision rendue dans l'affaire *Chine – AMGO*, deux groupes spéciaux ont examiné dans quelle mesure l'article 3.2 de l'Accord antidumping prescrivait à l'autorité chargée de l'enquête d'effectuer des ajustements pour tenir compte des différences entre les produits considérés dans l'analyse des effets sur les prix. Dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, le Groupe spécial a tenu le raisonnement suivant:

[É]tant donné le contraste frappant du point de vue du texte, du contexte, de la nature juridique et de la raison d'être entre les dispositions de l'article 2 de l'Accord antidumping concernant le calcul de la marge de dumping et celles de l'article 3 concernant l'analyse du dommage, nous refusons de transposer globalement les obligations méthodologiques plus détaillées énoncées à l'article 2 concernant le dumping dans les dispositions de l'article 3 concernant l'analyse du dommage.

En outre, puisque dans l'analyse de la sous-cotation du prix, l'autorité chargée de l'enquête examine le dommage causé par les importations faisant l'objet d'un dumping, dans la mesure où un produit est en concurrence avec un autre produit et affecte les ventes intérieures de ce produit, il pourrait fort bien y avoir des bases différentes pour décider de procéder ou non à un ajustement dans le contexte des analyses du dumping et de la sous-cotation du prix. Dans une détermination de l'existence d'un dumping, un élément sur lequel les ajustements sont axés peut être les différences dans les coûts dont on pourrait raisonnablement s'attendre à ce qu'un producteur/exportateur les répercute dans ses prix; en revanche, l'élément sur lequel est axée une analyse de la sous-cotation du prix peut être les différences entre le produit importé et le produit national similaire que les consommateurs perçoivent comme importantes.⁵³

7.44 Dans le même ordre d'idées, le Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)* a estimé ce qui suit:

[I]l n'y a pas dans l'article 3.2 de prescription équivalente à celle de l'article 2.4 de l'Accord antidumping concernant l'obligation de "dûment tenir compte" des différences affectant la comparabilité des prix. Selon nous, même s'il est clair que les exigences générales relatives à l'examen objectif et aux éléments de preuve positifs énoncées à l'article 3.1 limitent le pouvoir discrétionnaire de l'autorité chargée de l'enquête dans la conduite d'une analyse de la sous-cotation du prix, cela ne veut pas dire que les prescriptions de l'article 2.4 concernant l'obligation de dûment tenir compte des différences affectant la comparabilité des prix sont applicables. Ainsi, par exemple, les ajustements effectués dans le contexte de l'analyse de la sous-cotation du prix peuvent être un moyen utile de garantir qu'il est satisfait aux prescriptions relatives à l'examen objectif d'éléments de preuve positifs de l'article 3.1, tout comme pourrait l'être l'utilisation de catégories de produits soigneusement définies pour la collecte des renseignements sur les prix.⁵⁴

⁵² Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 200.

⁵³ Rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphes 7.292 et 7.293.

⁵⁴ Rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 7.328.

- f) L'analyse par le MOFCOM des effets sur les prix a-t-elle constitué un examen objectif des éléments de preuve positifs?
- i) *Quelles étaient les obligations du MOFCOM en ce qui concerne son analyse de la sous-cotation des prix?*

Obligation d'"examiner" la sous-cotation des prix

7.45 Dans ses communications devant le Groupe spécial, la Chine a fait valoir que les obligations énoncées à l'article 3.2 de l'Accord antidumping devaient être lues à la lumière de la prescription selon laquelle l'autorité chargée de l'enquête est tenue uniquement d'"examiner" la question de savoir, et non de faire une détermination à cet égard, s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix ou d'empêcher des hausses de prix.⁵⁵ De l'avis du Groupe spécial, la prescription d'"examiner" les effets sur les prix n'implique pas une détermination définitive concernant l'existence d'une sous-cotation des prix, d'un empêchement de hausses de prix ou d'une dépression des prix. Toutefois, bien que l'autorité chargée de l'enquête puisse être tenue uniquement d'"examiner" les effets sur les prix, cela doit comporter un examen objectif des éléments de preuve positifs. À cet égard, nous souscrivons à la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *Chine – AMGO*:

La notion exprimée par le mot "examiner", lorsqu'il s'agit d'une obligation imposée à un décideur, consiste à obliger celui-ci à *tenir compte de quelque chose* pour parvenir à sa décision. Par l'emploi du mot "examiner", [l']article[] 3.2 [...] n'impose[] pas à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation de faire une *détermination définitive* concernant le volume des importations visées et l'effet de ces importations sur les prix intérieurs. Néanmoins, l'*examen* du volume des importations visées et de leurs effets sur les prix par l'autorité conformément [à l']article[] 3.2 [...] est aussi assujéti aux principes primordiaux, énoncés [à l']article[] 3.2 [...], qui veulent que cet examen se fonde sur des éléments de preuve positifs et comporte un examen objectif. En d'autres termes, le fait qu'aucune détermination définitive n'est exigée ne diminue pas la rigueur qui doit caractériser l'examen visé [à l']article[] 3.2 [...].

En outre, bien que l'*examen* d'une question doive être distingué de la détermination définitive concernant cette question, cela ne réduit pas le champ de *ce que* l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'examiner. Le fait que l'autorité est seulement tenue d'*examiner*, et non de *faire une détermination finale*, ne modifie pas l'objet devant être examiné au titre [de l']article[] 3.2 [...], qui inclut la question de savoir "si [les importations visées] ont ... pour effet" de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de prix.⁵⁶

7.46 Par conséquent, pour évaluer les obligations du MOFCOM relatives à son analyse de la sous-cotation des prix, l'obligation d'"examiner" l'existence d'une sous-cotation des prix, et non de faire une détermination à cet égard, ne modifie pas le contenu ou la nature de l'enquête prescrite au titre de l'article 3.2 de l'Accord antidumping.

Pour effectuer une analyse de la sous-cotation des prix, est-il nécessaire de tenir compte des différences entre les produits comparés?

7.47 En ce qui concerne la sous-cotation des prix au titre de l'article 3.2 de l'Accord antidumping, le Groupe spécial note que, de par sa nature même, cet examen comporte une comparaison des prix,

⁵⁵ Voir la première communication écrite de la Chine, paragraphes 291, 294 et 297.

⁵⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphes 130 et 131.

en particulier des prix des importations faisant l'objet d'un dumping et des prix des produits nationaux similaires. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *Chine – AMGO*:

[L]'autorité chargée de l'enquête doit examiner "s'il y a eu, *dans les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées*, sous-cotation notable du prix *par rapport au* prix d'un produit similaire du Membre importateur". Par conséquent, s'agissant de la sous-cotation notable du prix, [l']article[] 3.2 [...] établi[t] expressément un lien entre le prix des importations visées et celui des produits nationaux similaires, en prescrivant qu'une comparaison soit faite entre les deux.⁵⁷

7.48 Le Groupe spécial doit décider si, pour effectuer une telle comparaison de prix dans le cadre d'une analyse de la sous-cotation, l'autorité chargée de l'enquête doit tenir compte des différences entre les produits comparés. À cet égard, nous notons la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *Chine – AMGO*:

[N]ous ne voyons pas comment le fait de ne pas assurer la comparabilité des prix pouvait être compatible avec la prescription figurant [à l']article[] 3.1 [...] selon laquelle la détermination de l'existence d'un dommage doit être fondée sur des "éléments de preuve positifs" et comporter un "examen objectif", entre autres, de l'effet des importations visées sur les prix des produits nationaux similaires. [...] Nous ne voyons donc aucune raison de ne pas souscrire à l'affirmation du Groupe spécial selon laquelle "[d]ès que des comparaisons de prix sont effectuées, la comparabilité des prix devient nécessairement une question à examiner".⁵⁸

7.49 Le Groupe spécial convient avec l'Organe d'appel que, pour effectuer une comparaison de prix aux fins d'une analyse de la sous-cotation au titre de l'article 3.2 de l'Accord antidumping, il est nécessaire de s'assurer que les prix considérés sont effectivement comparables. Nous notons que l'article 3.1 à 3.5 de l'Accord antidumping indique de façon détaillée les obligations incombant à l'autorité chargée de l'enquête pour établir si les importations faisant l'objet d'un dumping ont causé un dommage à la branche de production nationale. Dans l'affaire *Chine – AMGO*, l'Organe d'appel a noté ce qui suit:

[Les dispositions] prévoient une progression logique de l'examen qui aboutit à la détermination finale de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité établie par l'autorité chargée de l'enquête. [...] [C]onformément [à l']article[] 3.5 [...], il doit être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping [...] causent, "par les effets" du dumping [...] "tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4", un dommage. Par conséquent, l'examen défini [à l']article[] 3.2 [...] et l'examen requis [à l']article[] 3.4 [...] sont nécessaires pour répondre à la question finale posée [à l']article[] 3.5 [...], qui est celle de savoir si les importations visées causent un dommage à la branche de production nationale. Les résultats de ces examens forment donc le fondement de l'analyse globale du lien de causalité prévue [à l']article[] 3.5 [...]. [...] [L]interprétation [de l']article[] 3.2 [...] devrait être compatible avec le rôle joué par [celui-ci] dans le cadre global de la détermination de l'existence d'un dommage au titre [de l']article[] 3 [...].⁵⁹

7.50 Le Groupe spécial considère que l'analyse par l'Organe d'appel de la relation entre les diverses dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping, qui aboutit à l'analyse finale du lien de causalité au titre de l'article 3.5, est pertinente pour la présente affaire. C'est précisément parce que l'analyse de la

⁵⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 136.

⁵⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 200.

⁵⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 128.

sous-cotation des prix au titre de l'article 3.2 doit en dernier lieu servir à évaluer si les importations faisant l'objet d'un dumping, "par les effets du dumping tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4", causent un dommage à la branche de production nationale qu'il est nécessaire de s'assurer que les prix qui font l'objet d'une analyse de sous-cotation sont comparables. Si deux produits analysés dans une analyse de sous-cotation ne sont pas comparables, par exemple au sens où ils ne se font pas concurrence, il est difficile de concevoir comment le résultat d'une telle analyse pourrait être pertinent pour la question du lien de causalité. En outre, si deux produits sont comparés à des niveaux de commerce différents, sans ajustement, cette comparaison n'aboutira pas à une analyse objective et impartiale au regard de l'article 3.5 en ce qui concerne le dommage résultant de la différence de prix entre les produits.

7.51 Par conséquent, de l'avis du Groupe spécial, lorsque des comparaisons de prix sont effectuées dans le cadre d'une analyse de la sous-cotation des prix au titre de l'article 3.2 de l'Accord antidumping, il est nécessaire que l'autorité chargée de l'enquête examine si les prix sont effectivement comparables. Le Groupe spécial note que l'article 3.2 ne prescrit pas de méthode spécifique pour assurer la comparabilité des prix. Lorsqu'il s'agit d'un manque de comparabilité résultant des différences entre les produits, y compris par exemple les différences dans les perceptions des produits sur le marché, l'autorité chargée de l'enquête a de multiples options pour déterminer la manière de procéder. Par exemple, l'autorité chargée de l'enquête pourrait utiliser des "catégories de produits soigneusement définies pour la collecte des renseignements sur les prix".⁶⁰ À titre subsidiaire, l'Union européenne a fait valoir que, lorsqu'elle a effectué sa propre enquête sur les scanners à rayons X, son autorité chargée de l'enquête a tenu compte des différences pertinentes en comparant les prix de vente effectifs pratiqués par l'exportateur et les prix des producteurs nationaux qui soumissionnaient dans la même procédure d'appel d'offres. Selon l'Union européenne, cela permettait d'assurer que la comparaison des prix avait lieu entre des produits ayant les mêmes spécifications, telles qu'elles étaient indiquées de façon détaillée dans l'appel d'offres.⁶¹ Une autre manière de tenir compte des différences entre les produits comparés serait, par exemple, d'effectuer des ajustements pertinents. Le Groupe spécial ne suggère pas que les dispositions détaillées sur les ajustements figurant à l'article 2.4 de l'Accord antidumping devraient être nécessairement transposées en totalité dans l'article 3.2. En effet, il existe d'autres manières d'assurer la comparabilité des prix au titre de l'article 3.2, mis à part les ajustements, comme il vient d'être indiqué. En outre, le type d'ajustements requis pour comparer les prix en vue d'établir une marge de dumping peut être différent de celui qui est nécessaire pour assurer un examen objectif de la sous-cotation des prix dans le contexte des analyses du dommage et du lien de causalité.⁶² Toutefois, dans de nombreux cas, des ajustements pertinents assurent effectivement la comparabilité des prix au titre de l'article 3.2.

ii) *Quelles étaient les obligations du MOFCOM en ce qui concerne son analyse de l'empêchement de hausses de prix?*

Le MOFCOM a-t-il constaté une dépression des prix ou un empêchement de hausses de prix?

7.52 Tout d'abord, le Groupe spécial note qu'il existe un désaccord entre les parties sur la question de savoir si le MOFCOM a formulé une constatation de dépression des prix ou d'empêchement de hausses de prix. Nous rappelons que le MOFCOM a formulé la constatation suivante dans sa Détermination finale:

Bien que le prix à l'importation du produit visé ait été légèrement supérieur au prix des produits nationaux similaires en 2008, il est resté à un niveau peu élevé, alors que

⁶⁰ Voir le rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 7.328.

⁶¹ Réponse de l'Union européenne à la question n° 21 du Groupe spécial, paragraphe 126.

⁶² Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.293, et le rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 7.328.

le prix de vente des produits nationaux similaires a diminué de 46,75% en 2008 par rapport à 2007 pour tomber presque au niveau du coût unitaire des ventes, le taux du bénéfice brut unitaire restant faible. D'autres éléments de preuve ont montré que le coût de production unitaire des produits nationaux similaires a diminué de 53,67% de 2006 à 2008, alors que le prix de vente des produits nationaux similaires a baissé de 72,68% pendant la même période, si bien que le taux de la diminution du prix de vente a été plus élevé que le taux de la réduction du coût de production, à hauteur de 19,01 points de pourcentage, ce qui indique que le prix de vente des produits nationaux similaires n'est pas resté à un niveau raisonnable du fait [qu'il a été déprimé/que sa hausse a été empêchée] par le prix à l'importation du produit visé.⁶³

7.53 De l'avis du Groupe spécial, il n'est pas nécessaire de décider si la constatation du MOFCOM est mieux caractérisée comme étant une constatation d'"empêchement de hausses de prix" ou de "dépression des prix". En effet, la contestation de l'Union européenne ne porte pas principalement sur la question de savoir si les faits constatés par le MOFCOM, à savoir que les prix intérieurs ont connu une baisse supérieure à celle du coût de production, peuvent correspondre à une constatation d'empêchement de hausses de prix. En fait, l'Union européenne demande que le Groupe spécial examine la manière dont le MOFCOM *a comparé les prix* pour parvenir à sa conclusion. L'Union européenne reconnaît que son allégation ne dépend pas de la "dénomination" attribuée par la Chine à ses constatations.⁶⁴

7.54 Par conséquent, si le MOFCOM, par l'intermédiaire de la Chine, maintient qu'il a formulé une constatation d'empêchement de hausses de prix, le Groupe spécial est disposé à poursuivre sur la base de cette dénomination. Toutefois, ce faisant, il ne formule aucune observation sur la question de savoir si la notion d'empêchement de hausses de prix peut en fait s'étendre aux circonstances dans lesquelles "le taux de la diminution du prix de vente a été plus élevé que le taux de la réduction du coût de production [...] du fait que sa hausse a été empêchée par le prix à l'importation".⁶⁵ En fait, le Groupe spécial a seulement besoin d'évaluer si la méthode de comparaison des prix utilisée par le MOFCOM pour parvenir à cette conclusion était compatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping.

Le MOFCOM a-t-il comparé les prix pour formuler sa constatation d'empêchement de hausses de prix?

7.55 En réponse à l'argument de l'Union européenne selon lequel le MOFCOM n'a pas tenu compte des différences entre les scanners visés par l'enquête pour effectuer son analyse de l'empêchement de hausses de prix, la Chine fait valoir que la comparabilité des prix ne peut pas constituer une question dont il faut tenir compte pour examiner un empêchement de hausses de prix. Selon la Chine, un empêchement de hausses de prix est "évalué sur la base de données concernant uniquement le produit national similaire et ne comporte pas de comparaison avec le prix du produit importé".⁶⁶ Contrairement à l'argument de la Chine, le Groupe spécial estime que, dans son analyse de l'empêchement de hausses de prix, le MOFCOM s'est appuyé sur des comparaisons de prix dans deux contextes. Premièrement, même si l'on admet que sa constatation finale était une constatation d'empêchement de hausses de prix, le MOFCOM, pour établir cette constatation, a formulé une constatation intermédiaire selon laquelle les prix intérieurs avaient diminué pendant la période couverte par l'enquête. Deuxièmement, pour conclure que les hausses de prix avaient été empêchées en raison des importations faisant l'objet d'un dumping, le MOFCOM s'est appuyé sur ses

⁶³ Détermination finale, pièce EU-2, pages 23 et 24.

⁶⁴ Réponse de l'Union européenne à la question n° 64 du Groupe spécial, paragraphe 23.

⁶⁵ Détermination finale, pièce EU-2, pages 23 et 24.

⁶⁶ Réponse de la Chine à la question n° 57 du Groupe spécial, paragraphe 9.

constatations de sous-cotation des prix, qui reposaient elles-mêmes sur une comparaison entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le produit national similaire.

- Diminution des prix intérieurs

7.56 Le Groupe spécial note que pour formuler sa constatation d'empêchement de hausses de prix, en comparant l'évolution des prix intérieurs et celle des coûts intérieurs pendant la période couverte par l'enquête, le MOFCOM a tout d'abord conclu que les prix intérieurs avaient diminué de 72,68% pendant la période couverte par l'enquête, et s'est finalement appuyé sur ce fait. Cette étape intermédiaire comportait une comparaison des prix du produit national similaire dans le temps. L'Union européenne ne conteste pas la manière dont le MOFCOM a comparé les prix intérieurs et les coûts intérieurs, mais elle fait valoir que la constatation intermédiaire d'une diminution des prix n'était pas fondée sur un examen objectif des éléments de preuve positifs parce que le MOFCOM n'a pris aucune mesure pour assurer la comparabilité avant de procéder à la comparaison des prix intérieurs pendant la période couverte par l'enquête.⁶⁷

7.57 Le Groupe spécial convient avec l'Union européenne que, pour comparer les prix intérieurs dans le temps, le MOFCOM était tenu de s'assurer que les prix intérieurs comparés étaient effectivement comparables. En particulier, pour comparer le prix d'un panier de produits dans le temps, il est nécessaire d'assurer la comparabilité des prix en examinant, et le cas échéant en prenant en compte, tout changement dans la proportion des types de produits constituant le panier chaque année. Sans assurer la comparabilité dans ce contexte, il est possible qu'une diminution des prix unitaires moyens qui a été observée résulte en fait d'une modification de l'éventail des produits, due par exemple à une proportion accrue de produits nationaux à faible prix vendus une année donnée et non à une véritable modification des prix intérieurs.⁶⁸

- Recours aux constatations de sous-cotation

7.58 L'argument de la Chine selon lequel une analyse de l'empêchement de hausses de prix ne comporte pas de comparaison entre les prix intérieurs et les prix du produit importé est fondé sur une interprétation de l'article 3.2 de l'Accord antidumping qui exige seulement d'examiner l'existence d'un empêchement de hausses de prix en soi et n'implique pas d'examiner s'il y a un lien de causalité entre tout empêchement de hausses de prix dont l'existence a été constatée et les importations faisant l'objet d'un dumping.⁶⁹

7.59 Bien que la Chine avance cet argument devant le Groupe spécial, celui-ci note que, dans ses constatations, le MOFCOM a en fait établi un lien entre les importations faisant l'objet d'un dumping et l'empêchement de hausses de prix et s'est appuyé effectivement sur ses constatations de sous-cotation des prix pour conclure que les hausses des prix intérieurs avaient été empêchées. Cela est conforme à la conclusion de l'Organe d'appel dans l'affaire *Chine – AMGO* selon laquelle il n'est pas suffisant, au titre de l'article 3.2 de l'Accord antidumping, d'examiner seulement l'existence d'une dépression des prix ou d'un empêchement de hausses de prix en soi. En fait, pour effectuer une analyse de l'empêchement de hausses de prix, il est nécessaire d'examiner si les importations faisant l'objet d'un dumping ont une "force explicative" pour la survenue de l'empêchement de hausses des prix intérieurs.⁷⁰ Dans les circonstances de la présente affaire, le MOFCOM a indiqué ce qui suit:

⁶⁷ Réponse de l'Union européenne à la question n° 64 du Groupe spécial, paragraphe 24.

⁶⁸ Voir l'exemple donné par l'Union européenne sur la manière dont cela peut se produire, première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 215.

⁶⁹ Réponse de la Chine à la question n° 58 du Groupe spécial, paragraphes 15 à 21.

⁷⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphes 138, 141.

Le prix à l'importation du produit visé est resté à un *niveau peu élevé, inférieur aux prix des produits nationaux similaires* pendant la majeure partie de la période couverte par l'enquête, *si bien qu'il a eu de manière évidente pour effet [...] [d'empêcher des hausses]* de prix des produits nationaux similaires.⁷¹

7.60 En conséquence, il apparaît au Groupe spécial que, pour formuler sa conclusion selon laquelle les hausses de prix intérieurs ont été empêchées, le MOFCOM a effectivement examiné le rôle des importations faisant l'objet d'un dumping à cet égard. De l'avis du Groupe spécial, le MOFCOM s'est appuyé sur ses constatations de sous-cotation des prix, en particulier celle selon laquelle les prix à l'importation sont restés inférieurs aux prix intérieurs pendant la majeure partie de la période couverte par l'enquête, pour conclure que les importations avaient pour effet d'empêcher des hausses des prix intérieurs. Par conséquent, dans la mesure où le MOFCOM a tenu compte de la "force explicative" des importations faisant l'objet d'un dumping pour l'empêchement de hausses des prix intérieurs en s'appuyant sur ses constatations de sous-cotation, toute incohérence dans son analyse de la sous-cotation des prix, due au fait de ne pas avoir assuré la comparabilité des prix, rendra aussi ses constatations d'empêchement de hausses de prix incompatibles avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping.

iii) *Le MOFCOM a-t-il assuré la comparabilité des prix dans ses analyses de la sous-cotation des prix et de l'empêchement de hausses de prix au titre de l'article 3.2?*

Le MOFCOM a-t-il pris des dispositions pour assurer la comparabilité des prix?

7.61 Le Groupe spécial rappelle que l'analyse par le MOFCOM des effets sur les prix a comporté la comparaison de prix dans deux contextes différents. Premièrement, le MOFCOM a comparé les prix des importations faisant l'objet d'un dumping et du produit national similaire aux fins de sa constatation de sous-cotation des prix, sur laquelle il s'est aussi appuyé ultérieurement pour sa constatation d'empêchement de hausses de prix. Deuxièmement, le MOFCOM a aussi comparé les prix du produit national similaire pendant la période couverte par l'enquête afin de formuler la conclusion intermédiaire, aux fins de son analyse de l'empêchement de hausses de prix, selon laquelle les prix du produit national similaire avaient baissé.

7.62 Les éléments versés au dossier indiquent que le MOFCOM n'a pris aucune disposition pour s'assurer que les prix qu'il comparait aux fins de ses analyses de la sous-cotation des prix et de l'empêchement de hausses de prix étaient en fait comparables. En particulier, comme il a été indiqué précédemment, en réponse à une question du Groupe spécial sur la méthode ayant permis au MOFCOM d'établir les valeurs unitaires moyennes annuelles qu'il a utilisées dans sa comparaison, la Chine a précisé que le MOFCOM n'avait jamais demandé à Nuctech de fournir des données par transaction ou par modèle. En fait, le MOFCOM a divisé la valeur totale des ventes intérieures du produit national similaire, pour chaque année de la période couverte par l'enquête, par la quantité vendue pendant cette période. En outre, le MOFCOM ne connaissait pas les utilisations ou les niveaux d'énergie des scanners de Nuctech qui ont été vendus pendant la période couverte par l'enquête et inclus dans ses comparaisons de prix.⁷² Par conséquent, sur la base des renseignements demandés à Nuctech par le MOFCOM, il ressort clairement que, dès le début de l'enquête, le MOFCOM a décidé qu'aucune forme d'évaluation des spécifications ou des prix des produits qu'il incluait dans son analyse n'était nécessaire. En fait, le MOFCOM n'a absolument pas examiné les données sur les prix, mais a simplement examiné la valeur totale des ventes du produit national similaire.

⁷¹ Détermination finale, pièce EU-2, page 24. (pas d'italique dans l'original)

⁷² Réponse de la Chine à la question n° 79 du Groupe spécial, paragraphe 46; réponse de la Chine à la question n° 80 du Groupe spécial, paragraphe 49; et réponse de la Chine à la question n° 83 du Groupe spécial, paragraphe 53.

7.63 De même, en ce qui concerne les données sur les importations faisant l'objet d'un dumping, le MOFCOM n'avait pas de données par transaction ou par modèle. En fait, il a utilisé la valeur en douane totale du produit visé pour chaque année de la période couverte par l'enquête, et il l'a divisée par la quantité importée du produit visé.⁷³

7.64 Selon la Chine, "[l]e MOFCOM [...] a conclu que ces écarts de prix [entre] les modèles n'étaient pas de nature à infirmer la conclusion selon laquelle la sous-cotation des prix était "notable"".⁷⁴ Toutefois, sans disposer de données sur les prix effectifs des importations faisant l'objet d'un dumping et du produit national similaire, tel qu'il était vendu en Chine pendant la période couverte par l'enquête, il aurait été impossible que le MOFCOM parvienne à cette conclusion. En fait, la conclusion n'est mentionnée nulle part dans la Détermination finale du MOFCOM.

7.65 La Chine estime que le MOFCOM a examiné les arguments avancés par Smiths concernant les différences alléguées entre les scanners "à basse énergie" et les scanners "à haute énergie" lorsqu'il a examiné la gamme des produits visés par l'enquête.⁷⁵ En examinant la gamme des produits, le MOFCOM a conclu que les produits nationaux étaient "similaires" aux importations visées. Par conséquent, la Chine fait valoir que, dans son analyse des effets sur les prix, le MOFCOM a comparé les prix de produits "similaires", ce qui était suffisant pour assurer la comparabilité des prix.⁷⁶ Le Groupe spécial n'est pas convaincu par cet argument. Si le produit considéré est défini de façon très large, la définition du produit national "similaire" sera aussi très large. Toutefois, plusieurs groupes spéciaux ont précisé que, dans le cas où l'autorité chargée de l'enquête constate qu'un large panier de produits considérés et un large panier de produits nationaux sont "similaires", cela ne signifie pas que chacun des produits inclus dans le panier de produits nationaux est "similaire" à chacun des produits inclus dans la gamme du produit considéré.⁷⁷ Dans les circonstances de la présente affaire, le fait qu'il a été constaté au titre de l'article 2.6 de l'Accord antidumping que le produit national était "similaire" au produit considéré ne veut pas dire nécessairement qu'un produit de Smiths utilisé pour scanner les bagages à main dans les aéroports est forcément "similaire" à un produit de Nuctech utilisé pour scanner, par exemple, les wagons ferroviaires, les camions ou les conteneurs de fret maritime.⁷⁸

7.66 En conséquence, le Groupe spécial estime que la conclusion du MOFCOM dans le contexte de l'examen du champ de l'enquête, selon laquelle le produit national était "similaire" au produit considéré, ne signifie pas que le MOFCOM a satisfait à son obligation d'assurer la comparabilité des prix lorsqu'il a effectué son analyse des effets sur les prix au titre de l'article 3.2 de l'Accord antidumping.

7.67 Il est évident que, depuis le début de l'enquête, le MOFCOM n'a pris aucune disposition pour examiner ou analyser la question de savoir si les produits qu'il comparait dans ses analyses de la

⁷³ Comme il est indiqué aux paragraphes 7.93 à 7.95 du présent rapport, le Groupe spécial n'estime pas que le fait que Smiths n'a pas fourni les renseignements qui lui étaient demandés justifie la méthode utilisée par le MOFCOM pour ses analyses des effets sur les prix.

⁷⁴ Première communication écrite de la Chine, paragraphe 312, et deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 250.

⁷⁵ Voir, par exemple, la première communication écrite de la Chine, paragraphe 325.

⁷⁶ Première communication écrite de la Chine, paragraphes 305 à 309.

⁷⁷ Voir, par exemple, le raisonnement du Groupe spécial dans l'affaire *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphes 7.13 à 7.76.

⁷⁸ Pour des exemples de produits de Smiths "idéalement indiqués pour les bagages de cabine" et pour les "serviettes, sacs à main et autres petits articles", voir la Demande, pièce EU-3, pages 132 et 138 du document pdf. Pour tous les produits fabriqués par Smiths Heimann GmbH, voir la réponse de Smiths au questionnaire concernant les niveaux d'énergie des scanners à basse énergie ne dépassant pas 300 keV, pièce EU-42. Pour des exemples de scanners de Nuctech utilisés pour scanner les camions, voir le Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, page 4, et la description des scanners "à haute énergie" sur le site Web de Nuctech, pièce EU-21.

sous-cotation des prix et de l'empêchement de hausses de prix étaient effectivement comparables. Cela est contraire au principe selon lequel "[d]ès que des comparaisons de prix sont effectuées, la comparabilité des prix devient nécessairement une question à examiner".⁷⁹ Sans un examen de la comparabilité des prix, le MOFCOM ne s'est pas assuré que ses analyses de la sous-cotation des prix et de l'empêchement de hausses de prix constituaient un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs.

Le MOFCOM disposait-il d'éléments de preuve l'informant que la comparabilité des prix devrait être évaluée avant d'effectuer l'analyse des effets sur les prix?

7.68 De l'avis du Groupe spécial, la comparabilité des prix doit être examinée dans toutes les analyses des effets sur les prix pour faire en sorte que la détermination de l'existence d'un dommage comporte un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs. Toutefois, dans les circonstances de la présente affaire, il y avait en outre un important volume d'éléments de preuve versés au dossier informant le MOFCOM que la comparabilité des prix était une question qui devrait être prise en compte avant d'effectuer des comparaisons de prix au titre de l'article 3.2 de l'Accord antidumping. Ces éléments de preuve sont indiqués dans les sections ci-après. En résumé, sur la base de son examen des éléments de preuve portés devant le MOFCOM, le Groupe spécial conclut qu'il était clair que les importations faisant l'objet d'un dumping ne comprenaient que les "scanners à basse énergie", alors que cette limite n'était pas imposée pour les niveaux d'énergie du produit national similaire. En outre, même si l'on accepte l'existence d'une "chaîne ininterrompue" de scanners⁸⁰, il y avait des éléments de preuve versés au dossier indiquant qu'il existait des différences importantes entre les importations faisant l'objet d'un dumping et certains scanners de Nuctech, par exemple en termes d'utilisations, de caractéristiques physiques et de prix. En outre, les propres constatations du MOFCOM indiquaient que les scanners "à haute énergie" et les scanners "à basse énergie" avaient des utilisations différentes et étaient perçus différemment par les consommateurs. Compte tenu de ces éléments de preuve, le Groupe spécial estime que le MOFCOM n'a manifestement pas effectué un examen objectif des éléments de preuve positifs lorsqu'il a effectué son analyse des effets sur les prix sans même examiner, et encore moins prendre en compte, ces différences dans les produits comparés. Les paragraphes ci-après exposent de façon plus détaillée les éléments de preuve dont disposait le MOFCOM.

- Les éléments de preuve versés au dossier dont disposait le MOFCOM indiquaient que toutes les importations étaient des scanners "à basse énergie", alors que les produits nationaux n'étaient pas limités de cette manière

7.69 Les éléments de preuve versés au dossier étayaient la position de l'Union européenne selon laquelle, pendant la période couverte par l'enquête, Smiths n'a exporté que des scanners "à basse énergie" vers la Chine. Par exemple, dans son Mémoire concernant le dommage, Smiths a indiqué:

Smiths n'a pas exporté de scanners à haute énergie vers la Chine pendant la période couverte par l'enquête. [...] Les scanners à haute énergie de Smiths n'auraient pas pu causer de dommage, et n'ont pas causé de dommage à la branche de production nationale des scanners à haute énergie, parce que Smiths n'a exporté que des scanners à basse énergie vers la Chine pendant la période couverte par l'enquête.⁸¹

7.70 En outre, dans sa réponse au questionnaire, Smiths a établi la liste de tous les produits visés fabriqués par Smiths Heimann GmbH. Tous les produits étaient des scanners dont le niveau d'énergie

⁷⁹ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 200.

⁸⁰ Voir le paragraphe 7.77 pour l'argument de la Chine concernant l'existence d'une "chaîne" de scanners.

⁸¹ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, page 7.

était égal ou inférieur à 300 keV.⁸² Même si la Chine fait valoir que cette réponse au questionnaire n'incluait pas de renseignements sur les modèles qui ont été exportés vers la Chine en 2006 et 2007, le Groupe spécial n'est pas convaincu par cet argument. Nous notons que, dans sa réponse au questionnaire, Smiths a fourni certains renseignements sur les prix uniquement pour 2008.⁸³ Toutefois, dans d'autres sections du questionnaire, des renseignements ont été fournis pour toutes les années de la période couverte par l'enquête.⁸⁴ S'agissant des produits visés fabriqués par Smiths Heimann GmbH, le questionnaire contenait la mention "Voir le tableau ci-après pour tous les modèles du produit visé que nous fabriquons", suivie du tableau de renseignements pertinent.⁸⁵ Il n'est pas du tout indiqué que ces renseignements concernaient uniquement la production en 2008. En outre, à aucun stade de l'enquête, ni le MOFCOM ni Nuctech n'ont contesté la position de Smiths selon laquelle sa succursale allemande (Smiths Heimann GmbH) n'exportait que des scanners "à basse énergie".

7.71 En ce qui concerne l'éventuelle exportation de scanners "à haute énergie" vers la Chine par la filiale française de Smiths Heimann GmbH, à savoir Smiths Heimann SAS, Smiths a indiqué ce qui suit dans sa réponse au questionnaire:

Smiths Heimann est la seule entreprise qui fabrique et exporte le produit visé vers la Chine. [...] Smiths Heimann a exporté des produits vers la Chine par l'intermédiaire de Smiths Detection (Asia Pacific) Pte Ltd. (Singapour). Hormis ces deux entreprises, aucune autre entreprise de Smiths Detection Group Limited n'a été impliquée dans la production ou la vente des produits visés à la Chine.⁸⁶

Bien que la Chine conteste la pertinence de cet élément de preuve pour démontrer que Smiths Heimann SAS n'a pas exporté le produit visé vers la Chine, étant donné que Smiths Heimann SAS ne fait pas partie de "Smiths Detection Group Limited", le Groupe spécial note plusieurs autres déclarations de Smiths qui étayaient la position selon laquelle Smiths Heimann SAS n'a pas exporté vers la Chine, y compris:

Seules Smiths Heimann GmbH en Allemagne et Smiths Detection (Asia Pacific) Pte Ltd. sont impliquées dans la production ou la vente du produit visé à la Chine⁸⁷; et

Smiths Heimann SAS est une importante entité de production du groupe Smiths dans l'UE, mais elle n'a produit ou exporté vers la Chine aucun des produits visés pendant la période couverte par l'enquête.⁸⁸

7.72 En outre, les éléments de preuve portés devant le Groupe spécial indiquent que l'enquête du MOFCOM a été menée en partant du principe qu'il n'y avait pas d'exportations de Smiths Heimann SAS vers la Chine. En particulier, le MOFCOM n'a jamais demandé à Smiths de renseignements complémentaires concernant sa déclaration selon laquelle seule Smiths Heimann GmbH exportait vers la Chine. Par ailleurs, le MOFCOM n'a jamais utilisé les faits disponibles à

⁸² En particulier, tous les produits étaient des scanners d'un niveau d'énergie de 100 keV, 140 keV, 160 keV ou 300 keV. Réponse de Smiths au questionnaire (dommage), pièce EU-7 (RCC), pages 13 et 14, et réponse de Smiths au questionnaire au sujet des niveaux d'énergie des scanners à basse énergie ne dépassant pas 300 keV, pièce EU-42. Voir aussi la réponse de l'Union européenne à la question n° 29 du Groupe spécial, paragraphe 148.

⁸³ Réponse de Smiths au questionnaire (dommage), pièce EU-7 (RCC), page 21.

⁸⁴ Réponse de Smiths au questionnaire (dommage), pièce EU-7 (RCC). Voir, par exemple, pages 18, 19 et 22.

⁸⁵ Réponse de Smiths au questionnaire (dommage), pièce EU-7 (RCC), page 13.

⁸⁶ Réponse de Smiths au questionnaire (dumping), pièce EU-6 (RCC), page 12.

⁸⁷ Réponse de Smiths au questionnaire (dumping), pièce EU-6 (RCC), page 19.

⁸⁸ Réponse de Smiths au questionnaire (dommage), pièce EU-7 (RCC), page 10.

l'égard de Smiths Heimann SAS au motif qu'elle exportait vers la Chine mais ne coopérait pas. Enfin, en réponse à une question du Groupe spécial concernant la manière dont le MOFCOM avait utilisé les données sur la valeur en douane pour déterminer le prix des importations visées, la Chine a donné une explication confidentielle qui, de l'avis du Groupe spécial, confirme que le MOFCOM n'utilisait les données sur la valeur en douane que pour les importations en provenance d'Allemagne, et non pour celles en provenance de France ou d'ailleurs.⁸⁹ Par conséquent, de l'avis du Groupe spécial, cela confirme que les données sur les prix d'exportation de Smiths utilisées par le MOFCOM ne concernaient que les scanners "à basse énergie".

7.73 S'agissant de la question de savoir s'il peut y avoir eu d'autres sociétés européennes, hormis celles du groupe Smiths, qui ont exporté des scanners à haute énergie vers la Chine, même Nuctech a indiqué dans la Demande que, à sa connaissance, "Smiths Heimann [était] la seule entreprise des pays de l'UE qui export[ait] le produit visé vers la Chine".⁹⁰ En outre, dans sa réponse au questionnaire, Nuctech l'a réaffirmé et a indiqué que "[d]e ce fait, les données sur les exportations de l'UE vers la Chine [étaient] les données sur les exportations de Smiths Heimann vers la Chine".⁹¹

7.74 Par conséquent, le Groupe spécial estime que les éléments de preuve versés au dossier, qui n'ont pas été contestés par le MOFCOM, indiquaient que les importations faisant l'objet d'un dumping ne comprenaient que les scanners dont le niveau d'énergie était égal ou inférieur à 300 keV.

7.75 En ce qui concerne le produit national similaire, il est clair qu'il incluait aussi bien les scanners "à basse énergie" que les scanners "à haute énergie".⁹² S'agissant des ventes effectives du produit national similaire pendant la période couverte par l'enquête, le Groupe spécial note que, devant le MOFCOM, Nuctech n'a pas contesté, en réponse aux arguments de Smiths concernant la gamme de produits, qu'elle avait vendu des scanners à basse énergie et des scanners à haute énergie pendant la période couverte par l'enquête.⁹³ Par conséquent, le Groupe spécial considère que le MOFCOM savait que les ventes de Nuctech ne concernaient pas seulement les scanners dont le niveau d'énergie était égal ou inférieur à 300 keV.

7.76 Ainsi, le MOFCOM était confronté à une situation dans laquelle les importations faisant l'objet d'un dumping ne comprenaient que les scanners "à basse énergie", alors que le produit "similaire" national comprenait aussi bien les scanners "à basse énergie" que les scanners "à haute énergie".

⁸⁹ Réponse de la Chine à la question n° 82 du Groupe spécial, voir le texte entre crochets du deuxième RCC au paragraphe 52.

⁹⁰ Demande, pièce EU-3, page 13.

⁹¹ Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8, page 13.

⁹² Voir la réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8, pages 9 et 38, dans laquelle figure une liste non exhaustive des produits de Nuctech relevant de la définition du produit similaire, et qui inclut des noms de modèles pour les scanners "à basse énergie" et les scanners "à haute énergie".

⁹³ Le Groupe spécial note aussi que la Chine n'a jamais contesté ce point devant le Groupe spécial. En fait, en notant que deux "scanners dits à basse énergie" représentaient plus de 80% des ventes de scanners de Nuctech pendant la période couverte par l'enquête, la Chine a indiqué que le "secteur de marché des scanners à basse énergie représent[ait] une partie importante des activités de Nuctech pendant toute la période couverte par l'enquête", mais elle n'a pas fait valoir que les scanners "à basse énergie" représentaient *toutes* les ventes du produit national similaire pendant la période couverte par l'enquête (première communication écrite de la Chine, paragraphe 438).

- Indépendamment de la question de savoir s'il existe ou non une "chaîne ininterrompue" de scanners, les éléments de preuve versés au dossier indiquaient qu'il existait des différences importantes entre les scanners visés par l'enquête

7.77 Le Groupe spécial rappelle que les parties sont en désaccord sur la question de savoir s'il existe une ligne de démarcation claire entre les scanners "à haute énergie" et les scanners "à basse énergie". Pendant l'enquête, Smiths a fait valoir qu'il y avait des différences considérables entre les scanners dont le niveau d'énergie était égal ou inférieur à 300 keV et les scanners dont le niveau d'énergie était supérieur à 300 keV. Devant le Groupe spécial, l'Union européenne adopte ces arguments mais reconnaît aussi que l'on peut débattre sur la question de savoir si la ligne de démarcation devrait être établie précisément à 300 keV. Toutefois, elle fait valoir qu'il existe clairement un clivage important et facilement reconnaissable entre les scanners "à haute énergie" et les scanners "à basse énergie". Par contre, la Chine fait valoir qu'il n'y a pas de ligne de démarcation claire entre les scanners, mais plutôt une "chaîne ininterrompue" de scanners.

7.78 Un examen de la deuxième communication écrite de la Chine montre une certaine validité de l'argument de la Chine selon lequel le niveau d'énergie de 300 keV n'établit pas toujours une distinction marquée entre les caractéristiques physiques, les utilisations, les caractéristiques technologiques, les caractéristiques mécaniques, les procédés de fabrication et les prix des scanners, et selon lequel on peut trouver des exemples de chevauchement concernant ces caractéristiques pour les scanners dont le niveau d'énergie est de 300 keV.⁹⁴

7.79 Par conséquent, le Groupe spécial reconnaît que le niveau d'énergie de 300 keV ne permet pas nécessairement de distinguer de façon précise les différents types de scanners. Toutefois, le point de savoir s'il existe une démarcation précise entre deux catégories de scanners basée sur le niveau d'énergie, ou s'il existe une "chaîne ininterrompue" de scanners, comme le fait valoir la Chine, n'est pas déterminant pour la question dont est saisi le Groupe spécial. Il est clair que le produit considéré, et donc le produit national "similaire", ont été définis de façon très large. Par exemple, le produit similaire a été défini de façon suffisamment large pour inclure les scanners utilisés pour des objets comme les conteneurs de fret, les camions et les wagons ferroviaires, ainsi que les scanners utilisés pour des objets plus petits comme les colis et les bagages dans les aéroports.⁹⁵ En outre, les éléments de preuve fournis par la Chine dans sa deuxième communication écrite pour démontrer qu'il n'est pas approprié d'utiliser le niveau d'énergie de 300 keV comme ligne de démarcation pour les différents types de scanners montrent en fait la grande variété des caractéristiques physiques des scanners considérés.⁹⁶

7.80 S'il est possible que le niveau d'énergie de 300 keV ne fournisse pas nécessairement une ligne de démarcation précise entre les types de produits, et même en admettant l'existence d'une "chaîne ininterrompue" de scanners, le Groupe spécial estime néanmoins que le MOFCOM disposait d'éléments de preuve versés au dossier suggérant qu'il existait des différences manifestes dans les utilisations et les caractéristiques physiques entre les scanners de Smiths exportés vers la Chine et certains scanners de Nuctech. Ces éléments de preuve sont exposés ci-après.

⁹⁴ Voir la deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 204 à 238.

⁹⁵ Voir, par exemple, la deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 218 à 220, indiquant différentes utilisations pour lesquelles sont conçus certains scanners produits par Smiths et Nuctech. Voir aussi les données techniques contenues dans les pièces EU-20 et EU-21, qui décrivent les utilisations de différents scanners de Nuctech.

⁹⁶ Voir, par exemple, la deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 206, montrant que le poids des scanners de Nuctech et de Smiths est compris entre au moins 160 kg et 7 500 kg.

- Différences dans les caractéristiques physiques et les utilisations entre les importations faisant l'objet d'un dumping et certains scanners de Nuctech

7.81 Smiths a présenté des communications détaillées, dans le contexte de sa contestation concernant la gamme du produit considéré, pour montrer qu'il existe des différences considérables entre les scanners à "basse" énergie et les scanners à "haute" énergie. De fait, une comparaison entre les scanners de Nuctech et les scanners de Smiths faisant l'objet d'un dumping versée au dossier du Groupe spécial montre que certains scanners de Nuctech présentent des caractéristiques physiques et des utilisations très différentes de celles des scanners de Smiths qui ont été exportés vers la Chine. Par exemple, celui qui est représenté ci-après est un scanner de Nuctech dont le niveau d'énergie est de 6 MeV ou 9 MeV. Il est utilisé pour "parcourir et inspecter les wagons ferroviaires en pleine charge".⁹⁷



7.82 Un autre exemple d'un scanner de Nuctech dont le niveau d'énergie est compris entre 1,5 MeV et 6 MeV, qui est utilisé pour "inspecter les voitures, les conteneurs de fret, les conteneurs vides, les camions-conteneurs dans les ports maritimes, aux postes frontière, dans les aéroports", figure ci-après⁹⁸:

⁹⁷ Description des scanners "à haute énergie" figurant sur le site Web de Nuctech, pièce EU-21. L'image représente un scanner de Nuctech de la série RF. La réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8, pages 9 et 38 (pièce jointe 2), indique que la série RF était incluse dans le produit national similaire. Des photos et des spécifications concernant le scanner RF et d'autres scanners de Nuctech de taille similaire figurent dans la réponse de Nuctech au questionnaire et étaient donc versées au dossier porté devant le MOFCOM (pièce EU-8, voir en particulier les pages 109 à 118 du document pdf). En raison de la mauvaise qualité des photocopies de ces images, l'image provenant du site Web, communiquée en tant que pièce EU-21, est incluse dans le présent rapport de préférence à celle qui figure dans la Réponse au questionnaire.

⁹⁸ Description des scanners "à haute énergie" figurant sur le site Web de Nuctech, pièce EU-21. L'image représente un scanner de Nuctech de la série FS. La Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8, pages 9 et 38 (pièce jointe 2), indique que le FS3000 était inclus dans le produit national similaire. La même



7.83 Dans sa réponse au questionnaire, Smiths GmbH a fourni les spécifications de tous les scanners qu'elle produisait.⁹⁹ Aucun d'eux ne ressemble un tant soit peu aux scanners de Nuctech figurant ci-dessus. Un exemple d'un scanner de Smiths est représenté ci-après. Comme l'image le montre clairement, il est utilisé pour scanner les bagages à main et autres petits articles:



7.84 La Chine estime que "[c]'est seulement en juxtaposant les extrémités du spectre que l'UE peut donner l'impression qu'il existe des catégories de scanners complètement différentes"¹⁰⁰, mais, de l'avis du Groupe spécial, le MOFCOM disposait d'éléments de preuve versés au dossier suggérant que certains scanners de Nuctech occupaient une place très différente dans le spectre par rapport à la plupart des exportations de Smiths vers la Chine.

7.85 Compte tenu de ces différences dans les caractéristiques physiques et les utilisations des scanners exportés par Smiths vers la Chine et de certains grands scanners produits par Nuctech, il nous semble évident que le MOFCOM savait qu'il lui fallait au moins examiner la comparabilité avant d'effectuer ses comparaisons de prix aux fins de son analyse de la sous-cotation, et donc de son

image (et les mêmes spécifications) du FS3000 a été communiquée au MOFCOM dans la Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8, pages 115 et 116 du document pdf.

⁹⁹ Réponse de Smiths au questionnaire concernant les niveaux d'énergie des scanners à basse énergie ne dépassant pas 300 keV, pièce EU-42.

¹⁰⁰ Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 199.

analyse de l'empêchement de hausses de prix, au titre de l'article 3.2 de l'Accord antidumping. En outre, étant donné que les produits de Nuctech allaient des petits scanners pour les bagages à main aux grands scanners pour les chemins de fer et les conteneurs représentés ci-dessus¹⁰¹, le MOFCOM savait qu'il lui fallait examiner la gamme des produits des ventes annuelles de Nuctech avant de comparer les prix intérieurs dans le temps aux fins de son analyse de l'empêchement de hausses de prix. De l'avis du Groupe spécial, le fait que le MOFCOM a formulé une conclusion intermédiaire concernant une baisse des prix des produits de Nuctech qui incluaient aussi bien les scanners à basse énergie que les scanners à haute énergie, sans prendre en compte et assurer d'une manière quelconque la comparabilité du panier de produits de Nuctech pendant la période couverte par l'enquête, ne constitue pas un examen objectif parce que l'évolution des valeurs unitaires moyennes observée pouvait résulter de modifications de la gamme des produits, et non de réelles modifications des prix. Le Groupe spécial note que la méthode utilisée par le MOFCOM, à savoir recueillir la valeur totale des ventes et la diviser par la quantité vendue sans examiner les utilisations ni les prix des importations ou des produits nationaux, montre clairement que le MOFCOM n'a pas tenu compte des différences dans les produits comparés. En fait, le MOFCOM a simplement inclus toutes les ventes dans son calcul de la valeur unitaire moyenne. De l'avis du Groupe spécial, cela n'est pas compatible avec un examen objectif des éléments de preuve positifs aux fins des analyses de la sous-cotation des prix et de l'empêchement de hausses de prix au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping.

- Les propres constatations du MOFCOM concernant les scanners "à basse énergie" et les scanners "à haute énergie" étaient la position selon laquelle la comparabilité des prix devait être examinée

7.86 Outre les renseignements versés au dossier concernant les caractéristiques physiques et les utilisations très différentes des produits importés et de certains scanners de Nuctech, le MOFCOM lui-même a formulé certaines observations, dans le contexte de l'examen du champ du produit visé par l'enquête, qui étaient l'idée selon laquelle il aurait dû examiner la comparabilité avant de procéder à son analyse des effets sur les prix. En particulier, dans sa Détermination finale, le MOFCOM a indiqué ce qui suit:

Bien que les scanners à rayons X d'un niveau d'énergie élevé soient généralement utilisés pour inspecter les gros objets, alors que les scanners à rayons X d'un niveau d'énergie peu élevé sont utilisés pour inspecter les petits objets, il ne s'agit que de variations adoptées en fonction des différentes conceptions du produit et des différents choix du marché.¹⁰²

7.87 Dans sa Divulgence concernant le dumping adressée à Smiths, le MOFCOM a fait la même déclaration, en mentionnant les différentes utilisations des scanners "à haute énergie" et des scanners "à basse énergie" comme étant des "variations adoptées en fonction des différences dans la conception du produit et le choix du marché".¹⁰³ De même, dans la Divulgence concernant le dumping adressée à la Commission européenne, le MOFCOM a indiqué:

[P]remièrement, du point de vue des caractéristiques physiques, les deux avaient une apparence différente, correspondant aux différences morphologiques dans l'intégration, car le fabricant avait choisi différentes formes d'intégration du produit en fonction des besoins des clients et de la conception du produit; [...] la différence entre les émetteurs de rayons correspondait au niveau d'énergie élevé ou bas dans la

¹⁰¹ Voir, par exemple, la Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8, pages 97 à 118 du document pdf.

¹⁰² Détermination finale, pièce EU-2, page 13.

¹⁰³ Divulgence concernant le dumping adressée à Smiths par le MOFCOM (RCC), pièce EU-17, page 6.

conception du produit, et la différence entre les mécanismes de fonctionnement du système de détection était basée sur le niveau d'énergie de la détection et le choix d'un niveau de détection plus approprié. [...] Bien que le matériel à haute énergie soit souvent utilisé pour détecter les gros objets, alors que le matériel à basse énergie était utilisé pour détecter les petits objets, ce n'était qu'une simple variation basée sur la conception du produit et un marché différent.¹⁰⁴

7.88 Par conséquent, même le MOFCOM a reconnu que les scanners "à haute énergie" et les scanners "à basse énergie" avaient des utilisations différentes, étaient perçus différemment par les consommateurs et étaient sur "un marché différent". Bien que le MOFCOM ait indiqué que "les scanners à rayons X à haute énergie [pouvaient] aussi être utilisés pour inspecter les petits objets"¹⁰⁵, la déclaration précédente du MOFCOM indique que c'est l'exception et non pas la règle et que cela ne reflète généralement pas les "choix du marché" qu'il avait mentionnés précédemment.¹⁰⁶ Ainsi, compte tenu du constat du MOFCOM, dans le contexte de l'examen du champ du produit visé par l'enquête, selon lequel les scanners à haute énergie et les scanners à basse énergie se trouvent en général sur des marchés différents, le Groupe spécial estime que le MOFCOM aurait dû tenir compte de ce point lorsqu'il a arrêté sa méthode pour déterminer les effets sur les prix au titre de l'article 3.2 de l'Accord antidumping. Le fait de comparer les prix des scanners à basse énergie de Smiths et les prix d'une gamme beaucoup plus large de produits "similaires" de Nuctech, y compris des produits ayant des utilisations différentes et qui n'étaient pas considérés comme substituables par les consommateurs, ne constitue pas un examen objectif des éléments de preuve positifs aux fins de l'analyse de la sous-cotation des prix (et donc de l'empêchement de hausses de prix) au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping.¹⁰⁷ En outre, le fait d'analyser les tendances des prix des produits de Nuctech, qui incluaient aussi bien les scanners à basse énergie que les scanners à haute énergie, sans examiner ni prendre en compte les modifications de la gamme des produits chaque année, ne constitue pas un examen objectif des éléments de preuve positifs aux fins de l'analyse de l'empêchement de hausses de prix.

- Le MOFCOM disposait d'éléments de preuve versés au dossier concernant les différences notables dans les prix des différents modèles

7.89 Outre les propres conclusions du MOFCOM, les communications de Nuctech figurant dans sa Demande auraient peut-être dû aussi suggérer au MOFCOM que la comparabilité des prix devait être examinée dans le contexte de son analyse au titre de l'article 3.2. En particulier, en communiquant ses prix intérieurs pendant la période couverte par l'enquête, Nuctech a indiqué que "[d]u fait que les prix des différents types de produits visés varient notablement, la variation du prix moyen ne peut pas montrer que les prix ont tendance à évoluer".¹⁰⁸ En conséquence, Nuctech a séparé les tendances des

¹⁰⁴ Divulgaration concernant le dumping adressée à la Commission européenne par le MOFCOM, pièce EU-18, page 7 du document pdf.

¹⁰⁵ Détermination finale, pièce EU-2, page 13.

¹⁰⁶ Nous notons que dans sa deuxième communication écrite, la Chine fournit des éléments de preuve pour indiquer qu'il existe deux scanners dont les niveaux d'énergie sont de 300 keV et 6 MeV, pour lesquels la description de leur utilisation inclut l'inspection du fret aérien et des palettes dans les aéroports. Selon la Chine, l'Union européenne considère que ces utilisations sont réservées aux scanners "à basse énergie" (deuxième communication écrite de la Chine, paragraphes 219 et 220 et pièces CHN-10 et CHN-11). De l'avis du Groupe spécial, ces exemples ne changent rien au fait que le MOFCOM a constaté d'une manière générale que les scanners "à haute énergie" étaient utilisés pour inspecter les gros objets et que les scanners "à haute énergie" et les scanners "à basse énergie" étaient perçus différemment sur le marché. Le Groupe spécial considère que le MOFCOM aurait dû tenir compte de cette constatation lorsqu'il a décidé la méthode qu'il emploierait pour analyser les effets sur les prix.

¹⁰⁷ Dans les cas où le produit national "similaire" est interprété de façon large, comme il est indiqué par le Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphes 7.13 à 7.76 (voir le paragraphe 7.65 du présent rapport).

¹⁰⁸ Demande, pièce EU-3, pages 29 et 30.

prix pour deux de ses modèles, qui représentaient ensemble plus de 80% de ses ventes.¹⁰⁹ Les deux modèles choisis à cette fin par Nuctech étaient des scanners "à basse énergie", ce qui montre que, de l'avis de Nuctech, même une agrégation des prix des modèles "à basse énergie" peut conduire à des conclusions erronées lorsque l'on examine les tendances des prix dans le temps.

7.90 Smiths a aussi présenté des communications sur les écarts de prix entre les scanners "à haute énergie" et les scanners "à basse énergie". En particulier, Smiths a indiqué dans son Mémoire concernant le dommage qu'entre son scanner à basse énergie le plus cher (un scanner de 300 keV) et son scanner à haute énergie le moins cher (un scanner de 2,5 MeV), l'écart de prix était approximativement de 1 à 10.¹¹⁰ Bien que la Chine ait présenté devant le Groupe spécial, à titre d'exemple, deux contrats concernant des ventes de scanners de Nuctech en 2011 qui montraient qu'un scanner à haute énergie avait été vendu à un prix moins élevé qu'un scanner "à basse énergie"¹¹¹, le Groupe spécial reste d'avis que les communications versées au dossier dont disposait le MOFCOM concernant les différences de prix entre les modèles, y compris entre les modèles "à basse énergie" et les modèles "à haute énergie", auraient dû au moins l'inciter à examiner, et le cas échéant à prendre en compte, ces différences avant d'effectuer son analyse des effets sur les prix au titre de l'article 3.2.¹¹² Le Groupe spécial note que les contrats qui lui ont été communiqués par la Chine n'étaient pas versés au dossier présenté au MOFCOM et que, en tout état de cause, ils concernent des ventes réalisées en dehors de la période couverte par l'enquête. Ces transactions n'auraient donc pas pu servir de justification au MOFCOM pour conclure qu'il n'était pas nécessaire d'assurer la comparabilité avant d'effectuer les comparaisons de prix qu'il a faites dans ses analyses de la sous-cotation des prix et de l'empêchement de hausses de prix.

- Autres éléments de preuve

7.91 Enfin, outre les éléments de preuve susmentionnés dont disposait le MOFCOM, il y avait aussi des communications détaillées adressées par Smiths au MOFCOM concernant les différentes utilisations, caractéristiques physiques et caractéristiques techniques des scanners "à haute énergie" et des scanners "à basse énergie".¹¹³ Le Groupe spécial ne considère pas que l'examen de ces éléments de preuve par le MOFCOM en vue de conclure que les scanners "à haute énergie" et les scanners "à basse énergie" pouvaient être inclus dans le champ de l'enquête a été suffisant pour assurer la comparabilité des prix au titre de l'article 3.2 de l'Accord antidumping. Les conclusions du MOFCOM relatives au champ du produit étaient d'un niveau de généralité très élevé. Par exemple, s'agissant des fonctions et des utilisations des scanners, le MOFCOM a indiqué qu'il n'y avait aucune différence entre les divers scanners parce que "tous les scanners à rayons X étaient utilisés pour détecter des objets".¹¹⁴ De l'avis du Groupe spécial, le fait que tous les scanners étaient utilisés pour détecter des objets n'est manifestement pas déterminant pour la question de savoir si les prix en cause étaient comparables aux fins de l'analyse des effets sur les prix au titre de l'article 3.2.

¹⁰⁹ Demande, pièce EU-3, page 29.

¹¹⁰ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, pages 6 et 7.

¹¹¹ Contrats de vente fournis dans les pièces CHN-17 (RCC) et CHN-18 (RCC).

¹¹² La Chine fait valoir que la communication de Smiths au sujet des écarts de prix entre les scanners "à haute énergie" et les scanners "à basse énergie" était une simple affirmation non étayée. Cependant, le Groupe spécial estime que, compte tenu des propres communications de Nuctech concernant les problèmes posés par l'utilisation de prix agrégés et du fait que la communication de Smiths n'a pas été contestée devant le MOFCOM, la communication de Smiths vient à l'appui de la conclusion selon laquelle le MOFCOM aurait dû au moins prendre en considération les prix des différents scanners lorsqu'il a choisi sa méthode d'analyse des effets sur les prix.

¹¹³ Voir, par exemple, le Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, pages 2 à 7.

¹¹⁴ Détermination finale, pièce EU-2, page 13.

Conclusion

7.92 Le Groupe spécial conclut que le MOFCOM n'a pas pris de dispositions pour assurer la comparabilité des prix avant d'effectuer ses comparaisons de prix dans le cadre de son analyse des effets sur les prix. Et cela, même si le MOFCOM disposait d'éléments de preuve versés au dossier indiquant qu'il existait des différences notables dans les utilisations, les caractéristiques physiques et les prix des produits comparés ainsi que dans les circonstances dans lesquelles le MOFCOM avait lui-même conclu que les scanners "à haute énergie" et les scanners "à basse énergie" étaient perçus différemment par les consommateurs.

g) Quelle est la pertinence de l'argument de la Chine selon lequel Smiths n'a pas fourni les données qui auraient permis au MOFCOM d'effectuer une comparaison des prix par modèle?

7.93 La Chine fait valoir que le MOFCOM a demandé des données complètes sur les prix concernant le produit visé pour les trois années de la période couverte par l'enquête. Toutefois, Smiths n'a fourni que des moyennes concernant certains modèles pour 2008, et absolument aucune donnée sur les prix pour 2006 et 2007. Par conséquent, la Chine soutient qu'il était en fait impossible au MOFCOM d'effectuer une analyse des effets sur les prix par modèle, et que l'utilisation de la méthode de la moyenne pondérée était raisonnable et appropriée dans ces circonstances.

7.94 Le Groupe spécial rappelle que le MOFCOM n'a pas demandé de données sur les prix à Nuctech, que ce soit par transaction ou par modèle, mais qu'il a demandé la valeur totale des ventes intérieures en vue de calculer les valeurs unitaires moyennes. Par conséquent, même si Smiths avait fourni toutes les données qui lui ont été demandées, étant donné que le MOFCOM n'a pas demandé de données équivalentes à Nuctech, il apparaît que le MOFCOM n'avait pas l'intention d'effectuer une analyse des prix par modèle. Ainsi, le Groupe spécial n'est pas persuadé que la raison pour laquelle le MOFCOM a choisi la méthode qu'il a employée était le fait que Smiths n'avait pas fourni certaines données. En fait, comme il a été indiqué précédemment, les données qui ont été demandées à Nuctech montrent au Groupe spécial que le MOFCOM avait décidé dès le début d'utiliser sa méthode de la valeur unitaire moyenne.

7.95 En tout état de cause, le Groupe spécial note que, au titre de l'article 6.8 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping, il existe des procédures explicites que l'autorité chargée de l'enquête doit suivre lorsqu'une partie intéressée ne fournit pas les renseignements nécessaires. Dans des circonstances spécifiques, ces procédures permettent à l'autorité chargée de l'enquête de combler les lacunes factuelles du dossier en utilisant les meilleurs renseignements disponibles. Le Groupe spécial note qu'il n'existe aucun élément de preuve versé au dossier indiquant que le MOFCOM avait constaté que Smiths n'avait pas fourni les renseignements nécessaires au sens de l'article 6.8 de l'Accord antidumping et avait recouru aux procédures concernant les données de fait disponibles au titre de l'Annexe II. En réponse à une question du Groupe spécial, la Chine confirme que le MOFCOM n'a pas formulé de constatation de ce type au titre de l'article 6.8 et n'a pas utilisé les données de fait disponibles au titre de l'Annexe II.¹¹⁵ Indépendamment de la question de savoir si le recours aux données de fait disponibles au titre de l'article 6.8 et de l'Annexe II pouvait justifier le type de méthode employé par le MOFCOM en l'espèce, il est clair que, comme il n'y a pas eu recours aux données de fait disponibles, les lacunes de l'analyse faite par le MOFCOM ne peuvent pas être corrigées en invoquant l'argument selon lequel Smiths n'a pas fourni les renseignements nécessaires. De l'avis du Groupe spécial, l'approche du MOFCOM n'était pas "raisonnable et appropriée"¹¹⁶, et était incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping, et le fait que le MOFCOM a manqué de renseignements factuels ne peut pas justifier cela.

¹¹⁵ Réponse de la Chine à la question n° 42 du Groupe spécial, paragraphe 33.

¹¹⁶ Réponse de la Chine à la question n° 42 du Groupe spécial, paragraphe 34.

7.96 Compte tenu de cette conclusion, il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial règle la question soulevée par l'Union européenne concernant le point de savoir si le MOFCOM avait en fait suffisamment de renseignements à sa disposition pour effectuer une analyse des effets sur les prix qui tenait compte des différences alléguées entre les produits considérés.

h) Conclusion

7.97 Le Groupe spécial conclut que la Chine a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping en ne s'assurant pas que les prix qu'elle comparait dans le cadre de son analyse des effets sur les prix étaient effectivement comparables. En particulier, le Groupe spécial conclut que les analyses de la sous-cotation des prix et de l'empêchement de hausses de prix faits par le MOFCOM étaient incompatibles avec l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping parce qu'elles n'étaient pas fondées sur un examen objectif des éléments de preuve positifs.

D. SITUATION DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE: ARTICLE 3.1 ET 3.4 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Introduction

7.98 L'Union européenne estime que le MOFCOM n'a pas fondé sa constatation de l'existence d'un dommage sur des éléments de preuve positifs. En outre, l'évaluation du dommage ne comportait pas d'évaluation de tous les facteurs économiques pertinents. Enfin, l'analyse relative au dommage ne tenait pas compte de la situation positive de la branche de production nationale, constatant au lieu de cela l'existence d'un dommage important sur la base d'un nombre limité de facteurs négatifs, en faisant abstraction de l'évolution et de l'interaction globales des facteurs positifs et négatifs. La Chine demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de l'Union européenne.

2. Dispositions pertinentes

7.99 L'article 3.1 de l'Accord antidumping est énoncé plus haut. L'article 3.4 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale concernée comportera une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, y compris les suivants: diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du retour sur investissement, ou de l'utilisation des capacités; facteurs qui influent sur les prix intérieurs; importance de la marge de dumping; effets négatifs, effectifs et potentiels, sur le flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement. Cette liste n'est pas exhaustive, et un seul ni même plusieurs de ces facteurs ne constitueront pas nécessairement une base de jugement déterminante.

3. Principaux arguments des parties

a) Union européenne

i) *Manquement par le MOFCOM à l'obligation de s'appuyer sur des éléments de preuve positifs*

7.100 L'Union européenne estime que le MOFCOM s'est appuyé sur des données viciées, ce qui est contraire à l'obligation énoncée à l'article 3.1 d'utiliser des éléments de preuve positifs. Cet argument est fondé sur les divergences entre les données utilisées par le MOFCOM et les données

communiquées par Nuctech. Puisque la branche de production nationale était constituée uniquement de Nuctech, l'Union européenne soutient que les tendances constatées par le MOFCOM sur la base des éléments de preuve figurant dans son dossier devraient coïncider dans une large mesure avec les tendances résultant des données communiquées par Nuctech.

7.101 Même si la Chine fait valoir que les données fournies par Nuctech ont été ajustées conformément aux vérifications effectuées par le MOFCOM, l'Union européenne fait valoir qu'il n'y a aucun élément de preuve pour étayer ce point. À aucun moment, le MOFCOM n'a averti les parties intéressées du fait qu'il avait constaté l'existence de divergences dans les données de Nuctech au cours de la vérification et avait ensuite modifié les données.

7.102 En réponse à l'explication de la Chine concernant les ajustements apportés aux données relatives aux flux des liquidités, aux investissements et au retour sur investissement, à savoir que les chiffres avaient été ajustés afin de supprimer les renseignements relatifs aux exportations et aux autres produits, l'Union européenne estime que cela est difficile à concilier avec les questions spécifiques adressées à Nuctech. Les questions faisaient référence au produit national similaire et non aux autres produits. L'Union européenne met en doute également le fondement (par exemple quantité, chiffre d'affaires, etc.) sur lequel le MOFCOM a effectué les ajustements.

7.103 Outre ces divergences alléguées entre les renseignements fournis par Nuctech et les données figurant dans la Détermination finale du MOFCOM, l'Union européenne indique qu'il y a d'autres *indices* qui rendent ces données non fiables. En particulier, elle fait référence à des données accessibles au public relatives aux bénéfices avant impôt et au niveau d'emploi de Nuctech, qui ne peuvent pas être conciliées avec les constatations du MOFCOM.

7.104 L'Union européenne note que le MOFCOM a traité les divergences alléguées entre sa Détermination finale et les données accessibles au public en disant que les chiffres publics "comprenaient les renseignements et données concernant d'autres produits, outre les produits similaires, alors que les déterminations établies en l'espèce seulement ne seraient fondées que sur les renseignements et données concernant les produits similaires".¹¹⁷ Elle estime que la justification donnée par le MOFCOM est douteuse, puisque les scanners représentaient environ 90% des produits de Nuctech.

ii) *Manquement par le MOFCOM à l'obligation d'examiner tous les facteurs énoncés à l'article 3.4*

7.105 L'Union européenne estime que le MOFCOM n'a pas examiné l'importance de la marge de dumping, nonobstant l'inclusion de ce facteur dans l'article 3.4 de l'Accord antidumping. Selon elle, il n'y a rien dans la Détermination finale ni dans le dossier qui montre que le MOFCOM ait évalué ou pris en considération la pertinence de ce facteur. En outre, la Chine a confirmé que le MOFCOM n'avait pas de rapports internes distincts dans lesquels le facteur aurait pu être évalué.

iii) *Non-prise en compte par le MOFCOM des différences entre les scanners à basse énergie et les scanners à haute énergie*

7.106 L'Union européenne rappelle ses arguments précédents concernant les différences entre les scanners à basse énergie et les scanners à haute énergie. Elle considère que du fait que l'enquête couvrait des produits qui appartiennent à des marchés différents et ne se font pas concurrence, l'utilisation par le MOFCOM de valeurs moyennes pondérées, en particulier dans l'évaluation des facteurs qui influent sur les prix et les coûts, était manifestement inadéquate pour examiner l'existence d'un dommage important et ne constituait pas un examen objectif.

¹¹⁷ Détermination finale, pièce EU-2, page 28.

7.107 En réponse à l'argument de la Chine selon lequel il serait contraire à l'article 3.4 de l'Accord antidumping de se concentrer sur des segments spécifiques de la branche de production nationale au lieu d'examiner l'ensemble de la branche de production, l'Union européenne précise qu'elle ne fait pas valoir que le MOFCOM était tenu d'effectuer un examen distinct par segment de tous les facteurs qui influent sur la situation de la branche de production nationale. De fait, elle axe son argument sur les facteurs relatifs au dommage qui se rapportent aux prix et aux coûts. Elle fait valoir que dans des circonstances où la branche de production nationale fabrique deux produits très différents, la combinaison des données sur les prix et les coûts concernant les deux produits aboutit à des données qui ne sont pas représentatives de la situation de l'ensemble de la branche de production nationale et n'en disent pas grand-chose.

iv) *Défaut d'évaluation correcte par le MOFCOM de l'évolution et l'interaction globales des facteurs relatifs au dommage pris ensemble*

Le MOFCOM n'a pas donné d'explication convaincante sur le point de savoir si et en quoi la grande majorité des variations positives avaient moins de poids que d'autres facteurs qui pouvaient avoir évolué dans un sens négatif

7.108 L'Union européenne estime que le MOFCOM n'a pas donné d'explication convaincante sur le point de savoir en quoi la grande majorité des facteurs relatifs au dommage positifs avaient moins de poids que les facteurs relatifs au dommage négatifs.

7.109 L'Union européenne affirme que la plupart des facteurs relatifs au dommage examinés par le MOFCOM étaient positifs ou dénotaient une tendance positive. Elle note en particulier que la consommation, la production, la capacité de production, l'utilisation des capacités, le volume des ventes, le chiffre d'affaires, la part du marché intérieur, la productivité et les salaires avaient enregistré une augmentation notable entre 2006 et 2008.

7.110 En effet, l'Union européenne note que la Chine convient que, sur les 16 facteurs examinés par le MOFCOM, 7 seulement étaient négatifs. Elle fait valoir que le MOFCOM n'a pas tenu compte des "tendances" observées dans les facteurs pendant la période couverte par l'enquête. Selon elle, un facteur ne peut pas être considéré comme "négatif" aux fins de l'analyse du dommage simplement parce qu'il y avait un chiffre négatif pendant toute la période ou à la fin de la période examinée.

7.111 L'Union européenne reconnaît que les bénéfices sont restés négatifs pendant la période couverte par l'enquête. Toutefois, elle soutient qu'il y avait néanmoins une tendance positive des bénéfices de la branche de production nationale indiquant que la situation de la branche de production évoluait dans un sens positif entre 2006 et 2008.

7.112 L'Union européenne soutient que certains autres facteurs que le MOFCOM jugeait "négatifs", à savoir le taux de retour sur investissement, l'emploi et le flux des liquidités, avaient varié à la hausse et à la baisse pendant la période couverte par l'enquête, affichant en général une tendance positive vers la fin de la période (à l'exception de l'emploi). Selon l'Union européenne, ces facteurs ne peuvent pas être qualifiés à juste titre de "négatifs".

7.113 S'agissant de l'emploi, l'Union européenne fait valoir qu'à une époque où les salaires augmentaient et où la productivité de Nuctech était en plein essor, la variation du taux d'emploi ne peut pas être considérée comme négative en tant que telle. En outre, étant donné que Nuctech faisait d'énormes investissements sur le marché des scanners à basse énergie et développait ses installations de production, il faut s'attendre à ce qu'il y ait eu des sorties de liquidités. Toutefois, l'augmentation constante du taux de rendement indiquait que les investissements et le flux de liquidités de Nuctech évoluaient dans un sens positif.

7.114 L'Union européenne fait observer que seuls deux facteurs étaient négatifs et montraient une tendance négative pour la branche de production nationale sur l'ensemble de la période couverte par l'enquête: les prix des ventes intérieures et les stocks.

7.115 Selon l'Union européenne, par conséquent, l'écrasante majorité des facteurs relatifs au dommage examinés par le MOFCOM étaient positifs et montraient une tendance positive. Quelques-uns étaient négatifs mais affichaient une tendance positive (bénéfices) et d'autres variaient, affichant une tendance positive vers la fin de la période couverte par l'enquête (taux de rendement et flux de liquidités). Un facteur simplement variait à la hausse et à la baisse (emploi) et le doute subsistait pour d'autres, même s'il apparaît que le MOFCOM a considéré qu'ils baissaient (investissements et capacité de financement). Les seuls facteurs qui étaient manifestement négatifs et affichaient une tendance négative pour la branche de production nationale étaient le prix des ventes intérieures (qui montrait un recul constant sur toute la période) et les stocks (qui montraient une augmentation irrégulière pendant toute la période).

7.116 Selon l'Union européenne, une telle évolution positive d'un si grand nombre de facteurs exigeait du MOFCOM qu'il fournisse une "explication convaincante" du point de savoir si et en quoi, eu égard à ces tendances positives apparentes, la branche de production nationale avait subi ou continuait de subir un dommage. L'Union européenne estime que le MOFCOM n'a pas fourni l'"explication convaincante" requise.

Observations contradictoires formulées par le MOFCOM et fait que le MOFCOM n'a pas examiné tous les facteurs dans leur contexte approprié

7.117 L'Union européenne estime que l'analyse par le MOFCOM de certains facteurs négatifs n'était pas adéquate aux fins de l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping, parce que le MOFCOM a formulé des observations contradictoires d'une manière qui n'était pas équitable.

7.118 L'Union européenne fait observer que dans sa Détermination finale, le MOFCOM a formulé des observations contradictoires en ce qui concerne le chiffre d'affaires, les bénéfices avant impôt, le taux de rendement de la branche de production nationale d'appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité, les sorties nettes de liquidités, la capacité de financement et d'investissement de la branche de production nationale et le recul de l'emploi.

7.119 Outre les observations contradictoires alléguées, l'Union européenne estime que le MOFCOM n'a pas examiné les facteurs relatifs au dommage dans leur contexte économique approprié. À son avis, l'"évaluation" d'un facteur ne se limite pas à une simple qualification de sa pertinence ou de sa non-pertinence. De fait, une "évaluation" suppose aussi que l'on fasse l'analyse des données en les situant dans leur contexte du point de vue de l'évolution particulière de chaque facteur pris individuellement ainsi que par rapport aux autres facteurs examinés. À cet égard, l'Union européenne laisse entendre que le MOFCOM a négligé la question de savoir en quoi et pourquoi les prix des ventes intérieures avaient diminué, même en 2008 (de 46,7%) alors que le prix des importations visées augmentait régulièrement pendant toute la période (y compris 2008, de 14%) et était effectivement plus élevé que les prix des produits nationaux en 2008.¹¹⁸

7.120 L'Union européenne fait observer que le MOFCOM n'a pas non plus indiqué quel montant de bénéfices la branche de production nationale "escomptait" obtenir ou aurait dû normalement pouvoir obtenir sur le marché en expansion. Elle soutient que, sur un marché concurrentiel tel que le marché des scanners, la croissance et les bénéfices dépendront de nombreux facteurs, y compris la croissance des autres concurrents nationaux et étrangers. Le MOFCOM n'a pas fourni d'éléments de preuve montrant que Nuctech aurait dû pouvoir réaliser des bénéfices et une croissance supérieurs à ceux

¹¹⁸ Détermination finale, pièce EU-2, pages 23 et 24.

qu'il avait effectivement réalisés. L'Union européenne fait valoir aussi que le MOFCOM n'a pas comparé les bénéfices et la croissance de Nuctech à ceux des autres producteurs nationaux et étrangers, alors même que ces éléments de preuve figuraient dans le dossier. Elle estime que le MOFCOM n'a pas examiné la croissance et les bénéfices escomptés de Nuctech à la lumière de la croissance des autres producteurs nationaux, qui pouvaient aussi s'être approprié une part de la croissance "escomptée" de Nuctech.

Le MOFCOM n'a pas tenu compte de tous les faits et arguments versés au dossier en ce qui concerne la situation de la branche de production: situation de démarrage et politique des prix agressive

7.121 L'Union européenne soutient que le MOFCOM n'a pas examiné tous les faits et arguments versés au dossier en ce qui concerne la situation de la branche de production nationale. Elle fait valoir que, en particulier, le MOFCOM n'a pas pris en considération deux facteurs économiques pertinents indiqués par Smiths qui influaient sur la situation de la branche de production nationale: la situation de démarrage de Nuctech sur le marché des scanners à basse énergie et sa stratégie agressive en matière de prix. Elle estime aussi que le MOFCOM n'a pas tenu compte des éléments de preuve versés au dossier indiquant que Nuctech se développait à la fois localement et à l'étranger.

b) Chine

i) *Manquement par le MOFCOM à l'obligation de s'appuyer sur des éléments de preuve positifs*

7.122 La Chine rappelle que la charge de la preuve incombe à l'Union européenne, qui est tenue, pour fournir des éléments *prima facie*, de montrer en quoi et pourquoi les éléments de preuve sur lesquels le MOFCOM s'est appuyé n'ont pas un caractère affirmatif, objectif et vérifiable. Elle allègue que l'Union européenne ne s'acquitte pas de cette charge. Selon elle, l'existence alléguée de divergences entre, d'une part, les constatations du MOFCOM telles qu'elles sont énoncées dans sa Détermination finale et, d'autre part, les chiffres indiqués par Nuctech dans sa Demande et dans la Réponse au questionnaire concernant le dommage ne peuvent pas en soi démontrer que les "éléments de preuve" sur lesquels le MOFCOM s'est fondé ne sont pas "positifs", c'est-à-dire n'ont pas un caractère affirmatif, objectif et vérifiable.

7.123 La Chine soutient que les constatations formulées par le MOFCOM en ce qui concerne les différents facteurs relatifs au dommage sont fondées sur les chiffres et données fournis par Nuctech, ajustés dans les cas où cela était nécessaire après une étude et un examen minutieux, en particulier lors de la vérification, conformément à l'article 6.6 de l'Accord antidumping. La Chine fait observer qu'après la vérification, Nuctech a fourni des données révisées au MOFCOM, dont les exportations du produit similaire étaient exclues, ainsi que les ventes (intérieures et à l'exportation) des produits non similaires. Elle souligne que le seul critère pertinent pour déterminer si les données utilisées sont "positives" est le point de savoir si ces éléments de preuve sont "de caractère affirmatif, objectif et vérifiable". La Chine note que les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H* ôtent toute légitimité à la position de l'Union européenne selon laquelle les données ne deviennent des "éléments de preuve positifs" que si les autorités chargées de l'enquête informent les parties intéressées du fait que les données ont été modifiées à la suite de vérifications. En fait, la Chine soutient que l'Union européenne confond deux questions différentes, c'est-à-dire celle de savoir si les autorités chargées de l'enquête informent les parties intéressées des données qui sont utilisées, d'une part, et celle de savoir si les autorités chargées de l'enquête se fondent sur des éléments de preuve positifs, d'autre part. La Chine relève aussi que le MOFCOM a expressément indiqué dans ses Déterminations préliminaire et finale que Nuctech avait fourni des éléments de preuve et des matériels complémentaires après la vérification.

7.124 La Chine estime aussi que l'argument additionnel avancé par l'Union européenne selon lequel "il y a d'autres indices qui rendent ces données non fiables"¹¹⁹ doit être également rejeté. Elle affirme que le MOFCOM a traité spécifiquement la question des différences entre les chiffres fournis par Nuctech et ceux qui figuraient dans d'autres documents accessibles au public (tels que les données divulguées par la société mère du requérant dans ses rapports annuels ainsi que les renseignements et données déposés auprès de l'Administration pour l'industrie et le commerce).¹²⁰ En particulier, le MOFCOM a noté que les chiffres "comprenaient les renseignements et données concernant d'autres produits, outre les produits similaires, alors que les déterminations établies en l'espèce [] ne seraient fondées que sur les renseignements et données concernant les produits similaires".¹²¹ En réponse à la tentative de l'Union européenne de contester la conclusion du MOFCOM sur cette question, au motif que les scanners comptent pour approximativement 90% des produits de Nuctech durant la période couverte par l'enquête, la Chine fait valoir qu'il n'y a pas d'éléments de preuve versés au dossier à l'appui de la position de l'Union européenne. La Chine considérerait que ce n'était pas à elle de fournir des éléments de preuve sur ce point, mais en fait, elle a fourni les chiffres pertinents concernant la proportion des produits de Nuctech représentée par les scanners, tels qu'ils avaient été initialement communiqués par Nuctech et vérifiés par le MOFCOM au cours de l'enquête. Selon la Chine, ces chiffres privent l'allégation de l'Union européenne de tout fondement.

ii) *Manquement par le MOFCOM à l'obligation d'examiner tous les facteurs énoncés à l'article 3.4*

7.125 La Chine admet que le MOFCOM était tenu d'examiner tous les facteurs énoncés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping. Toutefois elle soutient que dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, l'Organe d'appel a précisé qu'il n'était pas nécessaire qu'il y ait une évaluation "explicite" des facteurs, à condition qu'"un groupe spécial qui procède à l'évaluation d'une mesure antidumping [soit] en mesure de trouver dans le dossier des éléments de preuve suffisants et crédibles pour être convaincu qu'un facteur a été évalué".¹²²

7.126 La Chine fait observer que le MOFCOM a examiné l'"importance de la marge de dumping" et a trouvé des marges qui dépassaient le seuil "*de minimis*" prévu à l'article 5.8 de l'Accord antidumping. Elle affirme que cette évaluation est exposée clairement dans la Détermination finale, même si ce n'est pas dans la partie concernant la détermination de l'existence d'un dommage. Elle fait observer aussi que le MOFCOM a expressément examiné les marges de dumping des producteurs exportateurs et est arrivé aux résultats suivants:

1. Smiths Heimann GmbH	33,5%
2. Marge résiduelle globale	71,8% ¹²³

7.127 Par conséquent, la Chine soutient qu'il découle de ce qui précède que l'importance de la marge de dumping a été examinée et évaluée. Elle admet que le MOFCOM n'a pas expressément qualifié ces marges d'"importantes" ou de "substantielles" mais allègue que cela n'est pas nécessaire lorsqu'il s'ensuit de la décision d'imposer des mesures que les marges étaient supérieures au niveau "*de minimis*".

¹¹⁹ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 255.

¹²⁰ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 255.

¹²¹ Détermination finale, pièce EU-2, page 28.

¹²² Rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 161.

¹²³ Détermination finale, pièce EU-2, page 33.

iii) *Non-prise en compte par le MOFCOM des différences entre les scanners à basse énergie et les scanners à haute énergie*

7.128 La Chine demande au Groupe spécial de rejeter les arguments de l'Union européenne concernant l'incidence des différences alléguées entre les scanners à basse énergie et les scanners à haute énergie sur l'analyse relative au dommage effectuée par le MOFCOM. Elle affirme que le MOFCOM a enquêté sur la question du produit similaire soulevée par Smiths et a constaté que les deux "types" de scanners étaient "presque les mêmes".¹²⁴

7.129 La Chine fait valoir que l'allégation de l'Union européenne est dénuée de fondement factuel. Elle soutient en effet qu'il n'y a pas de distinction clairement définie entre les scanners qui soit fondée sur le point de savoir si leur niveau d'énergie est supérieur ou inférieur à 300 keV.

7.130 En droit, la Chine fait observer que l'examen objectif aux fins de déterminer l'existence d'un dommage est axé sur la branche de production nationale définie conformément à l'article 4.1 de l'Accord antidumping. Elle estime que le MOFCOM était donc tenu de déterminer la situation de l'ensemble de la branche de production nationale. Puisque le MOFCOM a conclu que les scanners à rayons X produits en Chine et le produit visé étaient des "produits similaires", la détermination de l'existence d'un dommage devait être effectuée en ce qui concerne le "produit similaire" identifié tel qu'il est défini ci-dessus, c'est-à-dire en ce qui concerne la production nationale tant des scanners à basse énergie que des scanners à haute énergie. Selon la Chine, le MOFCOM n'aurait pas agi d'une manière objective s'il avait axé son examen de l'existence d'un dommage exclusivement sur les scanners "à basse énergie". D'autre part, il n'y a pas de prescription voulant que l'autorité chargée de l'enquête fasse une analyse distincte concernant des catégories différentes, selon les allégations, du "produit similaire". Par conséquent, en examinant l'ensemble de la branche de production nationale, le MOFCOM a effectué un examen objectif, comme l'exige l'article 3.1 de l'Accord antidumping.

iv) *Évaluation de l'évolution et l'interaction globales des facteurs relatifs au dommage*

Évaluation par le MOFCOM de l'interaction entre les facteurs relatifs au dommage positifs et les facteurs relatifs au dommage négatifs

7.131 La Chine estime qu'il n'y a pas de fondement factuel pour l'argument de l'Union européenne selon lequel la plupart des facteurs relatifs au dommage examinés par le MOFCOM étaient positifs et selon lequel les seuls facteurs qui étaient clairement négatifs et affichaient une tendance négative pour la branche de production nationale étaient les prix des ventes intérieures et les stocks. Selon elle, l'analyse du MOFCOM révèle une évaluation négative d'un nombre important de facteurs. À cet égard, la Chine note à titre préliminaire l'assertion du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)* selon laquelle "un "facteur négatif", dans l'évaluation de la situation de la branche de production nationale, n'est pas seulement un facteur pour lequel les renseignements montrent une diminution effective des résultats".¹²⁵ Selon elle, un facteur qui reste à un faible niveau peut être considéré comme un facteur négatif et étayer une constatation de l'existence d'un dommage.

7.132 Même si elle reconnaît que le MOFCOM a constaté une évolution positive de certains facteurs (à savoir la capacité, la production, l'utilisation des capacités, le volume des ventes, la part de marché, le chiffre d'affaires, la productivité et les salaires), la Chine soutient que des facteurs qui montrent une évolution positive n'empêchent pas les autorités chargées de l'enquête d'établir une détermination positive de l'existence d'un dommage. Selon elle, le MOFCOM a fourni une explication détaillée et satisfaisante à la fois de la façon dont les facteurs négatifs étayaient une détermination positive de l'existence d'un dommage et des raisons pour lesquelles la présence de

¹²⁴ Détermination finale, pièce EU-2, page 12.

¹²⁵ Rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 7.402.

plusieurs facteurs qui affichaient des tendances positives ne pouvait pas infirmer cette conclusion. Elle fait valoir que l'examen effectué par le MOFCOM montre un examen objectif des éléments de preuves positifs. Un décideur objectif aurait pu raisonnablement parvenir aux conclusions du MOFCOM.

Observations contradictoires du MOFCOM et manquement par le MOFCOM à l'obligation d'examiner tous les facteurs dans leur contexte économique approprié, selon les allégations

7.133 S'agissant de l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM a formulé des observations contradictoires "dans son évaluation de tous les facteurs et de la situation de la branche de production nationale"¹²⁶, la Chine rejette cet argument et soutient qu'il est fondé sur une présentation faussée des constatations du MOFCOM.

7.134 En outre, la Chine note l'argument de l'Union européenne selon lequel une "évaluation" d'un facteur relatif au dommage suppose aussi que l'on fasse l'analyse des données en les situant dans leur contexte du point de vue de l'évolution particulière des données relatives à chaque facteur pris individuellement ainsi que par rapport aux autres facteurs examinés.¹²⁷ Elle croit comprendre que l'Union européenne fait valoir que le MOFCOM aurait dû fournir une explication logique de la façon dont les différents facteurs sont en relation les uns avec les autres et avec le contexte économique.

7.135 La Chine estime que pour effectuer son analyse relative au dommage, le MOFCOM a dûment examiné la façon dont les facteurs étaient en relation les uns avec les autres et avec le contexte économique général. En particulier, le MOFCOM a conclu que Nuctech était obligée de baisser ses prix à un niveau qui ne pourrait pas être compensé par les économies de coûts résultant d'économies d'échelle accrues: "[l]'accroissement de la capacité, de la production, du volume des ventes et de la part de marché de la branche de production nationale n'a pas apporté les bénéfices escomptés à la branche de production nationale. La branche de production nationale a subi des pertes constantes pendant toute la période couverte par l'enquête".¹²⁸ En l'absence de produits faisant l'objet d'un dumping, Nuctech n'aurait pas été obligée de ramener ses prix à un niveau aussi faible et aurait pu compenser les baisses de prix par des économies de coûts, ce qui lui aurait ainsi permis de revenir à la rentabilité.

7.136 En réponse à l'argument de l'Union européenne selon lequel les importations visées, dont les prix augmentaient, n'auraient pas pu obliger Nuctech à baisser le prix de ses ventes intérieures, la Chine fait valoir qu'en 2006 et 2007, les importations visées avaient entraîné une sous-cotation notable des prix intérieurs. Même en 2008, si les prix des importations visées étaient légèrement supérieurs aux prix intérieurs, ils étaient demeurés à un niveau faible et avaient continué d'empêcher Nuctech de parvenir à la rentabilité. En outre, le volume des ventes des importations visées avait augmenté de 88% et capté une part de marché additionnelle sur un marché en rapide expansion. La Chine réfute l'argument de l'Union européenne selon lequel Nuctech avait sacrifié les bénéfices pour augmenter ses ventes et sa part de marché. Selon la Chine, cet argument est fondé sur le point de vue erroné selon lequel une branche de production s'exposerait elle-même volontairement à une situation de pertes auto-infligées. De même, la Chine note que, alors que des économies d'échelle et des taux de productivité plus élevés peuvent théoriquement permettre à une branche de production de baisser ses prix, c'est en vue d'accroître les bénéfices et non de fonctionner à perte.

7.137 En ce qui concerne l'analyse des bénéfices faite par le MOFCOM, la Chine souligne que le MOFCOM a constaté que le produit national similaire avait subi de lourdes pertes et, même si

¹²⁶ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 288.

¹²⁷ Rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.314; rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 6.162.

¹²⁸ Détermination finale, pièce EU-2, page 28.

celles-ci étaient moins importantes en 2008 qu'en 2007, la branche de production nationale n'avait pas pu transformer les pertes en bénéfices, ce qui constituait un facteur négatif. La Chine souligne aussi que le terme "lourdes" est adéquat pour décrire le chiffre indiqué concernant le bénéfice avant impôt, soit -34,88%, -31% et -1,84% sur la période couverte par l'enquête. Enfin, en réponse à une question du Groupe spécial, la Chine note que le MOFCOM a constaté que Nuctech n'avait pas réalisé les bénéfices qu'elle aurait dû obtenir. Selon elle, il n'était pas nécessaire que le MOFCOM calcule les "bénéfices escomptés". Le point important était que Nuctech escomptait qu'elle serait rentable et qu'elle ne l'avait pas été.¹²⁹

Question de savoir si le MOFCOM a tenu compte de tous les faits et arguments versés au dossier en ce qui concerne la situation de la branche de production: situation de démarrage et politique des prix agressive

7.138 La Chine demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de l'Union européenne selon laquelle "le MOFCOM n'a pas examiné tous les faits et arguments versés au dossier qui étaient pertinents pour la situation de la branche de production nationale ou concernaient cette situation" et, de ce fait, "n'a pas procédé à une évaluation objective de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production chinoise, comme le prescrit l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping".¹³⁰

7.139 La Chine note que l'allégation de l'Union européenne concerne le traitement par le MOFCOM de deux facteurs économiques, à savoir la situation de démarrage de Nuctech sur le marché des scanners à basse énergie et la politique des prix agressive de Nuctech.¹³¹ Elle estime que ce ne sont pas des éléments susceptibles de décrire la situation de la branche de production mais plutôt des éléments susceptibles de causer le dommage, c'est-à-dire qu'ils expliquent plutôt qu'ils ne décrivent la situation de la branche de production ayant subi un dommage. Selon elle, ces facteurs ne sont donc manifestement pas des "facteurs ou indices qui influent sur la situation de la branche de production nationale" au sens de l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

7.140 En outre, même si ces indices étaient considérés comme des "facteurs" qui peuvent influencer sur la situation de la branche de production nationale, la Chine soutient que l'Union européenne n'a pas démontré que ces facteurs étaient pertinents pour évaluer l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la situation de la branche de production nationale. Selon elle, les arguments présentés par Smiths en ce qui concerne la situation de démarrage et la politique des prix alléguées de Nuctech étaient de pures allégations, non étayées par des éléments de preuve pertinents. La Chine soutient qu'il n'est pas nécessaire que l'autorité chargée de l'enquête examine tous les facteurs invoqués par une partie intéressée. En l'absence d'éléments de preuve indiquant que les considérations invoquées par Smiths étaient "des facteurs économiques pertinents qui influent sur la situation de la branche de production", le MOFCOM n'était pas tenu d'examiner lesdites considérations dans son analyse relative au dommage.

4. Évaluation par le Groupe spécial

a) Question de savoir si le MOFCOM s'est appuyé sur des éléments de preuve positifs

7.141 L'Union européenne fait valoir que les divergences entre les données citées par le MOFCOM dans ses Déterminations préliminaire et finale et i) les données fournies par Nuctech dans la Demande et dans la Réponse au questionnaire concernant le dommage; et ii) les données figurant dans des documents accessibles au public tels que les rapports annuels de la société mère de Nuctech et les

¹²⁹ Réponse de la Chine à la question n° 56 du Groupe spécial, paragraphe 71.

¹³⁰ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 302.

¹³¹ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 297.

données déposées auprès de l'Administration pour l'industrie et le commerce démontrent que la détermination établie par le MOFCOM n'était pas fondée sur des éléments de preuve positifs.

- i) *Les différences alléguées entre les données sur lesquelles le MOFCOM s'est appuyé et les données fournies par Nuctech dans la Demande et dans le questionnaire concernant le dommage donnent-elles à penser que le MOFCOM ne s'est pas appuyé sur des éléments de preuve positifs?*

7.142 Le premier élément de l'argument de l'Union européenne selon lequel le MOFCOM n'a pas fondé sa détermination de l'existence d'un dommage sur des éléments de preuve positifs découle des divergences alléguées entre les données sur lesquelles s'est appuyé le MOFCOM et les données fournies par Nuctech dans sa Demande et dans le questionnaire concernant le dommage.¹³²

7.143 Un examen du dossier étaye l'affirmation de l'Union européenne, qui n'est pas contestée par la Chine, selon laquelle il y a en effet des divergences entre certaines constatations formulées par le MOFCOM et les renseignements communiqués par Nuctech. Par exemple, s'agissant du flux de liquidités, le MOFCOM a constaté l'existence d'une sortie de liquidités pendant toute la période couverte par l'enquête, avec toutefois un ralentissement du flux en 2008.¹³³ Par contre, dans sa Demande, Nuctech a indiqué qu'une entrée de liquidités avait été enregistrée pour le produit national similaire en 2006 et 2007 et une sortie de liquidités en 2008.¹³⁴ En outre, dans sa réponse au questionnaire, Nuctech a fait état d'une entrée de liquidités pour le produit national similaire en 2006 et 2007 et d'un flux net équilibré de zéro en 2008.¹³⁵

Le MOFCOM a-t-il agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 en modifiant les données lors de la vérification sans en avertir les parties intéressées?

7.144 En réponse à la communication de l'Union européenne, la Chine explique que conformément à l'article 6.6 de l'Accord antidumping, le MOFCOM a effectué une vérification sur place de manière à s'assurer de l'exactitude des renseignements fournis par Nuctech. Selon la position initiale de la Chine, à la suite de cette vérification, le MOFCOM a modifié les renseignements fournis par Nuctech.¹³⁶ Cependant, durant la deuxième réunion avec le Groupe spécial, la Chine a précisé que c'était Nuctech, et non pas le MOFCOM, qui avait procédé aux ajustements nécessaires. En particulier, durant la vérification, le MOFCOM a constaté que certains des chiffres fournis par Nuctech dans sa réponse initiale au questionnaire incluaient à tort les exportations du produit national similaire. Nuctech a donc fourni des données et des renseignements révisés après la vérification. C'est sur ces données révisées que s'est appuyé le MOFCOM. À différents stades de ses communications, la Chine fait valoir aussi que le MOFCOM a exclu les données relatives aux ventes

¹³² L'Union européenne fait valoir que les constatations formulées par le MOFCOM en ce qui concerne le flux de liquidités, les investissements, le retour sur investissement, le chiffre d'affaires et les bénéfices font apparaître des divergences lorsqu'on les compare aux renseignements fournis au MOFCOM par Nuctech. Elle note qu'il se peut qu'il y ait davantage d'exemples mais qu'en raison du nombre limité de documents divulgués dans le dossier public, elle n'est pas en mesure de mettre en lumière des contradictions spécifiques concernant d'autres facteurs relatifs au dommage. Néanmoins, elle fait valoir que les exemples qu'elle a fournis sont suffisants pour compromettre la crédibilité des données sur lesquelles le MOFCOM s'est appuyé et donc suffisants pour que le Groupe spécial constate que le MOFCOM a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping (première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 182, 252 et 253 et note de bas de page 221).

¹³³ Détermination finale, pièce EU-2, page 26.

¹³⁴ Demande, pièce EU-3, page 39.

¹³⁵ Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8, pièce jointe 21.

¹³⁶ Première communication écrite de la Chine, paragraphes 345 et 346.

des produits autres que le produit similaire.¹³⁷ Toutefois, en réponse à une question du Groupe spécial qui soulignait que les données fournies par Nuctech en ce qui concerne le flux de liquidités, les investissements, le retour sur investissement, le chiffre d'affaires et les bénéfices incluaient seulement le produit national similaire¹³⁸, elle ne fait référence qu'à l'exclusion des données relatives aux ventes à l'exportation après vérification et n'insiste pas sur le fait que les données relatives aux produits non similaires étaient également exclues.¹³⁹

7.145 Selon l'Union européenne, l'explication de la Chine est indéfendable. L'Union européenne se plaint de ce qu'à aucun moment le MOFCOM n'a averti les parties intéressées, dans une lettre ou dans ses déterminations, du fait qu'il avait modifié les données fournies par Nuctech à la suite d'une vérification sur place. Selon elle, si la conduite du MOFCOM était jugée acceptable par le Groupe spécial, "les autorités chargées de l'enquête pourraient faire complètement abstraction des chiffres figurant dans le dossier accessible à toutes les parties et sur la base duquel les parties ont fondé leur défense".¹⁴⁰

7.146 Nous notons que dans ses Déterminations préliminaire et finale, le MOFCOM a divulgué les données relatives au dommage sur lesquelles il avait fondé ses constatations. Nous croyons comprendre que la plainte de l'Union européenne n'est pas que le MOFCOM n'a pas divulgué les données sur lesquelles il s'appuyait mais plutôt que le MOFCOM n'a pas expliqué qu'il avait modifié les données fournies par Nuctech à la suite d'une vérification sur place. Il apparaît, à notre avis, que cet aspect de l'argumentation de l'Union européenne brouille la distinction entre la prescription imposant qu'une détermination de l'existence d'un dommage soit fondée sur des éléments de preuve positifs et les prescriptions relatives à la divulgation des éléments de preuve et du raisonnement, qui figurent ailleurs dans l'Accord antidumping, par exemple les articles 6 et 12. À notre avis, la question de savoir si les éléments de preuve sont "positifs" au sens d'affirmatifs, objectifs et vérifiables, est sans rapport avec le point de savoir si l'autorité chargée de l'enquête a expliqué ou divulgué la façon dont elle avait obtenu les données. En d'autres termes, en faisant référence aux "éléments de preuve positifs", l'article 3.1 de l'Accord antidumping soumet à des disciplines le caractère adéquat quant au fond des éléments de preuve sur lesquels l'autorité chargée de l'enquête s'est appuyée et n'impose pas d'obligations procédurales relatives à la divulgation du raisonnement ou de la méthode par laquelle l'autorité chargée de l'enquête a obtenu les éléments de preuve. Nous trouvons certains éléments à l'appui de cette approche dans le rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*. La question spécifique qui était posée à l'Organe d'appel dans cette affaire était de savoir si l'autorité chargée de l'enquête était tenue de fonder sa détermination de l'existence d'un dommage uniquement sur des renseignements non confidentiels, compte tenu du fait que c'étaient les seuls éléments de preuve qui avaient été divulgués aux parties à l'enquête ou que celles-ci pouvaient discerner. L'Organe d'appel a

¹³⁷ Première communication écrite de la Chine, paragraphes 345 et 346 et observations de la Chine sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 71 du Groupe spécial, paragraphe 85.

¹³⁸ Dans sa question, le Groupe spécial a noté que, s'agissant du flux de liquidités, Nuctech avait affirmé dans la Demande que "le flux de liquidités du *produit national similaire* [avait] enregistré une entrée nette en 2006 et 2007, mais que le chiffre [était] devenu négatif (sortie de liquidités) en 2008" (pas d'italique dans l'original). Plus loin dans sa réponse au questionnaire, le tableau détaillant les flux de liquidités figurant dans la pièce jointe 21 est intitulé "*Domestic Like Product* net cash flows" (Flux de liquidités nets pour le *produit national similaire*). (pas d'italique dans l'original) (Demande, pièce EU-3, page 39, et Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8, pièce jointe 21) En ce qui concerne les investissements et le retour sur investissement, le tableau exposant le détail de ces chiffres dans la réponse de Nuctech au questionnaire est intitulé "Return on Investment on *Domestic Like Product*" (Retour sur investissement concernant le *produit national similaire*) (pas d'italique dans l'original). (Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8, pièce jointe 20) S'agissant des tendances du chiffre d'affaires et des bénéfices, le tableau pertinent figurant dans la réponse de Nuctech au questionnaire comporte des colonnes pour le "produit national similaire" et pour "tous les produits". (Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8, pièce jointe 7)

¹³⁹ Réponse de la Chine à la question n° 93 du Groupe spécial, paragraphes 78 à 83.

¹⁴⁰ Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 184.

formulé un certain nombre d'assertions d'ordre général pour indiquer que la prescription relative aux éléments de preuve positifs énoncée à l'article 3.1 concernait la *nature* des éléments de preuve, et non pas des obligations procédurales:

L'article 3 est donc axé sur les obligations *de fond* dont un Membre doit s'acquitter lorsqu'il établit une détermination de l'existence d'un dommage ...

[L]e sens ordinaire de[s termes] ["éléments de preuve positifs" et "examen objectif"] ne donne pas à penser qu'une autorité chargée de l'enquête est tenue de fonder une détermination de l'existence d'un dommage uniquement sur des éléments de preuve divulgués aux parties à l'enquête ou discernables par elles ...

L'article 12, comme l'article 6, énonce des obligations importantes en matière de procédure et de régularité de la procédure. Toutefois, comme dans le cas de l'article 6, il n'y a aucune raison de donner de ces obligations une lecture qui les inclue dans les dispositions de fond de l'article 3.1.¹⁴¹

7.147 Par conséquent, à notre avis, la plainte de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM n'a pas informé les parties intéressées qu'il avait modifié certaines données fournies par Nuctech à la suite de la vérification sur place est un argument au sujet des obligations procédurales qui soumettent les autorités chargées de l'enquête à des disciplines. Elle n'a pas de rapport avec la question de savoir si les éléments de preuve sont "positifs".

7.148 L'Union européenne fait valoir aussi que lorsqu'ils recueillent des renseignements concernant la situation de la branche de production nationale, les questionnaires devraient être rédigés d'une manière claire, de façon à ce que les parties intéressées sachent si les renseignements recueillis concernent seulement les résultats intérieurs ou à la fois les résultats intérieurs et les résultats à l'exportation. Selon elle, le questionnaire envoyé à Nuctech était vague à cet égard.¹⁴² Le Groupe spécial convient que lorsqu'elles publient des questionnaires, il est assurément souhaitable que les autorités chargées de l'enquête fassent en sorte que ceux-ci soient aussi clairs et dépourvus d'ambiguïté que possible. Toutefois, le Groupe spécial ne trouve aucun élément pour étayer la conclusion selon laquelle une quelconque absence de clarté entraînant, après vérification, la modification des données influe sur la détermination du point de savoir si les données modifiées finalement utilisées sont ou ne sont pas "positives".

Les données modifiées sur lesquelles le MOFCOM s'est appuyé étaient-elles des éléments de preuve positifs?

7.149 Même si le Groupe spécial ne considère pas que l'absence de divulgation par le MOFCOM en ce qui concerne le processus de vérification et l'absence de clarté alléguée dans le questionnaire du MOFCOM créent une incompatibilité au regard de l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping, la question demeure de savoir si les éléments de preuve sur lesquels le MOFCOM s'est appuyé peuvent être considérés comme "positifs". Le Groupe spécial doit déterminer si l'Union européenne a établi des éléments *prima facie* montrant que les éléments de preuve sur lesquels le MOFCOM s'est appuyé pour établir sa détermination de l'existence d'un dommage n'avaient pas un caractère affirmatif, objectif et vérifiable et n'étaient pas crédibles.

7.150 Il apparaît que la thèse de l'Union européenne concernant les éléments de preuve sur lesquels le MOFCOM s'est appuyé est fondée sur deux arguments principaux. Le premier revient en fait à

¹⁴¹ Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphes 106, 107 et 110.

¹⁴² Observations de l'Union européenne sur la réponse de la Chine à la question n° 93 du Groupe spécial, paragraphe 56.

suggérer que le MOFCOM ne peut pas, en réalité, avoir modifié les données en excluant les renseignements relatifs aux exportations, alors que le second consiste à dire que si le MOFCOM a effectivement modifié les données de cette manière, les renseignements concernant les exportations sur lesquels il s'est appuyé n'étaient pas crédibles, de sorte que les données modifiées qui en ont résulté n'étaient pas des éléments de preuve positifs.

- Le MOFCOM disposait-il des renseignements nécessaires pour modifier les données de la manière alléguée par la Chine?

7.151 S'agissant du premier argument, l'Union européenne soutient qu'il ne ressort pas clairement du dossier public que le MOFCOM ait demandé à Nuctech des renseignements spécifiques concernant sa rentabilité sur le marché d'exportation, permettant ainsi au MOFCOM de modifier les données de manière à exclure celles qui concernaient les exportations. Nous présumons qu'en formulant cet argument, l'Union européenne suggère que le MOFCOM ne disposait pas d'éléments de preuve relatifs aux résultats à l'exportation de Nuctech ou, du moins, que les "éléments de preuve précis fournis directement au MOFCOM par Nuctech ne figuraient pas" dans le dossier public.¹⁴³

7.152 Un examen du questionnaire apporte certains éléments à l'appui de la position de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM n'a pas posé à Nuctech de question directe sur la rentabilité de ses exportations. Nous notons que dans le questionnaire, il était bel et bien demandé à Nuctech de fournir des renseignements sur le volume, le chiffre d'affaires et les prix de ses exportations.¹⁴⁴ Hormis la question relative au chiffre d'affaires, il ne semble pas que les renseignements demandés aient été suffisants pour permettre au MOFCOM d'ajuster lui-même les données agrégées concernant le flux de liquidités, les investissements, le retour sur investissement et les bénéfices afin de tenir compte des exportations.¹⁴⁵ Toutefois, la position de la Chine n'est pas que le MOFCOM a demandé des renseignements sur les exportations et a ensuite ajusté lui-même les chiffres agrégés en utilisant ces renseignements. En fait, la Chine fait valoir ce qui suit:

[A]u cours des vérifications, le MOFCOM s'est aperçu que les chiffres fournis dans la réponse initiale à la question 20 de la Réponse de Nuctech au questionnaire incluaient à tort les exportations du produit national similaire. Des données et renseignements révisés ont donc été communiqués par Nuctech après vérification. Le MOFCOM a utilisé les données révisées qui faisaient partie du dossier.¹⁴⁶

7.153 Par conséquent, selon la Chine, le MOFCOM s'est aperçu après vérification que certaines données initialement fournies par Nuctech incluaient des renseignements relatifs à l'exportation du produit national similaire. L'explication donnée par la Chine indique que dans le cadre du processus de vérification, Nuctech a été avertie de ce problème et a ensuite fourni des réponses révisées. Ce point est corroboré par l'existence dans le dossier du Groupe spécial de la réponse révisée de Nuctech à la question 20 du questionnaire.¹⁴⁷ Cette réponse inclut les données concernant le chiffre d'affaires et les bénéfices pour le produit national similaire et exclut celles qui sont relatives aux exportations.

7.154 En ce qui concerne la conclusion formulée par le MOFCOM dans la Détermination finale selon laquelle "l'exportation des appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité a

¹⁴³ Réponse de l'Union européenne à la question n° 71 du Groupe spécial, paragraphes 57 et 58 et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 326.

¹⁴⁴ Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8, questions 24, 36, 37 et 50 6), pages 18, 24 et 25, et 34.

¹⁴⁵ Dans les cas où il s'agit des variables, l'Union européenne souligne dans son argumentation que les données utilisées par le MOFCOM font apparaître des divergences lorsqu'on les compare à celles qui ont été fournies au MOFCOM par Nuctech.

¹⁴⁶ Déclaration liminaire de la Chine à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 67.

¹⁴⁷ Réponse révisée de Nuctech au questionnaire, pièce CHN-21 (RCC).

augmenté les bénéfices de la branche de production nationale", la Chine fait valoir qu'en comparant les tableaux de données initialement communiqués par Nuctech en réponse au questionnaire et les tableaux modifiés à la suite de la vérification, le MOFCOM a obtenu les renseignements nécessaires en ce qui concerne la rentabilité des exportations du produit similaire par Nuctech.¹⁴⁸ Le Groupe spécial estime qu'il s'agit là d'une explication plausible de la manière dont le MOFCOM a pu tirer une conclusion sur la rentabilité des exportations.

7.155 En conséquence, selon le Groupe spécial, l'Union européenne n'est pas parvenue à établir que le MOFCOM, avec le concours de Nuctech, n'avait pas ajusté ou n'aurait pas pu ajuster les données agrégées de manière à exclure les renseignements relatifs à l'exportation des produits nationaux similaires. En outre, le Groupe spécial est convaincu que le MOFCOM disposait de renseignements lui permettant de tirer une conclusion au sujet de la rentabilité des exportations dans la Détermination finale.

- Les renseignements sur lesquels le MOFCOM s'est appuyé pour modifier les renseignements initialement communiqués par Nuctech étaient-ils crédibles?

7.156 Le deuxième volet de l'argument de l'Union européenne se rapporte à la crédibilité des données concernant les exportations utilisées pour les ajustements apportés aux données initiales fournies par Nuctech. En d'autres termes, même en admettant que pendant le processus de vérification les données de Nuctech ont été ajustées de manière à exclure les renseignements concernant les exportations, l'Union européenne fait valoir que les données concernant les exportations utilisées dans ce processus n'étaient pas crédibles.

7.157 Pour l'essentiel, l'Union européenne fait valoir qu'il y avait dans le dossier des éléments de preuve donnant à penser que les exportations du produit national similaire avaient un effet négatif sur la situation de la branche de production, alors que les constatations du MOFCOM donnent à penser le contraire. De fait, dans la Détermination finale, le MOFCOM a constaté ce qui suit:

Durant la période couverte par l'enquête, les appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité de fabrication nationale ont également été vendus à l'exportation, certains produits étant exportés par des fabricants en sous-traitance. Les éléments de preuve ont montré que durant la période couverte par l'enquête, l'exportation d'appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité de fabrication nationale avait permis à la branche de production nationale d'augmenter ses bénéfices, alors que les lourdes pertes au chapitre des ventes sur le marché intérieur constituaient la principale raison des difficultés éprouvées par la branche de production nationale. Par conséquent, durant la période couverte par l'enquête, le dommage important subi par la branche de production nationale d'appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité n'était pas causé par l'exportation de produits nationaux similaires.¹⁴⁹

7.158 En outre, dans la Demande, Nuctech a dit ce qui suit:

Le volume des exportations des produits nationaux similaires a continué d'augmenter et les conditions relatives aux bénéfices tirés de l'exportation ont été relativement bonnes. Ainsi, les résultats à l'exportation de la branche de production nationale ne peuvent pas avoir eu un effet important sur le dommage global subi par la branche de production nationale. Par conséquent, les résultats à l'exportation de la branche de

¹⁴⁸ Observations de la Chine sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 71 du Groupe spécial, paragraphe 85.

¹⁴⁹ Détermination finale, pièce EU-2, page 32.

production nationale ne sont pas la raison du dommage causé à la branche de production nationale.¹⁵⁰

7.159 Les modifications apportées à certaines variables à la suite de la vérification démontrent aussi que Nuctech et le MOFCOM s'appuyaient sur des données indiquant que les exportations du produit national similaire avaient un effet positif sur la situation de la branche de production nationale. Par exemple, dans sa Demande, Nuctech a dit qu'il y avait eu une entrée de liquidités pour le produit national similaire en 2006 et 2007 et une sortie de liquidités en 2008.¹⁵¹ En outre, dans sa Réponse au questionnaire, Nuctech a fait état d'une entrée de liquidités pour le produit national similaire en 2006 et 2007 et d'un flux net équilibré de zéro en 2008.¹⁵² Par contre, après avoir procédé à un ajustement pour tenir compte des exportations, le MOFCOM a constaté l'existence d'une sortie de liquidités pendant toute la période couverte par l'enquête, avec toutefois un ralentissement des sorties en 2008.¹⁵³

7.160 La position de l'Union européenne est qu'il y avait dans le dossier des éléments de preuve démontrant que l'une des raisons des *pertes* enregistrées par Nuctech était précisément ses pertes sur les marchés d'exportation. Sur cette base, l'Union européenne fait valoir que les chiffres du MOFCOM indiquant le contraire ne sont pas des éléments de preuve positifs. En particulier, elle note que dans sa réfutation des observations formulées par le requérant, Smiths a fait valoir ce qui suit:

Dans les nombreux documents publics qu'elle a déposés, la société mère figurant dans la liste du requérant, Tsinghua Tongfang, a constamment dit que les exportations étaient la cause, et non la solution, de ses difficultés financières. Par exemple, à la page 41 du rapport annuel, Tsinghua Tongfang indique qu'elle a enregistré une augmentation de 17% des sommes à recevoir "en raison de l'expansion de ses filiales Nuctech et Taihao Technology et en raison *des cycles longs de mise en œuvre des projets à l'étranger*". Dans les documents qu'elle a présentés en 2009, Tsinghua Tongfang indiquait à nouveau que "la pression exercée sur [son] activité dans le domaine des inspections de sécurité s[était] considérablement accrue du fait de *l'incidence de la crise financière mondiale*". Il était dit en outre que le requérant "avait mis en place des accords de crédit-bail en réponse à la *diminution du pouvoir d'achat des clients étrangers*".¹⁵⁴

7.161 L'Union européenne fait aussi référence à une pièce jointe au Mémoire concernant le dommage établi par Smiths sous la forme d'un rapport paru dans un magazine chinois, Caijing, qui indiquait que le recul enregistré par les résultats financiers de Tongfang était dû à l'incidence négative de la crise économique mondiale de 2008 sur "l'activité dans le domaine des inspections de sécurité axée sur les exportations" de Nuctech.¹⁵⁵

7.162 Pour les raisons suivantes, le Groupe spécial n'est pas convaincu que les éléments de preuve cités par l'Union européenne soient suffisants pour établir *prima facie* que le MOFCOM ne s'est pas appuyé sur des éléments de preuve positifs:

¹⁵⁰ Demande, pièce EU-3, page 43.

¹⁵¹ Demande, pièce EU-3, page 39.

¹⁵² Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8, pièce jointe 21.

¹⁵³ Détermination finale, pièce EU-2, page 26.

¹⁵⁴ Déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion avec les parties, paragraphe 63, et Réfutation par Smiths des observations formulées par le requérant, pièce EU-34, page 6.

¹⁵⁵ Réponse de l'Union européenne à la question n° 71 du Groupe spécial, paragraphe 59, et Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, page 62 du document pdf.

- Augmentation des sommes à recevoir en raison "des cycles longs de mise en œuvre des projets à l'étranger"

7.163 S'agissant de cet extrait d'un rapport annuel de Tongfang, la Chine fait valoir que la référence à "des cycles longs de mise en œuvre des projets à l'étranger" ne peut pas être interprétée comme signifiant que les résultats à l'exportation de Nuctech étaient mauvais. Elle indique simplement qu'il faut du temps pour mener à bien des projets à l'étranger.¹⁵⁶ Le Groupe spécial convient que l'expression "projets à l'étranger" est quelque peu ambiguë et ne constitue peut-être pas nécessairement une référence aux résultats à l'exportation. En tout état de cause, comme la Chine le fait valoir, le rapport n'indique pas si les projets à l'étranger sont ceux de Nuctech ou de quelque autre entreprise du groupe Tongfang.¹⁵⁷

- La pression exercée sur [son] activité dans le domaine des inspections de sécurité s'[était] considérablement accrue du fait de l'incidence de la crise financière mondiale

7.164 Le Groupe spécial note que cette déclaration est tirée d'un document versé au dossier par Tongfang en 2009 et que l'on voit donc mal si l'accroissement de la pression a eu lieu pendant la période couverte par l'enquête ou seulement après cette période. En tout état de cause, comme la Chine le note, la crise financière mondiale a commencé au milieu de 2008. La Chine fait valoir qu'étant donné que la plupart des contrats d'exportation sont conclus des mois à l'avance, il est logique que l'incidence de la crise financière ne se soit pas fait sentir en 2008.¹⁵⁸ Selon le Groupe spécial, même si l'incidence de la crise financière avait été ressentie par Nuctech au deuxième semestre de 2008, il est possible que les résultats à l'exportation globaux pendant l'année 2008 (et en fait pendant toute la période couverte par l'enquête) aient été positifs et donc compatibles avec les éléments de preuve sur lesquels s'était appuyé le MOFCOM.¹⁵⁹

- Le requérant avait mis en place des accords de crédit-bail en réponse à la diminution du pouvoir d'achat des clients étrangers

7.165 Le Groupe spécial souscrit à l'argument de la Chine selon lequel cette déclaration ne représente pas des éléments de preuve directs de "pertes"¹⁶⁰ sur le marché d'exportation.¹⁶¹ En fait, l'extrait indique que Nuctech avait mis en place un plan pour prévenir une évolution négative sur les marchés étrangers ou pour répondre à une telle évolution. Il se peut bien que cette stratégie ait réussi à maintenir des résultats à l'exportation positifs et, par conséquent, le Groupe spécial ne considère pas qu'il s'agisse d'éléments de preuve très solides indiquant que Nuctech enregistrerait des résultats médiocres sur le marché d'exportation. Le Groupe spécial note aussi que la déclaration est extraite

¹⁵⁶ Observations de la Chine sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 71 du Groupe spécial, paragraphe 79.

¹⁵⁷ Observations de la Chine sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 71 du Groupe spécial, paragraphe 79. Étant donné ces préoccupations liées aux éléments de preuve sur lesquels Smiths et l'Union européenne se sont appuyés, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de résoudre la question de traduction soulevée par la Chine dans ses observations sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 71 du Groupe spécial, paragraphe 78.

¹⁵⁸ Déclaration liminaire de la Chine à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 102.

¹⁵⁹ Étant donné ces préoccupations liées aux éléments de preuve sur lesquels Smiths et l'Union européenne se sont appuyés, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de résoudre la question de savoir si l'Union européenne a cité le document de manière sélective, comme la Chine l'allègue dans ses observations sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 71 du Groupe spécial, paragraphe 82.

¹⁶⁰ Déclaration liminaire de l'Union européenne à la première réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 63.

¹⁶¹ Observations de la Chine sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 71 du Groupe spécial, paragraphe 83.

d'un document versé au dossier en 2009 et que l'on ne sait donc pas très bien si l'évolution examinée a eu lieu ou non pendant la période couverte par l'enquête.¹⁶²

- Le recul enregistré par les résultats financiers de Tongfang était dû à l'incidence négative de la crise économique mondiale de 2008 sur "l'activité dans le domaine des inspections de sécurité axée sur les exportations" de Nuctech

7.166 Même si le Groupe spécial considère qu'il s'agit là d'éléments de preuve indiquant que les exportations du produit national similaire par Nuctech ont souffert de la crise financière mondiale de 2008, il note là encore que l'on ne sait pas très bien si ce fléchissement des exportations a été enregistré pendant la période couverte par l'enquête.¹⁶³

Conclusion

7.167 De l'avis du Groupe spécial, l'Union européenne n'a pas présenté d'éléments de preuve suffisants pour démontrer que le MOFCOM ne s'est pas appuyé sur des éléments de preuve positifs pour établir sa détermination. En particulier, le Groupe spécial n'est pas convaincu par la suggestion de l'Union européenne selon laquelle les données fournies initialement par Nuctech dans son questionnaire ne pouvaient pas avoir été modifiées de manière à exclure les renseignements relatifs aux exportations. En outre, si l'on admet que les données fournies par Nuctech ont été modifiées lors de la vérification, l'Union européenne n'a pas établi que les données concernant les exportations qui ont été utilisées à cette fin manquaient de crédibilité.

- ii) *Les différences alléguées entre les données sur lesquelles le MOFCOM s'est appuyé et les données figurant dans les documents accessibles au public sont-elles l'indice que les données du MOFCOM ne sont pas des "éléments de preuve positifs"?*

7.168 L'Union européenne fait valoir que les divergences entre les données sur lesquelles le MOFCOM s'est appuyé et les données figurant dans le rapport annuel de la société mère de Nuctech, ainsi que les données déposées auprès de l'Administration pour l'industrie et le commerce sont l'indice que les données figurant dans la Détermination finale du MOFCOM ne sont pas fiables.¹⁶⁴

7.169 La Chine ne conteste pas qu'il y ait des divergences entre les données citées par le MOFCOM dans ses déterminations et les données figurant dans certains documents accessibles au public. De fait, un examen des éléments de preuve révèle que dans un rapport établi par la société mère de Nuctech, Tongfang, il était dit que les marges bénéficiaires brutes de Nuctech étaient de 25,52% en 2006, 27,42% en 2007 et 25,86% en 2008.¹⁶⁵ L'Union européenne soutient qu'il est difficile de concilier ces chiffres avec les bénéfices avant impôt négatifs indiqués par le MOFCOM dans sa Détermination finale. En outre, dans ses rapports à l'Administration pour l'industrie et le commerce, Nuctech faisait état d'une augmentation de l'emploi pendant la période couverte par l'enquête, alors

¹⁶² Étant donné ces préoccupations liées aux éléments de preuve sur lesquels Smiths et l'Union européenne se sont appuyés, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de résoudre la question de savoir si l'Union européenne a cité le document de manière sélective, comme la Chine l'allègue dans ses observations sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 71 du Groupe spécial, paragraphe 83.

¹⁶³ Voir le paragraphe 7.164 du présent rapport.

¹⁶⁴ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 255.

¹⁶⁵ Voir le Mémoire concernant le dommage établi par Smiths (pièce VI), pièce EU-11, page 87 du document pdf. En outre, dans la pièce IV du Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, il est indiqué que la marge bénéficiaire brute de Nuctech est de 27% et les documents indiquent ce qui suit: "[d]'après ce que nous comprenons de la stratégie de Nuctech en matière de compétitivité et de développement, nous pensons ... que les marges bénéficiaires de la société pourront rester aux niveaux actuels (c'est-à-dire une marge brute de 26%) au cours des trois à cinq prochaines années"; pièce EU-11, pages 75, 78 et 80.

que dans sa Détermination finale, le MOFCOM avait constaté l'existence d'une variation des niveaux d'emploi.¹⁶⁶

7.170 Dans la Détermination finale, en réponse aux observations formulées par Smiths au sujet des divergences entre les données figurant dans la Détermination préliminaire et les données accessibles au public divulguées par la société mère de Nuctech, le MOFCOM a expliqué ce qui suit:

Au moment de l'enquête, nous avons constaté que le requérant fabriquait aussi d'autres produits en plus des produits similaires en cause en l'espèce. Les renseignements et données divulgués par la société mère du requérant dans ses rapports annuels ainsi que ceux déposés auprès de l'Administration pour l'industrie et le commerce comprenaient les renseignements et données concernant d'autres produits, outre les produits similaires, alors que les déterminations établies en l'espèce seulement ne seraient fondées que sur les renseignements et données concernant les produits similaires.¹⁶⁷

7.171 L'Union européenne conteste l'explication fournie par le MOFCOM dans la Détermination finale. Sa position est que le produit national similaire représentait une proportion majeure de la production de Nuctech, de sorte que les différences entre les données sur lesquelles le MOFCOM s'est appuyé et les données qui figuraient dans les documents accessibles au public n'auraient pas dû être aussi marquées. En particulier, dans ses communications écrites, l'Union européenne soutient que les scanners représentaient environ 90% de la production de Nuctech. Elle explique que ces chiffres constituent la meilleure estimation de Smiths, fondée sur sa connaissance du marché à l'époque.¹⁶⁸ Elle s'appuie aussi sur un certain nombre de déclarations versées au dossier indiquant que le produit national similaire constituait une proportion "notablement élevée" de la production de Nuctech.¹⁶⁹ Par exemple, elle cite un rapport de la société mère de Nuctech, aux termes duquel "[l]e prédécesseur de Nuctech était l'entreprise de technologie nucléaire Tsinghua Tongfang, fondée en 1997, *spécialisée dans ... les systèmes d'inspection pour grands conteneurs*".¹⁷⁰ En outre, dans son Mémoire concernant le dommage, Smiths a extrait un tableau de la plaquette publicitaire de 2007 de Tongfang, qui indiquait que "les principaux produits ou les activités de base" de Nuctech étaient "les systèmes utilisés pour l'inspection des conteneurs".¹⁷¹

7.172 Le Groupe spécial note que dans sa première communication écrite, l'Union européenne dit aussi que "jusqu'en 2008, Nuctech ne produisait que des scanners".¹⁷² Cela semble donner à penser que la production de Nuctech était uniquement constituée du produit national similaire jusqu'en 2008 parce que, dans le même paragraphe de sa première communication écrite, l'Union européenne fait référence aux scanners comme étant "les produits visés".¹⁷³ Toutefois, en réponse à une question du Groupe spécial sur ce point, l'Union européenne précise qu'"il n'est pas contesté que Nuctech fabriquait des produits autres que les produits considérés en 2007 ou 2008".¹⁷⁴ En outre, la déclaration "ne devrait pas être interprétée comme une affirmation factuelle indiquant que Nuctech ne

¹⁶⁶ Voir le Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, présentant des renseignements extraits du rapport de Nuctech à l'Administration pour l'industrie et le commerce, page 11 (tableau 2).

¹⁶⁷ Détermination finale, pièce EU-2, page 28.

¹⁶⁸ Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 195.

¹⁶⁹ Réponse de l'Union européenne à la question n° 18 du Groupe spécial, paragraphe 110.

¹⁷⁰ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, page 75 du document pdf, citant un rapport produit par Tongfang. (pas d'italique dans l'original)

¹⁷¹ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, pages 16 et 17.

¹⁷² Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 255.

¹⁷³ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 255.

¹⁷⁴ Réponse de l'Union européenne à la question n° 70 du Groupe spécial, paragraphe 55.

fabriquait pas de produits autres que les scanners jusqu'en 2008".¹⁷⁵ De fait, le Groupe spécial note que dans la pièce 7 jointe à sa réponse au questionnaire, Nuctech indique que sa production totale et sa production du "produit national similaire" ont différé à tout le moins dès 2007.¹⁷⁶ Par conséquent, pour faire sa détermination sur le point de savoir si les différences entre les données sur lesquelles le MOFCOM s'est appuyé et les données figurant dans certains rapports publics indiquent que le MOFCOM ne s'est pas appuyé sur des éléments de preuve positifs, le Groupe spécial n'accorde pas de poids à la déclaration de l'Union européenne selon laquelle "jusqu'en 2008, Nuctech ne produisait que des scanners". Si l'Union européenne avait eu initialement l'intention de s'appuyer sur cette déclaration pour laisser entendre que les données utilisées par le MOFCOM et celles figurant dans les rapports publics auraient dû être les mêmes au moins jusqu'en 2008 (sous réserve de l'ajustement effectué par le MOFCOM pour tenir compte des exportations), le Groupe spécial ne peut pas s'appuyer sur ladite déclaration à cette fin puisque l'Union européenne a reconnu que Nuctech produisait des marchandises autres que le produit similaire avant 2008.¹⁷⁷

7.173 Malgré son argument selon lequel l'Union européenne avait simplement affirmé un fait sans en fournir la preuve et selon lequel elle n'était donc pas tenue de fournir des éléments de preuve indiquant la proportion de la production de Nuctech représentée par le produit national similaire, la Chine a finalement fourni au Groupe spécial les chiffres confidentiels pertinents.¹⁷⁸

7.174 Le Groupe spécial note que le MOFCOM a évalué le dommage causé à la branche de production nationale par les importations visées en excluant les données relatives aux exportations. Une fois les recettes d'exportation exclues, la proportion du chiffre d'affaires des ventes intérieures

¹⁷⁵ Réponse de l'Union européenne à la question n° 70 du Groupe spécial, paragraphe 54.

¹⁷⁶ Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8, pièce jointe 7, page 43.

¹⁷⁷ Dans sa réponse à la question n° 70 du Groupe spécial, paragraphe 55, l'Union européenne note que la déclaration en cause devrait être interprétée dans le sens que "Nuctech n'a démarré la fabrication et la vente de scanners et d'autres produits basés sur des technologies autres que les rayons X qu'en 2008". Toutefois, elle n'explique pas la pertinence de ses propos pour son argument selon lequel les différences entre les données utilisées par le MOFCOM et les données figurant dans les rapports publics indiquent que le MOFCOM ne s'est pas appuyé sur des éléments de preuve positifs.

Le Groupe spécial note que pour réfuter l'argument selon lequel Nuctech ne produisait que des scanners jusqu'en 2008, la Chine fait référence à la production par Nuctech de "système[s] à rayons X utilisé[s] pour les inspections de sécurité des liquides" (réponse de la Chine à la question n° 91 du Groupe spécial). Selon l'Union européenne, cette affirmation affaiblit encore la fiabilité des données utilisées par la Chine, parce qu'elle indique que la Chine a exclu à tort ces systèmes utilisés pour l'inspection des liquides, qui utilisent la technologie des rayons X, du produit national similaire (observations de l'Union européenne sur la réponse de la Chine à la question n° 91 du Groupe spécial, paragraphes 49 et 51). En formulant cet argument, l'Union européenne demande effectivement au Groupe spécial de se prononcer sur la question de savoir si le système à rayons X utilisé pour les inspections de sécurité des liquides en cause entre dans le champ du produit national similaire. Toutefois, la question du champ du produit national similaire n'a pas été par ailleurs portée devant le Groupe spécial ni incluse dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. En fait, le Groupe spécial ne dispose pas d'arguments ou d'éléments de preuve sur le point de savoir si ce produit est visé par l'enquête. Par exemple, le Groupe spécial note que le produit visé exclut les "appareils à rayons X de deuxième génération utilisés pour les inspections de sécurité incorporant la technologie IDE" (Détermination finale, pièce EU-2, page 11). Le Groupe spécial ne dispose d'aucun renseignement sur le point de savoir si le système utilisé pour les inspections de liquides incorpore la technologie IDE, par exemple, et pourrait donc être un produit national similaire. Par conséquent, le Groupe spécial n'est pas en mesure de formuler la constatation que demande l'Union européenne pour étayer son argument selon lequel le MOFCOM ne s'est pas appuyé sur des éléments de preuve positifs.

¹⁷⁸ Déclaration liminaire de la Chine à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, paragraphe 61 et réponse modifiée de Nuctech au questionnaire, question 20, pièce CHN-21 (RCC), page 4 du document pdf.

représentée par le produit national similaire est très loin de l'estimation de 90% avancée par l'Union européenne.¹⁷⁹

7.175 Par conséquent, selon le Groupe spécial, l'Union européenne n'a pas démontré le bien-fondé de sa thèse selon laquelle les divergences entre les données utilisées par le MOFCOM et les données figurant dans certaines sources publiques indiquent que le MOFCOM ne s'est pas appuyé sur des éléments de preuve positifs. Les communications de l'Union européenne s'appuyaient fortement sur l'affirmation selon laquelle le produit national similaire représentait 90% de la production de Nuctech pendant la période d'enquête. Le Groupe spécial n'est pas certain qu'une telle affirmation soit suffisante pour établir des éléments *prima facie* concernant l'absence d'éléments de preuve positifs mais, en tout état de cause, il estime qu'en présentant les chiffres figurant dans la Réponse de Nuctech au questionnaire, tels qu'ils avaient été vérifiés par le MOFCOM, la Chine a réfuté clairement toute allégation *prima facie* à cet égard. Certes, il y avait quelques éléments de preuve dans le dossier qui indiquaient que "les principaux produits ou les activités de base" de Nuctech étaient "les systèmes utilisés pour l'inspection des conteneurs"¹⁸⁰ mais, une fois tenu compte des recettes d'exportation, la proportion du chiffre d'affaires de Nuctech découlant des ventes du produit national similaire était très notablement inférieure à celle suggérée par l'Union européenne. Selon le Groupe spécial, l'Union européenne n'a pas contesté avec succès l'explication fournie par le MOFCOM dans la Détermination finale pour ce qui est des différences entre les données sur lesquelles il s'était appuyé et les données qui figuraient dans certains rapports publics.

7.176 Par conséquent, le Groupe spécial conclut que l'Union européenne n'a pas établi que les divergences entre les données utilisées par le MOFCOM et les données qui figuraient dans certains rapports publics indiquaient que le MOFCOM ne s'était pas appuyé sur des éléments de preuve positifs.

iii) Conclusion

7.177 En conclusion, l'Union européenne n'a pas établi que le MOFCOM ne s'était pas appuyé sur des éléments de preuve positifs pour formuler ses constatations concernant la situation de la branche de production nationale. Par conséquent, l'Union européenne n'a pas démontré le bien-fondé de sa thèse selon laquelle à cet égard, la Chine avait agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping.

¹⁷⁹ Réponse modifiée de Nuctech au questionnaire, question 20, pièce CHN-21 (RCC), page 4 du document pdf (voir la cinquième colonne du tableau pour les chiffres pertinents).

Nous notons que l'Union européenne met en doute la fiabilité des chiffres figurant dans le tableau confidentiel fourni par la Chine. L'Union européenne se demande comment les chiffres des ventes, qui sont "constants entre 2006 et 2007 et augmentent en 2008" peuvent être conciliés avec i) les constatations du MOFCOM selon lesquelles le chiffre d'affaires avait augmenté de 55% chaque année; et ii) l'allégation formulée par Nuctech dans sa réponse au questionnaire selon laquelle son chiffre d'affaires pour le produit national similaire était plus faible en 2008 qu'en 2006 (observations de l'Union européenne sur la réponse de la Chine à la question n° 92 du Groupe spécial, paragraphe 53). De l'avis du Groupe spécial, la déclaration de l'Union européenne selon laquelle les chiffres figurant dans le tableau indiquent que le chiffre d'affaires était "constant[] entre 2006 et 2007 et [avait] augment[é] en 2008" est infondée. Les chiffres figurant dans le tableau pour le chiffre d'affaires représentent la proportion du chiffre d'affaires total de Nuctech qui est constituée par les ventes intérieures du produit similaire. Par conséquent, il est possible que le chiffre d'affaires des ventes intérieures du produit similaire ait augmenté de 55% chaque année, tout en représentant encore une proportion constante ou légèrement accrue du chiffre d'affaires total de Nuctech. De même, les chiffres figurant dans le tableau n'indiquent pas si, en valeurs absolues, le chiffre d'affaires des ventes intérieures du produit similaire augmentait ou diminuait pendant la période couverte par l'enquête.

¹⁸⁰ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, pages 16 et 17.

- b) Question de savoir si le MOFCOM a examiné tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping

7.178 L'Union européenne fait valoir que le MOFCOM a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping parce qu'il n'a pas examiné tous les facteurs énumérés à l'article 3.4 et que, en particulier, il n'a pas examiné l'importance de la marge de dumping".

7.179 Nous notons que l'Organe d'appel et un certain nombre de groupes spéciaux ont constaté qu'il était impératif que l'autorité chargée de l'enquête évalue chacun des 15 facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping.¹⁸¹ Par exemple, dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, l'Organe d'appel a dit ce qui suit:

Le Groupe spécial a conclu son analyse approfondie en disant ce qui suit: "chacun des 15 différents facteurs énumérés dans la liste impérative de facteurs figurant à l'article 3.4 doit être évalué par les autorités chargées de l'enquête ...". Nous approuvons l'analyse du Groupe spécial dans sa totalité et l'interprétation qu'il donne du caractère impératif des facteurs mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping.¹⁸²

7.180 En outre, certains groupes spéciaux ont fait le raisonnement suivant lequel une "évaluation" des facteurs énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping nécessite un processus d'analyse et d'appréciation. Si l'autorité chargée de l'enquête conclut qu'un facteur particulier énuméré à l'article 3.4 n'est pas pertinent, cette conclusion doit être expliquée. Selon le Groupe spécial *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*:

[U]ne "évaluation" est un processus d'analyse et d'appréciation qui nécessite un jugement de la part de l'autorité chargée de l'enquête. Ce n'est pas une simple question de forme et la liste des facteurs pertinents qui doivent être évalués n'est pas une simple liste de pointage. Étant donné que le poids ou l'importance relative d'un facteur donné peut naturellement varier d'une enquête à l'autre, l'autorité chargée de l'enquête doit apprécier le rôle, la pertinence et le poids relatif de chaque facteur dans le cas particulier. Si elle détermine que certains facteurs ne sont pas pertinents ou ne jouent pas un rôle important dans la détermination, elle ne peut pas simplement écarter ces facteurs, mais elle doit expliquer sa conclusion quant à l'absence de pertinence ou d'importance desdits facteurs. L'évaluation de la pertinence ou de l'importance de certains facteurs, y compris ceux qui ne sont pas jugés essentiels pour la décision, doit donc apparaître au moins implicitement dans la détermination. L'absence d'indication sur la pertinence ou l'absence de pertinence d'un facteur donné ne peut suffire.¹⁸³

7.181 Selon le Groupe spécial, le texte de l'article 3.4 de l'Accord antidumping, à savoir que l'examen "comportera" une évaluation de tous les facteurs économiques pertinents, y compris les 15 facteurs énumérés dans la disposition, prescrit clairement que chacun des facteurs soit évalué. Par conséquent, le Groupe spécial souscrit au raisonnement mené par de précédents groupes spéciaux et l'Organe d'appel à cet égard.

¹⁸¹ Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 125; rapport des Groupes spéciaux *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 6.161; *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.154, *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.283.

¹⁸² Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 125. (note de bas de page omise)

¹⁸³ Rapport du Groupe spécial *CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde)*, paragraphe 6.162.

7.182 Dans les circonstances de la présente affaire, le MOFCOM n'a pas fait référence à l'"importance de la marge de dumping" dans sa Détermination finale lorsqu'il a procédé à son analyse concernant le dommage et, en particulier, lorsqu'il a procédé à son "évaluation des facteurs et indicateurs économiques liés à la branche de production".¹⁸⁴ Toutefois, dans deux sections de la Détermination finale, à savoir les sections intitulées "Dumping et marge de dumping" et "Conclusion finale sur l'enquête", il a indiqué la marge de dumping de Smiths et la marge "résiduelle globale".¹⁸⁵ La Chine fait valoir que cela constituait un examen exprès de la marge de dumping par le MOFCOM. En outre, même si le MOFCOM n'a pas qualifié explicitement les marges de "substantielles" ou "notables", "il s'ensuit de la décision elle-même d'imposer des mesures que les marges n'étaient pas considérées comme étant *de minimis*".¹⁸⁶

7.183 Selon le Groupe spécial, la simple mention des marges dans les sections de la détermination intitulées "Conclusion finale" et "Dumping" n'est pas un élément de preuve suffisant montrant que l'importance de la marge de dumping a été évaluée dans le contexte de l'examen de la situation de la branche de production nationale.¹⁸⁷ À notre avis, l'autorité chargée de l'enquête est tenue d'évaluer l'importance de la marge de dumping et d'apprécier sa pertinence ainsi que le poids qui devra lui être attribué dans l'évaluation du dommage. À notre avis, le MOFCOM n'a pas procédé ainsi mais en fait, n'a rien dit de la pertinence ou l'absence de pertinence de l'importance de la marge de dumping pour ce qui était de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale.

7.184 Nous notons l'invocation par la Chine de la conclusion formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, à savoir qu'une mention distincte de l'évaluation de chaque facteur relatif au dommage énuméré à l'article 3.4 n'est pas nécessaire s'il y a des éléments de preuve suffisants versés au dossier indiquant que le facteur a été néanmoins évalué.¹⁸⁸ À notre avis, toutefois, le raisonnement mené dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie* ne sert pas la position de la Chine. Il semble difficile de conclure que la simple mention des marges de dumping constitue une évaluation, au sens d'une analyse et d'une appréciation, de l'importance de la marge de dumping du point de vue de sa pertinence pour l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale. En outre, il n'y a rien d'implicite dans l'énoncé des marges de dumping ou ailleurs dans la Détermination finale qui indique qu'une évaluation du facteur a eu lieu, même si cela n'était pas expliqué explicitement. La Chine fait valoir que le fait qu'elle a imposé des droits antidumping indique qu'elle avait conclu que les marges de dumping n'étaient pas *de minimis* au sens de l'article 5.8 de l'Accord antidumping. À notre avis toutefois, cela n'est pas un argument particulièrement convaincant au regard de l'article 3.4. Si le Groupe spécial devait accepter le raisonnement de la Chine, la conséquence serait qu'à chaque fois que l'autorité chargée de l'enquête imposerait des droits antidumping, cela indiquerait qu'elle a évalué l'"importance de la marge de dumping" en vertu du fait qu'elle a conclu que cette marge n'était pas *de minimis*, et cela semblerait en rendre superflue l'inclusion dans la liste de l'article 3.4.

7.185 Par conséquent, le Groupe spécial conclut que la Chine a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping en n'évaluant pas l'"importance de la marge de dumping".

¹⁸⁴ Détermination finale, pièce EU-2, pages 24 à 29.

¹⁸⁵ Détermination finale, pièce EU-2, pages 22 et 33.

¹⁸⁶ Première communication écrite de la Chine, paragraphe 358.

¹⁸⁷ Détermination finale, pièce EU-2, pages 22 et 33.

¹⁸⁸ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 161.

- c) Question de savoir si le MOFCOM aurait dû tenir compte des différences entre les scanners à basse énergie et les scanners à haute énergie dans son analyse concernant le dommage

7.186 Dans sa première communication écrite, l'Union européenne fait valoir que l'"utilisation de valeurs moyennes pondérées dans les facteurs relatifs au dommage est manifestement inadéquate pour examiner l'existence du dommage important dans les cas où l'enquête couvre différents types de produits dont les prix sont très différents, qui ne sont pas en concurrence entre eux et appartiennent de ce fait à des marchés distincts".¹⁸⁹ Elle donne ensuite des exemples de facteurs relatifs au dommage agrégés, à savoir le chiffre d'affaires des ventes intérieures, les prix, les coûts unitaires de production et la comparaison entre les prix de la branche de production nationale et les coûts unitaires, dont elle allègue qu'ils n'étaient pas adéquats pour évaluer l'existence d'un dommage important en raison de l'utilisation de valeurs unitaires moyennes pondérées.¹⁹⁰ Dans sa deuxième communication écrite, l'Union européenne précise qu'elle ne fait pas valoir que le MOFCOM était tenu d'effectuer un examen distinct par segment ou secteur de tous les facteurs qui influent sur la situation de la branche de production nationale et qu'elle ne fait pas valoir que le MOFCOM aurait dû axer exclusivement son examen du dommage sur les scanners à basse énergie.¹⁹¹ En fait, elle "axe essentiellement son argumentation sur les facteurs relatifs au dommage qui se rapportent aux prix et aux coûts".¹⁹² Selon elle, le MOFCOM n'était pas en droit d'agréger certaines données, "en particulier les données relatives aux prix et aux coûts", car cela n'était pas compatible avec un examen objectif de la situation de la branche de production.¹⁹³

7.187 Nous notons que l'Organe d'appel et un certain nombre de groupes spéciaux ont interprété le sens de l'obligation d'examiner l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la "branche de production nationale" énoncée à l'article 3.4 de l'Accord antidumping. Dans l'affaire *États-Unis – Acier laminé à chaud*, l'Organe d'appel a noté que l'expression "branche de production nationale" était définie à l'article 4.1 de l'Accord antidumping et s'entendait de "l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires ou de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure de la production nationale totale de ces produits". En conséquence, l'Organe d'appel a fait le raisonnement suivant lequel la référence à la "branche de production nationale" figurant à l'article 3.4 indique que l'examen relatif au dommage doit s'attacher à totalité de la "branche de production nationale" et non pas seulement à une partie, un secteur ou un segment de la branche de production nationale.¹⁹⁴ Ayant dit cela, l'Organe d'appel a noté que dans certaines circonstances, il pouvait être "extrêmement pertinent", d'un point de vue économique, que l'autorité chargée de l'enquête procède à une évaluation de parties, secteurs ou segments particuliers d'une branche de production nationale pour évaluer la situation de la branche de production dans son ensemble.¹⁹⁵ Cependant, toute analyse par segment doit être effectuée de "manière objective". Selon l'Organe d'appel, cela signifie que lorsqu'un secteur de la branche de production nationale est examiné au titre de l'article 3.4, l'autorité chargée de l'enquête devrait aussi examiner tous les autres secteurs composant cette branche, et aussi la branche de production dans son ensemble.¹⁹⁶ Un certain nombre de groupes spéciaux ont employé le même raisonnement que celui qui figure dans le rapport de l'Organe d'appel.¹⁹⁷ Nous notons que, bien que l'Organe d'appel ait fait observer qu'il pouvait être extrêmement pertinent dans certaines circonstances de compléter une évaluation de la situation de la

¹⁸⁹ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 260.

¹⁹⁰ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 261 à 264.

¹⁹¹ Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 261 et note de bas de page 283.

¹⁹² Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 205.

¹⁹³ Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 209.

¹⁹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 190.

¹⁹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 195.

¹⁹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 204.

¹⁹⁷ Rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphes 7.189 à 7.191; *Mexique – Sirop de maïs*, paragraphes 7.147 et 7.154, et *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphes 7.407 à 7.410.

totalité de la branche de production nationale par une analyse par segment, il n'a jamais eu à examiner si le fait de ne pas effectuer une analyse par secteur pouvait, dans certaines circonstances, revenir à agir d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping.

7.188 Dans les circonstances de la présente affaire, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de résoudre la question de savoir si le MOFCOM a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping en formulant ses constatations de l'existence d'un dommage sur la base de la branche de production dans son ensemble et en n'effectuant pas une analyse par segment fondée sur une quelconque distinction entre les produits fabriqués par la branche de production nationale. Dans sa deuxième communication écrite, l'Union européenne précise que ses préoccupations au regard de l'article 3.4 se rapportent aux prix et aux coûts. En particulier, elle cite deux sections de la Détermination finale, qui indiquent que "[le prix des produits nationaux similaires] a diminué de 72,68% de 2006 à 2008 et était inférieur au coût unitaire des ventes ou presque aussi bas" et que "le prix de vente des produits nationaux similaires a diminué de 46,75% en 2008 par rapport à 2007, pour tomber presque au niveau du coût unitaire des ventes".¹⁹⁸ Un examen de la Détermination finale révèle que ces deux citations sont extraites de phrases ou de sections de la Détermination finale analysant la comparaison des prix entre les importations visées et le produit national ou la comparaison des prix intérieurs pendant la période couverte par l'enquête. La première phrase est tirée de l'analyse suivante figurant dans la Détermination finale:

[L]e prix à l'importation du produit visé est resté à des niveaux faibles et était inférieur au prix des produits nationaux similaires pendant la plus grande partie de la période couverte par l'enquête. Cela a eu des effets évidents de sous-cotation [et d'empêchement de hausses] du prix des produits nationaux similaires, qui a diminué de 72,68% de 2006 à 2008 et était inférieur au coût unitaire des ventes ou presque aussi bas.¹⁹⁹ (non souligné dans l'original)

De même, la deuxième analyse des prix de vente du produit national similaire citée par l'Union européenne est tirée d'une sous-section de la détermination de l'existence d'un dommage intitulée "Incidence du prix des importations du produit visé sur le prix des produits nationaux similaires". La citation est tirée de la phrase suivante:

Bien que le prix des importations du produit visé ait été légèrement supérieur au prix des produits nationaux similaires en 2008, il est resté à un niveau peu élevé, alors que le prix de vente des produits nationaux similaires a diminué de 46,75% en 2008 par rapport à 2007, pour tomber presque au niveau du coût unitaire des ventes.²⁰⁰ (non souligné dans l'original)

7.189 Par conséquent, selon le Groupe spécial, il y a un chevauchement important entre l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping et son allégation au titre de l'article 3.1 et 3.4. Pour l'essentiel, l'Union européenne se plaint de ce que l'analyse des prix intérieurs et des coûts, dans le contexte de l'analyse des effets sur les prix, aurait dû être désagrégée en vertu de l'article 3.4. Toutefois, la constatation formulée par le Groupe spécial au titre de l'article 3.2, à savoir que le MOFCOM a fait erreur en ne tenant pas compte des différences entre les produits dans son analyse de la sous-cotation des prix et de l'empêchement de hausses de prix, répond aux préoccupations relatives à l'agrégation des prix soulevées par l'Union européenne en vertu de l'article 3.4. Le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de formuler une autre constatation de l'existence d'une incompatibilité, cette fois dans le cadre de l'article 3.4, en ce qui concerne le même aspect du raisonnement du MOFCOM. Eu égard à ce qui précède et au fait qu'il a constaté ailleurs

¹⁹⁸ Détermination finale, pièce EU-2, pages 23 et 27.

¹⁹⁹ Détermination finale, pièce EU-2, page 27.

²⁰⁰ Détermination finale, pièce EU-2, page 23.

que la Chine avait agi d'une manière incompatible avec l'article 3.4, le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne cette section de l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 3.4.

d) Évaluation de l'évolution et de l'interaction globales des facteurs relatifs au dommage

7.190 L'Union européenne fait valoir que le MOFCOM n'a pas procédé à une évaluation appropriée de l'évolution et de l'interaction globales des facteurs relatifs au dommage et, de ce fait, a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping. Pour formuler cet argument, elle part de l'hypothèse selon laquelle le MOFCOM a fondé son analyse sur des éléments de preuve positifs et elle soutient que la manière dont le MOFCOM a évalué les éléments de preuve n'était pas objective.²⁰¹

7.191 L'Union européenne conteste trois aspects différents de l'examen des facteurs relatifs au dommage par le MOFCOM et allègue que chacun de ces aspects donne lieu à une violation de l'article 3.1 et 3.4.²⁰² Premièrement, elle fait valoir que le MOFCOM n'a pas procédé à un examen objectif lorsqu'il a examiné l'interaction entre les facteurs relatifs au dommage positifs et négatifs; deuxièmement, que le MOFCOM n'a pas examiné tous les facteurs dans leur contexte approprié et a formulé des observations contradictoires; et troisièmement, que le MOFCOM n'a pas tenu compte de tous les faits et arguments versés au dossier en ce qui concerne la situation de la branche de production.

7.192 S'agissant du troisième aspect de l'argument de l'Union européenne, le Groupe spécial examine ce point dans le cadre de son analyse au titre de l'article 3.5, pour les raisons qui y sont exposées.²⁰³

7.193 Selon le Groupe spécial, il y a des chevauchements importants entre le premier et le deuxième aspect de l'argument de l'Union européenne. Par conséquent, le Groupe spécial juge approprié d'examiner les deux aspects de l'argument en même temps, dans le cadre d'une approche intégrée, pour arriver à une conclusion globale sur le point de savoir si la Chine a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping. Le deuxième volet de l'argument de l'Union européenne, à savoir que le MOFCOM n'a pas examiné tous les facteurs dans leur contexte approprié et a formulé des observations contradictoires, est lui-même fondé sur trois allégations. Ces allégations sont que le MOFCOM a formulé des observations contradictoires lorsqu'il a décrit certains facteurs relatifs au dommage, que le MOFCOM n'a pas indiqué le fondement sur lequel il concluait que les bénéfices étaient inférieurs à ceux qui étaient "escomptés" et enfin, que la constatation du MOFCOM concernant les prix intérieurs n'étaye pas sa constatation de l'existence d'un dommage. Nous évaluons les deux premières allégations dans le cadre de l'approche intégrée de cet aspect de l'argument avancé par l'Union européenne. Cependant, s'agissant de la troisième allégation, nous appliquons le principe d'économie jurisprudentielle. En effet, la troisième allégation est que le MOFCOM "n'a pas évalué les données pertinentes en les situant dans leur contexte du point de vue de l'évolution particulière des données relatives à chaque facteur pris individuellement, ainsi que par rapport aux autres facteurs examinés".²⁰⁴ Pour étayer cet argument, l'Union européenne s'intéresse à l'analyse des prix intérieurs effectuée par le MOFCOM. En particulier, elle se plaint de ce que le MOFCOM "n'a pas traité un point très important: comment et pourquoi les prix des ventes intérieures étaient en baisse, même en 2008 ... alors que les prix à l'importation des produits visés augmentaient constamment pendant toute la période ... et étaient plus élevés que ceux des produits nationaux en

²⁰¹ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 266, note de bas de page 238.

²⁰² Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 238, 260 et 283.

²⁰³ Voir les paragraphes 7.253 à 7.263 du présent rapport.

²⁰⁴ Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 250.

2008".²⁰⁵ Toutefois, elle formule le même argument dans le contexte de son allégation au titre de l'article 3.1 et 3.5. Le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de formuler de multiples constatations d'incompatibilité en ce qui concerne le même défaut allégué dans l'analyse effectuée par le MOFCOM. Par conséquent, nous examinerons cet argument une seule fois, au regard de l'article 3.1 et 3.5.²⁰⁶

i) *Le MOFCOM a-t-il évalué l'interaction entre les facteurs relatifs au dommage positifs et négatifs et pris en considération le contexte économique approprié de ces facteurs?*

7.194 L'argument de l'Union européenne concernant l'explication donnée par le MOFCOM pour sa détermination de l'existence d'un dommage consiste en deux éléments principaux. Premièrement, l'Union européenne met en doute la façon dont le MOFCOM a traité les facteurs relatifs au dommage pris individuellement. En particulier, elle soutient que le MOFCOM a qualifié à tort certains facteurs de "négatifs" en ne tenant pas compte des tendances positives que faisait apparaître chacun des facteurs en cause, en formulant des observations contradictoires et en n'expliquant pas le fondement de ses affirmations concernant certains indices relatifs au dommage. Deuxièmement, elle fait valoir que le MOFCOM n'a pas fourni d'explication convaincante concernant la raison pour laquelle les facteurs négatifs étayaient une détermination positive de l'existence d'un dommage à la lumière de plusieurs facteurs qui montraient des tendances positives.

7.195 Tout d'abord, le Groupe spécial note qu'un certain nombre d'autres groupes spéciaux ont examiné précédemment des arguments semblables. En particulier, dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, le Groupe spécial a indiqué ce qui suit:

Nous ne pensons pas que cette évolution favorable d'un certain nombre de facteurs pendant la période visée par l'enquête empêche nécessairement les autorités chargées de l'enquête de formuler une détermination positive de l'existence d'un dommage, mais nous sommes d'avis que devant cette évolution favorable de plusieurs facteurs, il aurait fallu expliquer de manière probante pourquoi et comment, compte tenu de ces tendances favorables apparentes, la branche de production nationale subissait ou continuait à subir un dommage au sens de l'Accord. En particulier, nous estimons qu'une telle situation aurait exigé une explication approfondie et convaincante de la question de savoir si et comment ces variations favorables ont été largement neutralisées par d'autres facteurs et indices qui pourraient avoir évolué dans un sens défavorable pendant la période visée par l'enquête.²⁰⁷

7.196 Dans l'affaire *CE – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour DRAM*, où était examinée la disposition analogue dans le cadre de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC), le Groupe spécial a estimé que l'autorité chargée de l'enquête avait examiné tous les facteurs à la fois individuellement et dans un contexte global et avait fourni une explication motivée et adéquate pour étayer sa détermination. Même si plusieurs facteurs avaient augmenté en valeur absolue au cours de la période couverte par l'enquête, le Groupe spécial a beaucoup insisté sur le fait que l'autorité chargée de l'enquête avait expliqué que les niveaux de croissance étaient nettement inférieurs aux niveaux nécessaires pour rester compétitifs dans la branche de production en cause. En conséquence, alors que seuls trois facteurs avaient affiché une évolution

²⁰⁵ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 292.

²⁰⁶ Voir les paragraphes 7.241 à 7.248 du présent rapport.

²⁰⁷ Rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 7.249.

négative pendant la période visée, l'autorité chargée de l'enquête avait tenu compte des effets négatifs sur les autres facteurs, qui avaient en fait augmenté en valeur absolue.²⁰⁸

7.197 Enfin, dans l'affaire *CE – Éléments de fixation (Chine)*, le Groupe spécial a examiné si la qualification de certains facteurs relatifs au dommage par l'autorité chargée de l'enquête comme étant "négatifs" était compatible avec un examen objectif des éléments de preuve. Le Groupe spécial a confirmé une constatation selon laquelle un taux de profit de 4,4% était "faible", au motif que l'autorité chargée de l'enquête avait constaté qu'une marge bénéficiaire de 5% pouvait être escomptée dans la branche de production en l'absence de dumping dommageable.²⁰⁹ Le Groupe spécial a noté aussi que les facteurs faisant apparaître une tendance positive pouvaient être considérés comme "négatifs" lorsque les hausses étaient nettement inférieures à l'expansion de la demande.²¹⁰ Enfin, le Groupe spécial a noté qu'une diminution concernant un seul facteur relatif au dommage n'empêcherait pas nécessairement l'établissement d'une constatation de l'existence d'un dommage. Toutefois, en pareil cas, "la nature du produit, de la branche de production et du marché, ainsi que le raisonnement de l'autorité chargée de l'enquête, seraient des considérations décisives pour le groupe spécial chargé de l'affaire".²¹¹

Traitement par le MOFCOM des facteurs relatifs au dommage pris individuellement

7.198 Nous commençons notre analyse en examinant l'argument de l'Union européenne selon lequel le MOFCOM n'a pas effectué un examen objectif des facteurs relatifs au dommage pris individuellement, avant de passer à l'argument selon lequel le MOFCOM n'a pas dûment évalué l'interaction entre les facteurs relatifs au dommage positifs et négatifs.

Bénéfices

7.199 L'Union européenne fait valoir que les bénéfices de la branche de production n'auraient pas dû être traités comme un facteur "négatif" parce que les bénéfices augmentaient et que la croissance de Nuctech était bien supérieure à celle de la demande.²¹² Pour la même raison, elle soutient que la description donnée par le MOFCOM des pertes de la branche de production comme étant "lourdes" n'était pas équitable, en particulier parce que Nuctech était presque parvenue à l'équilibre à la fin de la période couverte par l'enquête.²¹³

7.200 S'agissant des bénéfices avant impôt, le MOFCOM a constaté que la branche de production avait subi des pertes (-34,88%, -31% et -1,84%) pendant toute la période couverte par l'enquête. Le Groupe spécial note que dans bien des circonstances, une autorité chargée de l'enquête raisonnable et objective pourra considérer trois années de pertes consécutives comme des pertes "négatives" et "lourdes". Toutefois, le Groupe spécial rappelle que pour parvenir à cette conclusion, le MOFCOM n'a pas indiqué sur quelle base il avait conclu que Nuctech n'avait pas réalisé les "bénéfices escomptés" ou "les bénéfices qui auraient dû être obtenus"²¹⁴, ce qui constituait un élément important

²⁰⁸ Rapport du Groupe spécial *CE – Mesures compensatoires visant les semi-conducteurs pour DRAM*, paragraphe 7.372.

²⁰⁹ Rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 7.399.

²¹⁰ Rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 7.403.

²¹¹ Rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 7.401, note de bas de page 814.

²¹² Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 269 et 273 et deuxième communication écrite, paragraphes 224 et 225.

²¹³ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 289.

²¹⁴ Dans la traduction de la Détermination finale donnée par l'Union européenne, pièce EU-2, page 28, le membre de phrase est "expected profits" (bénéfices escomptés). Toutefois, selon la Chine, il faudrait plutôt traduire le membre de phrase en cause par "the profits that should have been obtained" (les bénéfices qui auraient dû être obtenus) (réponse de la Chine à la question n° 56 du Groupe spécial, paragraphe 71).

de son raisonnement. En réponse à une question du Groupe spécial sur ce point, la Chine a dit que "la question pertinente était que la branche de production nationale n'avait pas obtenu de bénéfices alors que la société escomptait qu'elle serait rentable. Il n'est pas nécessaire de calculer ou de quantifier le montant de ces "bénéfices escomptés"". ²¹⁵ Le Groupe spécial ne souscrit pas à la position de la Chine à cet égard. Selon le Groupe spécial, un examen objectif et équitable du niveau de bénéfices escompté, par lequel le niveau de bénéfices effectif de la branche de production était évalué, doit être fondé sur plus qu'une affirmation selon laquelle la "société escomptait qu'elle serait rentable". Une estimation, un calcul ou une explication quelconque quant à la raison pour laquelle la rentabilité en l'absence des importations visées constituait une attente raisonnable aurait dû être fourni dans le cadre d'un examen objectif. ²¹⁶

7.201 En outre, selon le Groupe spécial, un examen équitable des bénéfices exigeait de reconnaître de la tendance positive de la variation de ce facteur, accompagnée d'une explication indiquant pourquoi, eu égard à ce facteur et aux autres facteurs positifs, il faudrait néanmoins considérer que la branche de production avait subi un dommage. Selon le Groupe spécial, à s'attacher seulement aux niveaux absolus en ne tenant pas compte des tendances, on risque de donner un tableau partiel de la situation de la branche de production.

7.202 Toutefois, le Groupe spécial n'est pas convaincu par l'argument de l'Union européenne selon lequel l'inclusion par le MOFCOM d'une analyse tant des bénéfices avant impôt que du bénéfice unitaire brut dans sa détermination de l'existence d'un dommage "a créé une confusion" au sujet de la situation de la branche de production nationale. Les deux parties s'accordent à penser que les deux mesures du bénéfice constituent des concepts différents. ²¹⁷ Même si l'Union européenne fait valoir que le fait d'invoquer deux concepts du bénéfice différents ou plus dénote "un manque de cohérence et un raisonnement incohérent" ²¹⁸, le Groupe spécial n'est pas convaincu par cet argument. Lire la Détermination finale en sachant que les deux concepts sont différents ne fait pas apparaître de contradictions dans les constatations du MOFCOM. ²¹⁹

7.203 Enfin, l'Union européenne fait valoir que deux déclarations figurant dans la Détermination finale en ce qui concerne les bénéfices sont incompatibles. En particulier, elle affirme que la déclaration selon laquelle les bénéfices avant impôt "[p]endant la période couverte par l'enquête ... ont d'abord diminué et ensuite augmenté" et la constatation selon laquelle les taux de bénéfices avant impôt ont augmenté pendant la période couverte par l'enquête, passant de -34,88%, -31% à -1,84%,

²¹⁵ Réponse de la Chine à la question n° 56 du Groupe spécial, paragraphe 71.

²¹⁶ Lorsqu'il a évalué la situation de la branche de production nationale, le MOFCOM a constaté que "l'accroissement de la capacité, de la production, du volume des ventes et de la part de marché de la branche de production nationale n'[avait] pas apporté les bénéfices escomptés à la branche de production nationale". Par conséquent, le Groupe spécial est d'avis que l'analyse des bénéfices par le MOFCOM ne s'est pas limitée simplement aux niveaux des bénéfices obtenus par la branche de production nationale dans l'absolu, mais a été aussi menée par rapport aux niveaux de bénéfices escomptés.

²¹⁷ En particulier, la Chine explique que le "bénéfice brut" est le résultat obtenu en déduisant le coût de fabrication (constitué des coûts des matières premières, des coûts de main-d'œuvre et des coûts indirects de production) du prix de vente net et qu'il équivaut à la "marge brute" avant déduction des frais ACG et des frais d'administration. En revanche, les bénéfices avant impôt sont nets des frais ACG et frais d'administration" (première communication écrite de la Chine, paragraphe 411). Dans sa deuxième communication écrite (paragraphe 242 et note de bas de page 316), l'Union européenne souscrit au point de vue de la Chine selon lequel les deux concepts sont différents.

²¹⁸ Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 242.

²¹⁹ De fait, la réponse de l'Union européenne à la question n° 28 du Groupe spécial révèle que l'Union européenne croyait comprendre que les différences observées dans les constatations du MOFCOM relatives aux bénéfices obtenus en 2008 s'expliquaient par les concepts du bénéfice différents utilisés dans la Détermination finale.

sont incompatibles.²²⁰ Toutefois, le Groupe spécial n'est pas convaincu que ces constatations soient nécessairement incompatibles. Comme la Chine le souligne, la première déclaration fait référence aux niveaux absolus de bénéfices avant impôt, alors que la deuxième fait référence aux taux de bénéfices avant impôt.²²¹

Flux de liquidités net, taux de rendement et emploi

7.204 S'agissant de chacun de ces facteurs, l'Union européenne fait valoir que le MOFCOM les a classés comme étant "négatifs", sans examiner leur tendance pendant la période couverte par l'enquête.²²² Étant donné qu'il y a eu une sortie de liquidités et un taux de rendement négatif pendant toute la période couverte par l'enquête, le Groupe spécial note que cela pourrait raisonnablement étayer une conclusion selon laquelle ces facteurs ont contribué à une situation "négative" de la branche de production. Toutefois, le Groupe spécial estime qu'un examen objectif et impartial aurait nécessité de reconnaître et analyser les variations des facteurs pendant la période couverte par l'enquête, y compris la tendance à la hausse qu'ils avaient l'un et l'autre enregistrée pendant la dernière année. De même, s'agissant des niveaux d'emploi, alors qu'une comparaison entre points extrêmes indiquait un recul de l'emploi pendant la période couverte par l'enquête, le MOFCOM n'a pas essayé d'analyser ses variations. Le Groupe spécial estime que cela n'est pas compatible avec un examen impartial.

Croissance du chiffre d'affaires

7.205 L'Union européenne se demande comment le MOFCOM a pu constater l'existence d'une "forte" dépression de la croissance du chiffre d'affaires, dans des circonstances où le chiffre d'affaires augmentait de plus de 50% chaque année pendant la période couverte par l'enquête et où l'augmentation du volume des ventes et de la production intérieure était bien supérieure à celle de la demande intérieure. La Chine explique qu'il n'y a aucune contradiction dans les constatations du MOFCOM à cet égard parce que, comparée à la croissance du volume des ventes, la croissance du chiffre d'affaires était bien moindre.

7.206 Le Groupe spécial n'est pas convaincu par l'argument de l'Union européenne selon lequel les constatations du MOFCOM n'étaient pas équitables à cet égard. Même si le MOFCOM a constaté dans sa Détermination finale que le chiffre d'affaires avait augmenté d'environ 55% chaque année pendant la période couverte par l'enquête, sa déclaration selon laquelle il y avait une "forte dépression" de la croissance du chiffre d'affaires a été formulée dans le contexte de l'examen de la croissance rapide du volume des ventes pendant la période visée:

²²⁰ Détermination finale, pièce EU-2, pages 26 et 27 et première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 289.

²²¹ Réponse de la Chine à la question n° 94 du Groupe spécial, paragraphe 84. Le Groupe spécial note que les taux de bénéfices avant impôt mentionnés par la Chine incluaient en numérateur les niveaux absolus de bénéfices et en dénominateur le chiffre d'affaires. Le MOFCOM a constaté que le chiffre d'affaires avait augmenté d'environ 55% par an pendant la période couverte par l'enquête. Dans ces circonstances, il est possible que les niveaux de bénéfices absolus aient diminué entre 2006 et 2007 mais que les taux de bénéfices aient augmenté. Un simple exemple numérique illustre ce point: si le niveau de bénéfices absolu en 2006 est de -34,88 et que le niveau de chiffre d'affaires absolu est de 100, alors le taux de bénéfices avant impôt sera de -34%. Si le niveau de bénéfices absolu *diminue* en 2007 pour se situer à -40 (par exemple) et que le niveau de chiffre d'affaires absolu augmente pour atteindre 155, alors le taux de bénéfices avant impôt *augmentera* pour atteindre -26%. Par conséquent, le Groupe spécial ne considère pas que les déclarations mentionnées par l'Union européenne soient nécessairement incompatibles.

²²² Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 270, 273 et 289; et deuxième communication écrite, paragraphes 221 à 223, 226 et 227, 243 et 244, et 246.

Le volume des ventes des produits nationaux similaires a rapidement augmenté pendant la période couverte par l'enquête. Toutefois, le prix à l'importation du produit visé est resté à des niveaux faibles et était inférieur au prix des produits nationaux similaires pendant la plus grande partie de cette période. Cela a eu des effets évidents de sous-cotation du prix et de dépression du prix des produits nationaux similaires, qui a diminué de 72,68% de 2006 à 2008 et était inférieur au coût unitaire des ventes ou presque aussi bas, ce qui a entraîné une forte dépression de la croissance du chiffre d'affaires.²²³

Il aurait peut-être été plus clair que le MOFCOM indique explicitement que si la croissance du chiffre d'affaires avait connu une "forte dépression", c'était en comparaison du volume des ventes mais, selon le Groupe spécial, le contexte dans lequel figure la déclaration est suffisant pour permettre au lecteur de le comprendre. Il en est ainsi en particulier eu égard à la page suivante de la Détermination finale, où il est indiqué que "le taux de croissance du chiffre d'affaires de la branche de production nationale [était] nettement inférieur au taux de croissance du volume de ses ventes".²²⁴ De l'avis du Groupe spécial, considérée dans le contexte de la croissance du volume des ventes, la constatation du MOFCOM selon laquelle le chiffre d'affaires était fortement déprimé ne manque pas d'équité ou d'objectivité.

Capacité d'investissement et de financement

7.207 L'Union européenne fait valoir que la constatation du MOFCOM selon laquelle la branche de production nationale "connaissait une expansion continue" ne peut pas être conciliée avec la constatation selon laquelle la "capacité d'investissement et la capacité financière du requérant diminuaient".²²⁵

7.208 Le Groupe spécial note que la terminologie utilisée pour décrire la capacité d'investissement et la capacité financière de la branche de production n'est pas aussi claire qu'elle pourrait l'être. En outre, les explications fournies par la Chine pendant la procédure du Groupe spécial ont ajouté à la confusion. En particulier, dans sa première communication écrite, la Chine fait valoir que l'"expansion continue" fait référence aux augmentations de la production et du volume des ventes de la branche de production nationale, ce qui donne à penser qu'il ne s'agit pas d'une référence aux niveaux d'investissement.²²⁶ Toutefois, dans sa réponse à une question du Groupe spécial, elle indique que "le MOFCOM a constaté qu'il y avait un investissement continu pendant la période couverte par l'enquête".²²⁷ Si tel est le cas, la diminution de "la capacité d'investissement et la capacité financière" fait peut-être référence à une diminution de "la capacité d'investissement", et non pas à une diminution de l'investissement. Toutefois, cela ne ressort pas vraiment du texte de la Détermination finale.

7.209 Le Groupe spécial ne considère pas qu'un libellé manquant de clarté dans une détermination soit l'indication d'une absence d'examen objectif. Toutefois, eu égard aux explications contradictoires fournies par la Chine au cours de la procédure du Groupe spécial et au manque de clarté entourant les constatations du MOFCOM concernant l'investissement, le Groupe spécial est d'avis que la constatation du MOFCOM à cet égard n'était pas motivée et adéquate. C'est pourquoi il tiendra compte de cet élément lorsqu'il procédera à son évaluation globale sur le point de savoir si le MOFCOM a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping dans

²²³ Détermination finale, pièce EU-2, page 27.

²²⁴ Détermination finale, pièce EU-2, page 28.

²²⁵ Détermination finale, pièce EU-2, pages 26 et 27.

²²⁶ Première communication écrite de la Chine, paragraphes 415 et 416.

²²⁷ Réponse de la Chine à la question n° 95 du Groupe spécial.

son examen des facteurs relatifs au dommage pris individuellement et dans son évaluation de l'interaction entre les facteurs relatifs au dommage positifs et négatifs.

Examen par le MOFCOM de l'interaction entre les facteurs relatifs au dommage positifs et négatifs

7.210 L'Union européenne fait valoir que le MOFCOM n'a pas fourni d'explication convaincante indiquant pourquoi les facteurs relatifs au dommage négatifs étaient une détermination positive de l'existence d'un dommage, eu égard à plusieurs facteurs faisant apparaître des tendances positives.

7.211 Après avoir énuméré 16 facteurs relatifs au dommage et indiqué la tendance observée pour chacun pendant la période couverte par l'enquête, le MOFCOM a expliqué comme suit pourquoi plusieurs facteurs relatifs au dommage étaient positifs:

Les éléments de preuve ci-dessus montrent que pendant la période couverte par l'enquête, la branche de production nationale des appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité se trouvait dans une phase de plein essor de son développement, avec une demande du marché en progression. La consommation apparente d'appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité a augmenté de 10,72% de 2006 à 2007 et de 14,17% de 2007 à 2008. La capacité de la branche de production et la production des produits nationaux similaires, entraînées par la demande du marché, ont rapidement augmenté pendant la période couverte par l'enquête.

...

Pendant la période couverte par l'enquête, grâce à l'importance croissante attachée à la sécurité publique en Chine, la consommation apparente des appareils à rayons X utilisés pour la sécurité de fabrication nationale a enregistré une croissance rapide et certains facteurs et indicateurs économiques tels que la capacité, la production, le volume des ventes et la part de marché ont corrélativement progressé.²²⁸

7.212 Le MOFCOM a donc expliqué que la branche de production des appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité connaissait une phase de croissance rapide, entraînée par une demande accrue des consommateurs. C'est pourquoi un certain nombre des indices de la situation de la branche de production ont évolué dans un sens positif.

7.213 Immédiatement après chacune de ces explications, le MOFCOM a expliqué pourquoi la branche de production nationale subissait néanmoins un dommage:

Toutefois, le prix à l'importation du produit visé est resté à des niveaux faibles et était inférieur au prix des produits nationaux similaires pendant la plus grande partie de la période couverte par l'enquête. Cela a eu des effets évidents de sous-cotation du prix et de dépression du prix des produits nationaux similaires, qui a diminué de 72,68% de 2006 à 2008 et était inférieur au coût unitaire des ventes ou presque aussi bas, ce qui a entraîné une forte dépression de la croissance du chiffre d'affaires de la branche de production nationale des appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité. Le bénéfice unitaire brut pour les produits nationaux similaires était négatif en 2006 et en 2007 et faible en 2008. En 2006, les produits nationaux similaires ont enregistré de lourdes pertes en termes de bénéfices avant impôt, qui se sont alourdies de 38,03% supplémentaires en 2007; bien que les pertes aient reculé en 2008, les

²²⁸ Détermination finale, pièce EU-2, pages 27 et 28.

fabricants nationaux n'étaient toujours pas en mesure de les transformer en bénéfices. Les taux des bénéfices avant impôt sont restés négatifs à -34,88%, -31% et -1,84% en 2006, 2007 et 2008, respectivement. Pendant la période couverte par l'enquête, le taux de rendement de la branche de production nationale des appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité est également resté négatif, avec une forte augmentation des stocks en fin d'année, des sorties de liquidités nettes constantes, une diminution de l'investissement et de la capacité de financement, une détérioration de la production et des opérations, ainsi qu'une réduction de 25,08% (malgré une augmentation initiale) de la main-d'œuvre entre le début et la fin de la période couverte par l'enquête, et la croissance de la branche de production était manifestement déprimée. Par conséquent, le MOFCOM a constaté l'existence d'un dommage important causé à la branche de production nationale des appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité.

...

Toutefois, le prix des produits nationaux similaires a baissé année après année en raison de l'effet de sous-cotation et de dépression du prix du produit visé, ce qui a fait reculer le taux de croissance du chiffre d'affaires de la branche de production nationale à un niveau nettement plus faible que celui du volume des ventes pendant la période couverte par l'enquête. Dans le même temps, le volume des ventes des produits nationaux similaires était bien moindre que la production pendant la période couverte par l'enquête, ce qui a entraîné une augmentation notable des stocks des produits nationaux similaires. L'accroissement de la capacité, de la production, du volume des ventes et de la part de marché de la branche de production nationale n'a pas apporté les bénéfices escomptés à la branche de production nationale. La branche de production nationale a subi des pertes constantes pendant toute la période couverte par l'enquête.²²⁹

7.214 Les parties conviennent que le MOFCOM a constaté que 9 des 16 indices de la situation de la branche de production étaient "positifs". La plainte de l'Union européenne est que, au lieu d'expliquer pourquoi les évolutions négatives dans la branche de production étaient telles qu'elles l'emportaient sur les évolutions positives, le MOFCOM a simplement juxtaposé les facteurs positifs et les facteurs négatifs.

7.215 Le Groupe spécial rappelle que le traitement par le MOFCOM de certains facteurs relatifs au dommage pris individuellement ne dénotait pas un examen objectif des éléments de preuve. Selon le Groupe spécial, cela affecte par conséquent l'évaluation globale qu'il a faite de la situation de la branche de production. En particulier, en plus de la question de savoir si le MOFCOM a examiné et expliqué l'interaction entre les facteurs relatifs au dommage positifs et négatifs, le fait qu'il n'a pas tenu compte des tendances de certains facteurs relatifs au dommage et n'a pas expliqué le fondement de certaines de ses conclusions, par exemple le fondement des "bénéfices escomptés", compromet l'évaluation globale de la situation de la branche de production. En outre, le Groupe spécial note que, à part l'énumération de l'ensemble des 16 facteurs relatifs au dommage et des tendances observées pour ces facteurs pendant la période couverte par l'enquête, le MOFCOM n'a pas, par ailleurs, mentionné ni expliqué l'évolution de l'utilisation des capacités, de la productivité et des salaires dans la partie descriptive de son analyse de la branche de production. Selon le Groupe spécial, une approche plus équilibrée aurait été d'analyser explicitement chacun des 16 facteurs dans la description de la situation de la branche de production et de les soupeser dans l'évaluation. Eu égard à ces problèmes concernant l'analyse de la situation de la branche de production par le MOFCOM, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de faire une détermination sur le point de savoir si le

²²⁹ Détermination finale, pièce EU-2, pages 27 et 28.

MOFCOM était tenu de fournir une "explication [plus] convaincante" que celle qu'il a fournie en ce qui concerne l'interaction entre les facteurs relatifs au dommage positifs et négatifs.

ii) *Conclusion*

7.216 Notre évaluation globale de l'évaluation des facteurs et indices économiques pertinents faite par le MOFCOM amène à conclure que le MOFCOM n'a pas effectué un examen objectif des éléments de preuve. En particulier, le Groupe spécial est préoccupé par le fait que le MOFCOM n'a pas reconnu et analysé les tendances observées en ce qui concerne chaque facteur relatifs au dommage et n'a pas indiqué le fondement de son affirmation selon laquelle les bénéfices étaient inférieurs aux niveaux "escomptés". Le Groupe spécial note aussi que certains aspects de la constatation du MOFCOM ne sont pas motivés et adéquats. Enfin, un examen objectif aurait inclus et soupesé chacun des 16 indices de dommage dans le cadre de l'analyse de la situation de la branche de production. Par conséquent, le Groupe spécial conclut que le MOFCOM a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping.

e) Conclusion sur l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping

7.217 L'Union européenne a présenté un certain nombre d'arguments différents à l'appui de son allégation selon laquelle la Chine a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping. Elle n'a pas établi que le MOFCOM ne s'était pas appuyé sur des éléments de preuve positifs. Toutefois, le Groupe spécial conclut que la Chine a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 parce que le MOFCOM n'a pas examiné tous les facteurs économiques pertinents, en particulier l'"importance de la marge de dumping". En outre, l'examen de la situation de la branche de production effectué par le MOFCOM, y compris les tendances des facteurs relatifs au dommage pris individuellement, manquait d'objectivité et n'était pas toujours motivé et adéquat. Enfin, eu égard à ses constatations au titre de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping, le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle sur le point de savoir si le MOFCOM a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.4 en ne tenant pas compte des différences entre les scanners à haute énergie et les scanners à basse énergie.

E. LIEN DE CAUSALITÉ: ARTICLE 3.1 ET 3.5 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

1. Introduction

7.218 L'Union européenne estime que la Chine a violé l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping parce que le MOFCOM n'a pas procédé à un examen objectif, sur la base de tous les éléments de preuve pertinents dont il disposait, établissant que les importations faisant l'objet d'un dumping causaient, par les effets du dumping, un dommage.

2. Dispositions pertinentes

7.219 L'article 3.1 de l'Accord antidumping est reproduit plus haut. L'article 3.5 dispose ce qui suit:

Il devra être démontré que les importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage au sens du présent accord. La démonstration d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale se fondera sur l'examen de tous les éléments de preuve pertinents dont disposent les autorités. Celles-ci examineront aussi tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale, et les dommages causés par ces autres

facteurs ne devront pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Les facteurs qui pourront être pertinents à cet égard comprennent, entre autres, le volume et les prix des importations non vendues à des prix de dumping, la contraction de la demande ou les modifications de la configuration de la consommation, les pratiques commerciales restrictives des producteurs étrangers et nationaux et la concurrence entre ces mêmes producteurs, l'évolution des techniques, ainsi que les résultats à l'exportation et la productivité de la branche de production nationale.

3. Principaux arguments des parties

a) Union européenne

i) Volume des importations visées

7.220 L'Union européenne note la conclusion du MOFCOM selon laquelle le gros volume des importations visées, et le prix (de dumping) plus bas de ces importations, a causé un dommage important à la branche de production nationale d'appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité. Elle rappelle que le MOFCOM a constaté que le volume des importations visées avait augmenté constamment par rapport aux importations totales en Chine et rapidement en termes absolus, et que le taux de croissance du volume des importations visées dépassait le taux de croissance de la consommation apparente. Toutefois, selon l'Union européenne, le volume des importations visées n'était ni "gros" ni "grand" vu dans le contexte de la consommation intérieure et du volume des ventes intérieures. L'Union européenne fait valoir qu'une augmentation relativement faible des importations visées par rapport à l'augmentation beaucoup plus forte de la production nationale ne peut pas servir de fondement à l'imputation du dommage aux importations visées.

ii) Absence d'importations de scanners à haute énergie

7.221 L'Union européenne rappelle l'argument qu'elle a déjà avancé selon lequel le MOFCOM s'est fondé à tort sur une comparaison des valeurs unitaires moyennes pondérées qui ne tenait pas compte des différences entre les scanners à basse énergie et les scanners à haute énergie. Elle affirme qu'en l'absence d'une distinction appropriée entre les scanners à haute énergie et les scanners à basse énergie, le MOFCOM a imputé à tort aux importations de scanners à basse énergie le dommage subi par un producteur national de scanners à haute énergie et de scanners à basse énergie. Elle fait valoir que dans le cas où deux catégories d'un produit ne se font pas concurrence, l'imputation des effets constatés en ce qui concerne les deux catégories dans le cas où une seule catégorie était importée est incompatible avec l'article 3.5 de l'Accord antidumping.

iii) Effets des importations visées sur les prix

7.222 L'Union européenne fait valoir que le dumping causé par les importations visées n'a pas empêché Nuctech d'augmenter ses prix, étant donné que les importations visées – bien que faisant l'objet d'un dumping – étaient toujours vendues à des prix supérieurs à ceux des produits nationaux. De plus, elle soutient que l'absence de corrélation entre les prix des importations visées (en hausse d'environ 10% pendant la période couverte par l'enquête) et les prix intérieurs (en baisse de 73% pendant la période couverte par l'enquête) signifiait que le MOFCOM était tenu de fournir une analyse très convaincante des raisons pour lesquelles il existait quand même un lien de causalité.²³⁰

²³⁰ L'Union européenne se réfère au rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphes 144 et 145, faisant référence au rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.238 ("[Une] coïncidence [entre un accroissement des importations et une baisse des facteurs relatifs pertinents au dommage] ne peut pas en elle-même prouver l'existence d'un lien de causalité ... mais son

7.223 En réponse à l'affirmation de la Chine selon laquelle Nuctech a été forcée de maintenir ses prix à des niveaux bas pour pouvoir faire concurrence à Smiths, l'Union européenne fait valoir que ce n'est pas ce que le MOFCOM a constaté. Le MOFCOM a plutôt constaté que Nuctech avait accru sa part de marché chaque année, en dehors de tout accroissement de la part de marché des importations visées en termes relatifs. Il a également constaté que Nuctech avait augmenté chaque année de plus de 50% le volume de ses ventes et son chiffre d'affaires. L'Union européenne fait valoir que dans des circonstances dans lesquelles les prix des importations visées augmentaient constamment, la constatation du MOFCOM selon laquelle ces prix ont forcé les prix des ventes intérieures à maintenir leur tendance à la baisse ne correspond pas à l'explication convaincante, motivée et adéquate prescrite par l'article 3.5 de l'Accord antidumping.

iv) Examen par le MOFCOM des autres facteurs connus: non-imputation

7.224 L'Union européenne estime que l'évaluation par le MOFCOM des facteurs connus autres que les importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping en tant que causes possibles de dommage était incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping.

7.225 L'Union européenne soutient que le MOFCOM s'est borné à recueillir des éléments de preuve ayant trait à une liste purement formelle d'autres facteurs mentionnés dans son questionnaire concernant le dommage. S'agissant de certains facteurs de causalité que le MOFCOM a explicitement examinés, c'est-à-dire les résultats à l'exportation de Nuctech et les "facteurs concernant la qualité des produits et la technologie", l'Union européenne fait valoir que celui-ci n'a pas pris en considération plusieurs arguments avancés par Smiths.

7.226 Par ailleurs, l'Union européenne estime que le MOFCOM n'a pas tenu compte d'autres "facteurs connus" qui avaient été évoqués par des parties intéressées et qui étaient pertinents en l'espèce. Elle se réfère à cet égard à des arguments avancés par Smiths concernant l'incidence de la crise financière mondiale de 2008, la situation de démarrage de Nuctech, la politique agressive de Nuctech en matière de fixation des prix, l'expansion commerciale agressive de Nuctech et la concurrence "loyale" entre Nuctech et les autres producteurs. Selon elle, ces autres facteurs connus expliquaient de manière adéquate la réduction du prix de vente, les pertes de bénéfice avant impôt, le taux de rendement négatif, l'augmentation des stocks, la réduction de la main-d'œuvre et la non-récupération d'énormes investissements. L'Union européenne affirme que le MOFCOM n'a pas examiné ces facteurs. Selon elle, donc, le MOFCOM n'a pas dissocié et distingué les effets dommageables des autres facteurs de causalité et ceux des importations faisant l'objet d'un dumping, en contravention à la prescription de l'article 3.5 relative à la non-imputation.

v) Violations de l'article 3.1, 3.2 et 3.4 de l'Accord antidumping

7.227 Enfin, l'Union européenne estime que les violations alléguées susmentionnées de l'article 3.1, 3.2 et 3.4 de l'Accord antidumping rendent par ailleurs la détermination du MOFCOM concernant la non-imputation incompatible avec l'article 3.5 de l'Accord antidumping.

b) Chine

i) Volume des importations visées

7.228 La Chine estime que l'argument de l'Union européenne selon lequel la qualification par le MOFCOM du volume des importations visées de "gros" ou de "grand" était incorrecte, "vue dans le

absence créerait de sérieux doutes quant à l'existence d'un lien de causalité, et exigerait une analyse *très* convaincante des raisons pour lesquelles un lien de causalité existe quand même."). (italique dans l'original)

contexte de la consommation intérieure et du volume des ventes intérieures"²³¹, doit être rejeté. Cela tient au fait que cet argument se rapporte à l'existence d'un dommage et non à la cause du dommage. Selon la Chine, l'examen et l'évaluation du facteur relatif au "volume des importations" s'effectuent dans le contexte de la détermination de l'existence d'un dommage faite conformément à l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping, et non dans celui de l'évaluation du lien de causalité au titre de l'article 3.5.

7.229 Sur le fond, la Chine soutient qu'une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective aurait pu qualifier à juste titre le volume des importations visées de "gros" ou de "grand" sur la base des éléments de preuve versés au dossier. Elle note que le MOFCOM a examiné les tendances du volume des importations visées pendant la période couverte par l'enquête d'abord en termes absolus, ensuite par rapport au volume total des importations en Chine et, enfin, par rapport à la consommation intérieure. Il est clair que les éléments de preuve dont disposait le MOFCOM étaient tels qu'une autorité impartiale et objective pouvait conclure que le volume des importations visées était "gros" et "grand". La Chine affirme que l'article 3.2 ou 3.5 de l'Accord antidumping n'impose pas l'obligation d'examiner le volume des importations faisant l'objet d'un dumping en chiffres absolus et par rapport à la production et à la consommation. Elle fait valoir que l'emploi du mot "soit" à l'article 3.2 montre clairement que l'examen de l'une ou l'autre suffit. Il n'y a pas de prescription imposant de comparer le taux de croissance des importations faisant l'objet d'un dumping et celui des ventes des produits nationaux similaires.

ii) *Absence d'importations de scanners à haute énergie*

7.230 La Chine demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM a imputé à tort les effets observés sur la branche de production nationale aux importations faisant l'objet d'un dumping puisqu'il a mis en commun les renseignements concernant les scanners à haute énergie et ceux concernant les scanners à basse énergie.²³² Elle estime que le dommage et le lien de causalité doivent être évalués par rapport à la "branche de production nationale" dans son ensemble, telle qu'elle est définie à l'article 4.1 de l'Accord antidumping. Selon la Chine, aucune prescription n'impose d'établir une distinction entre les différents "segments" ou "secteurs" de produits de la branche de production nationale. En tout état de cause, la Chine fait valoir que l'hypothèse factuelle sur laquelle l'Union européenne fonde son argument, c'est-à-dire l'existence de "différences considérables"²³³ entre les catégories de scanners, est incorrecte. Elle affirme qu'il n'y a pas de distinction claire entre les scanners dont le niveau d'énergie est inférieur à 300 keV et ceux dont le niveau d'énergie est supérieur à 300 keV.

iii) *Effets des importations visées sur les prix*

7.231 S'agissant de l'argument de l'Union européenne selon lequel le MOFCOM n'a pas fourni d'explication motivée de l'incidence des prix des importations visées sur les prix du produit national similaire, la Chine note que l'Union européenne allègue à tort qu'il n'y avait pas de sous-cotation des prix, alors qu'il est clair que le MOFCOM a constaté qu'il y avait sous-cotation des prix en 2006 et 2007. Par ailleurs, s'il n'a pas constaté l'existence d'une sous-cotation des prix en 2008, le MOFCOM a bel et bien constaté l'existence d'un empêchement de hausses de prix pendant toute la période couverte par l'enquête. Selon elle, il apparaît que l'Union européenne ne tient pas compte du fait que l'effet négatif des prix à l'importation sur les prix intérieurs peut prendre une autre forme qu'une sous-cotation des prix, c'est-à-dire qu'il peut prendre la forme d'une dépression des prix ou d'un empêchement de hausses de prix.

²³¹ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 344.

²³² Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 346.

²³³ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 346.

7.232 La Chine conteste également l'hypothèse factuelle de l'allégation de l'Union européenne selon laquelle "il n'y avait pas de corrélation entre les prix à l'importation (en hausse) et les prix intérieurs (en baisse)".²³⁴ Elle laisse entendre qu'il apparaît que l'Union européenne considère que les prix à l'importation et les prix intérieurs devraient suivre les mêmes tendances pour qu'il y ait une corrélation. Toutefois, selon elle, l'élément pertinent n'est pas la tendance des prix à l'importation et des prix intérieurs en tant que telle, mais l'interaction entre les prix des importations visées et les prix intérieurs. La question que les autorités chargées de l'enquête doivent examiner est de savoir s'il y a eu "sous-cotation" des prix des importations par rapport aux prix intérieurs ou si elles ont déprimé les prix intérieurs/empêché des hausses de ces prix. La Chine estime que le MOFCOM a fourni une explication motivée de l'incidence du prix des importations visées sur le prix du produit national similaire. Le MOFCOM a clairement indiqué la corrélation temporelle entre, d'une part, l'augmentation rapide des importations visées à des prix très bas (quoique légèrement en hausse) pendant la période couverte par l'enquête et, d'autre part, les prix intérieurs qui ont brusquement chuté pendant la période couverte par l'enquête. La Chine fait valoir que le fait qu'il n'y a pas eu de sous-cotation des prix en 2008 ne signifie pas que les importations faisant l'objet d'un dumping n'ont pas eu d'effets négatifs sur les prix intérieurs sous la forme d'un empêchement de hausses de prix/d'une dépression des prix. D'autre part, la Chine fait valoir que ce qui importe, c'est l'existence d'une coïncidence générale entre les tendances globales des importations et les tendances globales des facteurs relatifs au dommage. Selon elle, le MOFCOM a établi l'existence d'une telle coïncidence.

iv) Examen des autres facteurs connus par le MOFCOM: non-imputation

7.233 La Chine rejette l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle "le MOFCOM s'est borné à recueillir des éléments de preuve ayant trait à une liste purement formelle d'autres facteurs mentionnés dans son questionnaire concernant le dommage".²³⁵ Elle note l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM n'a pas pris en considération les arguments avancés par Smiths lorsqu'il a évalué l'effet des résultats à l'exportation de Nucotech et les "facteurs concernant la qualité des produits et la technologie". Par contre, elle affirme que les arguments de Smiths ont été dûment et pleinement examinés dans la Détermination finale.

7.234 La Chine note également l'argument de l'Union européenne selon lequel le MOFCOM n'a pas pris en considération des "facteurs comme l'incidence de la crise mondiale de 2008, l'expansion commerciale agressive de Nucotech, la concurrence loyale entre Nucotech et les autres producteurs"²³⁶ et "la situation de démarrage de Nucotech et sa politique agressive en matière de fixation des prix".²³⁷ Elle soutient qu'avant que l'autorité soit tenue d'"examiner" les autres facteurs, l'article 3.5 prescrit que le facteur en cause soit "connu" de l'autorité chargée de l'enquête, qu'il soit un facteur autre que les importations faisant l'objet d'un dumping et qu'il cause un dommage à la branche de production nationale au même moment que les importations faisant l'objet d'un dumping. Bien que la Chine précise en réponse à une question du Groupe spécial qu'elle ne fait pas valoir que les facteurs n'étaient pas "connus" du MOFCOM, elle fait observer que dans la mesure où les facteurs évoqués par l'Union européenne ont été présentés par Smiths sans éléments de preuve appropriés, ils ne peuvent pas être considérés comme constituant d'autres facteurs connus au sens de l'article 3.5.

7.235 La Chine estime que, en tout état de cause, elle n'a pas violé l'article 3.5 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les facteurs énumérés dans la première communication écrite de l'Union européenne, puisque ces facteurs ont été examinés par le MOFCOM pendant l'enquête, ou qu'il n'y avait pas lieu de les examiner parce qu'ils reposaient sur une hypothèse factuelle qui avait déjà été rejetée par le MOFCOM.

²³⁴ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 348.

²³⁵ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 354.

²³⁶ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 354.

²³⁷ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 355.

v) *Violations de l'article 3.1, 3.2 et 3.4 de l'Accord antidumping*

7.236 La Chine affirme qu'il n'y a pas d'incompatibilités avec l'article 3.1, 3.2 et 3.4 de l'Accord antidumping, de sorte qu'il convient de rejeter cet élément purement corollaire de l'allégation formulée par l'Union européenne au titre de l'article 3.5.

4. Évaluation par le Groupe spécial

7.237 L'Union européenne fait valoir que le MOFCOM s'est fondé sur une analyse viciée des effets du volume et sur une analyse viciée des effets sur les prix pour imputer aux importations visées le dommage causé à la branche de production nationale. Par ailleurs, l'analyse aux fins de la non-imputation effectuée par le MOFCOM était incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping parce que celui-ci n'a pas tenu compte des causes véritables d'une quelconque situation défavorable de la branche de production nationale.

7.238 Les sections suivantes du présent rapport traitent des allégations formulées par l'Union européenne en ce qui concerne l'analyse des effets sur les prix, l'analyse du volume et l'analyse aux fins de la non-imputation effectuées par le MOFCOM, respectivement.

a) *Analyse par le MOFCOM des prix des importations visées*

i) *L'analyse du lien de causalité effectuée par le MOFCOM est-elle incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping au motif que le MOFCOM n'a pas pris en considération les différences entre les produits examinés dans son analyse des effets sur les prix?*

7.239 Le Groupe spécial a conclu que l'analyse par le MOFCOM des effets sur les prix comportait de graves lacunes au regard de l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping.²³⁸ En particulier, malgré l'existence d'éléments de preuve versés au dossier indiquant qu'il devait le faire, le MOFCOM n'a pas examiné la comparabilité des prix avant de procéder à son analyse des effets sur les prix. Comme le MOFCOM s'est fondé sur les effets des importations visées sur les prix dans son analyse du lien de causalité, les failles dans l'analyse des effets sur les prix affaiblissent également sa conclusion concernant le lien de causalité entre les importations visées et le dommage subi par la branche de production.²³⁹

7.240 Par conséquent, le Groupe spécial conclut que l'analyse du lien de causalité effectuée par le MOFCOM était incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping.

ii) *Le MOFCOM a-t-il donné une explication motivée et adéquate du lien de causalité entre les prix des importations visées et le dommage causé à la branche de production nationale?*

7.241 L'Union européenne fait valoir que, même à supposer que l'utilisation par le MOFCOM de valeurs unitaires moyennes pondérées pour calculer les effets sur les prix soit correcte, le MOFCOM n'a pas fourni d'explication motivée et adéquate concernant la manière dont la hausse des prix des importations visées avait provoqué la baisse des prix intérieurs, causant ainsi un dommage à la branche de production nationale.

²³⁸ Voir l'analyse aux paragraphes 7.30 à 7.97 du présent rapport.

²³⁹ Détermination finale, pièce EU-2, pages 30 et 31. Voir les quatre derniers paragraphes de la section VI I) de l'analyse du MOFCOM, dans lesquels le MOFCOM établit un lien entre sa constatation concernant la sous-cotation des prix et l'empêchement de hausses de prix et le dommage subi par la branche de production nationale. Le MOFCOM conclut: "Par conséquent, le MOFCOM a décidé que l'importation du produit visé en gros volumes et à un prix plus bas avait causé un dommage important à la branche de production nationale d'appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité."

7.242 Nous rappelons que le MOFCOM a constaté l'existence d'une sous-cotation des prix en 2006 et 2007. Même si les prix des importations faisant l'objet d'un dumping étaient supérieurs au prix du produit national similaire en 2008, le MOFCOM a constaté l'existence d'un empêchement de hausses de prix cette année-là. Il a expliqué que l'importation du produit visé en gros volumes et à des prix bas avait eu des effets de sous-cotation des prix et d'empêchement de hausses de prix sur les prix du produit national similaire, causant ainsi un dommage à la branche de production nationale.²⁴⁰

7.243 L'Union européenne se plaint de ce que le MOFCOM n'a pas fourni d'explication motivée et adéquate concernant la manière dont les importations faisant l'objet d'un dumping avaient causé une dépression des prix/un empêchement de hausses de prix alors que, au moins en 2008, les prix à l'importation étaient plus élevés que les prix intérieurs. Selon elle, le MOFCOM aurait dû expliquer pourquoi les prix intérieurs n'avaient pas pu augmenter, du moins jusqu'au niveau des prix des importations faisant l'objet d'un dumping. En fait, l'Union européenne fait valoir qu'une explication *très convaincante* était nécessaire pour expliquer ce point et expliquer l'absence d'une corrélation temporelle entre les tendances des prix du produit intérieur et des importations.

7.244 De l'avis du Groupe spécial, l'explication que donne le MOFCOM du mécanisme de causalité par lequel les importations faisant l'objet d'un dumping ont causé un dommage à la branche de production nationale n'était pas motivée ni adéquate.²⁴¹ Le MOFCOM a conclu que les importations faisant l'objet d'un dumping étaient la seule cause du dommage pendant la période couverte par l'enquête. Toutefois, en ce qui concerne la situation en 2008 en particulier, il n'a pas expliqué comment les importations faisant l'objet d'un dumping pouvaient être la *seule* cause du dommage subi par la branche de production nationale, alors que les prix des importations faisant l'objet d'un dumping étaient supérieurs à ceux des produits nationaux similaires. Le MOFCOM n'a pas expliqué pourquoi, si rien d'autre ne causait l'empêchement de hausses de prix et le dommage en résultant, Nuctech ne pouvait pas augmenter ses prix, du moins au niveau des prix pratiqués par Smiths.

7.245 En réponse à une question du Groupe spécial, la Chine explique qu'en 2008, le volume des importations des produits visés augmentait rapidement et que Smiths accroissait sa part de marché. En conséquence, "Nuctech a été forcée de maintenir ses prix à un niveau bas pour pouvoir faire concurrence à Smiths. Dans le cas contraire, elle aurait perdu encore plus de ventes au profit de Smiths".²⁴² Or, nous notons que le MOFCOM n'a pas fourni cette explication dans sa Détermination finale. De plus, on ne sait pas très bien ce que la Chine veut dire lorsqu'elle affirme que Nuctech "aurait perdu encore plus de ventes au profit de Smiths", parce que Nuctech accroissait en réalité sa part de marché pendant la période visée par l'enquête, au lieu de perdre des ventes. Dans le même ordre d'idées, dans sa deuxième communication écrite, la Chine fait valoir que "si les importations parviennent sur le marché intérieur en quantités considérables à des prix de dumping très bas (même s'ils sont en légère hausse), la branche de production nationale n'aura pas d'autre choix que de vendre ses propres produits à des prix très bas pour *protéger sa part de marché*".²⁴³ Toutefois, dans la présente affaire, il apparaît que si Nuctech a abaissé ses prix, c'était en réalité pour *accroître* sa part de marché, et non pour la maintenir ou la protéger. Comme le MOFCOM a constaté que les importations faisant l'objet d'un dumping étaient la seule cause de l'empêchement de hausses de prix et du dommage en résultant pour la branche de production nationale, la détermination qui a été faite ne fournissait pas d'explication motivée et adéquate concernant les raisons pour lesquelles Nuctech avait

²⁴⁰ Détermination finale, pièce EU-2, pages 30 et 31.

²⁴¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux VI (article 21:5 – Canada)*, paragraphe 93, concernant le critère d'examen qu'un groupe spécial doit appliquer lorsqu'il examine les raisons invoquées par l'autorité chargée de l'enquête.

²⁴² Réponse de la Chine à la question n° 49 du Groupe spécial, paragraphe 61.

²⁴³ Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 344. (pas d'italique dans l'original)

été forcée d'abaisser ses prix en deçà de ceux des importations faisant l'objet d'un dumping en 2008, dans une mesure telle que sa part de marché s'était accrue.²⁴⁴

7.246 Le Groupe spécial rappelle que les parties sont en désaccord sur le point de savoir s'il y avait une corrélation entre les importations faisant l'objet d'un dumping et les prix intérieurs, ainsi qu'au sujet de la pertinence de ce point pour l'analyse du lien de causalité. La Chine s'appuie sur la décision du Groupe spécial *États-Unis – Gluten de froment*, qui relève la pertinence d'une coïncidence *générale* entre les tendances des facteurs relatifs au dommage et les tendances des importations pour étayer une constatation par l'autorité chargée de l'enquête de l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave. Selon la Chine, le MOFCOM a relevé la corrélation entre l'importation du produit visé en gros volumes et à bas prix et le dommage important causé à la branche de production nationale.

7.247 Le Groupe spécial reconnaît qu'une corrélation globale entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale peut étayer une constatation de l'existence d'un lien de causalité. Cependant, une telle analyse de la coïncidence n'est pas déterminante pour la question du lien de causalité; la causalité et la corrélation sont deux notions distinctes. Dans les circonstances de l'espèce, même en acceptant la position de la Chine selon laquelle la branche de production nationale subissait un dommage du fait que les importations faisant l'objet d'un dumping pénétraient sur le marché en gros volumes et à des prix bas (même s'ils étaient en hausse), de l'avis du Groupe spécial, la question du lien de causalité n'est pas résolue par une telle constatation générale de l'existence d'une coïncidence. En fait, nous considérons que le MOFCOM était tenu d'effectuer une analyse plus détaillée. À notre avis, l'analyse du MOFCOM n'était pas adéquate, parce qu'il n'a pas expliqué pourquoi les prix des scanners nationaux ne pouvaient pas augmenter au moins jusqu'au niveau des importations faisant l'objet d'un dumping en 2008, dans des circonstances où le MOFCOM n'a pas constaté d'autres causes de dommage hormis les importations faisant l'objet d'un dumping.

7.248 Par conséquent, le Groupe spécial conclut que le MOFCOM n'a pas fourni d'explication motivée et adéquate concernant la manière dont les importations faisant l'objet d'un dumping ont causé un empêchement de hausses de prix dans la branche de production nationale, en particulier en 2008, quand les prix des importations faisant l'objet d'un dumping étaient supérieurs à ceux de la branche de production nationale. Pour cette raison, le Groupe spécial est d'avis que le MOFCOM n'a pas procédé à un examen objectif des éléments de preuve et conclut que la Chine a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping.

b) Analyse par le MOFCOM du volume des importations visées

7.249 L'Union européenne fait valoir que la qualification par le MOFCOM du volume des importations visées de "gros" ou "grand" dans le contexte de son analyse au titre de l'article 3.5 de l'Accord antidumping était incorrecte, partielle et non équitable. Selon elle, cela tient au fait que, bien que le MOFCOM ait pris en considération le volume des importations en termes absolus et par rapport aux importations totales et à la consommation intérieure totale, il ne l'a pas fait par rapport à la production intérieure totale, dont la "montée en flèche" avait été observée.²⁴⁵

²⁴⁴ Compte tenu des prix relatifs des importations faisant l'objet d'un dumping et des produits nationaux similaires en 2006 et 2007, le Groupe spécial n'est pas convaincu par la plainte de l'Union européenne selon laquelle l'absence de corrélation entre les fluctuations de prix exigeait une "explication très convaincante" (deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 303). De l'avis du Groupe spécial, le fait que les prix des importations visées étaient en hausse en 2006 et 2007, alors que les prix intérieurs étaient en baisse, ne compromet pas nécessairement une constatation de sous-cotation des prix, dans le cas où les prix des importations visées sont restés inférieurs aux prix du produit national similaire.

²⁴⁵ Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 295.

7.250 Le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de déterminer si l'analyse par le MOFCOM des effets du volume était incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping. En effet, même si le Groupe spécial devait se prononcer en faveur de la Chine à cet égard, compte tenu de ses constatations concernant les failles dans l'analyse par le MOFCOM de l'effet des prix à l'importation sur le produit national similaire au titre de l'article 3.1 et 3.2 et, par voie de conséquence, au titre de l'article 3.5, le Groupe spécial en tout état de cause ne serait pas en mesure de confirmer les constatations du MOFCOM concernant le lien de causalité.

7.251 L'article 3.5 de l'Accord antidumping prescrit que l'autorité chargée de l'enquête démontre que les "importations faisant l'objet d'un dumping causent, par les effets du dumping, tels qu'ils sont définis aux paragraphes 2 et 4, un dommage", le paragraphe 2 énonçant les prescriptions relatives à l'analyse des effets du volume des importations visées et de leurs effets sur les prix. Dans sa détermination de l'existence d'un lien de causalité, le MOFCOM se fonde à la fois sur les "gros volumes" des importations visées et sur les prix "bas" de ces importations pour conclure que "ces facteurs ont eu des effets évidents de sous-cotation des prix et [d'empêchement de hausses de prix] sur les prix des produits nationaux similaires".²⁴⁶ Il dit également que "l'UE a exporté des appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité vers la Chine en gros volumes et à des prix plus bas, ce qui a eu des effets graves sur la production et les opérations des appareils nationaux utilisés pour les inspections de sécurité".²⁴⁷ Par conséquent, le volume comme les prix des importations visées faisaient partie intégrante des constatations du MOFCOM concernant l'empêchement de hausses de prix et la sous-cotation des prix, de même que de son analyse du lien de causalité. Rien dans la Détermination finale n'indique comment ces deux facteurs ont interagi ou ont agi de façon indépendante pour causer des effets sur les prix en ce qui concerne le produit national similaire ou pour causer un dommage à la branche de production nationale. Par conséquent, rien dans la Détermination finale ne permettrait au Groupe spécial de conclure que le prix ou le volume des importations visées pouvait à lui seul soutenir les constatations du MOFCOM concernant les effets sur les prix au titre de l'article 3.2 ou la constatation corollaire du MOFCOM concernant le lien de causalité au titre de l'article 3.5. Dans ces circonstances, le Groupe spécial considère que les constatations du MOFCOM concernant les prix des importations visées étaient si fondamentales pour ses analyses des effets sur les prix et du lien de causalité que même si nous devions constater que l'analyse des effets du volume effectuée par le MOFCOM était compatible avec l'article 3.5, les failles dans les constatations du MOFCOM concernant l'incidence des prix des importations visées sur les prix des produits nationaux invalideraient de toute façon la constatation générale du MOFCOM concernant le lien de causalité.²⁴⁸ De fait, la Chine ne fait pas valoir que les seuls effets du volume pouvaient soutenir l'analyse du lien de causalité effectuée par le MOFCOM.

7.252 Par conséquent, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de formuler une constatation concernant le point de savoir si la qualification par le MOFCOM du volume des importations de "gros" ou "grand" était incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping au motif qu'il ne s'agissait pas d'un examen objectif des éléments de preuve positifs.

²⁴⁶ Détermination finale, pièce EU-2, page 30.

²⁴⁷ Détermination finale, pièce EU-2, page 30.

²⁴⁸ À cet égard, nous rappelons la constatation formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – DRAM (Corée)* selon laquelle "il peut y avoir des cas dans lesquels certaines constatations intermédiaires peuvent être si importantes pour la conclusion finale de l'autorité chargée de l'enquête qu'une erreur à un stade intermédiaire du raisonnement peut vicier la conclusion finale" (paragraphes 131 à 135). Voir aussi le rapport du Groupe spécial *Chine – AMGO*, paragraphes 7.450 à 7.542, et le rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphes 219 et 220.

- c) Examen par le MOFCOM de la pertinence des autres "facteurs connus" causant un dommage à la branche de production nationale
- i) *La prise en considération par le MOFCOM de la situation de démarrage de Nuctech, de sa politique des prix et son expansion commerciale agressives alléguées devrait-elle être examinée au titre de l'article 3.4 ou 3.5 de l'Accord antidumping?*

7.253 L'Union européenne fait valoir que le MOFCOM a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping en ne prenant pas en considération tous les faits et arguments figurant dans le dossier qui étaient pertinents pour la situation de la branche de production nationale ou qui s'y rapportaient. En particulier, elle soutient que le MOFCOM n'a pas pris en considération la situation de démarrage de Nuctech, sa politique des prix agressive ou son expansion commerciale alléguées. Si le Groupe spécial considère que ces facteurs ont un *effet* sur la situation de la branche de production, au lieu d'être des facteurs reflétant la situation de la branche de production, l'Union européenne fait valoir à titre subsidiaire que le MOFCOM n'a pas examiné ces facteurs dans le cadre de son analyse du lien de causalité au titre de l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping.²⁴⁹

7.254 En ce qui concerne la question de savoir si l'allégation doit être considérée comme relevant de l'article 3.4 ou 3.5 de l'Accord antidumping, le Groupe spécial note que l'article 3.4 prescrit un examen de "l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale" et une évaluation de tous les facteurs et indices pertinents "qui influent sur la situation de cette branche". Dans l'affaire *Chine – AMGO*, l'Organe d'appel a dit que l'article 3.4 prescrivait "un examen de la force explicative des importations visées pour la situation de la branche de production nationale". Toutefois, cette disposition ne prescrit pas une *démonstration* du fait que les importations visées causent un dommage à la branche de production nationale. En fait, cette dernière analyse est effectuée au titre de l'article 3.5, qui impose également de faire une analyse aux fins de la non-imputation en ce qui concerne tous les facteurs qui causent un dommage à la branche de production nationale.²⁵⁰

7.255 De l'avis du Groupe spécial, la situation de démarrage, l'expansion commerciale et la stratégie agressive de Nuctech en matière de prix, selon les allégations, doivent être considérées comme des causes potentielles de la situation d'une branche de production nationale, et non comme des facteurs reflétant la situation de la branche de production nationale qui s'apparentent à ceux qui sont énumérés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping. Cela ressort même de la manière dont l'Union européenne décrit ces facteurs dans ses communications. À titre d'exemple, s'agissant de la situation de démarrage alléguée de Nuctech, l'Union européenne fait valoir ce qui suit:

Nuctech n'a commencé que récemment à rattraper son retard dans le secteur commercial haut de gamme des scanners à basse énergie. À cette fin, elle a réalisé des investissements énormes qui ont porté leurs fruits du point de vue de l'augmentation des ventes, de la production et de la part du marché intérieur, tandis que, parallèlement, les pertes, le rendement des investissements et la trésorerie se sont améliorés progressivement pour parvenir à l'équilibre.²⁵¹

7.256 Par conséquent, selon la description que l'Union européenne donne elle-même, la situation de démarrage alléguée a eu des répercussions sur bon nombre des indicateurs de la situation de la branche de production mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping.

²⁴⁹ Deuxième communication écrite de l'Union européenne, note de bas de page 334.

²⁵⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 150.

²⁵¹ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 297.

7.257 De même, l'Union européenne évoque l'expansion commerciale alléguée de Nuctech du point de vue de son effet sur les stocks:

L'augmentation des stocks de Nuctech n'était pas révélatrice de la situation d'une branche de production qui ne pouvait pas réaliser des ventes, mais de celle d'une branche de production qui était en plein essor et qui, *pour cette raison*, devait augmenter ses stocks.²⁵²

7.258 Voilà qui semble encore une fois étayer notre point de vue selon lequel l'expansion commerciale alléguée de Nuctech était un facteur influant sur certains indices de la situation de la branche de production mentionnés à l'article 3.4 de l'Accord antidumping, et non un facteur qui indiquait lui-même si la branche de production avait subi un dommage.

7.259 S'agissant de la politique des prix agressive alléguée de Nuctech, l'Union européenne fait valoir que le MOFCOM ne l'a pas considérée comme un "autre" indicateur factuel relevant de l'article 3.4 de l'Accord antidumping, au lieu d'alléguer qu'elle correspondait à l'un des facteurs énumérés dans cette disposition. En particulier, il n'apparaît pas que l'Union européenne soutient que la politique des prix relève des "facteurs qui influent sur les prix intérieurs" mentionnés à l'article 3.4. À cet égard, nous souscrivons à la déclaration faite par le Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie* selon laquelle:

[C]ette prescription [imposant d'évaluer les "facteurs qui influent sur les prix intérieurs"] est inextricablement liée aux prescriptions de l'article 3.1 et 3.2 imposant de procéder à un examen objectif des effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur ... Nous ne voyons aucun élément dans le texte de l'Accord étayant l'argument ... qui exigerait une analyse des facteurs qui influent sur les prix intérieurs allant au-delà d'une analyse des prix au titre de l'article 3.2, et nous faisons observer que certains des facteurs qui influent potentiellement sur les prix peuvent s'apparenter davantage à des facteurs de causalité à analyser au titre de l'article 3.5 plutôt qu'au titre de l'article 3.4.²⁵³

7.260 Par conséquent, de l'avis du Groupe spécial, toute stratégie alléguée de Nuctech en matière de prix doit être considérée comme une cause possible de dommage, et non comme un facteur reflétant la situation de la branche de production. Une stratégie en matière de prix peut influencer sur le niveau de la sous-cotation des prix, de l'empêchement de hausses de prix ou de la dépression des prix, ou sur certains autres facteurs énumérés à l'article 3.4, comme les ventes, les bénéfices et la part de marché. De fait, les propres communications de l'Union européenne concernant la politique des prix alléguée étayaient cette qualification de la question:

[L]a seule possibilité pour Nuctech de faire concurrence à Smiths était d'adopter une pratique agressive en matière de prix. De plus, la stratégie de Nuctech consistant à maintenir des prix intérieurs bas s'était *révélée efficace puisque* sa part de marché s'était accrue.²⁵⁴

De plus, dans les communications que Smiths a présentées au MOFCOM, il était dit:

²⁵² Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 301. (pas d'italique dans l'original)

²⁵³ Rapport du Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 7.335.

²⁵⁴ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 297. (pas d'italique dans l'original)

[C]ertaines données figurant dans la lettre de divulgation étayent fortement l'argument déjà avancé par la société selon lequel le requérant avait au cours des dernières années réalisé de plus en plus de ventes à des prix bas sur le marché intérieur *pour augmenter sa part de marché*.²⁵⁵

Grâce à sa stratégie agressive en matière de prix, la part de marché du requérant a augmenté ... Ces faits donnent à penser que le requérant a baissé les prix pour accroître sa part de marché durant la période couverte par l'enquête.²⁵⁶

7.261 Ces déclarations étayent le point de vue du Groupe spécial selon lequel la stratégie en matière de prix appliquée par Nuctech, selon les allégations, peut entraîner la modification de certains facteurs énumérés à l'article 3.4, mais n'indique pas en soi si la branche de production nationale subit un dommage.

7.262 Par conséquent, le Groupe spécial conclut que la meilleure façon de qualifier les facteurs en cause est de considérer qu'ils sont susceptibles d'*influencer* sur la situation de la branche de production, et non pas qu'il s'agit d'indicateurs de la situation de la branche de production.

7.263 Le Groupe spécial rappelle que dans l'affaire *Chine – AMGO*, l'Organe d'appel a constaté que l'article 3.4 de l'Accord antidumping prescrivait un examen de l'incidence des importations visées sur la branche de production nationale, mais que l'obligation d'effectuer une analyse aux fins de la non-imputation de tous les facteurs causant un dommage à la branche de production nationale relevait de l'article 3.5 de l'Accord antidumping. Dans bien des cas, il n'est peut-être pas possible de procéder à un examen significatif de l'incidence des importations visées sur la branche de production nationale sans effectuer une forme quelconque d'analyse aux fins de la non-imputation, mais il est clair que l'obligation explicite d'effectuer une telle analyse relève de l'article 3.5. Par conséquent, comme le Groupe spécial considère que la situation de démarrage, la politique des prix et l'expansion commerciale agressives alléguées de Nuctech sont des facteurs qui peuvent causer un dommage à la branche de production nationale, au lieu d'être eux-mêmes des indices de dommage, il estime qu'il est tout à fait approprié d'examiner la manière dont le MOFCOM a traité ces éléments au titre de l'article 3.5 et non au titre de l'article 3.4.²⁵⁷

ii) *Le MOFCOM a-t-il omis d'examiner la pertinence de certains facteurs connus évoqués par Smiths et l'examen par le MOFCOM de certains facteurs était-il purement formel?*

7.264 L'Union européenne fait valoir que dans sa détermination de l'existence d'un lien de causalité, le MOFCOM a limité son analyse aux fins de la non-imputation à la collecte de données concernant une liste purement formelle de facteurs, qu'il a rejetés succinctement comme ne constituant pas des causes de dommage. Selon elle, le MOFCOM n'a pas pris en considération les arguments avancés par Smiths, plus précisément en ce qui concerne l'"effet des exportations" et les "facteurs concernant la qualité des produits et la technologie". L'Union européenne fait également valoir que le MOFCOM n'a pas tenu compte de cinq autres "facteurs connus" évoqués par les parties intéressées, c'est-à-dire i) l'incidence de la crise financière mondiale; ii) la concurrence loyale entre Nuctech et les autres producteurs; iii) l'expansion commerciale agressive de Nuctech; iv) la politique des prix agressive de

²⁵⁵ Comments on the 'Disclosure Letter on the Basis of Which the Final Determination for the Anti-Dumping Investigation Against X-Ray Security Inspection Equipment Will be Made', pièce EU-16, page 10. (pas d'italique dans l'original)

²⁵⁶ Réfutations par Smiths des observations du requérant, pièce EU-34, page 9. (pas d'italique dans l'original)

²⁵⁷ Voir le paragraphe 7.192 du présent rapport.

Nuctech; et v) la situation de démarrage de Nuctech.²⁵⁸ Pour les raisons qui sont exposées ci-après, le Groupe spécial analysera les arguments de l'Union européenne concernant l'examen par le MOFCOM de l'"effet des exportations" avec l'"incidence de la crise financière mondiale", et l'examen des "facteurs concernant la qualité des produits et la technologie" avec la "concurrence loyale".²⁵⁹

7.265 En ce qui concerne l'argument de l'Union européenne selon lequel le MOFCOM n'a pas tenu compte de certains "facteurs connus", nous rappelons que dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie*, l'Organe d'appel a dit:

Un élément essentiel au fonctionnement effectif de l'obligation de non-imputation et, en fait, de l'analyse du lien de causalité tout entière, est la prescription, énoncée à l'article 3.5, imposant d'"examiner [...] tous les facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production nationale" car ce sont les "dommages" causés par ces "facteurs connus" qui ne doivent pas être imputés aux importations faisant l'objet d'un dumping. Pour que cette obligation soit déclenchée, l'article 3.5 exige que le facteur en cause:

- a) soit "connu" de l'autorité chargée de l'enquête;
- b) soit un facteur "autre que les importations faisant l'objet d'un dumping"; et
- c) cause un dommage à la branche de production nationale au même moment que les importations faisant l'objet d'un dumping.²⁶⁰

7.266 En réponse à une question du Groupe spécial, la Chine précise qu'elle ne soutient pas que les cinq facteurs en cause n'étaient pas "connus" du MOFCOM.²⁶¹ À notre avis, il est également clair que les cinq facteurs étaient des facteurs "autre[s] que les importations faisant l'objet d'un dumping". Toutefois, la Chine fait valoir qu'avant d'être tenue d'effectuer une analyse aux fins de la non-imputation en ce qui concerne un facteur particulier, l'autorité chargée de l'enquête doit disposer d'éléments de preuve pertinents qui démontrent que le facteur cause un dommage à la branche de production nationale. En ce qui concerne certains des cinq facteurs visés par l'allégation de l'Union européenne, la Chine fait valoir que Smiths n'a pas présenté de tels éléments de preuve au MOFCOM, de sorte que celui-ci n'était pas obligé d'effectuer une analyse aux fins de la non-imputation concernant ces facteurs.

7.267 D'une manière générale, nous pensons comme la Chine que si l'autorité chargée de l'enquête ne dispose pas d'éléments de preuve pertinents indiquant qu'un facteur cause un dommage à la branche de production nationale, rien ne l'oblige à formuler une constatation concernant le point de savoir si le facteur cause effectivement un dommage et, par la suite, à effectuer une analyse aux fins de la non-imputation. À notre avis, dans le cas où une partie intéressée a évoqué un "autre facteur", il serait préférable que l'autorité chargée de l'enquête dise expressément que la partie n'a pas présenté d'éléments de preuve indiquant que le facteur causait un dommage à la branche de production nationale, au lieu de passer ce facteur sous silence dans sa détermination. Toutefois, dans le cas où l'autorité chargée de l'enquête ne dispose effectivement pas de tels éléments de preuve, nous sommes

²⁵⁸ Pour évaluer les arguments présentés par les parties en ce qui concerne les trois derniers facteurs, nous tenons également compte des arguments pertinents présentés par les parties dans le contexte de leur allégation au titre de l'article 3.4 de l'Accord antidumping, qui sont examinés de manière plus appropriée dans le contexte de l'allégation concernant le lien de causalité au titre de l'article 3.5.

²⁵⁹ Voir les paragraphes 7.268, 7.269 et 7.272 à 7.275 du présent rapport.

²⁶⁰ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 175.

²⁶¹ Réponse de la Chine à la question n° 55 du Groupe spécial, paragraphe 70.

d'accord pour dire qu'il ne peut pas y avoir incompatibilité avec l'article 3.1 et 3.5 si une analyse aux fins de la non-imputation n'est pas effectuée.

"Incidence de la crise financière mondiale de 2008" et "effet des exportations"

7.268 L'Union européenne soutient que le MOFCOM n'a pas examiné l'argument de Smiths selon lequel "les résultats financiers en baisse de Nucotech en 2008 étaient attribuables à l'incidence négative de la crise économique mondiale", en particulier parce que Nucotech est "un exportateur dont les activités sont axées sur la vente de scanners pour conteneurs sur les marchés étrangers".²⁶²

7.269 Le Groupe spécial souscrit à l'affirmation de la Chine selon laquelle l'argument avancé par Smiths se rapporte directement à l'incidence des résultats à l'exportation de Nucotech sur la situation de la branche de production nationale. L'Union européenne estime que l'argument formulé par Smiths est mieux défini comme étant l'incidence de la crise financière sur Nucotech étant donné sa stratégie commerciale, c'est-à-dire "*fortement axée sur les marchés d'exportation* et les scanners à haute énergie par opposition à la vente de scanners à basse énergie dans le pays".²⁶³ À notre avis, la communication de l'Union européenne souligne que Smiths fait essentiellement valoir que la crise financière a eu une incidence négative sur les résultats à l'exportation de Nucotech, en raison de sa vocation exportatrice, et a par voie de conséquence causé un dommage à la branche de production nationale. En fait, dans le contexte de son argument selon lequel l'enquête du MOFCOM n'était pas basée sur des éléments de preuve positifs, l'Union européenne invoque une déclaration sur l'incidence négative de la crise économique mondiale comme élément de preuve indiquant que Nucotech subissait des pertes sur le marché d'exportation.²⁶⁴ Par conséquent, l'argument de l'Union européenne se résume à faire valoir que le MOFCOM n'a pas examiné de manière adéquate l'effet des importations dans son analyse du lien de causalité.

7.270 À cet égard, l'Union européenne affirme que le MOFCOM est parvenu à sa conclusion concernant l'effet des exportations sans examiner les arguments contraires avancés par Smiths et sans invoquer d'éléments de preuve positifs à l'appui de sa déclaration. Nous rappelons que le MOFCOM a constaté ce qui suit:

Durant la période couverte par l'enquête, les appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité de fabrication nationale ont également été vendus à l'exportation, certains produits étant exportés par des fabricants en sous-traitance. Les éléments de preuve ont montré que durant la période couverte par l'enquête, l'exportation d'appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité de fabrication nationale avait permis à la branche de production nationale d'augmenter ses bénéfices, alors que les lourdes pertes au chapitre des ventes sur le marché intérieur constituaient la principale raison des difficultés éprouvées par la branche de production nationale. Par conséquent, durant la période couverte par l'enquête, le dommage important subi par la branche de production nationale d'appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité n'était pas causé par l'exportation de produits nationaux similaires.²⁶⁵

7.271 Comme nous l'avons déjà conclu, l'Union européenne n'a pas démontré que la constatation du MOFCOM ne reposait pas sur des éléments de preuve positifs.²⁶⁶ Par conséquent, il ne reste plus qu'à savoir si le MOFCOM était tenu d'examiner les arguments présentés par Smiths concernant les

²⁶² Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, pages 16 et 17.

²⁶³ Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 325.

²⁶⁴ Réponse de l'Union européenne à la question n° 71 du Groupe spécial, paragraphe 59.

²⁶⁵ Détermination finale, pièce EU-2, page 32.

²⁶⁶ Voir les conclusions formulées au paragraphe 7.167 du présent rapport.

résultats à l'exportation de Nuctech de façon plus détaillée qu'il ne l'a fait. Nous rappelons que les arguments avancés par Smiths concernant les résultats à l'exportation de Nuctech étaient fondés sur des déclarations provenant des rapports annuels de la société mère de Nuctech, Tsinghua Tongfang.²⁶⁷ Dans sa Détermination finale, le MOFCOM a expliqué qu'il ne tiendrait pas compte des rapports annuels parce que ceux-ci contenaient des renseignements sur des produits autres que le produit national similaire.²⁶⁸ Par ailleurs, le Groupe spécial a déjà conclu que les extraits spécifiques des rapports annuels invoqués par Smiths ne fournissaient pas d'éléments de preuve directs concernant les résultats à l'exportation de Nuctech, de nature à affaiblir la conclusion du MOFCOM sur ce point.²⁶⁹ Compte tenu de ce point, le Groupe spécial n'est pas convaincu que le MOFCOM devait fournir d'autres raisons que celles qu'il a fournies concernant les résultats à l'exportation de Nuctech.

"Facteurs concernant la qualité des produits et la technologie" et "concurrence loyale"

7.272 L'Union européenne fait valoir que lorsque le MOFCOM a examiné les "facteurs concernant la qualité des produits et la technologie", il les a rejetés succinctement en tant que cause de dommage, sans tenir compte des arguments de Smiths concernant la qualité inférieure des produits de Nuctech du point de vue de la gamme de produits, de la qualité, des résultats antérieurs, de la facilité d'utilisation et du service. Par ailleurs, selon l'Union européenne, Smiths a présenté des éléments de preuve indiquant que le dommage subi par Nuctech résultait de la "concurrence loyale" des produits des États-Unis et de l'Europe. Toutefois, l'Union européenne fait valoir que le MOFCOM n'a pas du tout examiné ce facteur. Le Groupe spécial considère que les communications et les éléments de preuve invoqués par l'Union européenne pour étayer ses arguments concernant ces deux facteurs se chevauchent dans une large mesure. Par conséquent, il les examinera ensemble.

7.273 S'agissant des "facteurs concernant la qualité des produits et la technologie", le MOFCOM a constaté ce qui suit:

Durant la période couverte par l'enquête, la qualité des appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité de fabrication nationale est restée stable, et le niveau technologique et le procédé de fabrication de ces appareils étaient parmi les meilleurs au monde. La branche de production nationale détenait un droit de propriété intellectuelle entièrement indépendant pour ce qui était des composants fondamentaux des produits nationaux similaires. Par conséquent, durant la période couverte par l'enquête, le dommage important subi par la branche de production nationale d'appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité n'était pas causé par des désavantages au niveau de la qualité des produits ou de la technologie.²⁷⁰

7.274 La Chine fait valoir que cette constatation "a pleinement traité" la question et, en tout état de cause, le MOFCOM n'avait pas l'obligation explicite d'examiner chacun des arguments présentés par Smiths, aussi ténus que soient les éléments de preuve invoqués à cet égard.²⁷¹

7.275 S'agissant des "facteurs concernant la qualité des produits et la technologie" et de la "concurrence loyale", l'Union européenne note que Smiths a présenté de nombreux arguments indiquant que ses produits étaient supérieurs à ceux qui étaient offerts par les producteurs chinois du point de vue de la qualité, des résultats antérieurs et de la facilité d'utilisation. Smiths a également fait valoir que s'agissant de bon nombre des ventes qu'elle a réalisées sur le marché chinois, il n'y avait pas

²⁶⁷ Voir le paragraphe 7.160 du présent rapport.

²⁶⁸ Détermination finale, pièce EU-2, page 28.

²⁶⁹ Voir les paragraphes 7.162 à 7.167 du présent rapport.

²⁷⁰ Détermination finale, pièce EU-2, page 32.

²⁷¹ Première communication écrite de la Chine, paragraphes 532 et 533.

de produits de remplacement nationaux.²⁷² Spécifiquement, s'agissant de la "concurrence loyale", Smiths a fait valoir ce qui suit:

Les autorités chinoises chargées des marchés publics dans le secteur de la sécurité aéronautique privilégient les produits des États-Unis et de l'Union européenne parce qu'il n'y avait tout simplement pas de concurrent chinois efficace sur le marché aéronautique haut de gamme durant la période couverte par l'enquête. Sur le marché haut de gamme, c'est-à-dire le marché des scanners à basse énergie destinés au secteur aéronautique, la concurrence ne se fait pas au niveau du prix, mais au niveau de la qualité, des résultats antérieurs, de la facilité d'utilisation et du service. Les produits de la société sont supérieurs à ceux des produits chinois nationaux à tous les égards susmentionnés. Par conséquent, sur le marché aéronautique haut de gamme, la société n'a pas pu causer de dommage à tel ou tel producteur national parce que les autorités chinoises chargées des marchés publics dans ce secteur de marché préfèrent les produits de l'UE et des États-Unis aux produits nationaux en raison de leur performance technique et d'ailleurs aucun producteur national n'était même un véritable concurrent.²⁷³

7.276 Les arguments avancés par Smiths à cet égard n'étaient pas tous étayés par des éléments de preuve, mais nous notons que certains d'entre eux, en particulier ceux qui avaient trait à l'absence de produits chinois de remplacement, faisaient effectivement référence à des chiffres ou documents justificatifs. À titre d'exemple, Smiths a cité la réglementation chinoise sur les marchés publics aux termes de laquelle l'autorité chargée des marchés publics est tenue d'accorder la préférence aux produits nationaux, à moins que "les produits, projets ou services à acheter ne puissent être obtenus sur le marché intérieur, ou ne puissent être obtenus à des conditions commerciales raisonnables dans la RPC".²⁷⁴ Par ailleurs, Smiths a présenté des chiffres concernant ses propres ventes d'appareils utilisés pour les inspections de sécurité à des utilisateurs dans le secteur aéronautique en Chine, c'est-à-dire 400 unités de 2004 à 2008, toutes achetées dans le cadre de la réglementation sur les marchés publics.²⁷⁵

7.277 Compte tenu de ces communications, le Groupe spécial considère que la conclusion du MOFCOM concernant les droits de propriété intellectuelle de Nuctech et la déclaration de celle-ci selon laquelle la "qualité des appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité de fabrication nationale est restée stable, et le niveau technologique et le procédé de fabrication de ces appareils étaient parmi les meilleurs au monde" n'était pas motivée ni adéquate. En fait, le MOFCOM aurait dû examiner l'argument de Smiths selon lequel les nombreuses ventes qui avaient été réalisées sur le marché chinois dans le cadre de la réglementation sur les marchés publics indiquaient qu'il n'y avait pas de produits équivalents qui pouvaient être obtenus sur le marché intérieur, ou qui pouvaient être obtenus à des conditions commerciales raisonnables.

7.278 Le Groupe spécial note que Smiths a également fait référence à des études exposant l'avantage comparatif de ses scanners dont certains aéroports chinois s'étaient portés acquéreurs et expliquant le lien entre les prix élevés pratiqués par Smiths et la qualité de ses produits.²⁷⁶ Par ailleurs, Smiths a fait observer que durant la période couverte par l'enquête, des aéroports en Chine

²⁷² Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, pages 12 à 16.

²⁷³ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 314, citant la Réponse de Smiths à la Détermination préliminaire, pièce EU-13, pages 11, 12 et 13.

²⁷⁴ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, page 12, citant la Loi sur les marchés publics, article 10 1), entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2003. 《自主创新产品政府首购和订购 管理办法》, article premier, entrée en vigueur le 27 décembre 2007.

²⁷⁵ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, pages 12 et 13.

²⁷⁶ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, page 13, note de bas de page 13.

avaient acheté 10 modèles différents fabriqués par Smiths, dont les niveaux d'énergie étaient égaux ou inférieurs à 300 keV, alors que Nucotech avait seulement 4 modèles semblables à offrir.²⁷⁷ Selon Smiths, cela démontrait que Nucotech ne disposait tout simplement pas de la gamme de produits nécessaire pour remporter les appels d'offres. Les traductions anglaises des pièces présentées par Smiths à l'appui de ces déclarations ne figurent pas dans le dossier du Groupe spécial, mais nous notons que de brefs résumés d'une phrase de la teneur des rapports sont fournis dans la liste des pièces à la fin du Mémoire concernant le dommage.²⁷⁸ À notre avis, cela permet d'étayer dans une certaine mesure notre conclusion antérieure selon laquelle le MOFCOM n'a pas examiné de manière adéquate les communications et arguments versés au dossier dont il disposait, concernant la mesure dans laquelle les produits de Nucotech pouvaient égaler ceux de Smiths et des producteurs des États-Unis.²⁷⁹

7.279 Nous notons que la Chine s'appuie sur le rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Poutres en H* pour faire valoir qu'il n'est pas nécessaire qu'il examine chaque argument présenté par Smiths, aussi ténu que soient les éléments de preuve invoqués à cet égard. Toutefois, à notre avis, les éléments de preuve présentés par Smiths étaient tels qu'ils exigeaient du MOFCOM qu'il donne une réponse plus motivée et détaillée. Par ailleurs, lorsque le Groupe spécial *Thaïlande – Poutres en H* a dit que l'article 3.5 de l'Accord antidumping n'exigeait pas "[que les documents] indiquent expressément que les autorités chargées de l'enquête ont examiné tous les éléments de causalité essentiels ou concurrents qui peuvent comprendre ou influencer un facteur de causalité donné", il expliquait qu'il n'était pas nécessaire que le raisonnement de l'autorité chargée de l'enquête mentionne la terminologie précise employée par les parties à une enquête pour décrire un facteur de causalité. Par ailleurs, il n'est pas nécessaire que ce raisonnement mentionne *expressément* tous les éléments qui sont pertinents pour un facteur de causalité donné, lorsqu'il est évident que les éléments en cause ont été implicitement examinés.²⁸⁰ Dans les circonstances de l'espèce, nous n'estimons pas que cet argument soit favorable à la position de la Chine parce que nous ne voyons rien dans la Détermination finale qui indique que le MOFCOM a implicitement examiné les éléments de preuve présentés par Smiths.²⁸¹

²⁷⁷ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, page 15, note de bas de page 20.

²⁷⁸ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, Liste des pièces jointes au Mémoire concernant le dommage, pages 60 à 62 du document pdf.

²⁷⁹ Le Groupe spécial note que selon la demande, il y a aussi eu une augmentation très notable des importations en provenance des États-Unis durant la période couverte par l'enquête (Demande, pièce EU-3, page 43).

²⁸⁰ Rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 7.282.

²⁸¹ La Chine fait observer que le MOFCOM a examiné et rejeté, dans le contexte de son analyse du produit similaire, une affirmation de Smiths selon laquelle les importations visées étaient supérieures aux produits nationaux du point de vue de la qualité et du service, et n'étaient pas substituables l'un à l'autre (déclaration liminaire de la Chine à la deuxième réunion avec le Groupe spécial, paragraphes 110 et 115). Cependant, le Groupe spécial n'est pas convaincu que l'analyse du MOFCOM à cet égard ait comporté un examen de tous les arguments et éléments de preuve présentés par Smiths dans le contexte de la non-imputation. Le Groupe spécial note que la conclusion établie par le MOFCOM à la page 16 de la Détermination finale reprend pour l'essentiel celle qu'il a établie au sujet de la détermination du produit similaire à la fin de la page 15. Par conséquent, le Groupe spécial n'est pas convaincu que l'examen de l'affirmation de Smiths par le MOFCOM soit allé au-delà de son examen de l'analyse du produit similaire, qui a été menée à un niveau très général et n'a pas comporté d'examen des arguments et éléments de preuve de Smiths aux fins de la non-imputation (voir les pages 14 et 15 de la Détermination finale). Par exemple, le Groupe spécial ne trouve aucun examen explicite ou implicite des éléments de preuve et arguments relatifs à la réglementation chinoise sur les marchés publics, prescrivant que la préférence soit accordée aux produits nationaux lorsqu'il y en a, et des achats des produits de Smiths dans le cadre de cette réglementation, et de la pertinence de cet élément pour la communication de Smiths au sujet de la gamme des produits nationaux disponibles en comparaison des importations. Par conséquent, le Groupe spécial reste d'avis que le MOFCOM, lorsqu'il a évalué "les facteurs concernant la qualité des produits et la technologie" et la "concurrence loyale" au titre de l'article 3.5, ne s'est pas penché d'une manière adéquate sur les éléments de preuve et arguments présentés par Smiths, ni n'a fourni d'explication motivée et adéquate y relative.

7.280 Par conséquent, le Groupe spécial conclut que les éléments de preuve et arguments présentés par Smiths selon lesquels Nuctech ne pouvait pas offrir les mêmes produits que Smiths, ou ne pouvait pas offrir des produits de même qualité, qu'ils soient qualifiés de "facteurs concernant la qualité des produits et la technologie" ou de "concurrence loyale", n'ont pas été examinés de manière adéquate par le MOFCOM. Par conséquent, le MOFCOM n'a pas procédé à un examen objectif des éléments de preuve, comme le prescrit l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping. Étant donné cette conclusion, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire d'examiner si le MOFCOM aurait dû évaluer les autres arguments avancés par Smiths en ce qui concerne la "concurrence loyale", c'est-à-dire que Nuctech ne disposait pas de mesures efficaces de contrôle des coûts.

Expansion commerciale agressive alléguée

7.281 Dans son Mémoire concernant le dommage et dans sa réfutation des observations formulées par le requérant sur la Détermination préliminaire, Smiths a présenté des éléments de preuve, provenant des rapports annuels de Nuctech, à l'appui de son argument selon lequel l'augmentation des stocks de Nuctech n'avait pas été causé par les importations faisant l'objet d'un dumping, mais par l'expansion commerciale agressive de la société. À titre d'exemple, Smiths a noté:

En outre, il est indiqué à la page 40 du rapport annuel 2008 de Tsinghua Tongfang que "les sociétés qui ont des stocks plus importants, dont Nuctech ... ne cessent d'étendre le champ de leurs activités et d'augmenter leurs stocks". Il est indiqué à la page 111 du rapport annuel 2007 de Tsinghua Tongfang que la cause de l'augmentation de 30,13% des stocks de fin d'année 2007 du groupe Tsinghua Tongfang par rapport aux stocks de fin d'année 2006 "était due à l'élargissement du domaine d'activité de [ses] filiales NUCTECH, Tongfang Environmental Co. Ltd. et Shenyang Tongfang Multimedia. Technology Co. Ltd.". Il est indiqué à la page 41 du même rapport annuel que "l'augmentation des stocks est principalement due à l'élargissement du domaine d'activité de NUCTECH, Tongfang Environmental et Shenyang Multimedia".²⁸²

7.282 Dans ses observations sur la Détermination préliminaire, la Commission européenne a fait valoir que l'augmentation des stocks restait inexpliquée dans la Détermination. Elle a estimé que l'augmentation était plus probablement due à "d'autres raisons commerciales", et non aux importations faisant l'objet d'un dumping, comme l'obsolescence du produit en stock, le retrait de commandes et le laps de temps écoulé entre la production et la vente.²⁸³

7.283 La Chine fait valoir que le MOFCOM n'avait pas besoin d'effectuer une analyse aux fins de la non-imputation en ce qui concerne l'expansion commerciale agressive alléguée parce qu'il ne disposait pas d'éléments de preuve pertinents indiquant que ce facteur causait un dommage à la branche de production nationale. Elle fait là encore valoir que le recours de Smiths aux rapports annuels de Nuctech est inapproprié parce que les renseignements qui figurent dans ces rapports couvrent une gamme plus vaste de produits que ceux qui sont inclus dans la définition du produit similaire.

7.284 Les éléments de preuve que Smiths a présentés au MOFCOM concernant d'autres causes possibles de l'augmentation des stocks de Nuctech, en dehors des importations faisant l'objet d'un dumping, sont des déclarations tirées des rapports annuels de la société mère de Nuctech. Le Groupe spécial rappelle que, dans le contexte de l'évaluation du point de savoir si l'analyse du dommage effectuée par le MOFCOM au titre de l'article 3.4 de l'Accord antidumping était fondée sur des

²⁸² Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, pages 17 et 18. Voir aussi les réfutations par Smiths des Observations du requérant sur la Détermination préliminaire, pièce EU-34, pages 8 et 9.

²⁸³ Observations de la Commission européenne sur la détermination préliminaire, pièce EU-35, page 4.

éléments de preuve positifs, il a conclu que les différences entre les données utilisées par le MOFCOM et celles qui apparaissaient dans les rapports annuels de la société mère de Nuctech étaient expliquées de manière adéquate étant donné l'inclusion dans le rapport annuel de statistiques concernant une gamme plus vaste de produits que le produit national similaire.²⁸⁴

7.285 Le Groupe spécial est moins convaincu qu'il était raisonnable que le MOFCOM fasse abstraction des déclarations figurant dans le rapport annuel selon lesquelles l'expansion commerciale de Nuctech avait provoqué des augmentations des stocks, au motif qu'elles étaient complètement dénuées de pertinence. Les extraits des rapports annuels cités par Smiths indiquent qu'en 2008, Nuctech "ne cess[ait] d'étendre le champ de [ses] activités et d'augmenter [ses] stocks" et que l'augmentation des stocks entre 2006 et 2007 "était due à l'élargissement du domaine d'activité de [la] filiale[] Nuctech".²⁸⁵ Nous avons conclu que les différences entre les *données* utilisées par le MOFCOM et celles qui figuraient dans les rapports annuels pouvaient raisonnablement s'expliquer par la gamme plus vaste de produits couverts par les statistiques figurant dans les rapports annuels, mais le fait que le MOFCOM a complètement ignoré des *déclarations explicites concernant d'autres causes du dommage* subi par la branche de production nationale, qui ont entraîné une augmentation des stocks est une tout autre question. Il en est ainsi en particulier eu égard à la constatation du MOFCOM selon laquelle Nuctech augmentait sa capacité d'environ 50% chaque année, ce qui était supérieur à l'accroissement annuel de la demande intérieure. Compte tenu de cette constatation, le Groupe spécial considère qu'une autorité chargée de l'enquête objective et impartiale aurait évalué si les déclarations figurant dans les rapports annuels concernant l'expansion commerciale de Nuctech et l'augmentation des stocks qui en était résultée se rapportaient à la portion de la production de Nuctech constituée du produit national similaire.

7.286 En conséquence, comme le MOFCOM n'a pas tenu compte des déclarations de la société mère de Nuctech concernant la cause de l'augmentation des stocks de sa filiale ni examiné la pertinence de ces déclarations, le Groupe spécial constate qu'il n'a pas procédé à un examen objectif des éléments de preuve dont il disposait, comme le prescrit l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping.

Stratégie agressive alléguée en matière de prix

7.287 L'Union européenne fait valoir que selon des éléments de preuve figurant dans le dossier, le dommage subi par la branche de production nationale avait été causé par une politique des prix volontaire et agressive de Nuctech, mais que le MOFCOM n'avait pas examiné ce facteur de causalité dans sa Détermination finale.

7.288 En particulier, l'Union européenne note que Smiths a mentionné une étude exposant la politique des prix de Nuctech pour ce qui était des scanners à haute énergie sur le marché d'exportation. Bien que Smiths n'ait apparemment pas inclus l'étude en tant que pièce jointe à son Mémoire concernant le dommage, la société a résumé l'étude en ces termes:

[D]escription de la manière dont NUCTECH a fixé ses objectifs en matière de prix pour maximiser la progression de ses ventes dans l'espoir d'accélérer sa pénétration du marché en abaissant les prix pour augmenter la production et les ventes. Selon cette étude, dans le cadre des efforts déployés pour pénétrer les marchés internationaux des scanners à haute énergie, NUCTECH a adopté une stratégie dite "qualité supérieure et prix plus bas", en abaissant les prix de ses produits d'environ 30% par rapport à ceux des produits similaires des concurrents.²⁸⁶

²⁸⁴ Voir la conclusion formulée au paragraphe 7.175 du présent rapport.

²⁸⁵ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, pages 17 et 18.

²⁸⁶ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, page 18, note de bas de page 30.

7.289 Smiths a également fait valoir que les données figurant dans la Divulgence concernant le dommage du MOFCOM étayaient la thèse selon laquelle Nuctech abaissait ses prix pour accroître sa part de marché. En particulier, Smiths a cité les données pertinentes concernant les prix et la part de marché et souligné que "l'ampleur des augmentations du volume et de la part de marché [de Nuctech] [était] beaucoup plus grande que celle des augmentations de Smiths ... Pendant que les prix des produits nationaux baissaient, les prix des produits de Smiths augmentaient".²⁸⁷ L'Union européenne demande "[q]uels autres éléments de preuve étaient nécessaires en dehors de la diminution constante du prix reflétée dans la Détermination finale du MOFCOM? Pourquoi les prix des ventes intérieures avaient-ils baissé chaque année alors que les prix des importations en provenance de l'UE avaient constamment augmenté durant la période couverte par l'enquête et étaient même supérieurs aux prix des ventes intérieures en 2008"?²⁸⁸ Enfin, l'Union européenne soutient qu'étant donné la très bonne qualité des produits de Smiths, la seule façon dont Nuctech pouvait affronter la concurrence était d'adopter une politique des prix agressive.

7.290 La Chine fait valoir qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve pertinents figurant dans le dossier à l'appui de l'affirmation de Smiths selon laquelle Nuctech avait adopté une politique des prix agressive. Par conséquent, le MOFCOM n'avait pas l'obligation d'examiner ces éléments de preuve.

7.291 Le Groupe spécial note que les éléments de preuve versés au dossier sur lesquels l'Union européenne s'est fondée pour étayer son argument ne sont pas des éléments de preuve directs de l'existence d'une politique des prix agressive sur le marché intérieur. Toutefois, étant donné le caractère très confidentiel des stratégies d'une société en matière de prix, tout élément de preuve émanant d'un concurrent concernant l'existence d'une politique des prix bien précise sera nécessairement circonstanciel. De l'avis du Groupe spécial, Smiths a présenté de tels éléments de preuve circonstanciels au MOFCOM. En particulier, elle a mentionné une étude expliquant la stratégie en matière de prix appliquée par Nuctech sur le marché d'exportation des scanners à haute énergie. Elle a également expliqué comment les constatations du MOFCOM concernant le dommage, en particulier les tendances des prix de Nuctech et leur niveau par rapport aux prix des importations faisant l'objet d'un dumping en 2008, cadraient avec une politique des prix agressive. De l'avis du Groupe spécial, compte tenu de ces éléments de preuve, en évaluant les causes du dommage subi par la branche de production nationale, un décideur objectif et impartial aurait examiné la possibilité qu'il existe une telle politique des prix. Le fait que le MOFCOM n'a pas procédé ainsi était incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping.

Situation de "démarrage" alléguée de Nuctech

7.292 Dans son Mémoire concernant le dommage, Smiths a formulé de nombreuses allégations selon lesquelles Nuctech était dans une situation de "démarrage" pour ce qui était des scanners à basse énergie et que cela expliquait une partie du dommage subi par la société, y compris un manque de rentabilité. La Chine fait valoir que Smiths n'a pas présenté d'éléments de preuve à l'appui de ces allégations, si bien que le MOFCOM n'était pas tenu d'examiner la situation de "démarrage" alléguée de Nuctech dans son analyse du lien de causalité.

7.293 De l'avis du Groupe spécial, bon nombre des allégations concernant la situation de démarrage de Nuctech n'étaient pas étayées par des éléments de preuve, mais étaient plutôt de simples affirmations. De plus, dans certains cas, les éléments de preuve cités par Smiths ne semblent pas clairement étayer l'argument à l'appui duquel ils ont été présentés. À titre d'exemple, Smiths s'est fondée sur la pièce IV jointe au Mémoire concernant le dommage pour étayer son allégation selon laquelle Nuctech procédait à la diversification de ses activités en développant des produits comme des appareils utilisés pour l'inspection des bagages et qu'elle effectuait un changement de cap stratégique

²⁸⁷ Observations de Smiths sur la Divulgence concernant le dommage, pièce EU-16, page 10.

²⁸⁸ Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 279.

afin de renforcer son secteur des scanners à basse énergie. Toutefois, sur cette question, on peut tout au plus glaner dans la pièce IV que Nuctech, partant de l'inspection des conteneurs, s'était diversifiée vers d'autres formes d'inspection, comme celle des bagages, des fluides, des matières radioactives et des explosifs. Rien dans les éléments de preuve n'indique à quel moment cela s'est produit.²⁸⁹

7.294 Il ressort de l'examen par le Groupe spécial des éléments de preuve invoqués par l'Union européenne et la Chine que:

- a) Nuctech s'est toujours concentrée sur la fourniture de systèmes d'inspection pour grands conteneurs²⁹⁰;
- b) Nuctech s'est diversifiée à partir de l'inspection des conteneurs vers l'inspection des bagages, l'inspection de la sécurité des fluides, l'inspection des matières radioactives et l'inspection des médicaments/explosifs.²⁹¹ Il n'y a pas d'indication précise dans les éléments de preuve pertinents concernant le moment auquel cela s'est produit;
- c) Nuctech vendait des scanners à basse énergie déjà depuis 2004 et offrait à la vente au moins deux modèles de scanner à basse énergie dans des brochures courant 2003²⁹²;
- d) l'Union européenne et la Chine conviennent que Nuctech a offert entre 4 et 6 modèles de scanners à basse énergie durant la période couverte par l'enquête.²⁹³ En revanche, Smiths affirme qu'elle offrait 20 modèles de ce type²⁹⁴;
- e) à la fin de 2007, Nuctech avait vendu 216 "petits appareils utilisés pour les inspections de sécurité" sur les marchés étrangers²⁹⁵;

²⁸⁹ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11 (pièce IV jointe au Mémoire concernant le dommage).

²⁹⁰ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, page 8 (et pièce IV jointe au Mémoire concernant le dommage, page 1, dans laquelle il est dit que le prédécesseur de Nuctech se spécialisait dans les "systèmes d'inspection pour grands conteneurs").

²⁹¹ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11 (et pièce IV jointe au Mémoire concernant le dommage, page 8). Dans son Mémoire concernant le dommage, Smiths allègue que "Nuctech procède à un changement de cap stratégique pour renforcer son secteur des scanners à basse énergie afin d'atteindre son objectif consistant à devenir le producteur d'une gamme complète de scanners sur les marchés des scanners à haute énergie et des scanners à basse énergie dans le monde". Pour étayer cette allégation, Smiths se fonde sur la pièce IV, page 5, jointe à son Mémoire concernant le dommage. Or, il est difficile de trouver une telle déclaration dans la pièce IV. Il apparaît que ce qui s'en rapproche le plus est une déclaration concernant la "diversification fonctionnelle" entreprise par Nuctech.

²⁹² Voir le contrat de vente concernant le modèle THSCAN CX100100T, daté du 8 novembre 2004 (140 keV), pièce CHN-8. Voir aussi les brochures concernant les modèles THSCAN CX6550B et THSCAN CX100100T (tous deux de 140 keV), datées du 10 juin 2003, pièce CHN-7 (La Chine fait valoir que les chiffres 030610 dans le coin inférieur droit des brochures représentent la date. L'Union européenne n'a pas contesté cette affirmation.).

²⁹³ Deuxième communication écrite de la Chine, paragraphe 307 d), et deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 272. Voir aussi le Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, page 15. Selon Smiths, outre les quatre modèles de scanners à basse énergie offerts par Nuctech durant la période couverte par l'enquête, il y avait deux autres modèles nouvellement développés mais non disponibles pendant la majeure partie de la période couverte par l'enquête. Dans sa communication, la Chine indique que cinq modèles de scanners à basse énergie étaient offerts par Nuctech durant la période couverte par l'enquête.

²⁹⁴ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, page 15.

²⁹⁵ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11 (pièce IV, pages 5 et 6), pages 77 et 78 du document pdf.

- f) Nuctech a vendu "près de 1 400 unités de petits appareils [utilisés pour les inspections de sécurité]" à des utilisateurs dans le contexte des Olympiques en 2008²⁹⁶; et
- g) le MOFCOM a constaté que durant la période couverte par l'enquête, Nuctech avait enregistré une augmentation de ses niveaux de productivité, une diminution de ses pertes et une augmentation de ses taux de rendement. L'Union européenne fait valoir que ces résultats caractérisent une société dans une situation de démarrage.²⁹⁷

7.295 La question dont nous sommes saisis est de savoir si Smiths a présenté au MOFCOM des éléments de preuve pertinents suffisants concernant l'existence d'une situation de démarrage, de sorte que le MOFCOM aurait dû examiner ce facteur dans le cadre de son analyse du lien de causalité. La réponse à cette question est en partie fonction de la définition du terme "démarrage". Le Groupe spécial observe que l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping fait référence à des "opérations de démarrage", mais ne donne pas de définition. Nous notons également qu'aux fins du paragraphe 4 de l'Annexe IV de l'Accord SMC, qui traite du calcul du subventionnement *ad valorem* total, "une période de démarrage ne s'étendra pas au-delà de la première année de production". Il s'agit d'une conception plus restreinte de la période de "démarrage" que celle suggérée par l'Union européenne.²⁹⁸

7.296 De l'avis du Groupe spécial, le MOFCOM a eu raison de conclure qu'il ne disposait pas d'éléments de preuve pertinents étayant les affirmations de Smiths selon lesquelles Nuctech était dans une situation de "démarrage". Les éléments de preuve qui ont été présentés démontraient que Nuctech avait commencé à produire des scanners à basse énergie au moins trois ans avant le début de la période couverte par l'enquête. De plus, durant la période couverte par l'enquête, il apparaît que Nuctech vendait de grandes quantités de scanners à basse énergie. Bien que la question du nombre d'années, après le début de la production, pendant lesquelles une société peut être considérée comme étant dans une phase de "démarrage" puisse prêter à controverse, le MOFCOM ne peut pas être considéré comme ayant fait preuve d'un manque d'objectivité ou d'équité en estimant qu'il ne disposait pas d'éléments de preuve pertinents indiquant que Nuctech était dans une telle phase. Bien que le Groupe spécial considère qu'il aurait été préférable que le MOFCOM formule explicitement cette conclusion, il n'est pas d'avis que celui-ci a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 ou 3.5 de l'Accord antidumping en n'examinant pas les affirmations de Smiths à cet égard.

iii) *Conclusion*

7.297 Le Groupe spécial constate que le MOFCOM a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping en ne procédant pas à un examen objectif des éléments de preuve versés au dossier. En particulier, le MOFCOM n'a pas distingué et dissocié les effets dommageables des autres facteurs de causalité et ceux des importations faisant l'objet d'un dumping, contrairement à la prescription de l'article 3.5 relative à la non-imputation. À cet égard, le MOFCOM n'a pas tenu compte des éléments de preuve versés au dossier concernant l'expansion commerciale agressive alléguée et la stratégie agressive alléguée de Nuctech en matière de prix, et les "facteurs concernant la qualité des produits et la technologie/la concurrence loyale".

d) *Violations corollaires*

7.298 L'Union européenne fait valoir qu'en raison des incompatibilités avec l'article 3.1, 3.2 et 3.4 de l'Accord antidumping, l'analyse du lien de causalité par le MOFCOM, y compris l'analyse aux fins

²⁹⁶ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, page 10.

²⁹⁷ Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 276.

²⁹⁸ En réponse à la question n° 72 du Groupe spécial, paragraphe 62, l'Union européenne fait valoir qu'"un démarrage est une situation qui peut durer entre un et cinq ans".

de la non-imputation, est nécessairement incompatible avec l'article 3.5 de l'Accord antidumping.²⁹⁹ Étant donné nos constatations selon lesquelles l'analyse des effets sur les prix faite par le MOFCOM et ses constatations concernant le dommage étaient viciées, il s'ensuit que son analyse du lien de causalité, qui repose sur ces constatations, est incompatible avec l'article 3.5 de l'Accord antidumping.

- e) Conclusion sur les allégations formulées par l'Union européenne au titre de l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping

7.299 L'Union européenne a présenté plusieurs arguments pour étayer son allégation selon laquelle la Chine a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping en procédant à son analyse du lien de causalité. Le Groupe spécial conclut que le MOFCOM a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 parce qu'il n'a pas pris en considération les différences entre les produits considérés dans l'analyse des effets sur les prix et parce qu'il n'a pas donné d'explication motivée et adéquate concernant la manière dont les prix des importations faisant l'objet d'un dumping avaient causé un empêchement de hausses de prix dans la branche de production nationale, en particulier en 2008. Le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne l'analyse par le MOFCOM de l'effet du volume des importations visées. Enfin, il conclut que le MOFCOM n'a pas pris en considération certains "facteurs connus", ni des éléments de preuve se rapportant à d'autres facteurs qu'il avait explicitement pris en considération, dans son analyse aux fins de la non-imputation.

7.300 Par conséquent, le Groupe spécial conclut que la Chine a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping.

F. CONCLUSION SUR LES ALLÉGATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE CONCERNANT LE DOMMAGE

7.301 Le Groupe spécial constate que le MOFCOM a agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 3.1, 3.2, 3.4 et 3.5 de l'Accord antidumping. En particulier, il conclut que la méthode du MOFCOM concernant les effets sur les prix était incompatible avec l'article 3.1 et 3.2 parce qu'il ne s'est pas assuré que les prix qu'il comparait à cette fin étaient effectivement comparables. De plus, dans son analyse du dommage, le MOFCOM n'a pas tenu compte de tous les facteurs relatifs au dommage énumérés à l'article 3.4 et n'a pas procédé à un examen objectif de la situation de la branche de production. Enfin, le MOFCOM a agi d'une manière incompatible avec l'article 3.1 et 3.5 parce qu'il s'est fondé sur ses constatations viciées concernant les effets sur les prix; n'a pas fourni d'explication motivée et adéquate de la manière dont les importations faisant l'objet d'un dumping avaient causé un empêchement de hausses de prix dans la branche de production nationale; et, enfin, ne s'est pas acquitté de ses obligations lorsqu'il a effectué son analyse aux fins de la non-imputation.

- G. TRAITEMENT DES RÉSUMÉS NON CONFIDENTIELS PAR LE MOFCOM: ARTICLE 6.5.1, 6.2 ET 6.4

1. Introduction

7.302 L'Union européenne allègue que certains aspects du traitement par le MOFCOM des résumés non confidentiels rédigés par Nuctech étaient contraires à l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping. Elle formule aussi des allégations additionnelles au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping. La Chine demande au Groupe spécial de rejeter les allégations de l'Union européenne.

²⁹⁹ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphes 350 et 364.

2. Dispositions en cause

7.303 L'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

6.2 Pendant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts. À cette fin, les autorités ménageront, sur demande, à toutes les parties intéressées la possibilité de rencontrer les parties ayant des intérêts contraires, pour permettre la présentation des thèses opposées et des réfutations. Il devra être tenu compte, lorsque ces possibilités seront ménagées, de la nécessité de sauvegarder le caractère confidentiel des renseignements ainsi que de la convenance des parties. Aucune partie ne sera tenue d'assister à une rencontre, et l'absence d'une partie ne sera pas préjudiciable à sa cause. Les parties intéressées auront aussi le droit, sur justification, de présenter oralement d'autres renseignements.

6.4 Chaque fois que cela sera réalisable, les autorités ménageront en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents pour la présentation de leurs dossiers, qui ne seraient pas confidentiels aux termes du paragraphe 5 et que les autorités utilisent dans leur enquête antidumping, ainsi que de préparer leur argumentation sur la base de ces renseignements.

7.304 L'article 6.5 et 6.5.1 dispose ce qui suit:

6.5 Tous les renseignements qui seraient de nature confidentielle (par exemple, parce que leur divulgation avantagerait de façon notable un concurrent ou aurait un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui elle les a obtenus), ou qui seraient fournis à titre confidentiel par des parties à une enquête seront, sur exposé de raisons valables, traités comme tels par les autorités. Ces renseignements ne seront pas divulgués sans l'autorisation expresse de la partie qui les aura fournis. [Note de bas de page omise]

6.5.1 Les autorités exigeront des parties intéressées qui fournissent des renseignements confidentiels qu'elles en donnent des résumés non confidentiels. Les résumés seront suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel. Dans des circonstances exceptionnelles, lesdites parties pourront indiquer que ces renseignements ne sont pas susceptibles d'être résumés. Dans ces circonstances, les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni devront être exposées.

3. Principaux arguments des parties

a) Union européenne

7.305 L'Union européenne remet en cause deux aspects du traitement des résumés non confidentiels par le MOFCOM. Premièrement, elle indique un certain nombre de cas dans lesquels le MOFCOM, d'après les allégations, a accepté des résumés non confidentiels fournis par Nuctech qui n'étaient pas adéquats pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel, en violation des deux premières phrases de l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping. Deuxièmement, l'Union européenne allègue que le MOFCOM a autorisé le Bureau de la sécurité publique à ne pas présenter de résumés non confidentiels de renseignements

confidentiels, alors que les conditions d'application du mécanisme relatif aux "circonstances exceptionnelles" prévu dans la troisième et la quatrième phrase de l'article 6.5.1 n'étaient pas remplies. L'Union européenne formule aussi des allégations subordonnées au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping.

i) Adéquation des résumés non confidentiels fournis par Nuctech

7.306 L'Union européenne allègue que le MOFCOM n'a pas exigé de Nuctech qu'elle fournisse des résumés non confidentiels adéquats de certains renseignements confidentiels présentés dans sa Demande et dans ses réponses au questionnaire du MOFCOM. S'agissant de la Demande de Nuctech³⁰⁰, les allégations de l'Union européenne concernent les résumés non confidentiels de certaines désignations de modèles et certaines pièces. S'agissant de la réponse de Nuctech au questionnaire, les allégations de l'Union européenne concernent les résumés non confidentiels de certaines pièces jointes à ladite réponse et de certaines réponses fournies par Nuctech.

Demande de Nuctech

Désignation des modèles

7.307 L'Union européenne affirme que le MOFCOM n'a pas exigé de Nuctech qu'elle fournisse un résumé non confidentiel adéquat des caractéristiques des deux modèles de produits importés pour lesquels Nuctech a allégué l'existence d'un dumping dans sa Demande. Dans sa Demande, Nuctech a désigné les modèles pertinents par les termes "modèle 1" et "modèle 2", et "principaux modèles des produits visés".³⁰¹ L'Union européenne estime que la description de ces modèles par les termes "modèle 1" et "modèle 2" était inadéquate aux fins de l'article 6.5.1, compte tenu de l'ampleur du produit visé par l'enquête et de l'existence de différentes catégories et de différents types des produits visés dotés de caractéristiques fortement divergentes.

Pièces 8, 9, 10, 11 et 14 de la Demande

7.308 L'Union européenne allègue que le MOFCOM n'a pas exigé de Nuctech qu'elle fournisse des résumés non confidentiels adéquats des pièces 8, 9, 10, 11 et 14 de la Demande. Ces pièces concernent des éléments de preuve de la valeur normale, des éléments de preuve des prix à l'exportation, des éléments de preuve des ajustements des prix, des explications données par la branche de production nationale au sujet du volume et de la valeur des importations visées et les états financiers vérifiés 2006-8 de Nuctech. L'Union européenne allègue que "[l]es résumés de ces pièces se limitent essentiellement à dire que la pièce contient des "éléments de preuve" sur le sujet et à demander ensuite qu'elle fasse l'objet d'un traitement confidentiel"³⁰² au motif que la divulgation des renseignements confidentiels correspondants causerait de "graves effets défavorables" à la partie qui les aurait divulgués. L'Union européenne allègue que, dans la mesure où un résumé des renseignements confidentiels correspondants a été fourni, il était inadéquat. Selon l'Union européenne, le résumé aurait dû au moins mentionner le type de document utilisé comme élément de preuve (par exemple une étude, une facture, une offre de prix, un registre des ventes) et le nombre de ces éléments de preuve.

³⁰⁰ Les allégations de l'Union européenne concernent la version publique de la Demande de Nuctech, figurant dans la pièce EU-3.

³⁰¹ Demande, pièce EU-3, page 24.

³⁰² Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 72.

Pièces jointes à la réponse de Nuctech au questionnaire

7.309 L'Union européenne conteste les résumés non confidentiels de certaines pièces jointes à la réponse de Nuctech au questionnaire. Elle allègue que les résumés non confidentiels des pièces 14 (volume/valeur des ventes), 16 (volume de la production), 17 (stocks), 18 (coûts de production) et 19 (bénéfice avant impôt) ne permettent pas de comprendre raisonnablement les tendances durant la période couverte par l'enquête sur l'existence d'un dommage parce qu'ils sont établis sur une base mensuelle et non pas annuelle. Selon l'Union européenne, il faut un indice calculé sur une base annuelle pour comprendre la tendance annuelle des facteurs relatifs au dommage pertinents.

Réponses de Nuctech à certaines questions posées dans le questionnaire du MOFCOM

7.310 L'Union européenne conteste le résumé non confidentiel de la réponse de Nuctech à la question n° 17, concernant l'établissement de nouvelles usines, les changements d'emplacement, les extensions, les acquisitions, les fusions ou les cessations d'activités. Notant que la version non confidentielle de la réponse de Nuctech à la question 17 est un simple "[Confidentiel]", l'Union européenne affirme qu'aucun résumé non confidentiel n'a été fourni pour la réponse de Nuctech à cette question.

7.311 L'Union européenne formule une contestation similaire concernant la version non confidentielle des réponses de Nuctech aux questions n° 19, 19 1) et 19 2) concernant les autres utilisations potentielles du matériel de production de Nuctech. Elle soutient que s'il est clair que le requérant a répondu affirmativement à la question n° 19, les renseignements requis à l'appui de sa réponse, qui figuraient dans la pièce jointe 6, ont été entièrement modifiés. L'Union européenne note aussi que le texte des réponses de Nuctech aux questions n° 19 1) et 2) a été intégralement remanié. S'agissant de l'affirmation de la Chine³⁰³ selon laquelle il était impossible de fournir un résumé, l'Union européenne soutient que le dossier ne contient pas d'éléments de preuve d'une déclaration de Nuctech allant dans ce sens, comme l'exige l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping.

7.312 L'Union européenne affirme aussi que les réponses de Nuctech aux questions n° 32 et 38 5) (concernant les principaux facteurs qui influent sur les prix de vente) ont été modifiées, une partie du texte ayant été remplacée par le terme "[Confidentiel]". Elle soutient qu'aucun résumé non confidentiel n'a été fourni pour les renseignements désignés comme confidentiels. S'agissant de l'argument de la Chine³⁰⁴ selon lequel il était impossible de fournir un résumé, l'Union européenne soutient que le dossier ne contient pas d'élément de preuve d'une déclaration de Nuctech allant dans ce sens, comme l'exige l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping. Elle affirme la même chose au sujet de la réponse de Nuctech à la question n° 33.

7.313 L'Union européenne estime aussi qu'aucun résumé non confidentiel n'a été fourni pour la pièce 4 jointe à la réponse de Nuctech au questionnaire. Elle affirme que le texte a été intégralement remanié et que le requérant n'a pas établi qu'il était impossible de fournir un résumé. L'Union européenne note que la Chine qualifie³⁰⁵ la réponse de Nuctech à la question n° 13 de résumé de la pièce jointe 4, mais elle soutient qu'aucune référence croisée de ce type ne figure dans cette pièce. Elle note par ailleurs que si la pièce jointe 4 concerne les importations de matières premières, le résumé allégué porte sur la consommation de matières premières provenant de toutes les sources (nationales et importées).

³⁰³ Première communication écrite de la Chine, paragraphe 93.

³⁰⁴ Première communication écrite de la Chine, paragraphe 94.

³⁰⁵ Première communication écrite de la Chine, paragraphes 95 à 97.

ii) *Impossibilité de fournir un résumé dans des circonstances exceptionnelles*

7.314 L'Union européenne note que la troisième et la quatrième phrase de l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping permettent aux autorités de déroger à l'obligation faite aux parties de fournir un résumé non confidentiel de leurs renseignements confidentiels dans des "circonstances exceptionnelles" lorsqu'il n'est pas possible de résumer ces renseignements. Selon l'Union européenne, en pareilles circonstances exceptionnelles, la partie qui sollicite le traitement confidentiel des renseignements communiqués doit être tenue d'exposer les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni.

7.315 Selon l'Union européenne, le MOFCOM n'a pas exigé du Bureau de la sécurité publique qu'il expose les raisons expliquant les circonstances exceptionnelles pour lesquelles certains renseignements confidentiels qu'il avait communiqués ne pouvaient être résumés. Elle soutient que le MOFCOM a simplement accepté la déclaration du Bureau de la sécurité publique, à savoir: "en raison de la nature de ces renseignements, nous ne pouvons pas en donner un résumé non confidentiel".³⁰⁶ L'Union européenne estime qu'il est impossible de déduire de cette déclaration ce qu'étaient les circonstances exceptionnelles qui faisaient que les renseignements confidentiels n'étaient pas susceptibles d'être résumés.

iii) *Allégations additionnelles au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping*

7.316 L'Union européenne dit que, conformément à l'article 6.4 de l'Accord antidumping, les parties intéressées doivent avoir accès à tous les renseignements utilisés par les autorités dans une enquête antidumping. Elle affirme que la seule restriction se rapporte aux renseignements "confidentiels", pour lesquels l'accès est soumis au régime spécifique de l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Elle soutient que, même si les parties intéressées n'ont pas accès aux renseignements confidentiels, il faut leur ménager l'accès au résumé non confidentiel de ces renseignements conformément à l'article 6.5.1. Selon l'Union européenne, le fait de ne pas ménager aux parties intéressées l'accès à de tels résumés non confidentiels constitue une violation de l'article 6.4. L'Union européenne estime par ailleurs que le fait de priver les parties intéressées du droit d'avoir accès à des résumés non confidentiels restreint les possibilités qu'elles ont de défendre leurs intérêts, ce qui est contraire à l'article 6.2 de l'Accord antidumping.

b) *Chine*

i) *Adéquation des résumés non confidentiels*

7.317 La Chine nie que les résumés fournis par Nuctech aient été insuffisants pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements confidentiels correspondants. Selon la Chine, le caractère suffisant du résumé dépend de la nature des renseignements confidentiels en cause et du point de savoir s'il ménage ou non aux parties intéressées la possibilité de répondre et de défendre leurs intérêts.³⁰⁷

Demande présentée par Nuctech

Désignation des modèles

7.318 La Chine estime que la divulgation des caractéristiques précises des modèles 1 et 2 aurait entraîné la divulgation de renseignements pour lesquels un traitement confidentiel avait été sollicité. Par ailleurs, la Chine estime que le résumé fourni était en tout état de cause "adéquat" aux fins de

³⁰⁶ Divulcation des auditions, pièce EU-27.

³⁰⁷ La Chine se réfère à cet égard au rapport de l'Organe d'appel CE – *Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 542.

l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping. Elle relève à cet égard que le Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)* a fait observer que pour déterminer l'adéquation d'un résumé non confidentiel, il fallait tenir compte du contexte dans lequel les renseignements avaient été communiqués. La Chine soutient que les modèles de produits pertinents étaient utilisés par Nuctech dans sa Demande pour fournir des renseignements sur la valeur normale et les prix à l'exportation, conformément à l'article 5.2 iii) de l'Accord antidumping. Elle estime que ce qu'une Demande doit contenir conformément à l'article 5.2 ii) et 5.2 iii) de l'Accord antidumping, c'est une description du produit visé et des "renseignements" sur la valeur normale et le prix à l'exportation en ce qui concerne le "produit en question". La Chine considère que, en désignant les deux modèles par les termes les "principaux modèles des produits visés", le requérant a fourni un résumé non confidentiel qui était suffisant pour permettre de comprendre raisonnablement que les renseignements communiqués concernant la valeur normale et le prix à l'exportation étaient ceux qui se rapportaient au "produit en question", conformément aux prescriptions de l'article 5.2 susmentionnées.

Pièces 8, 9, 10, 11 et 14 de la Demande

7.319 La Chine rejette l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle les résumés des pièces pertinentes se limitent pour l'essentiel à indiquer que les pièces contiennent des "éléments de preuve". Elle estime que les pièces indiquent aussi clairement à propos de quelles questions les éléments de preuve ont été fournis: la pièce 8 contient des renseignements sur la valeur normale; la pièce 9 contient des renseignements sur le prix à l'exportation; la pièce 10 contient des renseignements sur les ajustements des prix; la pièce 11 contient des renseignements sur le volume et la valeur des produits importés; et la pièce 14 indique qu'elle contient "les états financiers vérifiés 2006, 2007, 2008 du requérant". En outre, la Chine soutient qu'un résumé non confidentiel adéquat des renseignements confidentiels contenus dans ces pièces a été fourni dans le corps de la Demande, comme cela ressort clairement des pièces elles-mêmes qui renvoient le lecteur au "texte de la demande".

Pièces jointes à la réponse de Nuctech au questionnaire

7.320 En ce qui concerne les indices trimestriels contenus dans les résumés non confidentiels fournis en tant que pièces jointes 14 (volume/valeur des ventes), 16 (volume de la production), 17 (stocks), 18 (coûts de production) et 19 (bénéfice avant impôt), la Chine note que l'article 6.5.1 prescrit que le résumé non confidentiel soit suffisamment détaillé pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel. Elle affirme que, comme les renseignements confidentiels correspondants étaient fournis sur une base trimestrielle, la fourniture de résumés non confidentiels sur cette même base reflète correctement la substance des renseignements qui ont été communiqués à titre confidentiel. De plus, la Chine soutient que même si le Groupe spécial devait considérer que seules les tendances annuelles constitueraient un résumé adéquat des données communiquées à titre confidentiel, ces tendances annuelles ont été fournies par Nuctech dans d'autres pièces jointes à sa réponse au questionnaire.

Réponses de Nuctech aux questions du MOFCOM

7.321 La Chine estime que l'Union européenne n'a pas étayé son allégation concernant les réponses de Nuctech à certaines questions figurant dans le questionnaire du MOFCOM. Elle estime que l'Union européenne indique simplement les renseignements pour lesquels, selon les allégations, il n'y a pas de résumé non confidentiel adéquat, sans expliquer comment ni pourquoi la Chine a enfreint l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping en ce qui concerne ces renseignements. La Chine affirme que, du fait que l'Union européenne n'a pas établi d'éléments *prima facie* pour ce qui est de cette allégation, celle-ci devrait être rejetée.

7.322 La Chine formule aussi les observations ci-après au sujet de l'allégation de l'Union européenne. Elle affirme que lorsque les renseignements considérés sont communiqués en réponse à

une question du type "oui/non" (par exemple les questions n° 17, 19 1) et 19 2)), il n'est pas possible de fournir un résumé puisque cela divulguerait les renseignements confidentiels, à savoir la réponse par oui ou par non. La Chine se réfère cet égard à la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Éléments de fixation (Chine)* selon laquelle "[u]n résumé des renseignements confidentiels ne pourra pas être fourni dans les cas où aucune autre méthode de présentation des renseignements qui ne divulguerait pas nécessairement les renseignements sensibles ... ne pourra être élaborée".³⁰⁸ La Chine formule la même observation au sujet des réponses de Nuctech aux questions n° 32, 33 et 38 5).³⁰⁹ Selon elle, il ressort clairement de la réponse à la question n° 32 ("Les principaux facteurs qui influent sur le prix de vente sont [confidentiel]") et à la question n° 38 5) ("Les principaux facteurs qui influent sur le prix de vente du produit national similaire produit par notre société sont [confidentiel]") qu'il n'était pas possible de fournir un résumé puisque celui-ci aurait divulgué les renseignements sensibles en cause.

7.323 La Chine affirme que la pièce jointe 4 fait partie de la réponse de Nuctech à la question n° 13, qui résume adéquatement les renseignements confidentiels comme suit: "Nous utilisons une grande quantité de composants et de pièces pour produire le produit national similaire. La quantité de composants et de pièces est décidée entièrement en fonction des besoin de production".³¹⁰ La Chine fait observer que Nuctech indique spécifiquement que la version confidentielle contient "des renseignements sur [sa] politique et [sa] méthode en matière d'achats"³¹¹, puis qu'elle indique explicitement que la pièce jointe 4 renferme les renseignements sur les importations de la société qui sont confidentiels. La Chine estime que le résumé indiqué ci-dessus est suffisant pour permettre à une partie intéressée de comprendre la substance des renseignements confidentiels. Elle affirme qu'il en va de même pour la question n° 38, à laquelle Nuctech a répondu en disant qu'"il y avait sous-cotation du prix en ce qui concerne le produit national similaire", et que les renseignements concernant cette "sous-cotation du prix" étaient contenus dans la pièce jointe 15. Elle estime qu'il s'agit d'un résumé adéquat.

ii) *Impossibilité de fournir un résumé dans des circonstances exceptionnelles*

7.324 La Chine demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM n'a pas exigé de déclaration exposant les raisons qui expliquent les circonstances exceptionnelles pour lesquelles les renseignements communiqués par le Bureau de la sécurité publique ne pouvaient être résumés. Elle observe que le Bureau de la sécurité publique a exposé les raisons pour lesquelles il n'était pas possible de résumer les renseignements confidentiels à deux occasions distinctes. Elle soutient que le Bureau de la sécurité publique a fourni une explication oralement et, par écrit, l'explication suivante:

Comme les renseignements ci-après comportent des renseignements commerciaux confidentiels, dont la divulgation causera d'importants effets défavorables pour la ou les parties intéressées, nous sollicitons par la présente le traitement confidentiel de ces renseignements. En outre, en raison de la nature de ces renseignements, nous ne pouvons pas en donner un résumé non confidentiel.³¹²

³⁰⁸ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 543.

³⁰⁹ La Chine dit aussi que, en fait, en ce qui concerne la question n° 33, dans la version anglaise non confidentielle, la case "oui" a été cochée par erreur. Autrement dit, elle estime qu'il y a eu une erreur de traduction et que dans la version chinoise originale non confidentielle, la réponse était laissée en blanc afin de protéger la confidentialité (traduction anglaise de la réponse au questionnaire de Nuctech, page 22 (page 19 de la version chinoise originale), pièce EU-8).

³¹⁰ Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8, page 11.

³¹¹ Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8, page 11.

³¹² Divulgarion des auditions, pièce EU-27.

7.325 Selon la Chine, s'il est vrai que la partie qui présente des renseignements à titre confidentiel doit indiquer les circonstances exceptionnelles et exposer les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni, il n'est nulle part prescrit que cet exposé soit rendu public. La Chine affirme qu'il n'est pas nécessaire de rendre publique une description des circonstances exceptionnelles justifiant l'impossibilité de fournir un résumé si, comme en l'espèce, elles étaient elles-mêmes confidentielles. Elle soutient à cet égard que les renseignements concernant le nombre et les types de systèmes de sécurité utilisés dans les aéroports chinois, et dans le secteur de l'aviation en général, sont confidentiels pour des raisons tenant à la sécurité publique.

7.326 La Chine fait observer que le MOFCOM était tenu d'examiner minutieusement la déclaration du Bureau de la sécurité publique avant que celle-ci puisse être placée dans la salle de lecture publique, comme le prévoient les articles 11 et 12 du Décret n° 19 2006 sur les "règles régissant l'accès aux renseignements et la divulgation des renseignements dans les enquêtes sur les dommages causés aux branches de production".³¹³ La Chine affirme que le fait que le MOFCOM a placé le document transmis par le Bureau de la sécurité publique dans la salle de lecture publique démontre que le MOFCOM a minutieusement examiné l'explication et l'a acceptée. Elle soutient que si le MOFCOM n'avait pas jugé l'explication adéquate, il aurait notifié son caractère inapproprié au Bureau de la sécurité publique conformément à l'article 12 du décret susmentionné, et n'aurait pas placé le document dans la salle de lecture publique.

iii) Allégations additionnelles au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping

7.327 La Chine relève que les allégations de l'Union européenne au titre de l'article 6.4 et 6.2 de l'Accord antidumping sont purement corollaires de son allégation au titre de l'article 6.5.1. Elle estime que, puisqu'il n'y a pas violation de l'article 6.5.1, le Groupe spécial devrait rejeter les allégations subordonnées formulées par l'Union européenne au titre de l'article 6.2 et 6.4. Elle estime aussi que, même s'il y avait violation de l'article 6.5.1, l'Union européenne n'a pas établi *prima facie* que la Chine avait enfreint l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping. S'agissant de l'article 6.4, la Chine fait observer que puisque le champ de l'article 6.5.1 et celui de l'article 6.4 sont différents, une violation de l'article 6.5.1 n'entraîne pas nécessairement une violation de l'article 6.4. Elle estime que l'Union européenne n'a pas établi les conditions de l'article 6.4. En outre, la Chine estime que l'Union européenne n'a même pas indiqué les "renseignements" considérés. S'agissant de l'article 6.2, elle fait aussi valoir que l'Union européenne n'a pas démontré pourquoi le fait qu'aucun résumé non confidentiel adéquat n'a été fourni pour chaque point identifié par l'Union européenne a privé Smiths de toutes possibilités de défendre ses intérêts.

4. Évaluation par le Groupe spécial

7.328 L'Union européenne formule des allégations au titre de l'article 6.5.1 concernant tant l'adéquation de certains résumés non confidentiels fournis par Nuctech que le recours par le MOFCOM au mécanisme relatif aux circonstances exceptionnelles. Elle formule aussi des allégations subordonnées au titre de l'article 6.2 et 6.4. Nous commençons par examiner les allégations de l'Union européenne concernant l'adéquation de certains résumés non confidentiels fournis par Nuctech.

i) Adéquation des résumés non confidentiels

7.329 L'Union européenne conteste les résumés non confidentiels de certaines parties de la Demande de Nuctech, certaines pièces jointes à la réponse de Nuctech au questionnaire, et certaines des réponses de Nuctech au questionnaire. Nous commençons par examiner les allégations de l'Union européenne concernant les résumés non confidentiels de certaines parties de la Demande de Nuctech.

³¹³ Réponse de la Chine à la question n° 32 du Groupe spécial, paragraphes 9 à 14.

Demande de Nuctech

7.330 L'Union européenne soutient que le MOFCOM n'a pas exigé de Nuctech qu'elle résume d'une manière appropriée les renseignements confidentiels concernant les deux modèles pour lesquels elle alléguait dans sa Demande qu'il y avait dumping. L'Union européenne conteste aussi les résumés non confidentiels de certaines pièces de la Demande.

Désignation des modèles

7.331 Dans sa Demande, Nuctech a allégué l'existence d'un dumping pour deux modèles. Les noms des modèles ont été traités comme confidentiels et n'ont donc pas été révélés. Au lieu de cela, Nuctech les a désignés par les termes "modèle 1" et "modèle 2". Nuctech a indiqué que "[le modèle 1] et [le modèle 2] [étaient] les principaux modèles des produits visés". L'Union européenne allègue que la désignation des modèles pertinents par les termes "modèle 1" et "modèle 2" ne permettait pas de comprendre raisonnablement la substance des renseignements sur les modèles communiqués à titre confidentiel, ce qui est contraire à l'article 6.5.1.³¹⁴

7.332 Nous acceptons l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le fait de désigner simplement les modèles pertinents par les termes "modèle 1" et "modèle 2" ne fournit pas un résumé des renseignements confidentiels correspondants. Une telle désignation peut constituer une étiquette commode pour faire référence aux modèles, mais elle ne donne aucune indication au sujet de la substance des renseignements confidentiels concernant des questions comme les caractéristiques des modèles en cause. S'agissant de l'affirmation de la Chine selon laquelle Smiths aurait su quels étaient les "principaux" modèles en cause, puisqu'elle exportait seulement quatre modèles en quantités significatives³¹⁵, nous considérons que le respect de l'article 6.5.1 par l'autorité chargée de l'enquête ne devrait pas dépendre de la capacité de la partie intéressée de déterminer pour elle-même, en fonction de différents facteurs, ce que pourrait être la substance des renseignements confidentiels correspondants. Nous souscrivons à cet égard à la constatation du Groupe spécial *Chine – AMGO* selon laquelle l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping:

[E]xige[] explicitement de la partie intéressée qui fournit les renseignements confidentiels qu'elle en donne un résumé, plutôt qu'il[] n'exige[] des autres parties intéressées qu'elles infèrent, déduisent et reconstituent un résumé possible des renseignements confidentiels.³¹⁶

7.333 Ainsi, nous ne considérons pas que les parties intéressées aurait dû être obligées d'inférer de l'utilisation du terme "principaux" par Nuctech que les modèles pertinents étaient, en fait, ceux qui étaient les plus exportés par Smiths. En tout état de cause, puisque quatre modèles étaient apparemment exportés en quantités significatives³¹⁷, Smiths aurait été maintenue dans le doute concernant le point de savoir précisément quels étaient les deux modèles en cause.

7.334 Nous notons l'argument de la Chine selon lequel Nuctech ne pouvait pas fournir de détails supplémentaires sans compromettre la confidentialité des renseignements correspondants. Cependant, nous souscrivons à l'assertion du Groupe spécial *Mexique – Huile d'olive* selon laquelle "les renseignements confidentiels devraient normalement pouvoir être résumés".³¹⁸ En outre, si les renseignements confidentiels n'étaient pas susceptibles d'être résumés, alors le mécanisme relatif aux circonstances exceptionnelles prévu à l'article 6.5.1 aurait dû être invoqué. Nous ne disposons

³¹⁴ L'Union européenne ne conteste pas le traitement des noms des modèles comme confidentiels.

³¹⁵ Voir la réponse de la Chine à la question n° 30 du Groupe spécial, paragraphe 3.

³¹⁶ Rapport du Groupe spécial *Chine – AMGO*, paragraphe 7.202.

³¹⁷ Réponse de la Chine à la question n° 30 du Groupe spécial, paragraphe 3.

³¹⁸ Rapport du Groupe spécial *Mexique – Huile d'olive*, paragraphe 7.90.

d'aucun élément de preuve, ou argumentation avancée par la Chine, donnant à penser que c'était le cas.

7.335 Nous notons aussi l'argument de la Chine, fondé sur les constatations du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, selon lequel notre évaluation de l'adéquation du résumé non confidentiel devrait tenir compte du fait que ce résumé a trait à des renseignements communiqués dans une demande. Les constatations pertinentes sont ainsi libellées:

S'agissant de l'allégation de la Chine au titre de l'article 6.5.1, nous rappelons que l'article 6.5.1 prescrit que les parties intéressées qui communiquent des renseignements confidentiels donnent également des résumés non confidentiels de ces renseignements, et que ces résumés doivent "permettre de *comprendre raisonnablement* la *substance* des renseignements communiqués à titre confidentiel". (pas d'italique dans l'original) La version non confidentielle de la plainte fournit des données moyennes sur les prix intérieurs au Brésil et sur les prix à l'exportation de la Chine et du Viet Nam. Nous rappelons que les renseignements en question ont été présentés dans le contexte de la plainte demandant l'ouverture d'une enquête antidumping, probablement en application de l'article 5.2 iii), qui exige du plaignant qu'il fournisse des "renseignements" sur la valeur normale et le prix à l'exportation. Dans ce contexte, nous sommes d'avis que les prix moyens fournis suffisent en tant que résumé non confidentiel des prix spécifiques indiqués dans les annexes, suffisant pour permettre de comprendre raisonnablement la "substance" des renseignements confidentiels en question. Nous rejetons donc l'allégation de la Chine selon laquelle il n'a pas été donné de résumé non confidentiel adéquat des prix intérieurs au Brésil et des prix à l'exportation de la Chine et du Viet Nam.³¹⁹

7.336 Nous ne considérons pas que cette constatation du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)* fournisse des indications pour notre évaluation des questions qui se posent en l'espèce. Premièrement, on ne voit pas du tout dans quelle mesure le Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)* a pris en compte, le cas échéant, le fait que les renseignements pertinents avaient été communiqués dans le cadre d'une demande lorsqu'il a interprété les prescriptions de l'article 6.5.1. Il se peut qu'il ait considéré qu'il n'était pas nécessaire que le résumé soit aussi détaillé ou informatif dans le cadre d'une demande, mais il n'a rien dit expressément dans ce sens. Deuxièmement, même si le Groupe spécial avait pris en compte un tel contexte, nous notons que, dans cette affaire, un résumé non confidentiel des données spécifiques sur les prix avait été fourni. Le Groupe spécial a constaté que ce résumé était adéquat aux fins de l'article 6.5.1. Dans la présente affaire, en revanche, il n'y a pas de résumé des données confidentielles sur les modèles. Il y a simplement une désignation des modèles par les termes "modèle 1" et "modèle 2". Ainsi, les circonstances factuelles de l'espèce sont distinctes de celles de l'affaire *UE – Chaussures (Chine)*. En tout état de cause, en vertu de l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 6.5.1, le résumé devrait permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements confidentiels correspondants. Cette obligation n'est assortie d'aucune réserve. Le texte de l'article 6.5.1 ne laisse pas entendre que, dans le contexte des demandes, tout ce qu'il faut, c'est que le résumé non confidentiel permette de comprendre raisonnablement la demande, ou démontre simplement que (conformément à l'article 5.2 iii)) "des renseignements sur les prix auxquels le produit en question est vendu pour être mis à la consommation sur le marché intérieur du ou des pays d'origine ou d'exportation" ont été communiqués par le requérant. Même dans le contexte d'une demande, l'article 6.5.1 exige que le résumé non confidentiel permette de comprendre raisonnablement la substance des renseignements confidentiels. Ce n'est pas le cas de la désignation des modèles non confidentielle de Nuctech.

³¹⁹ Rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.730.

Conclusion

7.337 Pour les raisons qui précèdent, nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation de l'Union européenne concernant le résumé non confidentiel fait par Nuctech des renseignements confidentiels relatifs aux modèles visés par sa Demande.

Pièces 8, 9, 10, 11 et 14 de la Demande

7.338 L'Union européenne allègue que les résumés non confidentiels des pièces 8, 9, 10, 11 et 14 de la Demande faits par Nuctech ne satisfaisaient pas aux prescriptions de l'article 6.5.1. Elle allègue que les résumés de ces pièces, qui contenaient des éléments de preuve, n'indiquaient pas le type d'élément de preuve en cause (par exemple une étude, une facture, une offre de prix, un registre des ventes) ni le nombre de ces éléments de preuve. La Chine soutient que l'obligation de fournir un résumé de la "substance" des renseignements communiqués à titre confidentiel énoncée à l'article 6.5.1 ne concerne que le contenu des renseignements et non pas le type d'élément de preuve en cause. La Chine soutient que le contenu des renseignements pertinents (par opposition au type d'élément de preuve dans lequel figuraient ces renseignements) était adéquatement résumé dans le corps de la Demande. Nous commençons par examiner l'allégation de l'Union européenne concernant les pièces 8, 9, 10 et 11.

7.339 La pièce 8 s'intitule "Éléments de preuve concernant la valeur normale". Elle est libellée comme suit:

Ces éléments de preuve ont été fournis par une tierce partie qui sollicite un traitement confidentiel. La divulgation de ces documents causerait de graves effets défavorables à cette tierce partie, veuillez en garantir strictement la confidentialité. En ce qui concerne la section relative à la valeur normale, veuillez-vous référer au texte de la demande.

7.340 La pièce 9 est identique à la pièce 8, sauf que c'est le prix à l'exportation qui est mentionné au lieu de la valeur normale. La pièce 10 est aussi identique à la pièce 8, sauf que ce sont les ajustements du prix et des frais de transport qui sont mentionnés au lieu de la valeur normale. La pièce 11 s'intitule "Explications données par les associations professionnelles au sujet de la demande d'enquête sur le volume et la valeur des produits importés". Le reste de la pièce 11 est pour l'essentiel identique à la pièce 8, si ce n'est que la dernière phrase est libellée comme suit: "En ce qui concerne la section relative au volume et à la valeur des produits importés, veuillez-vous référer au texte de la demande."

7.341 Nous notons l'argument de la Chine selon lequel les données confidentielles concernant la valeur normale, le prix à l'exportation, les ajustements du prix et le volume et la valeur des importations contenues dans ces pièces ont été résumées dans diverses parties de la Demande. Mais à notre avis, ces données ne constituaient pas les seuls renseignements figurant dans ces pièces qui étaient désignés comme confidentiels au sens de l'article 6.5.1. L'identité de la source des données susmentionnées a aussi été traitée comme confidentielle. Afin de protéger l'identité de cette source, les éléments de preuve (contenant les données pertinentes) fournis par cette source ont été soumis au même traitement.³²⁰ L'obligation de résumer la substance des renseignements confidentiels énoncée à l'article 6.5.1 s'applique à tous les renseignements désignés comme confidentiels. Dans les cas où plusieurs types de renseignements sont désignés comme confidentiels, la substance de chaque type de renseignements confidentiels doit être résumée. En l'espèce, le MOFCOM a seulement veillé à ce qu'un résumé de la substance des données confidentielles continues dans les pièces pertinentes soit

³²⁰ Nous rappelons que dans chacune des pièces 8, 9, 10 et 11 figurent les mentions: "[c]es éléments de preuve ont été fournis par une tierce partie qui sollicite un traitement confidentiel", et "[l]a divulgation de ces documents causerait de graves effets défavorables à cette tierce partie".

fourni.³²¹ Il n'a pas exigé de Nuctech qu'elle fournisse un résumé des deux autres types de renseignements confidentiels en cause. En particulier, le MOFCOM n'a pas exigé de Nuctech qu'elle fournisse un résumé des renseignements relatifs à la source auprès de laquelle les éléments de preuve avaient été obtenus³²², ou aux éléments de preuve³²³ fournis par cette source, ce qui était contraire à l'article 6.5.1. À cet égard, nous notons que la Chine s'est appuyée sur la définition du terme "substance" (substance) donnée dans le *New Shorter Oxford English Dictionary*, à savoir "the theme or subject of an artwork, an argument, etc., esp. as opposed to form or expression; the gist or essential meaning of an account, matter" (le thème ou le sujet d'une œuvre d'art, d'une discussion, etc., en particulier par opposition à la forme ou l'expression; le fond ou la signification essentielle d'un récit, d'une question).³²⁴ Nous notons cependant que ce même dictionnaire définit encore le terme "substance" comme suit: "[t]he essential nature or part of a thing etc." (la nature ou partie essentielle d'une chose, etc.), et "[t]hat of which a physical thing consists" (ce en quoi consiste une chose matérielle). À notre avis, cette dernière définition éclaire utilement la nature des résumés additionnels que le MOFCOM aurait dû demander à Nuctech de fournir concernant les éléments de preuve en cause.

7.342 Passant à la pièce 14, nous notons que cette pièce s'intitule "États financiers vérifiés du requérant". La version non confidentielle de la pièce 14 contient les phrases suivantes: "Les documents comprennent les états financiers vérifiés du requérant pour 2006, 2007 et 2008. La divulgation de ces documents causerait de graves effets défavorables au requérant, veuillez en garantir strictement la confidentialité". La Chine soutient que cela constitue un résumé non confidentiel adéquat de la substance des renseignements confidentiels inclus dans la pièce 14, puisque les parties intéressées sont informées que cette pièce contient "les états financiers vérifiés du requérant pour 2006, 2007 et 2008". Nous ne sommes pas convaincus par l'argument de la Chine. Lorsque le contenu d'états financiers vérifiés est désigné comme confidentiel, le résumé non confidentiel de ces états financiers doit permettre de comprendre raisonnablement le contenu de ces rapports. Ce n'est pas le cas si l'on indique simplement que les renseignements confidentiels sont constitués d'états financiers vérifiés.³²⁵

Conclusion

7.343 Pour les raisons qui précèdent, nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 6.5.1 visant les résumés non confidentiels des renseignements confidentiels contenus dans les pièces 8, 9, 10, 11 et 14 de la Demande.

Pièces jointes à la réponse de Nuctech au questionnaire

7.344 L'Union européenne conteste les résumés non confidentiels des renseignements confidentiels figurant dans les pièces 14, 16, 17, 18 et 19 jointes à la réponse de Nuctech au questionnaire au motif que ces pièces contiennent des tendances trimestrielles et non pas annuelles. La Chine défend ces

³²¹ Nous fondons cette assertion sur le fait que l'Union européenne n'a pas contesté les résumés non confidentiels de ces données faits par Nuctech.

³²² Nuctech aurait pu indiquer, par exemple, si la source était un utilisateur final, un distributeur, ou un analyste du marché. Nous notons que l'Union européenne n'a pas formulé d'allégation au sujet de l'adéquation du résumé des renseignements confidentiels concernant la source.

³²³ Nuctech aurait pu indiquer, par exemple, si les éléments de preuve se présentaient sous la forme de factures de ventes, d'extraits du registre des ventes, de citations ou de publicités.

³²⁴ *New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (éd.) (Clarendon Press, 1993) Vol. II, page 3123, cité par la Chine au paragraphe 6 de sa déclaration orale à la deuxième réunion de fond.

³²⁵ Nous reconnaissons que, dans la pratique, il peut s'avérer difficile de fournir des indications de ce type sur le contenu d'états financiers vérifiés. Nous notons cependant que le MOFCOM n'a pas invoqué le mécanisme relatif aux circonstances exceptionnelles prévu à l'article 6.5.1 en ce qui concerne la pièce 14.

résumés non confidentiels au motif que les renseignements confidentiels correspondants ont été eux-mêmes établis sur une base trimestrielle.

7.345 L'Union européenne n'a pas contesté l'assertion factuelle de la Chine selon laquelle les renseignements confidentiels correspondants ont été établis sur une base trimestrielle. En droit, nous considérons que si les renseignements confidentiels correspondants ont été eux-mêmes établis sur une base trimestrielle, l'établissement de résumés non confidentiels sur la même base trimestrielle n'est pas incompatible avec l'obligation de permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements confidentiels correspondants énoncée à l'article 6.5.1.

7.346 Nous notons l'argument de l'Union européenne selon lequel la détermination faite par le MOFCOM reposait sur une analyse des tendances annuelles, de sorte que les parties intéressées auraient pu recevoir une version non confidentielle de cette analyse faite sur une base annuelle. L'argument de l'Union européenne concerne la divulgation des renseignements utilisés par l'autorité chargée de l'enquête. Cette question ne relève pas du champ de l'article 6.5.1, qui a trait à l'existence et à l'adéquation des résumés non confidentiels établis par les parties intéressées. L'argument de l'Union européenne n'est donc pas pertinent pour les allégations à l'examen.

Conclusion

7.347 Pour les raisons qui précèdent, nous rejetons l'allégation formulée par l'Union européenne au titre de l'article 6.5.1 au sujet des pièces 14, 16, 17, 18 et 19 jointes à la réponse de Nuctech au questionnaire.

Réponses de Nuctech à certaines questions figurant dans le questionnaire du MOFCOM

7.348 L'Union européenne allègue que le MOFCOM n'a pas exigé de Nuctech qu'elle fournisse des résumés non confidentiels adéquats de ses réponses aux questions n° 17, 19, 19 1), 19 2), 32, 33 et 38 5) du questionnaire du MOFCOM, et des pièces 4 et 15 jointes à ces réponses. La Chine affirme que l'Union européenne n'a pas étayé son allégation puisqu'elle indique simplement les résumés pertinents, sans expliquer davantage leurs lacunes.

7.349 Nous ne sommes pas d'accord pour dire que l'Union européenne n'a pas étayé son allégation. Comme cela est expliqué ci-après, il est évident, à l'examen des résumés non confidentiels indiqués par l'Union européenne, que ces réponses ne contiennent pas de résumé de tels ou tels renseignements confidentiels. En pareilles circonstances, il n'est pas nécessaire que l'Union européenne explique davantage la nature de la lacune. À cet égard, nous commençons par l'allégation de l'Union européenne concernant la réponse de Nuctech à la question n° 17, qui vise à obtenir des renseignements au sujet de l'établissement de nouvelles usines, des changements d'emplacement, des extensions, des acquisitions, des fusions ou des cessations d'activités. La question n° 17 est libellée comme suit:

Y a-t-il eu des ajustements liés à la production du produit national similaire durant la période couverte par l'enquête, par exemple l'établissement de nouvelles usines, des changements d'emplacement, des extensions, des acquisitions, des fusions ou des cessations d'activités?

() Non

- () Oui. Veuillez fournir des renseignements sur l'époque, le motif, les ajustements spécifiques et les effets de ces ajustements sur la capacité de production.³²⁶

7.350 La version non confidentielle de la réponse de Nuctech à la question n° 17 indique simplement "[Confidentiel]". Tout le reste de la réponse de Nuctech à la question n° 17 a été remanié. Cette réponse ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6.5.1, puisqu'elle ne contient pas de résumé du contenu des renseignements confidentiels pertinents. Même si la Chine soutient qu'une simple réponse par "oui" ou "non" ne peut pas être résumée, puisque ce résumé révélerait nécessairement des renseignements confidentiels, il n'y a aucun élément de preuve indiquant que le MOFCOM a utilisé le mécanisme relatif aux circonstances exceptionnelles prévu à l'article 6.5.1 concernant cette question. Pour ces raisons, l'argument de la Chine est sans fondement. Par ailleurs, nous ne sommes pas d'accord pour dire qu'une réponse par "oui" ou "non" révélera nécessairement des renseignements confidentiels. Cela dépendra de la question spécifique en cause. À notre avis, répondre "oui" ou "non" à une question très générale concernant d'éventuelles fusions, extensions, etc. ne révélerait aucun renseignement confidentiel. D'autre part, la position de la Chine est affaiblie par le fait que la case "oui" est cochée dans les réponses de Nuctech aux questions n° 19 et 33. Bien que la Chine soutienne que la case "oui" a été cochée par erreur dans la traduction anglaise de la réponse à la question n° 33³²⁷, elle n'avance pas cet argument au sujet de la question n° 19. En outre, nous notons que la case "oui" est aussi cochée dans la version chinoise de la réponse à la question n° 19³²⁸, ce qui exclut la possibilité d'une erreur de traduction concernant cette question. Cela donne à penser que Nuctech ne considérerait pas que le fait de cocher la case "oui" divulguerait des renseignements confidentiels.

7.351 Nous formulons la même constatation au sujet des résumés non confidentiels des réponses de Nuctech aux questions n° 19, 19 1) et 19 2), concernant les autres utilisations possibles du matériel de production de Nuctech. Le texte des questions du MOFCOM figure ci-dessous, avec la réponse non confidentielle de Nuctech en gras:

19. Le matériel de production que votre société a utilisé pour produire le produit national similaire a-t-il aussi été utilisé pour produire d'autres produits durant la période couverte par l'enquête?

- () Non
- (√) Oui. Veuillez compléter le tableau ci-dessous en ce qui concerne la répartition de la capacité de production entre les divers produits (y compris le produit national similaire).

						Unité
Année	Nom du produit					
	Volume	Pourcentage (%)	Volume	Pourcentage (%)	Volume	Pourcentage (%)
2006						
2007						
2008						

³²⁶ Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8.

³²⁷ Première communication écrite de la Chine, paragraphe 93.

³²⁸ Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8, page 13 de la version chinoise.

Note: S'il n'y a pas de données concernant la répartition de la capacité de production entre les divers produits (y compris le produit national similaire, veuillez indiquer le volume de production réel et le pourcentage du volume de production total réel généré par le même matériel ou les mêmes installations de production qu'il représente. Répartissez les quantités produites en conséquence.)

Veuillez-vous référer à la pièce jointe 6 [Confidentiel] pour les renseignements concernant la répartition de la capacité de production entre les divers produits.

1) L'augmentation ou l'utilisation de votre capacité de production du produit national similaire a-t-elle été entravée durant la période couverte par l'enquête?

() Non

() Oui. Veuillez préciser les éléments qui l'ont entravée.

[Confidentiel]

2) Existe-t-il des plans d'extension de votre capacité de production du produit national similaire en Chine ou à l'extérieur?

() Non

() Oui. Veuillez donner des explications détaillées.

[Confidentiel]³²⁹

7.352 Même si la case "oui" de la réponse à la question n° 19 est cochée, les réponses de Nuctech aux questions n° 19, 19 1) et 19 2) ne contiennent aucun résumé de quelque renseignement que ce soit, et ne satisfont donc pas aux prescriptions de l'article 6.5.1. Il n'y a pas non plus de référence au mécanisme relatif aux circonstances exceptionnelles prévu à l'article 6.5.1. Par ailleurs, bien que la réponse de Nuctech mentionne la pièce jointe 6, il est dit ce qui suit dans ce document:

[Comme des secrets commerciaux du requérant sont en jeu ici, dont la divulgation lui causera de graves effets défavorables, la confidentialité est requise].

7.353 Par conséquent, la pièce jointe 6 ne contient aucun résumé des renseignements confidentiels figurant dans les réponses de Nuctech aux questions n° 19, 19 1) et 19 2).

7.354 Des considérations similaires s'imposent en ce qui concerne la réponse de Nuctech aux questions n° 32, 33 et 38 5). La question n° 32 concerne les éventuelles influences sur les prix des produits nationaux et des importations visées. Le texte de la question n° 32 du MOFCOM, avec la réponse de Nuctech en gras, est reproduit ci-dessous:

32. Quelle est votre opinion sur l'évolution des prix du produit visé importé et des prix du produit national similaire durant la période couverte par l'enquête? Veuillez donner des explications à l'aide de données spécifiques. Quels sont les principaux facteurs qui influent sur les prix?

Les prix du produit visé importé ont baissé durant la période couverte par l'enquête. Veuillez-vous référer à la Demande en ce

³²⁹ Réponse de Nuctech au questionnaire, pièce EU-8.

qui concerne les chiffres spécifiques. Les prix de vente sur le marché intérieur ont été fortement comprimés par le produit visé faisant l'objet d'un dumping. De ce fait, il est impossible pour la branche de production nationale de générer un bénéfice raisonnable. Veuillez-vous référer à la pièce jointe 13 pour les renseignements sur l'évolution des prix de vente du produit national similaire. Les principaux facteurs qui influent sur les prix de vente sont [Confidentiel].

7.355 La réponse de Nuctech ne contient, ou ne résume, pas de renseignements confidentiels. Il y a une référence aux données relatives aux prix intérieurs figurant dans la pièce jointe 13, mais la version non confidentielle de la pièce jointe 13 est identique à la pièce jointe 6 susmentionnée ("[Comme des secrets commerciaux du requérant sont en jeu ici, dont la divulgation lui causera de graves effets défavorables, la confidentialité est requise.]"), et elle ne contient donc aucun résumé des renseignements confidentiels pertinents. La Chine soutient qu'un résumé de la réponse de Nuctech aurait révélé des renseignements confidentiels, mais il n'y a aucun élément de preuve indiquant que le MOFCOM a invoqué le mécanisme relatif aux circonstances exceptionnelles prévu à l'article 6.5.1.

7.356 La question n° 33 concerne l'investissement et la finance. Le texte de la question n° 33, avec la réponse de Nuctech en gras, est libellé comme suit:

33. Durant la période couverte par l'enquête, le produit visé importé a-t-il exercé une influence quelconque sur l'investissement ou le financement de la production du produit national similaire?

() Non

() Oui. Veuillez compléter le tableau ci-après et fournir des éléments de preuve à l'appui.

Projets	Si oui, veuillez marquer √, si non, veuillez marquer x	Explication
Le plan d'extension a été suspendu, retardé ou annulé		
Le plan d'investissement a été suspendu, retardé ou annulé		
La demande de prêt a été rejetée		
La cote de solvabilité a baissé		
Des difficultés sont apparues concernant l'émission d'actions ou l'endettement		
Autre		

Note: Veuillez préciser l'époque des changements spécifiques et fournir des éléments de preuve à l'appui.

[Confidentiel]

7.357 La simple insertion du terme "[Confidentiel]" ne constitue pas un résumé des renseignements confidentiels pertinents. La réponse de Nuctech ne mentionne pas non plus le mécanisme relatif aux circonstances exceptionnelles. Comme cela est expliqué plus haut, nous n'acceptons pas non plus l'argument de la Chine selon lequel le fait de cocher "oui" ou "non" dans la réponse à cette question très générale aurait révélé des renseignements confidentiels.

7.358 La question n° 38 5) concerne les influences sur la fixation des prix intérieurs. Le texte de la question n° 38 5), avec la réponse de Nuctech en gras, est libellé comme suit:

38 5) Quels sont les principaux facteurs qui influent sur le prix de vente du produit national similaire?

Les principaux facteurs qui influent sur le prix de vente du produit national similaire produit par notre société sont [Confidentiel].

7.359 Là encore, la réponse de Nuctech ne contient aucun résumé de quelque renseignement que ce soit. Le mécanisme relatif aux circonstances exceptionnelles prévu à l'article 6.5.1 n'est pas non plus invoqué.

7.360 Enfin, s'agissant des pièces 4 et 15 jointes à la réponse de Nuctech au questionnaire (concernant les renseignements sur les importations des moyens de production, et les renseignements sur la sous-cotation des prix respectivement), nous notons que ces documents contiennent le même texte que la pièce jointe 6 susmentionnée ("[Comme des secrets commerciaux du requérant sont en jeu ici, dont la divulgation lui causera de graves effets défavorables, la confidentialité est requise]"). Par conséquent, ces pièces jointes ne fournissent aucun résumé des renseignements confidentiels qu'elles contiennent. Le MOFCOM n'applique pas non plus le mécanisme relatif aux circonstances exceptionnelles prévu à l'article 6.5.1 en ce qui concerne ces pièces jointes.

7.361 La Chine soutient que le résumé non confidentiel relatif à la pièce jointe 4 figure dans la déclaration ci-après faite en réponse à la question n° 13: "[n]ous utilisons une grande quantité de composants et de pièces pour produire le produit national similaire. La quantité de composants et de pièces est décidée entièrement en fonction des besoins de production". Nous ne considérons pas que cette déclaration fournisse un résumé non confidentiel adéquat des renseignements confidentiels contenus dans la pièce jointe 4. Selon la réponse de Nuctech à la question n° 13, la pièce jointe 4 contient "des renseignements sur les importations de notre société". Cependant, la déclaration susmentionnée (figurant dans la réponse de Nuctech à la question n° 13) ne contient pas de référence aux importations de Nuctech.

7.362 Concernant la pièce jointe 15, la Chine soutient que les renseignements confidentiels contenus dans cette pièce jointe sont résumés d'une manière adéquate dans la réponse de Nuctech à la question n° 38: "il y avait sous-cotation du prix en ce qui concerne le produit national similaire". Nous ne partageons pas cet avis, puisque cette assertion ne donne aucune indication sur la substance des renseignements à la base de l'allégation de sous-cotation du prix qui figure dans la pièce jointe 15.

7.363 Enfin, nous notons l'argument de la Chine selon lequel ni Smiths, ni la Commission européenne ne se sont plaintes de l'inadéquation alléguée des résumés non confidentiels des réponses de Nuctech aux questions n° 17, 19, 32, 33 et 38 5), ou des pièces jointes 4 et 15. La Chine fait aussi valoir que l'adéquation des résumés est démontrée par le fait que les sociétés interrogées ont rédigé de nombreuses observations en se fondant sur les résumés fournis par Nuctech. Nous ne sommes pas convaincus par ces arguments. La compatibilité d'un résumé non confidentiel avec l'article 6.5.1 devrait être évaluée au regard du contenu de ce résumé et non pas de la propension des sociétés interrogées à rédiger des observations en se fondant sur leur meilleure estimation de la substance des renseignements confidentiels correspondants. Le fait qu'une partie intéressée s'abstient de se plaindre et, au lieu de cela, trouve le moyen de rédiger des observations quelconques en se fondant sur des résumés non confidentiels inadéquats ne devrait pas mettre l'autorité chargée de l'enquête à l'abri d'une action ultérieure sur la base de l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping.

Conclusion

7.364 Pour les raisons qui précèdent, nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 6.5.1 selon laquelle le MOFCOM n'a pas exigé de Nuctech qu'elle fournisse des résumés non confidentiels adéquats des renseignements confidentiels contenus dans ses réponses aux questions n° 17, 19, 19 1), 19 2), 32, 33 et 38 5) du questionnaire du MOFCOM et les pièces 4 et 15 jointes à ces réponses.

ii) Impossibilité de fournir un résumé dans des circonstances exceptionnelles

7.365 L'Union européenne formule une allégation au sujet de l'impossibilité de fournir un résumé de certains renseignements confidentiels communiqués au MOFCOM par le Bureau de la sécurité publique. Cette allégation concerne la troisième et la quatrième phrase de l'article 6.5.1, qui permettent aux autorités chargées de l'enquête de dispenser les parties de l'obligation de fournir un résumé non confidentiel de leurs renseignements confidentiels dans des "circonstances exceptionnelles" lorsqu'il n'est pas possible de résumer ces renseignements. La quatrième phrase de l'article 6.5.1 dispose que, dans ces circonstances, "les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni devront être exposées". Nous devons déterminer si le MOFCOM a dûment exigé ou non du Bureau de la sécurité publique qu'il explique pourquoi les renseignements confidentiels qu'il lui avait communiqués ne pouvaient pas être résumés.

7.366 Selon la Chine³³⁰, le Bureau de la sécurité publique a expliqué au MOFCOM que les renseignements confidentiels pertinents ne pouvaient pas être résumés à deux occasions: premièrement, le Bureau de la sécurité publique a indiqué dans une déclaration écrite qu'un résumé non confidentiel ne pouvait pas être fourni en raison de la "nature" des renseignements confidentiels; deuxièmement, le Bureau de la sécurité publique a expliqué oralement au MOFCOM qu'un résumé ne pouvait pas être fourni sans risquer de divulguer des renseignements très sensibles concernant la sécurité. Le dossier du Groupe spécial ne contient aucun élément de preuve donnant à penser que le Bureau de la sécurité publique ait fourni une quelconque explication orale au MOFCOM. La Chine n'a pas non plus indiqué de référence à une telle explication orale dans les Déterminations préliminaire ou finale du MOFCOM, ni mentionné d'éléments de preuve pertinents figurant dans le propre dossier d'enquête du MOFCOM. Dans ces circonstances, nous nous prononcerons sur le bien-fondé de l'allégation de l'Union européenne exclusivement sur la base de la déclaration écrite susmentionnée communiquée par le Bureau de la sécurité publique. En particulier, nous déterminerons si cette déclaration écrite expose ou non d'une manière appropriée les raisons pour lesquelles il n'est pas possible de résumer les renseignements confidentiels fournis par le Bureau de la sécurité publique. Cette déclaration écrite est libellée comme suit:

[Comme les renseignements ci-après comportent des renseignements commerciaux confidentiels, dont la divulgation causera d'importants effets défavorables pour la ou les parties intéressées, nous sollicitons par la présente le traitement confidentiel de ces renseignements. En outre, en raison de la nature de ces renseignements, nous ne pouvons pas en donner un résumé non confidentiel.]³³¹

7.367 Selon la Chine, la mention dans la deuxième phrase de la déclaration écrite de la "nature de ces renseignements" constitue l'exposé de la raison pour laquelle il n'était pas possible de fournir un résumé. La Chine soutient que l'expression "nature de ces renseignements" renvoie au caractère très sensible des renseignements, "puisqu'ils ont trait à la sécurité des transports aériens, comme cela

³³⁰ Réponse de la Chine à la question n° 32 du Groupe spécial.

³³¹ Divulgence des auditions, pièce EU-27.

découle du nom de l'entité elle-même, à savoir le **Bureau de la sécurité publique** de l'Administration de l'aviation civile de la Chine".³³²

7.368 Nous notons que l'article 6.5.1 n'autorise l'absence de résumé des renseignements confidentiels que dans des circonstances "exceptionnelles". À notre avis, une simple mention de la "nature" des renseignements confidentiels n'explique pas d'une manière adéquate pourquoi, exceptionnellement, ces renseignements ne peuvent pas être résumés. La "nature" des renseignements pourrait renvoyer à une multitude de facteurs, qui n'empêcheraient pas nécessairement tous de fournir un résumé. La Chine fait valoir que comme les renseignements ont été communiqués par une entité intitulée le Bureau de la sécurité publique, il faudrait en déduire que la "nature" de ces renseignements a trait à la sécurité des transports aériens. Nous ne sommes pas convaincus par cet argument, puisque la première phrase de la déclaration écrite figurant plus haut indique que les renseignements pertinents ont un caractère "commercial". Rien ne justifie de considérer obligatoirement que des renseignements sensibles d'un point de vue commercial communiqués par le Bureau de la sécurité publique se rapportent à la sécurité des transports aériens (par opposition, par exemple, aux conditions auxquelles le Bureau de la sécurité publique peut avoir acheté des scanners à rayons X). En tout état de cause, le simple fait que les renseignements ont trait à la sécurité des transports aériens n'interdirait pas nécessairement toute possibilité de fournir un résumé.

7.369 Nous notons l'argument additionnel de la Chine selon lequel le MOFCOM n'était nullement tenu de divulguer les raisons pour lesquelles les renseignements pertinents ne pouvaient pas être résumés parce que ces raisons étaient elles-mêmes confidentielles. À notre avis, les prescriptions de l'article 6.5.1 visent à assurer un certain niveau de transparence dans les enquêtes antidumping. Notre point de vue est compatible avec la constatation du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)* selon laquelle "l'objectif consistant à maintenir la transparence au cours de l'enquête" est "l'un des buts de l'article 6.5".³³³ Ce groupe spécial a poursuivi en disant: "les autorités chargées de l'enquête doivent veiller à ce que, lorsqu'une partie intéressée affirme qu'un élément d'information confidentiel particulier n'est pas susceptible d'être résumé, les raisons de cette affirmation doivent être exposées d'une manière appropriée".³³⁴ Ce groupe spécial faisait référence principalement à la nécessité d'exposer à l'autorité chargée de l'enquête les raisons justifiant l'impossibilité de fournir un résumé, mais sa référence au fait de "maintenir la transparence" n'a pas de sens à moins qu'il n'ait également envisagé que cette explication soit aussi communiquée aux parties intéressées. En effet, il n'y aurait aucune transparence si les raisons devaient demeurer en possession de l'autorité chargée de l'enquête. Par ailleurs, étant donné que l'objet et le but de l'article 6.5.1 sont d'assurer la transparence, il nous semble que toute restriction de la transparence serait expressément prévue. La troisième et la quatrième phrase de l'article 6.5.1 prévoient expressément l'impossibilité de fournir un résumé des renseignements confidentiels dans des circonstances exceptionnelles, mais elles ne disposent pas qu'il est inutile de divulguer les raisons justifiant cette impossibilité. C'est pourquoi nous rejetons l'argument de la Chine selon lequel le MOFCOM n'était nullement tenu de divulguer les raisons pour lesquelles les renseignements pertinents ne pouvaient pas être résumés.

7.370 Nous rejetons aussi l'argument de la Chine selon lequel le fait que la déclaration de l'Administration a été placée dans la salle de lecture publique indique que le MOFCOM a dûment examiné avec soin les raisons pour lesquelles les renseignements confidentiels pertinents ne pouvaient pas être résumés. Le simple fait qu'une autorité est tenue d'exécuter une fonction particulière en vertu du droit interne du pays ne démontre pas, aux fins des procédures de règlement des différends de l'OMC, qu'elle a réellement exécutée cette fonction.

³³² Déclaration orale de la Chine à la deuxième réunion de fond, paragraphe 9. (caractères gras dans l'original)

³³³ Rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 7.515. L'Organe d'appel a mentionné cette constatation en l'approuvant au paragraphe 544 de son rapport.

³³⁴ Rapport du Groupe spécial *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 7.515.

Conclusion

7.371 Pour les raisons qui précèdent, nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation formulée par l'Union européenne au titre de l'article 6.5.1 selon laquelle le MOFCOM a indument invoqué le mécanisme relatif aux circonstances exceptionnelles en n'exigeant pas du Bureau de la sécurité publique qu'il fournisse un exposé des raisons pour lesquelles il n'était pas possible de résumer les renseignements confidentiels correspondants.

iii) Allégations additionnelles au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping

7.372 L'Union européenne allègue qu'une violation de la deuxième ou de la troisième phrase de l'article 6.5.1 entraîne nécessairement une violation de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping. Elle allègue qu'une violation de l'article 6.5.1 entraîne une violation de l'article 6.4, et qu'une violation de l'article 6.4 entraîne à son tour une violation de l'article 6.2.³³⁵

7.373 Telles qu'elles sont présentées par l'Union européenne, ses allégations au titre de l'article 6.2 et 6.4 sont entièrement subordonnées à ses allégations au titre de l'article 6.5.1. Nous avons reconnu le bien-fondé de la majorité des allégations de l'Union européenne au titre de l'article 6.5.1. Quand la Chine rendra sa mesure conforme à l'article 6.5.1, la logique qui sous-tend la présentation d'allégations subordonnées au titre de l'article 6.2 et 6.4 par l'Union européenne donne à penser que la Chine rendrait en même temps sa mesure conforme à ces dispositions additionnelles, si le bien-fondé des allégations additionnelles de l'Union européenne était reconnu. La logique qui sous-tend la présentation d'allégations subordonnées par l'Union européenne n'exigerait pas que la Chine entreprenne telle ou telle action additionnelle pour rendre sa mesure conforme à l'article 6.2 ou 6.4 si le bien-fondé des allégations additionnelles de l'Union européenne au titre de ces dispositions était reconnu. L'Organe d'appel a constaté dans l'affaire *Canada – Exportations de blé et importations de grains* que la pratique de l'économie jurisprudentielle "permet[tait] à un groupe spécial de s'abstenir de formuler des constatations multiples selon lesquelles la même mesure est incompatible avec différentes dispositions lorsqu'une seule constatation d'incompatibilité ou un certain nombre de telles constatations suffiraient à régler le différend".³³⁶ Même si nous devons accepter les allégations de l'Union européenne selon lesquelles, en violant l'article 6.5.1, le MOFCOM a aussi agi d'une manière contraire à l'article 6.2 et 6.4, nous considérons que nos constatations au titre de l'article 6.5.1 sont telles qu'elles permettent à l'ORD de formuler des recommandations et des décisions suffisamment précises pour que le présent différend soit résolu efficacement.³³⁷ Par conséquent, il n'est pas nécessaire que nous examinions ces allégations additionnelles présentées par l'Union européenne.

Conclusion

7.374 Nous appliquons le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations additionnelles de l'Union européenne au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping.

³³⁵ Réponse de l'Union européenne à la question n° 7, paragraphe 39: "Pour conclure, quand des renseignements qui ont été communiqués aux autorités et qui auraient dû être mis à disposition sont indument dissimulés en violation de l'article 6.5.1, cela constitue en même temps une violation du droit d'accéder aux renseignements conformément à l'article 6.4. Priver les parties intéressées du droit d'accéder à ces renseignements limite leur possibilité de défendre leurs intérêts, contrairement à l'obligation énoncée à l'article 6.2."

³³⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 133.

³³⁷ Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 257, et *Australie – Saumon*, paragraphe 223.

H. DIVULGATION DES FAITS ESSENTIELS: ARTICLE 6.9, 6.2 ET 6.4

1. Introduction

7.375 L'Union européenne allègue que le MOFCOM n'a pas divulgué certains faits essentiels aux parties intéressées, en contravention à l'article 6.9 de l'Accord antidumping. Elle présente aussi des allégations additionnelles au titre de l'article 6.2 et 6.4. La Chine nous demande de rejeter les allégations de l'Union européenne.

2. Dispositions pertinentes

7.376 L'article 6.9 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

Avant d'établir une détermination finale, les autorités informeront toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Cette divulgation devrait avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts.

7.377 L'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping est énoncé plus haut.³³⁸

3. Principaux arguments des parties

a) Union européenne

7.378 Selon l'Union européenne, l'article 6.9 exige que les autorités chargées de l'enquête divulguent aux parties intéressées l'ensemble des faits qui sont importants pour l'analyse et la prise d'une décision par l'autorité chargée de l'enquête concernant l'opportunité d'appliquer des mesures définitives et à quel niveau. L'Union européenne soutient que le MOFCOM, en contravention à l'article 6.9, n'a pas divulgué: les données et la méthode utilisées par le MOFCOM dans son analyse des prix, les ajustements du prix à l'exportation effectués par le MOFCOM en ce qui concerne les ventes à un distributeur affilié, les données et les ajustements utilisés par le MOFCOM pour déterminer la marge de dumping de Smiths, et les données de fait disponibles utilisées par le MOFCOM pour établir le droit antidumping résiduel.³³⁹ L'Union européenne soutient que, bien que ces questions aient été examinées dans la Divulgation concernant le dommage³⁴⁰ et/ou la Divulgation concernant le dumping³⁴¹ établis par le MOFCOM, ces divulgations n'ont pas satisfait aux prescriptions de l'article 6.9.

i) *Données et méthode utilisées pour l'analyse des effets sur les prix*

7.379 L'Union européenne estime que le MOFCOM n'a pas divulgué les données utilisées et les méthodes qu'il a suivies pour déterminer l'existence i) d'une sous-cotation des prix et ii) d'une dépression des prix/d'un empêchement de hausses de prix. L'Union européenne soutient que, du fait que les données et les méthodes utilisées pour la sous-cotation des prix et la dépression des prix/l'empêchement de hausses de prix sont des "faits essentiels" qui constituent le fondement de la

³³⁸ Voir le paragraphe 7.303.

³³⁹ Au paragraphe 93 de sa première communication écrite, l'Union européenne fait aussi référence au fait que, d'après les allégations, le MOFCOM n'a pas divulgué les faits essentiels concernant sa détermination du lien de causalité entre le dommage et les importations faisant l'objet d'un dumping. Toutefois, l'Union européenne n'a pas présenté d'arguments concernant cette question dans les communications écrites ou orales qu'elle a présentées ultérieurement au Groupe spécial. En conséquence, nous estimons que l'Union européenne a effectivement abandonné cette allégation.

³⁴⁰ Divulgation concernant le dommage, pièce EU-15.

³⁴¹ Divulgation concernant le dumping, pièces EU-17 et EU-18.

décision d'appliquer ou non des mesures définitives au sens de l'article 6.9 de l'Accord antidumping, la Chine a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.9 de l'Accord antidumping en ne les divulguant pas avant la détermination finale. L'Union européenne estime que, étant donné que l'enquête concernait des produits hétérogènes, la connaissance de ces méthodes était primordiale pour la défense de Smiths. Selon elle, il était donc particulièrement important de savoir, en l'espèce, comment les importations visées et les prix intérieurs étaient comparés et si le MOFCOM avait procédé à des ajustements pour assurer la comparabilité des prix.

7.380 L'Union européenne reconnaît que les données sur les prix réels peuvent parfois justifier l'octroi d'un traitement confidentiel conformément à l'article 6.5 de l'Accord antidumping. Toutefois, elle soutient que le MOFCOM n'a pas invoqué la confidentialité pour motiver la non-divulgaration des données utilisées pertinentes.³⁴² L'Union européenne soutient en outre que la confidentialité ne peut pas, en tout état de cause, justifier le fait que le MOFCOM n'a pas divulgué la méthode utilisée pour déterminer l'existence de la sous-cotation des prix et de la dépression des prix alléguées, car cette méthode n'est pas confidentielle.

7.381 Eu égard à la jurisprudence antérieure de l'OMC, l'Union européenne soutient que l'article 6.9 devrait être appliqué sur la base d'une distinction entre les faits et le raisonnement (juridique). Selon elle, tout ce qui ne constitue pas un raisonnement (juridique) constitue un fait. En outre, l'Union européenne soutient que l'objet et le but de l'article 6.9 – à savoir donner aux parties intéressées la possibilité d'exercer effectivement leur droit de se défendre en formulant des observations sur l'ensemble des faits qui sont essentiels pour le processus d'analyse et de prise de décisions par l'autorité chargée de l'enquête – confirment que les "faits essentiels" incluent non seulement le résultat final (à savoir l'existence d'effets défavorables sur les prix), mais aussi les données et la méthode utilisées par l'autorité chargée de l'enquête pour parvenir à ce résultat final. L'Union européenne soutient qu'une conclusion différente priverait les parties intéressées d'un moyen de contester la question de savoir si les données et la méthode utilisées servent en fait de fondement pour la conclusion formulée.

ii) *Ajustement du prix à l'exportation pour le distributeur affilié*

7.382 L'Union européenne allègue que la Chine a violé l'article 6.9 parce que le MOFCOM n'a pas divulgué les faits et critères sous-jacents sur la base desquels un ajustement du prix à l'exportation a été effectué pour les ventes à un distributeur affilié. Elle affirme que la Divulgaration concernant le dumping³⁴³ contient simplement ce qui ressemble à une description des différentes étapes du processus de prise de décisions du MOFCOM, mais qu'il n'indique pas les "faits essentiels" au sens de l'article 6.9 de l'Accord antidumping. L'Union européenne estime que le MOFCOM n'a pas divulgué les faits et critères sous-jacents sur la base desquels les ajustements du prix à l'exportation ont été effectués, "comme les montants spécifiques des ajustements, y compris les données spécifiques relatives aux parts ajustées des dépenses engagées par le distributeur affilié".³⁴⁴

iii) *Détermination de la marge de dumping pour Smiths*

7.383 L'Union européenne allègue que le MOFCOM a violé l'article 6.9 en ne divulguant pas les données relatives aux transactions et aux ajustements utilisées pour calculer la marge de dumping de Smiths. Elle allègue que les calculs utilisés par l'autorité chargée de l'enquête pour déterminer la valeur normale et les prix à l'exportation, ainsi que les données utilisées pour ces calculs, représentent les "faits essentiels" qui constitueront le fondement de l'imposition par l'autorité chargée de l'enquête

³⁴² Déclaration orale de l'Union européenne à la première réunion de fond, paragraphe 27.

³⁴³ L'Union européenne fait référence à cet égard à la Divulgaration finale concernant le dumping adressée à Smiths, pièce EU-17.

³⁴⁴ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 111.

de mesures finales au sens de l'article 6.9. L'Union européenne soutient que les calculs et les données utilisées sont des faits qui sont "essentiels" pour déterminer l'existence d'un dumping et le niveau de dumping parce que, sans ces renseignements, aucune détermination positive ne pourrait être faite et aucun droit définitif ne pourrait être imposé.

7.384 L'Union européenne reconnaît que le MOFCOM a divulgué³⁴⁵ des renseignements au sujet de la méthode utilisée pour calculer la marge de dumping, et inclut une référence aux données utilisées (à savoir un "document probant communiqué par la société interrogée"). Toutefois, l'Union européenne estime que le MOFCOM aurait dû aussi expliquer la manière dont les chiffres ont été calculés sur la base des renseignements fournis par Smiths, et les raisons de l'écart entre les chiffres du MOFCOM et ceux fournis par Smiths.

iv) Détermination du droit antidumping résiduel

7.385 L'Union européenne soutient que le MOFCOM n'a pas divulgué les faits essentiels examinés concernant le calcul du taux de dumping résiduel global (à savoir le taux appliqué aux importations de scanners à rayons X produits par les producteurs de l'Union européenne autres que Smiths). L'Union européenne estime que le MOFCOM n'a pas expliqué la manière dont il a utilisé les renseignements disponibles pour arriver à une marge de dumping résiduelle qui est plus de deux fois supérieure à la marge déterminée pour Smiths.

v) Allégations additionnelles au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping

7.386 L'Union européenne estime que, en agissant contrairement à ses obligations au titre de l'article 6.9, la Chine i) n'a pas non plus ménagé en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements qui étaient pertinents pour la défense de leurs intérêts, comme l'exige l'article 6.4 de l'Accord antidumping, et ii) a privé les parties intéressées de la pleine possibilité de défendre leurs intérêts, en contravention à l'article 6.2 de l'Accord antidumping.

b) Chine

7.387 La Chine nie que le MOFCOM ne se soit pas conformé à son obligation de divulguer les faits essentiels prévus à l'article 6.

i) Données et méthode utilisées pour l'analyse des effets sur les prix

7.388 La Chine rejette l'allégation de l'Union européenne concernant le fait que le MOFCOM, d'après les allégations, n'a pas divulgué les données et la méthode utilisées dans son analyse des prix.

7.389 La Chine estime que la méthode suivie par le MOFCOM pour examiner les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix n'est pas un "fait essentiel qui constitue le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives" au sens de l'article 6.9. Premièrement, la Chine estime que la méthode n'est pas un fait. Deuxièmement, elle estime que, même si la méthode utilisée par le MOFCOM pour analyser les effets sur les prix était un fait, il ne s'agirait pas d'un fait "essentiel". La Chine estime que la méthode suivie par l'autorité chargée de l'enquête pour calculer une marge de dumping pourrait être considérée à juste titre comme primordiale et essentielle, car elle seule est déterminante, non seulement pour la détermination de l'existence du dumping mais aussi pour sa quantification précise et, en fin de compte, pour le niveau du droit antidumping imposé, alors qu'il n'en est pas ainsi pour la méthode suivie dans l'analyse concernant les

³⁴⁵ L'Union européenne fait référence à cet égard à la Divulgaration finale concernant le dumping adressée à Smiths, pièce EU-17.

prix, à moins que le pays d'importation n'applique ce qu'il est convenu d'appeler la règle du "droit moindre". En outre, la Chine estime que l'article 3.2 prescrit seulement aux autorités chargées de l'enquête d'"examiner" s'il y a eu des effets défavorables sur les prix. La Chine fait référence à la constatation du Groupe spécial *Thaïlande – Poutres en H* selon laquelle le terme textuel "examiner" qui figure à l'article 3.2 n'"exige[]" [pas] une "constatation" ou "détermination" explicite des autorités chargées de l'enquête sur la question de savoir si l'augmentation des importations faisant l'objet d'un dumping est "notable"³⁴⁶. La Chine estime que, dans la mesure où l'article 3.2 lui-même ne prescrit pas de faire une "détermination" ou une "constatation" des effets sur les prix, il semble plutôt absurde d'exiger que l'autorité chargée de l'enquête divulgue la méthode suivie pour son évaluation de ces effets sur les prix.

7.390 Troisièmement, la Chine estime que, même si le Groupe spécial devait conclure que la méthode utilisée par le MOFCOM est un "fait essentiel", il ne s'agit pas d'un fait essentiel "qui constitue le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives". La Chine fait référence à cet égard à la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Éléments de fixation (Chine)* selon laquelle "[l]es "faits essentiels" visés à l'article 6.9, qui constituent le fondement d'une détermination finale, sont ceux qui sont importants pour la décision de l'autorité"³⁴⁷. Selon la Chine, la méthode utilisée dans l'analyse relative aux prix n'est pas un fait essentiel qui constitue le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Ce qui était important ou essentiel pour la décision du MOFCOM d'imposer des mesures antidumping, c'était que les importations faisant l'objet d'un dumping avaient des effets sur les prix intérieurs, en particulier i) que "le prix à l'importation du produit visé était largement inférieur au prix des produits nationaux similaires en 2006 et 2007, ce qui a entraîné une grave sous-cotation du prix des produits nationaux similaires", et ii) que "[b]ien que le prix à l'importation du produit visé [ait été] légèrement supérieur au prix des produits nationaux similaires en 2008, il [était] resté à un niveau peu élevé, alors que le prix de vente des produits nationaux similaires [avait] diminué de 46,75% en 2008 par rapport à 2007, pour tomber presque au niveau du coût unitaire des ventes, le taux du bénéfice brut unitaire restant peu élevé"³⁴⁸.

7.391 S'agissant de l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM n'a pas divulgué les données utilisées pour son analyse des effets sur les prix, la Chine soutient que l'article 6.9 ne s'applique pas aux "éléments de preuve" sur la base desquels le MOFCOM a formulé ses conclusions factuelles dans son analyse relative aux prix (à savoir les données spécifiques provenant des sources indiquées qui ont été utilisées par le MOFCOM pour son analyse relative aux prix).

7.392 En outre, la Chine affirme que le MOFCOM s'est pleinement conformé à l'article 6.9 en divulguant les tendances concernant les prix intérieurs et les prix des importations visées, et non les données sur les prix réels. Elle affirme que la divulgation des chiffres absolus concernant les prix intérieurs aurait été incompatible avec le devoir des autorités chargées de l'enquête de ne pas divulguer de renseignements confidentiels.

ii) *Ajustement du prix à l'exportation pour le distributeur affilié*

7.393 La Chine rejette l'allégation de l'Union européenne selon laquelle la Chine a violé l'article 6.9 en ne divulguant pas les faits et critères sous-jacents sur la base desquels le prix à l'exportation pour les ventes à un distributeur affilié a été ajusté. La Chine affirme que le MOFCOM a traité cette question dans sa Détermination préliminaire, et que Smiths a formulé des observations sur l'analyse faite par le MOFCOM. Elle estime que le MOFCOM a ensuite pleinement répondu aux observations

³⁴⁶ Rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 7.161.

³⁴⁷ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 483.

³⁴⁸ Détermination finale, pièce EU-2, page 23.

formulées par Smiths dans sa Divulgence concernant le dumping.³⁴⁹ Selon la Chine, l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM n'a pas divulgué les faits et critères sous-jacents sur la base desquels les ajustements du prix à l'exportation ont été effectués est donc directement contredite par les documents versés au dossier.

iii) *Détermination de la marge de dumping pour Smiths*

7.394 La Chine rejette l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM n'a pas divulgué les "faits essentiels" concernant la détermination de la marge de dumping de Smiths. S'agissant de la portée de l'allégation de l'Union européenne, la Chine souligne que l'Union européenne a étendu la portée de son allégation formulée devant le Groupe spécial. Elle soutient que l'allégation initiale telle qu'elle a été présentée par l'Union européenne dans sa première communication écrite portait sur le défaut allégué de divulgation du calcul de la marge de dumping et des calculs relatifs à la valeur normale et au prix à l'exportation. Cependant, dans sa deuxième communication écrite, l'Union européenne a commencé à alléguer un défaut de divulgation des données relatives aux transactions et aux ajustements utilisées dans le calcul de la valeur normale et du prix à l'exportation. La Chine estime que, puisque l'Union européenne a expressément dit qu'elle ne formulerait pas d'arguments au sujet du défaut allégué de divulgation concernant la détermination de la valeur normale, cet aspect de l'allégation devrait être rejeté d'emblée. Sur le fond, s'agissant du calcul de la marge de dumping, la Chine indique que le MOFCOM a bien expliqué à Smiths comment était faite la comparaison entre la valeur normale et le prix à l'exportation. De fait, le MOFCOM a fourni un tableau contenant, pour chaque modèle du produit visé, des données concernant la valeur normale, le prix à l'exportation, la quantité, le prix CAF et la marge de dumping. La Chine affirme aussi qu'une explication plus détaillée de la méthode du MOFCOM relative au dumping figurait dans la Divulgence préliminaire du MOFCOM concernant le dumping.³⁵⁰ S'agissant des calculs concrets effectués par le MOFCOM pour la valeur normale et le prix à l'exportation, la Chine soutient qu'ils ne constituent pas des "faits essentiels". Selon la Chine, le MOFCOM n'était pas tenu de divulguer une fiche Excel indiquant toutes les données sur les transactions, y compris les chiffres concernant les ajustements utilisés dans le calcul de la valeur normale et du prix à l'exportation. En tout état de cause, la Chine soutient que le MOFCOM a indiqué avec précision les éléments des calculs, à savoir les données qui avaient été utilisées pour la détermination de la valeur normale et du prix à l'exportation, les ajustements qui avaient été faits et le niveau de ces ajustements. La Chine fait observer que l'article 6.9 ne prescrit pas la forme que devrait revêtir la divulgation, de sorte qu'en indiquant les données utilisées pour la détermination de la valeur normale et du prix à l'exportation, les ajustements qui avaient été faits et le niveau de ces ajustements, elle s'est pleinement conformée à la prescription énoncée à l'article 6.9, à savoir divulguer les "faits essentiels examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives".

iv) *Détermination du droit antidumping résiduel*

7.395 La Chine rejette l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM n'a pas divulgué les "faits essentiels" examinés concernant le calcul du taux de dumping résiduel global. Elle soutient que le MOFCOM a expliqué correctement qu'il avait utilisé les "données de fait disponibles" en ce qui concerne les sociétés de l'Union européenne qui n'avaient pas répondu à la Demande ou au questionnaire.³⁵¹ La Chine soutient en outre que le MOFCOM a aussi expliqué que le droit résiduel

³⁴⁹ La Chine fait référence à cet égard à la Divulgence finale concernant le dumping adressée à Smiths, pièce EU-17, page 12.

³⁵⁰ Divulgence préliminaire concernant le dumping adressée à Smiths par le MOFCOM, pièce CHN-2.

³⁵¹ La Chine fait référence à cet égard à la Divulgence finale concernant le dumping adressée à la Commission européenne, pièce EU-18.

avait été calculé sur la base "des données relatives aux ventes des produits correspondant aux modèles pertinents présentées par la société interrogée".³⁵²

7.396 La Chine estime en outre que la raison pour laquelle le droit de 71,8% calculé sur la base des données de fait disponibles est un droit résiduel approprié n'est pas un "fait" au sens de l'article 6.9 de l'Accord antidumping. Elle note à cet égard que le Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille* a refusé de considérer comme un "fait" les raisons pour lesquelles l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas utilisé certaines données relatives au prix intérieur et au prix de vente à l'exportation déclarées par les exportateurs.³⁵³

v) *Allégations additionnelles au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping*

7.397 La Chine note que l'Union européenne a formulé des allégations subordonnées au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping. La Chine estime que, comme il n'y a pas de violation de l'article 6.9, les allégations corollaires de violation de l'article 6.4 et 6.2 formulées par l'Union européenne doivent aussi être jugées sans fondement. La Chine estime en outre que, même si le Groupe spécial devait conclure qu'elle a violé d'une manière quelconque l'article 6.9, les allégations de l'Union européenne au titre de l'article 6.4 et 6.2 devraient être rejetées puisque l'Union européenne n'a pas démontré qu'il existait des violations distinctes de ces dispositions.

4. Évaluation par le Groupe spécial

7.398 L'Union européenne allègue que le MOFCOM n'a pas divulgué certains "faits essentiels examinés" allégués qui "constitu[ai]ent le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives", en contravention à l'article 6.9 de l'Accord antidumping. Les "faits essentiels" allégués concernent les données et la méthode utilisées pour l'analyse par le MOFCOM des effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, les ajustements du prix à l'exportation effectués par le MOFCOM, les données et les ajustements utilisés par le MOFCOM pour déterminer la marge de dumping de Smiths, et les données de fait disponibles utilisées par le MOFCOM pour établir le droit antidumping résiduel. La Chine nous demande de rejeter les allégations de l'Union européenne.

7.399 La première phrase de l'article 6.9 prescrit aux autorités chargées de l'enquête de divulguer les "faits essentiels [...] qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives". Pour interpréter cette disposition, nous sommes guidés par les constatations formulées récemment par l'Organe d'appel dans l'affaire *Chine – AMGO*:

[L]es articles 6.9 et 12.8 n'exigent pas la divulgation de *tous* les faits portés à la connaissance de l'autorité mais, au lieu de cela, de ceux qui sont "essentiels", mot qui connote quelque chose de significatif, important ou marquant. Quand on se demande quels faits sont "essentiels", la question suivante se pose: essentiels à quelle fin? Le contexte fourni par la dernière partie des articles 6.9 et 12.8 précise que de tels faits sont, premièrement, ceux qui "constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives" et, deuxièmement, ceux qui garantissent aux parties intéressées la possibilité de défendre leurs intérêts. Ainsi, selon notre interprétation, les "faits essentiels" désignent les faits qui sont significatifs dans le processus conduisant à décider d'appliquer ou non des mesures définitives. De tels faits sont ceux qui sont marquants pour une décision d'appliquer des mesures définitives ainsi que ceux qui sont marquants pour un résultat contraire. L'autorité doit divulguer de

³⁵² Divulgarion préliminaire concernant le dumping adressée à la Commission européenne, pièce CHN-3.

³⁵³ La Chine fait référence au rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.225.

tels faits, de façon cohérente, afin de permettre à une partie intéressée de comprendre le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives. Selon nous, divulguer les faits essentiels examinés conformément aux articles 6.9 et 12.8 est crucial pour assurer aux parties intéressées la possibilité de défendre leurs intérêts.³⁵⁴

7.400 Nous souscrivons à l'analyse de l'article 6.9 faite par l'Organe d'appel. Nous notons en particulier qu'il mentionne la nécessité, pour les parties intéressées, de pouvoir défendre leurs intérêts. Nous faisons observer à cet égard que, bien que l'allégation de l'Union européenne soit fondée sur la première phrase de l'article 6.9, il existe aussi une seconde phrase dans cette disposition. La seconde phrase de l'article 6.9 dispose que la divulgation des faits essentiels "devrait avoir lieu suffisamment tôt pour que les parties puissent défendre leurs intérêts". Compte tenu de l'article 31.1 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, nous estimons que la seconde phrase de l'article 6.9 fournit un contexte pour interpréter la portée de la disposition énoncée dans la première phrase de cette disposition. Par conséquent, nous estimons qu'il importe d'interpréter la première phrase de l'article 6.9 d'une manière qui permet aux parties intéressées de défendre leurs intérêts.

a) Données et méthode utilisées pour l'analyse des effets sur les prix

7.401 L'Union européenne allègue que le MOFCOM n'a pas divulgué aux parties intéressées la méthode et les données utilisées qui lui ont servi pour son analyse des effets des importations visées sur les prix, en contravention à l'article 6.9. L'Union européenne allègue que la méthode et les données utilisées constituent des "faits essentiels examinés qui constituent le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives" au sens de l'article 6.9. La Chine nie que la méthode du MOFCOM relative aux effets sur les prix soit un "fait" ou soit "essentielle". Elle nie aussi que le MOFCOM ait été tenu de divulguer les éléments de preuve sur lesquels reposait son analyse des effets sur les prix. Elle soutient que le MOFCOM s'est conformé à l'article 6.9 en divulguant les tendances des prix des importations visées et des prix intérieurs, ainsi que des coûts intérieurs.

7.402 Nous rappelons que, en évaluant les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, le MOFCOM a constaté qu'il y avait sous-cotation des prix et empêchement de hausses de prix. La constatation de sous-cotation des prix formulée par le MOFCOM était fondée sur une comparaison entre les VUM annuelles des importations visées et les VUM annuelles du produit national similaire. S'agissant de l'empêchement de hausses de prix, le MOFCOM a constaté que le taux de la baisse des prix intérieurs était supérieur au taux de la baisse du coût unitaire de production. Pour les raisons indiquées ci-après, nous considérons que les VUM déterminées par le MOFCOM, et les données sur les prix³⁵⁵ utilisées pour ces VUM³⁵⁶, auraient dû être divulguées par le MOFCOM

³⁵⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 240. (note de bas de page omise)

³⁵⁵ Les arguments de l'Union européenne font seulement référence aux données sur les prix (voir, par exemple, le paragraphe 107 de la première communication écrite de l'Union européenne, et le paragraphe 78 de sa deuxième communication écrite) et ne mentionnent pas les données sur les coûts. Par conséquent, nous limitons nos constatations aux données sur les prix utilisées pour l'analyse des effets sur les prix par le MOFCOM. Ce faisant, nous n'excluons pas la possibilité que certaines données sur les coûts utilisées puissent aussi devoir être divulguées au titre de l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

³⁵⁶ Les données sur les prix utilisées incluent les données sur les prix de Nuctech utilisées par le MOFCOM pour déterminer les VUM annuelles intérieures, et les données sur la valeur en douane utilisées par le MOFCOM pour déterminer les VUM annuelles relatives aux importations visées (voir les réponses de la Chine aux questions n° 78 à 82 du Groupe spécial). Nous notons que la Chine considère que l'allégation de l'Union européenne concerne "la source ou éléments de preuve sur lesquels sont fondés les faits essentiels" (première communication écrite de la Chine, paragraphe 153). Notre interprétation de l'allégation de l'Union européenne est quelque peu différente. Nous croyons comprendre que l'allégation de l'Union européenne concerne les données sur les prix sur lesquelles les constatations du MOFCOM concernant les effets sur les prix étaient effectivement fondées, et non les éléments de preuve ou les sources d'où proviennent ces données.

comme étant des "faits essentiels examinés qui constitu[aient] le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives", conformément à l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

7.403 Les VUM et les données sur les prix utilisées sont de nature factuelle.³⁵⁷ En outre, elles ont été "examinées" par le MOFCOM. S'agissant de la question de savoir si les VUM et les données sur les prix utilisées sont "essentiel[les]" et "constituent le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives", nous notons qu'il apparaît que les parties sont en désaccord sur la question de savoir s'il est nécessaire de déterminer d'abord que ces faits sont "essentiels", puis de déterminer s'ils "constituent le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives", ou si cette analyse devrait être effectuée plus globalement (en considérant qu'un fait est "essentiel" s'il "constitue le fondement de" la détermination finale). En nous appuyant sur les constatations du Groupe spécial *CE – Saumon*, nous croyons comprendre que l'Union européenne préconise une approche globale. En effet, le Groupe spécial a constaté que les ""faits essentiels examinés qui constitu[aient] le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives" étaient l'ensemble de faits *essentiels pour les déterminations qui [devaient] être établies par l'autorité chargée de l'enquête avant qu'elle puisse décider d'appliquer ou non des mesures définitives*".³⁵⁸ Par contre, il apparaît que la Chine considère qu'il faudrait d'abord examiner si les faits sont "essentiels" ou non, puis examiner si les "faits essentiels" "constituent le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives".³⁵⁹ Étant donné la structure de la première phrase de l'article 6.9, et conformément à l'approche adoptée par le Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, nous considérons que la question de savoir si un fait est "essentiel" ou non dépend du rôle de ce fait dans le processus de prise de décisions par l'autorité chargée de l'enquête: les faits qui "constituent le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives" sont "essentiels". Cette approche est compatible avec la constatation susmentionnée de l'Organe d'appel dans l'affaire *Chine – AMGO* selon laquelle "les "faits essentiels" désignent les faits qui sont significatifs dans le processus conduisant à décider d'appliquer ou non des mesures définitives".³⁶⁰

7.404 Nous considérons que les VUM et les données sur les prix utilisées étaient essentielles pour au moins l'une des déterminations faites par le MOFCOM avant qu'il puisse décider d'appliquer ou non des mesures définitives, à savoir la détermination selon laquelle les importations faisant l'objet d'un dumping avaient pour effet une sous-cotation des prix et un empêchement de hausses de prix. Les VUM et les données sur les prix utilisées constituaient l'ensemble des faits sur lequel était fondée la détermination des effets sur les prix par le MOFCOM. Comme cet ensemble de faits était donc nécessaire pour comprendre le fondement de l'analyse des effets sur les prix par le MOFCOM, nous considérons qu'il aurait dû être divulgué par le MOFCOM conformément à l'article 6.9.

7.405 La Chine soutient que les faits examinés pour l'analyse des effets sur les prix au titre de l'article 3.2 ne sont pas "essentiels" au sens de l'article 6.9 parce que l'article 3.2 prescrit simplement aux autorités d'"examiner" les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, et non de formuler des constatations ou des déterminations à cet égard. L'argument de la Chine est fondé sur la constatation du Groupe spécial *Thaïlande – Poutres en H* selon laquelle le terme textuel "examiner" n'"exige[]" [pas] une "constatation" ou "détermination" explicite des autorités chargées de l'enquête sur la question de savoir si l'augmentation des importations faisant l'objet d'un dumping est "notable".³⁶¹

³⁵⁷ En formulant cette constatation, nous n'acceptons pas la distinction fait/raisonnement établie par l'Union européenne. En particulier, nous n'acceptons pas que ce qui ne constitue pas un raisonnement constitue nécessairement un fait.

³⁵⁸ Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.807. (pas d'italique dans l'original)

³⁵⁹ Première communication écrite de la Chine, paragraphe 148.

³⁶⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 240.

³⁶¹ Rapport du Groupe spécial *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 7.161, cité par la Chine au paragraphe 146 de sa première communication écrite et au paragraphe 89 de sa deuxième communication écrite.

Nous notons que la Chine a présenté le même argument devant l'Organe d'appel dans l'affaire *Chine – AMGO*, sans succès. Dans le contexte d'une allégation au titre de l'article 3.2 de l'Accord antidumping, l'Organe d'appel a admis que "l'emploi du mot "examiner" [signifiait que l']article[] 3.2 [...] n'impose[] pas à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation de faire *une détermination définitive* concernant le volume des importations visées et l'effet de ces importations sur les prix intérieurs".³⁶² Toutefois, l'Organe d'appel a indiqué clairement que l'évaluation au titre de l'article 3.2 faisait intégralement partie de l'établissement d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale.³⁶³ L'Organe d'appel a aussi indiqué clairement que l'analyse des effets sur les prix devait, en tout état de cause, satisfaire aux prescriptions de l'article 3.1 de l'Accord antidumping.³⁶⁴ Ensuite, dans le contexte d'une allégation au titre de l'article 6.9 de l'Accord antidumping, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit:

[D]ans le contexte de la deuxième phrase de[l']article[] 3.2 [...], nous estimons que les faits essentiels que les autorités chargées de l'enquête doivent divulguer sont ceux qui sont nécessaires pour comprendre le fondement de leur examen des effets sur les prix conduisant à la décision d'appliquer ou non des mesures définitives, afin que les parties intéressées puissent défendre leurs intérêts.³⁶⁵

7.406 Par conséquent, même si l'autorité chargée de l'enquête est seulement tenue d'"examiner" les effets des importations visées sur les prix, les faits sous-jacents à cet "examen" constituent néanmoins des "faits essentiels" au sens de l'article 6.9 de l'Accord antidumping.

7.407 Avant d'achever notre analyse de l'allégation de l'Union européenne concernant les données utilisées pour l'analyse des effets sur les prix par le MOFCOM, nous devons examiner l'argument de la Chine selon lequel le MOFCOM s'est conformé à l'article 6.9 en divulguant les tendances des prix intérieurs et des prix des importations visées.³⁶⁶ La Chine fait référence à cet égard à la constatation du MOFCOM selon laquelle:

[L]e prix à l'importation du produit visé a continué à augmenter, bien que faiblement, alors que le prix des produits nationaux similaires a fortement chuté de 72,68% en 2008 par rapport à 2006. Le prix à l'importation du produit visé était largement inférieur au prix des produits nationaux similaires en 2006 et 2007, ce qui a entraîné une grave sous-cotation du prix des produits nationaux similaires, se soldant par des prix de vente inférieurs aux coûts unitaires de production des produits nationaux similaires et par de graves pertes de bénéfices avant impôt pendant cette période. Bien que le prix à l'importation du produit visé ait été légèrement supérieur au prix des produits nationaux similaires en 2008, il est resté à un niveau peu élevé, alors que le prix de vente des produits nationaux similaires a diminué de 46,75% en 2008 par rapport à 2007, pour tomber presque au niveau du coût unitaire, le taux du bénéfice brut unitaire restant peu élevé.³⁶⁷

7.408 L'argument de la Chine selon lequel la divulgation des données sur les tendances par le MOFCOM satisfait aux prescriptions de l'article 6.9 est fondé sur la constatation suivante du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*:

³⁶² Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 130. (italique dans l'original)

³⁶³ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 128.

³⁶⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 130.

³⁶⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 242.

³⁶⁶ Première communication écrite de la Chine, paragraphes 155 à 162.

³⁶⁷ Détermination préliminaire du MOFCOM, pièce EU-12, pages 15 et 16.

S'agissant de la conformité avec l'article 6.9 des explications fournies dans le rapport susmentionné, nous sommes d'avis que les tendances des prix peuvent être considérées comme un fait essentiel qui a établi le fondement de la décision de la KTC d'appliquer le droit antidumping définitif en cause. Nous relevons que le rapport explique les tendances des prix des importations faisant l'objet d'un dumping et de ceux de la branche de production coréenne pendant la période couverte par l'enquête. Nous ne souscrivons pas à l'opinion de l'Indonésie selon laquelle la non-inclusion des chiffres absolus exprimant les prix de la branche de production coréenne a rendu cette divulgation incompatible avec les prescriptions de l'article 6.9. Nous ne voyons dans le texte de l'article 6.9, ni ailleurs dans l'Accord, rien qui vienne étayer la thèse de l'Indonésie. Nous rejetons donc également cet aspect de son allégation.³⁶⁸

7.409 Pour les raisons suivantes, nous ne sommes pas convaincus par le recours de la Chine aux constatations du Groupe spécial *Corée – Certains papiers* pour affirmer que la divulgation des tendances concernant les prix par le MOFCOM était suffisante aux fins de l'article 6.9. Premièrement, le fait que les données sur les tendances "peuvent être considérées comme un fait essentiel" n'exclut pas la possibilité que les VUM devraient être considérées comme un autre fait essentiel. Deuxièmement, le plaignant dans l'affaire *Corée – Certains papiers* avait allégué que l'autorité chargée de l'enquête aurait dû divulguer les "chiffres absolus [concernant les prix]". Nous ne pensons pas que l'Union européenne allègue que le MOFCOM aurait dû divulguer les données sur les prix absolus.³⁶⁹ En fait, l'Union européenne accepte que les données sur les prix réels puissent être traitées comme étant confidentielles³⁷⁰, mais elle considère que des fourchettes de prix auraient pu être divulguées à la place.³⁷¹ Troisièmement, nous rappelons que la portée de l'obligation de divulgation énoncée dans la première phrase de l'article 6.9 est déterminée en tenant compte de l'objectif, indiqué dans la seconde phrase, qui est de faire en sorte que les parties intéressées puissent défendre correctement leurs intérêts. Selon nous, en informant simplement les parties intéressées des tendances des prix des importations visées et des prix intérieurs, le MOFCOM a fourni peu d'éléments permettant aux parties intéressées de défendre leurs intérêts. Pour défendre correctement et pleinement leurs intérêts, les parties intéressées avaient besoin de la divulgation de tout l'ensemble des faits essentiels pour l'analyse par le MOFCOM des effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix.³⁷² Enfin, nous notons qu'un argument similaire a été rejeté par l'Organe d'appel

³⁶⁸ Rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.328.

³⁶⁹ Réponse de l'Union européenne à la question n° 61 du Groupe spécial, paragraphe 15: "nous n'estimons pas que la Chine était tenue au titre de l'article 6.9 [de l'Accord antidumping] de divulguer les prix absolus". (note de bas de page omise)

³⁷⁰ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 107. À notre avis, la constatation ci-dessus du Groupe spécial *Corée – Certains papiers* était motivée par le fait que les données sur les prix absolus en cause avaient été qualifiées de confidentielles. Cela expliquerait pourquoi le Groupe spécial a noté expressément que l'Indonésie n'avait pas contesté la décision prise par l'autorité chargée de l'enquête de traiter les données pertinentes sur les prix comme étant confidentielles au titre de l'article 6.5 (rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.327).

³⁷¹ S'agissant du traitement des renseignements confidentiels dans le contexte de l'article 6.9, nous souscrivons à la constatation du Groupe spécial *Chine – AMGO* (paragraphe 7.410) selon laquelle "lorsque des renseignements sont confidentiels mais font aussi partie des "faits essentiels examinés", l'obligation de les divulguer n'en demeure pas moins contraignante". Ce faisant, nous notons que la constatation du Groupe spécial a été confirmée par l'Organe d'appel (rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 247). En outre, bien que les données sur les prix utilisées dans l'analyse des effets sur les prix par le MOFCOM puissent être traitées à juste titre comme confidentielles, nous ne sommes pas convaincus qu'il en soit de même pour les VUM annuelles.

³⁷² Dans la mesure où des renseignements confidentiels sont en cause, nous rappelons que nous souscrivons à la constatation du Groupe spécial *Chine – AMGO* (paragraphe 7.410) selon laquelle l'article 6.9 exige la divulgation de résumés non confidentiels des faits essentiels mais confidentiels. Ce faisant, nous notons

dans l'affaire *Chine – AMGO*. Dans cette affaire, la Chine a fait valoir que le MOFCOM avait divulgué les faits essentiels concernant la dépression des prix en divulguant que les prix intérieurs moyens avaient chuté de 30,25% pendant une période donnée. La Chine a aussi fait valoir, s'agissant de l'empêchement de hausses de prix, que le MOFCOM avait divulgué que l'écart entre les prix et les coûts avait diminué de 7% pendant une période et de 75% pendant une autre période.³⁷³ L'Organe d'appel a constaté que cette divulgation ne satisfaisait pas aux prescriptions de l'article 6.9. Selon l'Organe d'appel, "les faits essentiels que le MOFCOM aurait dû divulguer [...] [comprenaient] les comparaisons de prix entre les importations visées et les produits nationaux similaires".³⁷⁴

7.410 Passant ensuite à l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM aurait dû divulguer la méthode qu'il avait appliquée dans son analyse des effets sur les prix, nous rappelons que la méthode appliquée par le MOFCOM comportait une comparaison des VUM annuelles pour le produit national et des VUM annuelles pour les importations faisant l'objet d'un dumping. Nous avons déjà constaté que le MOFCOM aurait dû divulguer ces VUM au titre de l'article 6.9. S'il l'avait fait, il aurait aussi inévitablement divulgué qu'il évaluerait les effets sur les prix sur la base des VUM. Par conséquent, dans les circonstances particulières de l'analyse des effets sur les prix effectuée par le MOFCOM, la méthode employée par le MOFCOM ne peut pas être distinguée valablement des VUM sur lesquelles était fondée l'application de cette méthode. Dans ces circonstances, la question de savoir si le MOFCOM aurait dû aussi divulguer sa méthode relative aux effets sur les prix ne présente plus d'intérêt, et nous n'avons pas besoin de l'examiner plus avant.

Conclusion

7.411 Pour les raisons qui précèdent, nous reconnaissons le bien-fondé des allégations de l'Union européenne selon lesquelles le MOFCOM aurait dû divulguer les VUM et les données sur les prix dont il se servirait pour analyser les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix. Nous ne nous prononçons pas sur l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM aurait dû aussi divulguer sa méthode relative aux effets sur les prix.

b) Ajustement du prix à l'exportation pour le distributeur affilié

7.412 L'Union européenne allègue que le MOFCOM n'a pas divulgué "les faits et critères sous-jacents sur la base desquels les ajustements du prix à l'exportation étaient effectués".^{375,376} La

que la constatation du Groupe spécial a été confirmée par l'Organe d'appel (rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 247).

³⁷³ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 246.

³⁷⁴ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 247.

³⁷⁵ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 111. L'Union européenne a indiqué que cette allégation "concern[ait] principalement les critères suivis par le MOFCOM pour décider des ajustements du prix à l'exportation" (déclaration orale de l'Union européenne à la deuxième réunion de fond, paragraphe 23). Dans sa première communication écrite, l'Union européenne affirme aussi que le MOFCOM n'a pas divulgué "les montants spécifiques des ajustements, y compris les données spécifiques relatives aux parts ajustées des dépenses engagées par le distributeur affilié". Dans la mesure où l'allégation de l'Union européenne pourrait aussi être interprétée comme incluant le fait allégué que le MOFCOM n'a pas divulgué les montants absolus spécifiques de l'ajustement effectué pour des transactions à l'exportation données, cette question est examinée dans la prochaine sous-section de notre rapport relative à la divulgation par le MOFCOM de la marge de dumping établie pour Smiths.

³⁷⁶ Dans sa première communication écrite, l'Union européenne a fait référence de manière générale au fait que, d'après les allégations, le MOFCOM n'a pas divulgué "[l]es ajustements de prix qui ont été opérés et les calculs de la valeur normale et du prix à l'exportation" (première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 109). Toutefois, dans sa réponse à la question n° 11, l'Union européenne a confirmé que son allégation n'incluait pas les ajustements de la valeur normale (réponse de l'Union européenne à la question n° 11 du Groupe spécial, paragraphe 85). En outre, dans ses communications écrites, l'Union européenne a seulement présenté des arguments détaillés concernant un ajustement du prix à l'exportation effectué par le MOFCOM

Chine demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de l'Union européenne. La Chine soutient que le MOFCOM a expliqué les ajustements qui ont été effectués, leur montant et les raisons de les faire.

7.413 Dans sa Divulgence concernant le dumping adressée à Smiths, le MOFCOM a indiqué que, en raison des renseignements fournis par Smiths, il procéderait à un ajustement à la baisse du prix à l'exportation dans le cas des ventes aux distributeurs affiliés. Le MOFCOM a initialement fait des ajustements pour tenir compte des frais de vente directs et indirects, et d'un taux de profit, mais il a expliqué qu'il avait finalement décidé d'effectuer seulement des ajustements pour tenir compte des frais de vente directs et indirects indiqués par Smiths.³⁷⁷ La Divulgence concernant le dumping du MOFCOM contenait aussi un tableau incluant le "prix CAF" et le "prix à l'exportation". Le "prix à l'exportation" était inférieur de $[[n]]$ % au prix CAF, ce qui indiquait le montant de l'ajustement effectué.³⁷⁸

7.414 À notre avis, la Divulgence concernant le dumping du MOFCOM était suffisante pour divulguer à Smiths i) qu'un ajustement était effectué pour les ventes réalisées par son distributeur affilié, ii) que l'ajustement était effectué pour tenir compte des frais de vente directs et indirects indiqués par Smiths, et iii) que le montant de l'ajustement était de $[[n]]$ %. Dans ces circonstances, nous ne voyons aucun fondement factuel pour l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM n'a pas divulgué les faits et critères sous-jacents sur la base desquels les ajustements du prix à l'exportation ont été effectués.

Conclusion

7.415 Pour les raisons qui précèdent, nous rejetons l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM n'a pas divulgué les faits et critères sous-jacents sur la base desquels l'ajustement du prix à l'exportation pour le distributeur affilié a été effectué.

c) Détermination de la marge de dumping pour Smiths

7.416 L'Union européenne estime que le MOFCOM a violé l'article 6.9 parce qu'il n'a pas divulgué les calculs sur lesquels il s'est appuyé pour déterminer la marge de dumping de Smiths, ainsi que les données et les ajustements utilisés pour ces calculs. La Chine soutient que le MOFCOM a expliqué correctement la manière dont la marge de dumping avait été calculée. Quant aux calculs concrets effectués par le MOFCOM pour la valeur normale et le prix à l'exportation, la Chine estime que ces calculs ne constituent pas des "faits essentiels" au sens de l'article 6.9. En ce qui concerne les données sur les transactions et les ajustements, la Chine estime que même à supposer qu'il s'agisse de "faits essentiels", il n'y a pas de forme spécifique sous laquelle ils doivent être divulgués. Elle explique que le MOFCOM a indiqué avec précision les éléments des calculs, à savoir les données qui avaient été utilisées pour la détermination de la valeur normale et du prix à l'exportation, les ajustements qui avaient été faits et le niveau de ces ajustements, de telle sorte que, même en l'absence des feuilles de

pour tenir compte des dépenses engagées par un distributeur affilié. Dans sa déclaration orale à la deuxième réunion de fond, l'Union européenne a confirmé qu'elle ne demandait pas au Groupe spécial de formuler des constatations sur les ajustements de la valeur normale effectués par le MOFCOM. En conséquence, nous formulons seulement des constatations relatives au fait que, d'après les allégations, le MOFCOM n'a pas divulgué les faits essentiels concernant l'ajustement du prix à l'exportation qu'il a effectué en ce qui concerne les ventes à un distributeur affilié.

³⁷⁷ Divulgence finale concernant le dumping adressée à Smiths, pièce EU-17, page 12.

³⁷⁸ Divulgence finale concernant le dumping adressée à Smiths, pièce EU-17, page 13. Bien que le tableau n'indique pas spécifiquement que la différence entre le prix à l'exportation et le prix CAF correspondait à l'ajustement relatif au distributeur affilié, aucun autre ajustement du prix à l'exportation n'a été examiné dans la sous-section intitulée "Ajustements".

calcul, Smiths pouvait aisément faire le calcul elle-même. Selon la Chine, elle s'est pleinement conformée à la prescription de l'article 6.9.³⁷⁹

7.417 Sans définir tout l'ensemble des faits essentiels qui devraient être divulgués dans une enquête donnée, nous considérons que les données relatives aux prix par transaction et aux ajustements qui sont élaborées et utilisées par l'autorité chargée de l'enquête afin d'établir une marge de dumping constituent des "faits essentiels" au sens de l'article 6.9. De telles données sont très importantes pour l'établissement de la marge de dumping. En outre, la marge établie ne peut pas être comprise sans ces données. En l'espèce, le MOFCOM a fourni à Smiths un tableau indiquant la quantité des ventes, la valeur normale, le prix à l'exportation, le prix CAF et la marge de dumping établis pour dix modèles de scanners.³⁸⁰ Le tableau indique aussi la marge de dumping moyenne pondérée qui a été déterminée sur la base de ces données par modèle. À notre avis, la vue d'ensemble de modèle à modèle contenue dans ce tableau ne fournit guère d'éléments, voire aucun, permettant à Smiths de défendre ses intérêts. Pour défendre correctement ses intérêts, Smiths aurait eu besoin de comprendre pleinement le fondement factuel à partir duquel les constatations de modèle à modèle du MOFCOM avaient été établies. Pour ce faire, Smiths aurait eu besoin d'accéder aux données relatives aux prix par transaction et aux ajustements sur lesquelles étaient fondées les constatations par modèle du MOFCOM concernant la valeur normale et le prix à l'exportation.

7.418 Nous notons que la Chine s'appuie sur le rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille* pour faire valoir que seuls "les montants spécifiques déterminés comme étant la valeur normale et le prix à l'exportation" constituent des "faits essentiels".³⁸¹ À notre avis, le Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille* n'examinait pas la question spécifique de savoir si les données utilisées pour les déterminations de la valeur normale et du prix à l'exportation constituaient ou non des "faits essentiels". Ce groupe spécial examinait en fait

³⁷⁹ La Chine fait aussi valoir (deuxième communication écrite, paragraphe 113 et déclaration liminaire à la deuxième réunion, paragraphe 17) que l'Union européenne a étendu la portée de son allégation. Selon la Chine, l'allégation de l'Union européenne portait uniquement sur i) le défaut allégué de divulgation du calcul de la marge de dumping et ii) le défaut allégué de divulgation des calculs concrets effectués par le MOFCOM pour calculer la valeur normale et le prix à l'exportation. L'interprétation de la Chine était fondée sur la réponse de l'Union européenne à la question n° 11 du Groupe spécial, dans laquelle l'Union européenne a indiqué qu'elle ne présenterait pas d'arguments au sujet d'un défaut allégué de divulgation concernant "la détermination de la valeur normale". De l'avis de la Chine, cela montrait clairement que l'allégation de l'Union européenne ne portait pas sur une divulgation insuffisante des données utilisées pour calculer la valeur normale et les ajustements qui y avaient été apportés. Le Groupe spécial note toutefois qu'au paragraphe 117 de sa première communication écrite, l'Union européenne a expressément fait référence aux "données utilisées pour les calculs de l'autorité" dans le contexte de son allégation au sujet de la divulgation par le MOFCOM des faits essentiels relatifs à la marge de dumping de Smiths. En outre, la question n° 11 était posée relativement à un argument avancé par la Chine au paragraphe 164 de sa première communication écrite, qui portait sur une partie distincte de l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 6.9 (concernant la divulgation par le MOFCOM de la détermination de la valeur normale et du prix à l'exportation). En tout état de cause, nous ne pensons pas que la réponse de l'Union européenne à la question n° 11 ait réduit d'une manière quelconque la portée de son allégation au sujet de la divulgation des faits essentiels relatifs à la marge de dumping de Smiths, étant donné en particulier que l'Union européenne a indiqué spécifiquement que sa réponse à la question n° 11 était "sans préjudice" de son allégation concernant "le calcul de la marge de dumping individuelle pour le producteur qui coopérait". Compte tenu du paragraphe 117 susmentionné de sa première communication écrite, nous ne considérons pas que le terme "calcul" doive être compris comme désignant uniquement les calculs du MOFCOM, à l'exclusion des données utilisées. Par conséquent, nous ne considérons pas que la réponse de l'Union européenne à la question n° 11 devrait être interprétée comme signifiant que l'Union européenne a abandonné son allégation au titre de l'article 6.9 relative au fait que le MOFCOM n'a pas divulgué les données utilisées pour sa détermination de la marge de dumping de Smiths.

³⁸⁰ Divulgarion finale concernant le dumping adressée à Smiths, pièce EU-17, page 13.

³⁸¹ Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.224.

la question de savoir si le fait que l'autorité chargée de l'enquête n'avait pas informé les parties intéressées que certaines données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation indiquées par les exportateurs n'allaient *pas* être utilisées dans la détermination finale constituait une violation de l'article 6.9. Par conséquent, le rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille* n'offre aucune orientation pour régler la question spécifique portée actuellement devant le Groupe spécial. Nous avons examiné si la constatation du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille* indiquant que "les données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation" sont des faits essentiels vise seulement les montants spécifiques déterminés comme étant la valeur normale et le prix à l'exportation, à l'exclusion des données utilisées. Nous avons conclu que ce n'était pas le cas. Nous notons à cet égard la constatation du Groupe spécial:

Même si nous convenons que les données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation utilisées en dernier ressort dans la détermination finale sont des faits essentiels qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives, le fait que certaines données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation ne seront pas utilisées n'en est pas un.³⁸²

7.419 Dans cet extrait, une distinction est faite entre les "données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation" utilisées dans la détermination finale et les "données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation" qui ne vont pas être utilisées dans la détermination finale. Si le membre de phrase "données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation" concernait les montants spécifiques déterminés comme étant la valeur normale et le prix à l'exportation, il serait absurde de faire cette distinction. En effet, les montants spécifiques déterminés comme étant la valeur normale et le prix à l'exportation sont nécessairement utilisés dans la détermination finale: en l'absence de ces montants spécifiques, aucune marge de dumping ne peut être établie. Par conséquent, le membre de phrase "données relatives à la valeur normale et au prix à l'exportation" doit signifier autre chose que les montants spécifiques déterminés comme étant la valeur normale et le prix à l'exportation. À notre avis, ce membre de phrase peut seulement faire référence à un éventail plus large de données susceptibles d'être utilisées dans la détermination de ces montants spécifiques. Selon le Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, de telles données constituent des "faits essentiels" lorsqu'elles sont effectivement utilisées pour déterminer la valeur normale et le prix à l'exportation. Cela est compatible avec notre opinion selon laquelle les données utilisées pour déterminer la valeur normale et le prix à l'exportation constituent des "faits essentiels".

7.420 Nous acceptons l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM aurait dû divulguer les données relatives aux prix par transaction et aux ajustements sur lesquelles sa détermination de la marge de dumping était fondée, mais nous ne sommes pas persuadés que le MOFCOM était tenu en vertu de l'article 6.9 de divulguer aussi le calcul effectif de la marge de dumping de Smiths. Même si la divulgation d'une fiche Excel incorporant l'ensemble des faits essentiels et des calculs pertinents serait indéniablement utile pour les parties intéressées, nous ne considérons pas que la détermination mathématique effective par laquelle l'autorité chargée de l'enquête calcule la marge de dumping d'une société interrogée constitue un "fait[] [...] examiné[]". Les "faits [...] examinés" sont plutôt les éléments factuels qui constituent le fondement de cette détermination mathématique. La détermination mathématique fait partie de l'"examen" de ces faits.³⁸³

³⁸² Rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.224. (souligné dans l'original)

³⁸³ En outre, il n'est pas certain que les calculs auraient été effectués avant que les faits essentiels soient divulgués conformément à l'article 6.9.

Conclusion

7.421 Pour les raisons qui précèdent, nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM a violé l'article 6.9 en ne divulguant pas les données relatives aux prix et aux ajustements utilisées pour sa détermination de la marge de dumping de Smiths. Toutefois, nous rejetons l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM a violé l'article 6.9 en ne divulguant pas ses calculs de la marge de dumping de Smiths.

d) Détermination du droit antidumping résiduel

7.422 L'Union européenne allègue que le MOFCOM a agi d'une manière incompatible avec l'article 6.9 parce qu'il n'a pas informé les parties intéressées des faits essentiels examinés pour le calcul du droit résiduel. En particulier, l'Union européenne soutient que le MOFCOM n'a pas divulgué "les faits constituant le fondement de sa décision d'appliquer les données de fait disponibles" ni "les faits qui l'avaient amené à conclure que 71,8% était un taux résiduel approprié".³⁸⁴ La Chine nous demande de rejeter l'allégation de l'Union européenne.

7.423 S'agissant de la première partie de l'allégation de l'Union européenne, nous notons que le MOFCOM a indiqué ce qui suit dans sa Divulgaration finale concernant le dumping adressée à la Commission européenne:

Pour les autres sociétés de l'UE qui n'ont pas répondu ni communiqué de fiche à titre de réponse, conformément à l'article 21 du "Règlement antidumping", l'autorité chargée de l'enquête a décidé d'adopter les faits et les meilleurs renseignements disponibles pour faire la détermination de l'existence d'un dumping et de la marge de dumping.³⁸⁵

7.424 À notre avis, cette déclaration montre dûment que la décision du MOFCOM d'appliquer les données de fait disponibles était fondée sur le fait que les autres sociétés de l'Union européenne n'avaient pas répondu à son questionnaire. Nous rejetons donc l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM n'a pas divulgué les faits constituant le fondement de sa décision d'appliquer les données de fait disponibles.

7.425 S'agissant de la divulgation par le MOFCOM des faits essentiels qui constituaient le fondement de l'imposition d'un taux résiduel de 71,8%, nous notons que le MOFCOM a divulgué que le taux résiduel serait fondé sur les données de fait disponibles issues "des données relatives aux ventes des produits correspondant aux modèles pertinents présentées par la société interrogée".³⁸⁶ Nous ne considérons pas que cette déclaration révèle la totalité des "faits essentiels" qui auraient dû être divulgués au titre l'article 6.9. Cette divulgation limitée ne révèle pas tous les faits marquants, car elle n'est pas suffisamment détaillée pour permettre aux parties intéressées de comprendre le fondement factuel concernant l'imposition d'un taux de droit résiduel de 71,8%.³⁸⁷ Nous avons déjà identifié certains "faits essentiels" qui auraient dû être divulgués en ce qui concerne la détermination

³⁸⁴ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 124.

³⁸⁵ Divulgaration finale concernant le dumping adressée à la Commission européenne par le MOFCOM, pièce EU-18.

³⁸⁶ Divulgaration préliminaire concernant le dumping adressée à la Commission européenne, pièce CHN-3.

³⁸⁷ La Chine affirme que l'Union européenne demande la divulgation de la "raison" pour laquelle le taux résiduel de 71,8% était approprié. La Chine soutient que cette "raison" n'est pas un *fait* essentiel relevant de l'article 6.9. Nous ne sommes pas d'accord. Nous croyons comprendre que l'allégation de l'Union européenne concerne le fondement factuel du taux résiduel de 71,8%. Bien que ce fondement factuel puisse indiquer si le taux de 71,8% était ou non approprié, cela ne suffit pas pour transformer le fondement factuel en une "raison".

de la marge de dumping de Smiths par le MOFCOM. À notre avis, des "faits essentiels" similaires auraient aussi dû être divulgués (quoique sous une forme non confidentielle) en ce qui concerne la détermination du taux global résiduel par le MOFCOM.³⁸⁸

Conclusion

7.426 En conclusion, nous rejetons l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM n'a pas divulgué les faits constituant le fondement de sa décision d'appliquer les données de fait disponibles. Toutefois, nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM n'a pas divulgué les faits essentiels constituant le fondement de sa détermination selon laquelle le droit résiduel devrait être de 71,8%.

e) Allégations additionnelles au titre de l'article 6.2 et 6.4

7.427 L'Union européenne allègue que les violations de l'article 6.9 par le MOFCOM susmentionnées ont aussi amené le MOFCOM à violer l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping.³⁸⁹

7.428 Telles que l'Union européenne les a présentées, ses allégations au titre de l'article 6.2 et 6.4 sont entièrement subordonnées à ses allégations au titre de l'article 6.9. Nous avons reconnu le bien-fondé de nombreuses allégations formulées par l'Union européenne au titre de l'article 6.9. Lorsque la Chine rendra sa mesure conforme à l'article 6.9, la logique sous-jacente à la présentation par l'Union européenne d'allégations subordonnées au titre de l'article 6.2 et 6.4 donne à penser que la Chine rendrait en même temps sa mesure conforme à ces dispositions additionnelles si le bien-fondé des allégations additionnelles de l'Union européenne était reconnu. La logique sous-jacente à la présentation d'allégations subordonnées par l'Union européenne n'exigerait pas que la Chine entreprenne une action additionnelle pour rendre sa mesure conforme à l'article 6.2 ou 6.4, si le bien-fondé des allégations additionnelles de l'Union européenne au titre de ces dispositions était reconnu. Dans l'affaire *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, l'Organe d'appel a constaté que la pratique de l'économie jurisprudentielle "permet à un groupe spécial de s'abstenir de formuler des constatations multiples selon lesquelles la même mesure est incompatible avec différentes dispositions lorsqu'une seule constatation d'incompatibilité ou un certain nombre de telles constatations suffiraient à régler le différend".³⁹⁰ Même si nous devons accepter les allégations de l'Union européenne selon lesquelles, en violant l'article 6.9, le MOFCOM a aussi agi en contravention à l'article 6.2 et 6.4, nous considérons que nos constatations au titre de l'article 6.9 sont de nature à permettre à l'ORD de formuler des recommandations et décisions suffisamment précises pour assurer le règlement effectif du présent différend.³⁹¹ Par conséquent, il n'est pas nécessaire que nous examinions ces allégations additionnelles présentées par l'Union européenne.

³⁸⁸ Dans la mesure où des renseignements confidentiels sont en cause, nous rappelons que nous souscrivons à la constatation du Groupe spécial *Chine – AMGO* (paragraphe 7.410) selon laquelle l'article 6.9 exige la divulgation de résumés non confidentiels des faits essentiels mais confidentiels. Ce faisant, nous notons que la constatation du Groupe spécial a été confirmée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Chine – AMGO* au paragraphe 247.

³⁸⁹ L'allégation de l'Union européenne concernant l'article 6.2 est fondée sur les violations susmentionnées de l'article 6.9 et la violation corollaire alléguée de l'article 6.4 (première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 101: "l'obligation énoncée à l'article 6.2 est tellement générale qu'une constatation de violation de l'article 6.9 et 6.4 entraîne nécessairement une violation de l'article 6.2").

³⁹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 133.

³⁹¹ Voir aussi les rapports de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 257, et *Australie – Saumons*, paragraphe 223.

Conclusion

7.429 Nous appliquons le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations additionnelles formulées par l'Union européenne au titre de l'article 6.2 et 6.4 de l'Accord antidumping.

I. AVIS AU PUBLIC: ARTICLE 12.2.2

1. Introduction

7.430 L'Union européenne estime que la Chine a violé l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping en raison des lacunes alléguées de la teneur de l'avis au public de la détermination positive prévoyant l'imposition de droits antidumping définitifs donné par le MOFCOM.³⁹² La Chine demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de l'Union européenne.

2. Dispositions pertinentes

7.431 La partie pertinente de l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping dispose ce qui suit:

Dans le cas d'une détermination positive prévoyant l'imposition d'un droit définitif ..., tout avis au public de clôture ... d'enquête contiendra tous les renseignements pertinents, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct contenant tous les renseignements pertinents, sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ..., compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels. En particulier, l'avis ou le rapport donnera les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, ainsi que les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs, et indiquera le fondement de toute décision prise au titre de l'alinéa 10.2 de l'article 6.

7.432 L'article 12.2.1, auquel il est fait référence dans le passage de l'article 12.2.2 cité ci-dessus, dispose ce qui suit:

Tout avis au public concernant l'imposition de mesures provisoires donnera des explications suffisamment détaillées, ou indiquera qu'il existe un rapport distinct donnant des explications suffisamment détaillées, sur les déterminations préliminaires de l'existence d'un dumping et d'un dommage et mentionnera les points de fait et de droit qui ont entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments. Compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, l'avis ou le rapport donnera en particulier:

- i) les noms des fournisseurs ou, lorsque cela sera irréalisable, les noms des pays fournisseurs en cause;
- ii) une description du produit qui soit suffisante à des fins douanières;
- iii) les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale conformément à l'article 2;

³⁹² L'avis au public du MOFCOM figure dans la version publiée de sa Détermination finale, pièce EU-2.

- iv) les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3;
- v) les principales raisons qui ont conduit à la détermination.

7.433 Par ailleurs, le texte introductif de l'article 12.2 prévoit que chaque avis donné au public "de toute détermination préliminaire ou finale ... exposera de façon suffisamment détaillée ... les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête".

3. Principaux arguments des parties

a) Union européenne

7.434 Les allégations formulées par l'Union européenne au titre de l'article 12.2.2 comportent deux éléments. Premièrement, l'Union européenne allègue que le MOFCOM n'a pas inclus dans son avis au public (ou dans un rapport distinct³⁹³) certains renseignements pertinents sur les points de fait et de droit qui ont conduit à l'imposition de mesures finales, contrairement à ce que prescrit la première phrase de l'article 12.2.2. Deuxièmement, l'Union européenne allègue que le MOFCOM n'a pas inclus dans son avis au public les raisons du rejet des arguments ou allégations pertinents formulés par Smiths au cours de l'enquête, contrairement à ce que prescrit la deuxième phrase de l'article 12.2.2.

i) Renseignements pertinents sur les points de fait et de droit qui ont conduit à l'imposition de mesures finales: article 12.2.2, première phrase

7.435 À l'appui de ses allégations concernant le fait allégué que le MOFCOM n'a pas inclus dans son avis au public les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit qui ont conduit à l'imposition de mesures finales, l'Union européenne se fonde sur la constatation du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)* selon laquelle l'article 12.2.2 exige que l'autorité chargée de l'enquête "fourniss[e] un contexte et des raisons suffisants pour cette détermination, de sorte que les raisons de conclure comme elle l'a fait peuvent être discernées et sont comprises".³⁹⁴ L'Union européenne estime que le MOFCOM n'a pas inclus de "renseignements pertinents" dans son avis au public (ou dans un rapport distinct) concernant les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix, ainsi que le calcul de la marge de dumping de Smiths et du taux résiduel.

Analyse des effets sur les prix par le MOFCOM

7.436 L'Union européenne estime que la conclusion du MOFCOM selon laquelle les importations visées par l'enquête causaient une sous-cotation des prix et une dépression des prix/un empêchement de hausses de prix dans une mesure notable est une composante essentielle de sa détermination positive de l'existence d'un dommage, qui constitue elle-même une condition préalable à l'imposition de mesures définitives par la Chine. L'Union européenne affirme que le MOFCOM n'a pas expliqué la méthode qu'il avait utilisée pour calculer ces effets sur les prix.

³⁹³ Le MOFCOM n'a remis aucun rapport distinct aux parties intéressées. En conséquence, il nous faut seulement prendre en considération le libellé de la Divulgence finale du MOFCOM. Dans notre examen des arguments des parties concernant l'article 12.2.2, et les prescriptions de cette disposition, nous excluons donc toute autre référence faite à un "rapport distinct".

³⁹⁴ La Chine se réfère à cet égard au rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.844.

Calculs et données utilisées pour la marge de dumping de Smiths et pour le droit antidumping résiduel

7.437 L'Union européenne allègue que la Chine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping en n'incluant pas dans l'avis au public les calculs et les données qu'elle a utilisées pour déterminer i) la marge de dumping pour Smiths et ii) le droit résiduel. Elle estime que les calculs utilisés par l'autorité chargée de l'enquête pour déterminer les marges de dumping et les données à la base des calculs de l'autorité constituent des "renseignements pertinents sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales" au sens de l'article 12.2.2. L'Union européenne soutient que les calculs eux-mêmes sont "pertinents" pour la décision d'appliquer des mesures définitives parce qu'ils constituent la base mathématique permettant de déterminer les marges de dumping imposées par l'autorité chargée de l'enquête et parce qu'ils ont conduit à l'imposition de mesures définitives, en ce sens que des mesures définitives ne peuvent être appliquées que lorsque les calculs aboutissent à une marge de dumping positive.

ii) *Raisons du rejet des arguments pertinents avancés par Smiths: article 12.2.2, deuxième phrase*

7.438 L'Union européenne estime que Smiths a formulé des arguments "pertinents" concernant le traitement des ventes intérieures aux distributeurs affiliés, la crédibilité de certaines données relatives au dommage et d'autres questions concernant le dommage, et l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale. L'Union européenne estime que ces arguments sont "pertinents" parce qu'ils se rapportent aux éléments à inclure obligatoirement dans un avis au public final auxquels il est fait référence à l'article 12.2.1 iii) à v) de l'Accord antidumping. L'Union européenne allègue que le MOFCOM a rejeté ces arguments sans en donner les raisons dans l'avis au public.

Traitement des ventes intérieures aux distributeurs affiliés

7.439 L'Union européenne allègue que le MOFCOM n'a pas inclus dans son avis au public les raisons du rejet des arguments "pertinents" avancés par Smiths concernant la question de savoir si certaines ventes intérieures aux sociétés affiliées avaient eu lieu au cours d'opérations commerciales normales (au sens de l'article 2.1 de l'Accord antidumping). Elle soutient que Smiths a traité cette question dans une série d'observations sur la Divulgence concernant le dumping du MOFCOM.³⁹⁵ L'Union européenne estime que la Détermination finale du MOFCOM prend simplement acte des arguments et éléments de preuve présentés par Smiths, puis les rejette sans en donner les raisons.³⁹⁶

Crédibilité de certaines données relatives au dommage et autres questions concernant le dommage

7.440 L'Union européenne estime que le MOFCOM n'a pas inclus dans son avis au public les raisons du rejet des arguments avancés par Smiths concernant la crédibilité de certaines données sur lesquelles le MOFCOM s'était appuyé dans son analyse du dommage.³⁹⁷ Elle soutient que le MOFCOM n'a pas expliqué dans son avis au public pourquoi il avait rejeté ces arguments.

³⁹⁵ L'Union européenne se réfère à cet égard aux Observations de Smiths sur la Divulgence concernant le dumping, pièce EU-19, pages 2 à 4, et au texte correspondant figurant dans la version publique des Observations, pièce EU-19, pages 2 et 3.

³⁹⁶ L'Union européenne se réfère à cet égard à la Détermination finale du MOFCOM, pièce EU-2, page 17.

³⁹⁷ L'Union européenne se réfère à cet égard aux Observations de Smiths sur la Divulgence concernant le dommage, pièce EU-16, pages 9 et 10.

Détermination du lien de causalité

7.441 L'Union européenne estime que Smiths a inclus dans son Mémoire concernant le dommage un certain nombre d'arguments selon lesquels les importations faisant l'objet d'un dumping n'avaient pas causé de dommage à la branche de production nationale. Elle soutient que dans son Mémoire concernant le dommage, Smiths a affirmé ce qui suit:

[T]out dommage causé à la branche de production nationale ne pourrait pas être imputé aux importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping mais aux modèles de bas de gamme fournis par la branche de production nationale sur le marché haut de gamme des scanners à basse énergie (c'est-à-dire destinés au secteur aéronautique) et au fait que le plus gros client sur ce marché (le gouvernement chinois) préférerait acheter des scanners de l'Union européenne et des États-Unis pour protéger la sécurité publique.³⁹⁸

7.442 L'Union européenne soutient aussi que Smiths a étudié quatre facteurs pertinents qui étaient la cause de tel ou tel dommage important allégué: la crise économique mondiale, l'expansion commerciale agressive de Nuctech, la politique des prix agressive de Nuctech et les pressions exercées par la concurrence loyale. L'Union européenne estime en outre que Smiths a repris ces arguments dans ses observations sur la Divulcation concernant le dommage du MOFCOM.³⁹⁹ Elle soutient que le MOFCOM n'a pas expliqué dans son avis au public pour quelles raisons il avait rejeté ces arguments de Smiths.

b) Chine

7.443 La Chine demande au Groupe spécial de rejeter les diverses allégations formulées par l'Union européenne au titre de l'article 12.2.2.

i) *Renseignements pertinents sur les points de fait et de droit qui ont conduit à l'imposition de mesures finales: article 12.2.2, première phrase*

Analyse des effets sur les prix par le MOFCOM

7.444 La Chine fait observer que l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping exige que "tous les renseignements pertinents ... sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales" soient inclus dans un avis au public ou un rapport distinct. Elle estime que la méthode utilisée par le MOFCOM pour analyser les effets des importations visées sur les prix n'est pas un "point de fait".

7.445 La Chine estime en outre que même si la méthode était un "point de fait", elle ne serait pas "pertinente" au sens de l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping, puisque l'explication de cette méthode n'est pas nécessaire pour discerner et comprendre les raisons de conclure que des mesures antidumping doivent être imposées.⁴⁰⁰

7.446 La Chine estime aussi que la prescription imposant de donner avis au public de "tous les renseignements pertinents ... sur les points de fait et de droit" doit être lue à la lumière des obligations plus particulières énoncées à l'article 12.2.1, qui sont incorporées par référence dans l'article 12.2.2.

³⁹⁸ Mémoire concernant le dommage établi par Smiths, pièce EU-11, page 15.

³⁹⁹ L'Union européenne se réfère à cet égard aux Observations de Smiths sur la Divulcation concernant le dommage, pièce EU-16, page 6.

⁴⁰⁰ La Chine se réfère à cet égard au rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.844.

Elle relève que l'article 12.2.1 iv) exige, en ce qui concerne la détermination de l'existence d'un dommage, que l'avis au public ou le rapport distinct donne "les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3". Selon la Chine, l'obligation de fournir une explication énoncée à l'article 12.2.1 iv) ne se rapporte donc qu'aux prescriptions mentionnées à l'article 3. La Chine reconnaît que l'analyse des effets des prix à l'importation sur les prix intérieurs effectuée conformément à l'article 3.2 est un élément qui doit être pris en compte dans la détermination de l'existence d'un dommage, mais elle note qu'il n'y a, toutefois, aucune obligation d'utiliser une méthode de calcul pour examiner quels ont été les effets des prix à l'importation sur les prix intérieurs. Selon la Chine, l'obligation de divulguer ou d'expliquer une telle méthode de calcul est donc dénuée de fondement.

7.447 Par ailleurs, la Chine estime qu'en tout état de cause, le MOFCOM a divulgué tous les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit concernant le calcul de la sous-cotation des prix ou de l'empêchement de hausses de prix.

Calculs et données utilisées pour la marge de dumping de Smiths et pour le droit antidumping résiduel

7.448 La Chine demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de l'Union européenne selon laquelle elle a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping du fait qu'elle n'a pas inclus dans l'avis au public les calculs et les données utilisées pour la marge de dumping de Smiths et le taux résiduel global.

7.449 La Chine soutient que le Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)* a confirmé que les renseignements confidentiels ne pouvaient pas être inclus dans l'avis au public mentionné à l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping.⁴⁰¹ Elle soutient que les calculs et les données à la base des déterminations de la marge de dumping contiennent nécessairement des renseignements confidentiels et ne relèvent donc pas du champ d'application de l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping.

7.450 Par ailleurs, la Chine nie que les calculs employés par l'autorité chargée de l'enquête pour déterminer les marges de dumping, les données à la base de ces calculs ou la méthode utilisée pour le calcul du taux résiduel constituent des "renseignements pertinents sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales" au sens de l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping. Elle affirme que le Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)* a rejeté une allégation très similaire formulée au sujet du calcul de la marge de dumping.⁴⁰²

ii) *Raisons du rejet des arguments pertinents avancés par Smiths: article 12.2.2, deuxième phrase*

7.451 La Chine estime qu'il n'y a rien dans le texte de l'article 12.2.2 qui étaye l'affirmation de l'Union européenne selon laquelle les arguments concernant les facteurs obligatoires énoncés à l'article 12.2.1 sont nécessairement "pertinents" aux fins de l'article 12.2.2. Selon la Chine, le texte de l'article 12.2, qui exige généralement la publication des constatations et des conclusions sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête, et qui constitue un contexte pertinent pour l'interprétation de l'article 12.2.2⁴⁰³, étaye plutôt le point de vue selon lequel le mot "pertinent", tel qu'il est utilisé à l'article 12.2.2, dernière phrase, signifie "important" pour les

⁴⁰¹ La Chine se réfère à cet égard au rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.870.

⁴⁰² La Chine se réfère à cet égard au rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.894.

⁴⁰³ La Chine se réfère à cet égard au rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.844.

autorités chargées de l'enquête, et suppose donc nécessairement un certain degré de subjectivité et de pouvoir discrétionnaire de la part des autorités chargées de l'enquête.

Traitement des ventes intérieures aux distributeurs affiliés

7.452 La Chine demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM n'a pas indiqué les raisons du rejet des arguments de Smiths qui montraient que les ventes intérieures aux distributeurs affiliés avaient eu lieu au cours d'opérations commerciales normales. Selon la Chine, dans la Détermination finale⁴⁰⁴, le MOFCOM explique clairement qu'il a rejeté l'allégation de Smiths concernant sa relation avec son distributeur affilié pour deux raisons: i) premièrement, parce que la vérification effectuée par le MOFCOM établissait que "les processus de fixation des prix et de vente, [et] les prix de vente consentis par Smiths Heimann par l'intermédiaire des distributeurs affiliés dans l'Union européenne pendant la période couverte par l'enquête étaient de toute évidence affectés par la relation d'affiliation"; et ii) deuxièmement, parce que "Smiths Heimann ne disposait pas d'éléments de preuve suffisants pour prouver que les écarts de prix correspondaient simplement aux frais de vente qu'elle avait économisés". La Chine affirme que, pour ces raisons, le MOFCOM a conclu que "le prix des ventes aux sociétés affiliées ne [pouvait] pas représenter le juste prix du marché et ces transactions n'avaient pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales".⁴⁰⁵

Crédibilité de certaines données relatives au dommage et autres questions concernant le dommage

7.453 La Chine estime que les arguments de Smiths concernant la crédibilité des données présentées par Nucotech ne peuvent pas être considérés comme "pertinents" au sens de l'article 12.2.2, puisqu'il n'était pas nécessaire que le MOFCOM se prononce sur ces arguments pour établir sa détermination finale. Elle affirme que le MOFCOM avait en tout état de cause pleinement traité ces arguments dans sa Détermination finale.⁴⁰⁶

Lien de causalité

7.454 La Chine demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM n'a pas donné les raisons du rejet des arguments pertinents concernant le lien de causalité. Elle affirme que l'Union européenne n'étaye pas correctement son allégation, puisqu'elle n'indique pas de manière précise les arguments relatifs à l'existence du lien de causalité dont il est allégué qu'ils ont été avancés par Smiths pendant l'enquête. La Chine soutient qu'à plus forte raison, l'Union européenne n'a pas démontré pourquoi les arguments dont il est allégué qu'ils ont été avancés par Smiths seraient "pertinents".

4. Évaluation par le Groupe spécial

7.455 L'Union européenne formule deux types d'allégations au titre de l'article 12.2.2. Premièrement, s'agissant de la première phrase de l'article 12.2.2, elle allègue que le MOFCOM n'a pas inclus dans son avis au public certains renseignements pertinents sur les points de fait et de droit qui ont conduit à l'imposition de mesures finales. Deuxièmement, s'agissant de la deuxième phrase de l'article 12.2.2, l'Union européenne allègue que le MOFCOM n'a pas inclus dans son avis au public les raisons du rejet des arguments pertinents avancés par Smiths au cours de l'enquête. La Chine demande au Groupe spécial de rejeter les allégations de l'Union européenne. Nous commençons par évaluer les allégations de l'Union européenne concernant la première phrase de l'article 12.2.2.

⁴⁰⁴ La Chine se réfère à cet égard à la Détermination finale, pièce EU-2, page 17.

⁴⁰⁵ La Chine se réfère à cet égard à la Détermination finale, pièce EU-2, page 17.

⁴⁰⁶ La Chine se réfère à cet égard à la Détermination finale, pièce EU-2, page 28.

- a) Fait allégué que le MOFCOM n'a pas inclus dans son avis au public les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit qui ont conduit à l'imposition de mesures finales: article 12.2.2, première phrase

7.456 Les allégations formulées par l'Union européenne au titre de la première phrase de l'article 12.2.2 portent sur le fait allégué que le MOFCOM n'a pas inclus dans son avis au public les renseignements pertinents concernant l'analyse des effets sur les prix, la marge de dumping établie pour Smiths et le droit antidumping résiduel pour tous les autres exportateurs/producteurs de l'Union européenne.

i) *Analyse des effets sur les prix par le MOFCOM*

7.457 Dans sa première communication écrite, l'Union européenne fait référence, en termes très généraux, au fait allégué que le MOFCOM n'a pas publié "les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit et les raisons" qui l'ont amené à la conclusion que les importations visées par l'enquête causaient des effets notables sur les prix.⁴⁰⁷ La Chine demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de l'Union européenne, en faisant valoir que celle-ci n'a pas indiqué précisément quels "renseignements pertinents" avaient été omis de l'avis au public.⁴⁰⁸ En réponse à l'argument de la Chine, l'Union européenne dit que les "renseignements pertinents" devraient être compris en tenant compte de la référence qui est faite, au paragraphe précédent de sa première communication écrite (où il est mentionné une violation alléguée de l'article 6.9 de l'Accord antidumping), au fait allégué que le MOFCOM n'a pas inclus sa méthode d'analyse des effets sur les prix dans l'avis au public. L'Union européenne dit explicitement que "ces renseignements – la méthode – sont des renseignements pertinents sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales".⁴⁰⁹ Nous croyons comprendre au vu de cette réponse que les "renseignements pertinents" sur lesquels porte l'allégation de l'Union européenne concernent l'explication de la méthode suivie par le MOFCOM pour analyser les effets sur les prix.⁴¹⁰ En conséquence, nous examinerons si, en vertu de l'obligation incombant au MOFCOM d'inclure dans son avis au public tous "les renseignements pertinents" sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales, il était tenu d'inclure une explication de sa méthode d'analyse des effets sur les prix dans ledit avis au public.

7.458 Pour interpréter la portée de l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 12.2.2, nous notons que le texte de l'article 12.2.2 fait référence à l'article 12.2.1. En conséquence, les renseignements mentionnés à l'article 12.2.1 doivent être inclus dans les avis au public conformément

⁴⁰⁷ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 149. En décrivant de cette manière l'allégation de l'Union européenne, nous supposons que la référence à "cette conclusion" dans la deuxième phrase de ce paragraphe se rapporte à la "conclusion que les importations visées par l'enquête causaient des effets notables sur les prix" à laquelle il est fait allusion dans la première phrase dudit paragraphe.

⁴⁰⁸ Première communication écrite de la Chine, paragraphe 231.

⁴⁰⁹ Réponse de l'Union européenne à la question n° 17 du Groupe spécial, paragraphe 108.

⁴¹⁰ Dans sa deuxième communication écrite, l'Union européenne a fait référence non seulement au fait que, selon les allégations, l'avis au public du MOFCOM ne "compre[n]ait pas l'explication par l'autorité chargée de l'enquête de la méthode utilisée pour calculer la sous-cotation des prix ou la dépression des prix alléguée", mais également à l'omission alléguée de "tout renseignement sur les faits sous-jacents" (deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 109). Nous sommes disposés à accepter l'affirmation initiale de l'Union européenne selon laquelle son allégation concerne la méthode d'analyse des effets sur les prix utilisée par le MOFCOM, mais nous ne pouvons pas, pour des considérations relatives à la régularité de la procédure, accepter d'inclure un élément additionnel (concernant les "renseignements sur les faits sous-jacents") dans le champ de l'allégation de l'Union européenne à un stade relativement avancé de la procédure. Ainsi, dans la mesure où le membre de phrase "renseignements sur les faits sous-jacents" étant la portée de l'allégation de l'Union européenne au-delà de l'explication et de la description de la méthode suivie par le MOFCOM pour évaluer les effets sur les prix, nous nous abstenons de formuler des constatations à ce sujet.

à l'article 12.2.2. Nous considérons qu'il est également approprié de tenir compte de l'indication contextuelle fournie par l'article 12.2, qui s'applique aux avis au public des déterminations tant préliminaires que finales. L'article 12.2 dispose que ces avis au public exposeront "de façon suffisamment détaillée ... les constatations et les conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants par les autorités chargées de l'enquête". Pour examiner l'indication contextuelle fournie par l'article 12.2, nous tenons compte des constatations ci-après formulées par les groupes spéciaux *UE – Chaussures (Chine)* et *CE – Accessoires de tuyauterie*:

Le texte introductif de l'article 12.2.2, à savoir l'article 12.2, prescrit la publication des "constatations et [des] conclusions établies sur tous les points de fait et de droit jugés importants *par les autorités chargées de l'enquête*". (pas d'italique dans l'original) À notre avis, c'est le contexte pertinent pour une interprétation correcte de l'article 12.2.2, qui éclaire donc notre interprétation de ce qui doit être inclus dans un avis au public au titre de cette disposition. La Chine dit que la question de savoir si les renseignements et les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments doivent être indiqués dans un tel avis devrait être évaluée du point de vue des parties intéressées. Nous ne sommes pas d'accord. Nous estimons que même si l'autorité chargée de l'enquête doit prendre d'innombrables décisions au cours d'une enquête antidumping, en ce qui concerne les questions procédurales, les méthodes d'enquête, des considérations factuelles et l'analyse juridique, qui peuvent être importantes pour les parties intéressées prises individuellement, ces décisions ne sont pas toutes "importantes" au sens de l'article 12.2.2. À notre avis, ce qui est "important" à cet égard se rapporte à une question qui doit être réglée au cours de l'enquête afin que l'autorité chargée de l'enquête puisse établir sa détermination sur le point de savoir si un droit antidumping définitif doit être imposé. Nous notons à cet égard les vues exprimées par le Groupe spécial *CE – Accessoires de tuyauterie*:

L'article 12.2 dispose que les constatations et les conclusions sur les points de fait et de droit qui doivent figurer dans les avis au public, ou dans un rapport distinct, sont celles qui sont jugées "material" (importantes) par l'autorité chargée de l'enquête. Le sens ordinaire du terme "material" (important) est "important, essentiel, relevant" (conséquent, essentiel, pertinent).

Nous comprenons qu'un point "important" est un point qui est apparu au cours de l'enquête et qui doit nécessairement être réglé pour que les autorités chargées de l'enquête puissent établir leur détermination. Nous observons que la liste d'éléments figurant à l'article 12.2.1 est limitée aux questions liées aux déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage, alors que l'article 12.2.2 est libellé en termes plus généraux ("tous les renseignements pertinents sur les points de fait ou de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures finales ou à l'acceptation d'un engagement en matière de prix"). Néanmoins, l'expression "ont conduit à" implique les points sur lesquels une détermination factuelle ou juridique doit nécessairement être établie en vue de la décision d'imposer un droit antidumping définitif. ... les considérations contextuelles étayent aussi cette interprétation puisque les seuls points mentionnés "en particulier" à l'alinéa 12.2.2 sont, outre les renseignements décrits à l'alinéa 2.1, les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents, et le fondement de certaines décisions.

Nous ne pouvons pas conclure que chaque décision prise par l'autorité chargée de l'enquête au cours d'une enquête peut être considérée comme ayant "conduit à" l'imposition des mesures finales, de sorte qu'elle doit être présentée, conjointement avec les "renseignements" pertinents pour la décision, dans l'avis publié concernant la détermination finale. Les questions ou les points qui sont soulevés au cours d'une enquête, et qui sont résolus par l'autorité chargée de l'enquête, ne sont pas nécessairement tous jugés importants par les autorités chargées de l'enquête et susceptibles d'être considérés comme ayant "conduit à" l'imposition du droit antidumping, même s'ils peuvent présenter de l'intérêt ou de l'importance pour une ou plusieurs parties intéressées. À notre avis, les notions d'"important" et de "pertinents" figurant à l'article 12.2.2 doivent être évaluées principalement dans l'optique de la détermination finale effective dont il est donné avis, et non de la totalité du processus d'enquête. D'autres dispositions de l'Accord antidumping, notamment l'article 6.1.2, 6.2, 6.4 et 6.9, portent sur l'obligation pour l'autorité chargée de l'enquête de mettre les renseignements à la disposition des parties, de divulguer les renseignements, et de ménager aux parties la possibilité de défendre leurs intérêts. À notre avis, l'article 12.2.2 ne réitère pas ces dispositions, mais exige en fait que l'autorité chargée de l'enquête explique sa détermination finale, en fournissant un contexte et des raisons suffisants pour cette détermination, de sorte que les raisons de conclure comme elle l'a fait peuvent être discernées et sont comprises.⁴¹¹

7.459 Nous souscrivons globalement à ces constatations. Conformément à celles-ci, nous considérons que la première phrase de l'article 12.2.2 exige de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle inclue dans son avis au public une description de ses constatations et conclusions sur les points de fait et de droit qu'elle a jugés importants⁴¹² pour sa décision d'imposer des mesures finales. Cette description doit être "suffisamment détaillée". Bien que le caractère suffisant du niveau de détail de la description puisse dépendre de la nature précise des constatations formulées par l'autorité chargée de l'enquête, la description devrait en tout état de cause être suffisante pour s'assurer que les raisons de conclure comme l'autorité chargée de l'enquête l'a fait peuvent être discernées et comprises par le public.⁴¹³ La capacité du public de comprendre les constatations et conclusions de l'autorité chargée de l'enquête est importante car la notion de "public" est large: elle comprend les "parties intéressées" au sens de l'article 6.11 de l'Accord antidumping et, par exemple, les associations de consommateurs dont on pourrait s'attendre qu'elles aient un intérêt dans l'imposition de mesures antidumping. L'article 13 de l'Accord antidumping prévoit la révision judiciaire des déterminations finales auxquelles il est fait référence à l'article 12.2.2. Selon nous, le niveau de détail de la description des constatations et conclusions de l'autorité doit être suffisant pour permettre aux entités susmentionnées d'évaluer la conformité de ces constatations et conclusions avec le droit interne et de se prévaloir du mécanisme de révision judiciaire prévu à l'article 13 si elles le jugent nécessaire. Dans un ordre d'idées similaire, nous considérons aussi que le niveau de détail devrait être suffisant pour permettre au Membre exportateur concerné d'évaluer la conformité des constatations et conclusions avec les dispositions de l'Accord sur l'OMC et d'avoir recours aux procédures de règlement des différends de

⁴¹¹ Rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.844, notes de bas de page omises.

⁴¹² Nous notons la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Chine – AMGO* (paragraphe 265) selon laquelle "les faits que l'autorité chargée de l'enquête peut juger importants pour ses déterminations sont circonscrits par le cadre des dispositions de fond de l'Accord antidumping".

⁴¹³ Notre interprétation est conforme à la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Chine – AMGO* (paragraphe 256) selon laquelle "[l]'inclusion de [tous les renseignements pertinents] devrait donc donner un exposé motivé des éléments factuels à l'appui de la décision de l'autorité d'imposer des mesures finales".

l'OMC dans les cas où il le juge nécessaire.⁴¹⁴ Notre approche est conforme aux constatations ci-après récemment formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *Chine – AMGO*:

L'[article] 12.2.2 ... consacre[] le principe selon lequel les parties dont les intérêts sont affectés par l'imposition de droits antidumping et compensateurs finals ont le droit de connaître, dans un souci d'équité et pour assurer la régularité de la procédure, les faits, la législation et les raisons qui ont conduit à l'imposition de ces droits. L'obligation de divulgation énoncée [à l'article] 12.2.2 ... est encadrée par la prescription de "pertinence", qui entraîne la divulgation de la matrice des faits, de la législation et des raisons qui se combinent logiquement pour rendre la décision d'imposer des mesures finales. En exigeant la divulgation de "tous les renseignements pertinents" en ce qui concerne ces catégories de renseignements, l'[article] 12.2.2 ... vise[] à garantir que les parties intéressées seront en mesure de procéder à la révision judiciaire d'une détermination finale comme le prévoit l'article 13 de l'*Accord antidumping* ...⁴¹⁵

7.460 S'agissant des arguments de l'Union européenne, nous convenons avec celle-ci que les constatations du MOFCOM selon lesquelles les importations faisant l'objet d'un dumping avaient pour effet une sous-cotation des prix et un empêchement de hausses de prix sont importantes pour sa décision d'imposer des mesures finales. Le MOFCOM était donc tenu d'inclure dans son avis au public une description des "renseignements pertinents" concernant ces constatations, pour faire en sorte que les raisons à la base de ses constatations puissent être discernées et comprises.⁴¹⁶ L'avis au public du MOFCOM contenait la description suivante de ses constatations concernant les effets sur les prix:

Les éléments de preuve ont montré que pendant la période couverte par l'enquête, le prix à l'importation du produit visé avait continué d'augmenter, bien que faiblement, alors que le prix des produits nationaux similaires avait fortement chuté de 72,68% en 2008 par rapport à 2006. Le prix à l'importation du produit visé était largement inférieur au prix des produits nationaux similaires en 2006 et 2007, ce qui avait entraîné une grave sous-cotation du prix des produits nationaux similaires, se soldant par des prix de vente inférieurs aux coûts unitaires de production des produits nationaux similaires et par de lourdes pertes de bénéfices avant impôt pendant cette période. Bien que le prix à l'importation du produit visé ait été légèrement supérieur au prix des produits nationaux similaires en 2008, il était resté à un niveau peu élevé, alors que le prix de vente des produits nationaux similaires avait diminué de 46,75% en 2008 par rapport à 2007, pour tomber presque au niveau du coût unitaire des ventes, le taux du bénéfice brut unitaire restant peu élevé. D'autres éléments de preuve ont montré que le coût unitaire de production des produits nationaux similaires avait baissé de 53,67% entre 2006 et 2008 alors que leur prix de vente avait diminué de 72,68% au cours de la même période, c'est-à-dire que le taux de diminution du prix de vente était supérieur de 19,01 points de pourcentage à celui de la baisse des coûts de production, ce qui indiquait que le prix de vente des produits

⁴¹⁴ Tout comme le Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, toutefois, nous considérons que l'article 12.2.2 ne réitère pas les obligations de transparence énoncées à l'article 6.1.2, 6.2, 6.4 et 6.9. Par conséquent, il n'y a pas nécessairement lieu d'inclure dans l'avis au public tous les "faits essentiels" dont il est question à l'article 6.9.

⁴¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 258.

⁴¹⁶ Nous rappelons que l'avis au public mentionné à l'article 12.2.2 doit contenir les renseignements décrits dans l'article 12.2.1. Nous notons en particulier que l'article 12.2.1 iv) fait référence aux "considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3". Ces considérations doivent donc être incluses dans l'avis au public mentionné à l'article 12.2.2.

nationaux similaires n'avait pas pu se maintenir à un niveau raisonnable du fait qu'il avait été déprimé par le prix à l'importation du produit visé. En conséquence, le prix à l'importation du produit visé avait de toute évidence un effet de sous-cotation et de dépression sur les prix des produits nationaux similaires.⁴¹⁷

7.461 Selon nous, la description que le MOFCOM donne de ses constatations concernant les effets sur les prix ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 12.2.2, puisqu'elle ne donne aucune indication sur la façon dont ces constatations ont été établies. En particulier, aucune explication n'est fournie sur la façon dont le MOFCOM a évalué la relation entre les prix intérieurs et les prix des importations visées, et entre le prix et le coût sur le marché intérieur.⁴¹⁸ Selon nous, dans son avis au public, le MOFCOM aurait dû décrire son utilisation des VUM, et expliquer le fondement factuel de ces VUM et pourquoi il était approprié de les utiliser. Nous considérons que ces éléments sont pertinents pour comprendre comment le MOFCOM est parvenu à ses constatations concernant les effets sur les prix, et pour évaluer la conformité de ces constatations avec les dispositions pertinentes du droit interne et de l'Accord sur l'OMC.

ii) *Calculs et données utilisées pour la marge de dumping de Smiths et pour le droit antidumping résiduel*

7.462 L'Union européenne allègue que la Chine a agi d'une manière incompatible avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping du fait qu'elle n'a pas communiqué les calculs et les données utilisées pour déterminer i) la marge de dumping pour Smiths et ii) le droit résiduel pour tous les autres exportateurs/producteurs européens.⁴¹⁹ Selon l'Union européenne, ces données et calculs constituent des "renseignements pertinents" sur les points de fait et de droit et les raisons qui ont conduit à l'imposition de mesures définitives.⁴²⁰

⁴¹⁷ Détermination finale, pièce EU-2, pages 23 et 24.

⁴¹⁸ Nous notons que dans l'affaire *Chine – AMGO*, l'Organe d'appel a constaté que le MOFCOM aurait dû inclure dans son avis au public "les faits sous-tendant l'existence d'une sous-cotation des prix qui auraient permis de comprendre cet élément de la constatation par le MOFCOM d'une dépression notable des prix et d'un empêchement notable de hausses de prix" (rapport de l'Organe d'appel *Chine – AMGO*, paragraphe 262). Nous notons en outre la constatation de l'Organe d'appel selon laquelle "[l]orsque des renseignements confidentiels font partie des renseignements pertinents sur les points de fait au sens [de l'article] 12.2.2 [...], les obligations de divulgation énoncées dans [cette] disposition[] devraient être respectées par la divulgation de résumés non confidentiels de ces renseignements" (paragraphe 259).

⁴¹⁹ Première communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 162.

⁴²⁰ Le Groupe spécial a examiné attentivement la question de savoir si cette allégation relevait de son mandat, tel qu'il est énoncé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Union européenne (WT/DS425/2). Concernant l'article 12.2.2, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Union européenne allègue que la Chine a agi d'une manière incompatible avec ses obligations dans le cadre de l'OMC:

[P]arce que, ni dans son avis au public concernant l'imposition de mesures définitives, ni dans un rapport distinct, la Chine n'a donné d'explications suffisamment détaillées sur les déterminations finales de l'existence d'un dumping et d'un dommage, en mentionnant les points de fait et de droit ayant entraîné l'acceptation ou le rejet des arguments. Spécifiquement, la Chine n'a pas communiqué les éléments suivants: a) une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale (article 12.2.1 iii) de l'*Accord antidumping*); b) toutes les considérations se rapportant à la détermination de l'existence d'un dommage telles qu'elles sont exposées à l'article 3 de l'*Accord antidumping* (article 12.2.1 iv) de l'*Accord antidumping*); et c) les principales raisons qui ont conduit à la détermination (article 12.2.1 v) de l'*Accord antidumping*).

Compte tenu des observations formulées par les deux parties (voir la réponse de l'Union européenne à la question n° 63 du Groupe spécial et les observations de la Chine sur cette réponse), nous considérons que

7.463 Nous convenons avec l'Union européenne que la marge de dumping établie pour Smiths constitue un point de fait et/ou une raison qui ont conduit à l'imposition de mesures définitives. En conséquence, le MOFCOM était tenu de décrire tous les "renseignements pertinents" se rapportant à l'établissement de cette marge. S'agissant de la question de savoir si le MOFCOM aurait dû inclure comme "renseignements pertinents" les calculs effectués pour déterminer la marge de dumping pour Smiths, nous partageons l'avis du Groupe spécial *Chine – AMGO* selon lequel l'interprétation de l'article 12.2.2 dans le contexte de la détermination des marges de dumping devrait s'appuyer sur l'article 12.2.1 iii) qui dispose que les avis au public doivent inclure:

les marges de dumping établies et une explication complète des raisons du choix de la méthodologie utilisée pour établir et comparer le prix à l'exportation et la valeur normale conformément à l'article 2.

7.464 En particulier, nous souscrivons à la constatation ci-après faite par le Groupe spécial *Chine – AMGO* selon laquelle il n'est pas nécessaire d'inclure les calculs dans l'avis au public mentionné à l'article 12.2.2:

Même si la prescription imposant qu'il soit donné avis au public de "tous les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit" peut paraître assez large pour englober les données et les calculs utilisés pour déterminer les marges de dumping, cette prescription doit être lue à la lumière de l'obligation plus particulière énoncée à l'article 12.2.1 iii), qui est incorporée par référence dans l'article 12.2.2. De l'avis du Groupe spécial, il est significatif que le texte figurant à l'article 12.2.1 iii) expose en détail les renseignements concernant les marges de dumping qui doivent être inclus dans un avis au public ou un rapport distinct mais omette toute mention des calculs ou des données. Bien que l'article 12.2.2 dispose que les obligations de divulgation s'appliquent "en particulier" aux facteurs énoncés à l'article 12.2.1 iii) et aux raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents, nous reconnaissons que cela n'est pas une description exhaustive des "renseignements pertinents" qui peuvent être inclus dans un avis au public ou un rapport distinct conformément à l'article 12.2.2. Néanmoins, il faut donner une certaine pertinence au fait que les rédacteurs de l'article 12.2 ont indiqué avec un certain niveau de détail la liste des renseignements requis dans l'avis au public ou le rapport distinct et ont choisi de ne pas y inclure les données et les calculs utilisés pour obtenir la marge de dumping, même si, d'après l'argument des États-Unis, ce sont des "renseignements pertinents" qui devraient être inclus dans tout avis au public ou rapport distinct publié à la clôture d'une enquête antidumping. Par conséquent, d'après le texte de l'article 12.2.2, qui inclut par renvoi le texte de l'article 12.2.1, il est difficile de conclure qu'il y a une obligation de divulguer les calculs et les données sous-tendant une marge de dumping.⁴²¹

7.465 S'agissant de la question de savoir si le MOFCOM aurait dû inclure dans l'avis au public les données à la base de sa détermination de la marge de dumping pour Smiths, nous rappelons que nous avons reconnu le bien-fondé de l'allégation formulée par l'Union européenne au titre de l'article 6.9 concernant la non-divulgaration de ces données. Selon nous, toutefois, l'article 12.2.2 n'exige pas que

même si le mot "spécifiquement" figurant dans la deuxième phrase du passage cité ci-dessus laisse entendre que les allégations de l'Union européenne portent sur les questions énumérées aux points a), b) et c) de cette même deuxième phrase, la référence faite auparavant au fait que le MOFCOM n'a pas inclus "d'explications suffisamment détaillées sur les déterminations finales de l'existence d'un dumping" dans son avis au public est suffisante pour que nous incluions dans notre mandat l'allégation de l'Union européenne concernant les calculs et les données utilisées pour la marge de dumping de Smiths.

⁴²¹ Rapport du Groupe spécial *Chine – AMGO*, paragraphe 7.333.

tous les "faits essentiels" à la base de la marge de dumping soient inclus dans l'avis au public.^{422,423} Le champ d'application de l'article 12.2.2 est plus nuancé et n'exigerait pas l'inclusion de toutes les données utilisées. Faute d'une description plus précise par l'Union européenne des données spécifiques utilisées dont, selon elle, il aurait fallu rendre compte dans l'avis au public, nous ne sommes pas fondés à reconnaître le bien-fondé de l'allégation de l'Union européenne.

7.466 S'agissant de l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM n'a pas inclus dans son avis au public les calculs et les données utilisées pour le droit antidumping résiduel appliqué à tous les autres exportateurs/producteurs de l'Union européenne, nous avons déjà constaté qu'il n'était pas nécessaire d'inclure les calculs des marges de dumping dans les avis mentionnés à l'article 12.2.2. Concernant les données utilisées, l'Union européenne fait valoir plus spécifiquement que "le MOFCOM était tenu d'expliquer dans l'avis au public pourquoi il avait recouru aux données de fait disponibles pour déterminer le taux de droit résiduel et quels étaient les faits qui étayaient cette conclusion. Il était en outre tenu de publier le fondement factuel pertinent (du moins sous la forme d'un résumé non confidentiel) de sa détermination et la méthode sur laquelle il s'était appuyé".⁴²⁴

7.467 Nous convenons que le MOFCOM était tenu d'inclure tous les "renseignements pertinents" concernant le taux résiduel dans son avis. Nous notons que l'avis au public du MOFCOM ne contenait que les renseignements suivants concernant le taux résiduel:

Pour les autres sociétés de l'UE n'ayant pas répondu à la Demande ni au questionnaire, conformément à l'article 21 du *Règlement antidumping*, le MOFCOM a décidé d'utiliser les faits obtenus et les meilleurs renseignements qu'il pouvait obtenir pour déterminer la valeur normale et le prix à l'exportation pour ces sociétés.⁴²⁵

7.468 Selon nous, ces renseignements ne sont pas suffisants pour satisfaire aux prescriptions de l'article 12.2.2, puisque le MOFCOM ne fournit aucun renseignement concernant le fondement factuel de sa détermination du taux résiduel.

7.469 Pour toutes les raisons qui précèdent, nous rejetons l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM a violé l'article 12.2.2 en n'incluant pas les calculs et les données utilisées pour la marge de dumping de Smiths. Nous rejetons également l'allégation de l'Union européenne concernant le fait que le MOFCOM n'a pas inclus son calcul du taux résiduel dans l'avis au public. Cependant, nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM a violé l'article 12.2.2 en n'incluant pas les "renseignements pertinents" concernant le fondement factuel de sa détermination du taux résiduel.

⁴²² Bien que l'article 12.2.2 puisse être invoqué en partie pour permettre aux parties intéressées d'engager une procédure de révision judiciaire des déterminations finales, il doit y avoir des limites à la quantité de renseignements qu'il faut inclure dans un avis au public. Selon nous, l'article 12.2.1 fournit des indications contextuelles pour déterminer ces limites.

⁴²³ La portée de l'allégation formulée par l'Union européenne au titre de l'article 12.2.2 apparaît être la même que celle de son allégation au titre de l'article 6.9. Au paragraphe 157 de sa première communication écrite, l'Union européenne déclare qu'en ce qui concerne la non-divulgaration des calculs du MOFCOM, elle présente des allégations au titre des deux dispositions. Par ailleurs, au paragraphe 161 de sa première communication écrite, l'Union européenne allègue que dans les cas où les données à la base des calculs du MOFCOM ne sont pas divulguées au titre de l'article 6.9, elles devraient être incluses dans l'avis au public mentionné à l'article 12.2.2.

⁴²⁴ Deuxième communication écrite de l'Union européenne, paragraphe 128.

⁴²⁵ Détermination finale, pièce EU-2, page 21.

iii) *Conclusion*

7.470 En conclusion, nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM a manqué à l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 12.2.2 en ne fournissant pas de renseignements pertinents concernant son analyse des effets sur les prix, et sa détermination du taux résiduel. Cependant, nous rejetons l'allégation de l'Union européenne concernant les calculs et les données utilisées pour la marge de dumping de Smiths, et les calculs du taux résiduel.

- b) Fait allégué que le MOFCOM n'a pas donné les raisons du rejet de certains arguments avancés par Smiths: article 12.2.2, deuxième phrase

7.471 L'Union européenne allègue que le MOFCOM a manqué à l'obligation énoncée dans la deuxième phrase de l'article 12.2.2 parce qu'il n'a pas expliqué dans son avis au public pour quelles raisons il avait rejeté les arguments avancés par Smiths concernant le traitement des ventes intérieures aux distributeurs affiliés, la crédibilité de certaines données relatives au dommage et d'autres questions concernant le dommage, et l'existence d'un lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale. La Chine demande au Groupe spécial de rejeter l'allégation de l'Union européenne.

7.472 La deuxième phrase de l'article 12.2.2 exige que l'avis au public donne "les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs et des importateurs". À la lumière de notre interprétation de la première phrase de l'article 12.2.2, nous considérons que les arguments ou allégations "pertinents" sont ceux qui se rapportent aux points de fait et de droit jugés importants par l'autorité chargée de l'enquête. Comme cette disposition concerne les arguments et allégations des exportateurs et des importateurs, dont les intérêts seront affectés de manière défavorable par une détermination positive, il est particulièrement important que les "raisons" du rejet ou de l'acceptation de ces arguments soient exposées de façon suffisamment détaillée pour permettre à ces exportateurs et importateurs de comprendre pourquoi leurs arguments ou allégations ont été traités comme ils l'ont été, et d'évaluer si le traitement de la question pertinente par l'autorité chargée de l'enquête était conforme au droit interne et/ou à l'Accord sur l'OMC.

i) *Traitement des ventes intérieures aux distributeurs affiliés*

7.473 Dans ses observations sur la Divulgence concernant le dommage du MOFCOM, Smiths a mis en doute la détermination du MOFCOM selon laquelle les ventes intérieures aux distributeurs affiliés n'avaient pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales. En particulier, Smiths a mis en doute la détermination du MOFCOM selon laquelle ces ventes étaient affectées par la relation d'affiliation et selon laquelle Smiths n'avait pas fourni de renseignements suffisants montrant que les écarts de prix par rapport aux ventes aux distributeurs non affiliés correspondaient simplement aux frais de vente qu'elle avait économisés:

À l'appui de son allégation selon laquelle les ventes aux distributeurs affiliés et aux distributeurs non affiliés dans l'UE devraient être prises en compte pour calculer la valeur normale, Smiths a présenté, dans sa Réponse au questionnaire, dans ses Observations sur la Détermination préliminaire et dans les Documents complémentaires présentés après la publication de la Détermination préliminaire, des données et des explications qui montraient que les distributeurs affiliés remplissaient certaines fonctions normalement exécutées par le service des ventes de Smiths et assumaient les dépenses y afférentes, de sorte que le coût des ventes de Smiths aux distributeurs affiliés était inférieur à celui de ses ventes aux distributeurs non affiliés, tout en restant conforme à des conditions de pleine concurrence. Par ailleurs, pendant la vérification sur place, Smiths a présenté des documents de vente originaux aux

enquêteurs et a répondu à leurs demandes d'information. À l'issue du processus de vérification, Smiths a fourni les documents demandés par les enquêteurs.

...

Nous tenons aussi à porter à l'attention de votre Bureau que des sociétés d'audit public réputées ont systématiquement confirmé que les pratiques de Smiths en matière de fixation des prix pour ce qui est des distributeurs affiliés étaient conformes aux principes de la juste valeur marchande et correspondaient à la valeur normale de ses produits. Veuillez vous reporter aux rapports vérifiés de Smiths versés au dossier de l'enquête. Smiths soutient donc que l'exclusion obligatoire des transactions conclues avec les distributeurs affiliés la désavantage injustement et a pour effet de fausser le calcul de la valeur normale.⁴²⁶

7.474 S'agissant des éléments de preuve documentaires, Smiths soutient ce qui suit:

Dans les Documents complémentaires pour l'enquête antidumping visant les appareils à rayons X utilisés pour les inspections de sécurité qu'elle a fournis le 11 août 2010, Smiths a expliqué que les réductions de prix des ventes conclues avec les sociétés affiliées n'avaient été effectuées que par rapport à ses frais de vente et taux de bénéfices correspondants parce que les ventes aux sociétés affiliées comportent moins de risques, ce qui permettait à Smiths d'économiser des coûts et des frais qu'elle devait assumer dans le cas des ventes à des sociétés non affiliées. De plus, Smiths a présenté le tableau du calcul des prix consentis aux sociétés affiliées dans l'UE (appendice 2 des Documents complémentaires), dans lequel elle expliquait en outre que les écarts de prix dans le cas des ventes aux sociétés affiliées étaient dues au fait que les frais de vente étaient moins élevés parce que les risques étaient moindres. Smiths a ensuite présenté des documents de vente détaillés aux enquêteurs pendant la vérification sur place et a répondu à leurs diverses questions quand ils ont examiné les documents. Elle leur a remis sur demande des copies de certains documents concernant les déclarations et dossiers susmentionnés. Dans la Lettre de divulgation, toutefois, toutes ces communications ont en fait été considérées comme des "données non utilisées pour le calcul de la valeur normale". Par conséquent, conformément à l'article 12, le MOFCOM doit divulguer les *raisons* pour lesquelles ces données ne sont pas utilisées ou, dans le corps de la Lettre de divulgation, expliquer pourquoi il les juge "non suffisantes". (note de bas de page omise, italique dans l'original)⁴²⁷

7.475 L'Union européenne allègue que le MOFCOM n'a pas donné les raisons du rejet de ces arguments dans son avis au public, contrairement à ce que prescrit la deuxième phrase de l'article 12.2.2.

7.476 La Chine ne nie pas que le MOFCOM était tenu de traiter cette question dans son avis au public, mais elle allègue qu'il a dûment examiné les arguments de Smiths dans sa Détermination finale.⁴²⁸ La Chine s'appuie sur la constatation du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)* selon laquelle l'article 12.2.2 ne prescrit pas que l'autorité soit "tenue de répondre de façon détaillée à

⁴²⁶ Observations de Smiths sur la Divulgation finale du MOFCOM concernant le dumping, pièce EU-19, pages 2 à 4. Voir aussi le texte correspondant dans la version publique des Observations, pièce EU-19, pages 2 et 3.

⁴²⁷ Observations de Smiths sur la Divulgation finale du MOFCOM concernant le dumping, pièce EU-19, pages 2 à 4. Voir aussi le texte correspondant dans la version publique des Observations, pièce EU-19, pages 2 et 3.

⁴²⁸ Première communication écrite de la Chine, paragraphe 220.

l'argument" des parties intéressées. Elle soutient que les explications que le MOFCOM a données des points soulevés par Smiths étaient "amplement suffisantes". Puisque la Chine ne nie pas que le MOFCOM était tenu de traiter des arguments de Smiths dans son avis au public, nous n'avons pas besoin de déterminer si les arguments de Smiths sont "pertinents". Nous n'avons plutôt qu'à examiner si l'explication fournie par le MOFCOM pour rejeter ces arguments était suffisante.

7.477 Dans son avis au public de la Détermination finale, le MOFCOM a fourni les renseignements suivants sur le traitement des arguments de Smiths:

Dans ses Observations après la publication de la Détermination préliminaire, la Société a dit que les prix des ventes aux sociétés affiliées étaient certes inférieurs à ceux consentis aux sociétés non affiliées dans l'UE, mais que l'écart de prix n'était constitué que des frais de vente correspondants qu'elle avait économisés et que les prix des ventes aux sociétés affiliées n'étaient pas affectés par la relation d'affiliation et représentaient le juste prix du marché, et que ces transactions avaient eu lieu au cours d'opérations commerciales normales. Lors de la vérification sur place et de la vérification ultérieure, le MOFCOM a découvert que les processus de fixation des prix et de vente, les prix de vente consentis par Smiths Heimann par l'intermédiaire des distributeurs affiliés dans l'UE pendant la période couverte par l'enquête étaient de toute évidence affectés par la relation d'affiliation, et que Smiths Heimann ne disposait pas d'éléments de preuve suffisants pour prouver que les écarts de prix correspondaient simplement aux frais de vente qu'elle avait économisés. Par conséquent, le prix des ventes aux sociétés affiliées ne pouvait pas représenter le juste prix du marché et ces transactions n'avaient pas eu lieu au cours d'opérations commerciales normales. Le MOFCOM a décidé de maintenir dans la Détermination finale la décision qu'il avait prise dans la Détermination préliminaire d'exclure de la détermination de la valeur normale les transactions effectuées par la Société par l'intermédiaire des distributeurs affiliés dans l'UE au cours de la période couverte par l'enquête.⁴²⁹

7.478 Bien que ce passage de la Détermination finale montre que le MOFCOM a pris acte des divers arguments avancés par Smiths, nous constatons qu'il ne constitue pas une explication suffisamment détaillée des raisons du rejet de ces arguments. La question soulevée par Smiths était de savoir si, *nonobstant la relation d'affiliation*, les ventes correspondaient toujours à des conditions de pleine concurrence. Le MOFCOM n'a pas abordé cette question dans sa Détermination finale. En disant simplement que les prix des ventes conclues avec les distributeurs affiliés "étaient de toute évidence affectés par la relation d'affiliation", le MOFCOM n'explique pas pour quelles raisons il rejette l'argument de Smiths selon lequel, *malgré l'affiliation* entre Smiths et certains distributeurs, ces ventes "correspond[ent] toujours à des conditions de pleine concurrence". Par ailleurs, en disant simplement que Smiths "ne disposait pas d'éléments de preuve suffisants pour prouver que les écarts de prix correspondaient simplement aux frais de vente qu'elle avait économisés", le MOFCOM n'explique pas pour quelles raisons les *éléments de preuve documentaires fournis par Smiths* n'étaient pas suffisants pour montrer que les prix inférieurs des ventes aux distributeurs affiliés tenaient compte du fait que les frais de vente étaient moins élevés parce que les risques étaient moindres.⁴³⁰ En l'absence d'une telle explication détaillée, Smiths n'avait aucun moyen de comprendre pourquoi ses

⁴²⁹ Détermination finale, pièce EU-2, page 17.

⁴³⁰ Au paragraphe 149 de sa deuxième communication écrite, la Chine soutient que Smiths a reconnu que les prix consentis aux distributeurs affiliés étaient inférieurs non seulement à cause des économies qu'elle réalisait sur les frais de vente directs, mais surtout parce que les frais généraux et les bénéfices étaient moindres. Cependant, dans sa Détermination finale, le MOFCOM ne donne aucune explication de ce raisonnement. Il n'est pas non plus évident que lorsque le MOFCOM mentionne les "frais de vente", il faille nécessairement comprendre qu'il s'agit uniquement des frais de vente directs.

arguments étaient rejetés ni d'évaluer si le traitement de cette question par le MOFCOM était conforme aux dispositions du droit chinois et/ou de l'Accord sur l'OMC. En conséquence, nous constatons que le fait que le MOFCOM n'a pas exposé pleinement les raisons pour lesquelles il avait rejeté cet argument est incompatible avec l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping.

ii) *Crédibilité de certaines données relatives au dommage et autres questions*

7.479 L'Union européenne allègue que dans son avis au public, le MOFCOM a omis d'exposer les raisons du rejet de certains arguments avancés par Smiths concernant la crédibilité des données du MOFCOM relatives au dommage. L'Union européenne allègue aussi que le MOFCOM n'a pas exposé les raisons du rejet de certains arguments additionnels avancés par Smiths concernant les constatations de l'existence d'un dommage du MOFCOM.

Crédibilité des données du MOFCOM relatives au dommage

7.480 L'Union européenne allègue que le MOFCOM n'a pas exposé dans son avis au public les raisons du rejet des arguments de Smiths concernant la crédibilité de certaines données relatives au dommage sur lesquelles il s'était appuyé. En particulier, l'Union européenne fait référence aux arguments de Smiths selon lesquels les données relatives à la rentabilité et à l'emploi sur lesquelles le MOFCOM s'est appuyé étaient incompatibles avec les données figurant dans les dossiers publics présentés par Nuctech à l'Administration nationale pour l'industrie et le commerce ("SAIC"), et les dossiers publics présentés par la société mère de Nuctech.

7.481 La Chine soutient que les arguments de Smiths ne sont pas "pertinents", au sens où ils sont importants pour la décision du MOFCOM d'imposer des droits finals. Elle soutient également qu'en tout état de cause, le MOFCOM a pleinement traité les arguments de Smiths dans sa Détermination finale.

7.482 Dans sa Détermination finale, le MOFCOM a traité cette question dans les termes suivants:

Dans ses Avis présentés en défense à l'appui de l'absence de dommage et ses Observations sur la Détermination préliminaire, Smiths Heimann a dit que certains renseignements et données sur la branche de production nationale qui figuraient dans la Détermination préliminaire, y compris sur la situation de la production et des opérations et sur le nombre d'employés, contredisaient les renseignements et données divulgués par la société mère désignée du requérant dans ses rapports annuels ainsi que les renseignements et données déposés auprès de l'Administration pour l'industrie et le commerce. Dans sa Réfutation des Observations du requérant sur la Détermination préliminaire, Smiths Heimann a également dit que la société mère désignée du requérant indiquait dans plusieurs documents publics que les exportations étaient la cause de ses difficultés financières et non pas la raison de la viabilité globale de ses opérations.

Dans ses Observations sur les Avis présentés en défense sur la Détermination préliminaire par les CE et Smiths Heimann GmbH, Nuctech a dit que l'objet de sa Demande, et par conséquent celui de la présente enquête, était les situations de dommage causées par le produit visé. Les opérations globales du requérant étaient viables à cause de ses autres produits et exportations. Cependant, il avait subi un dommage important dans le cas desdits produits en raison de l'effet du dumping des produits importés.

Au moment de l'enquête, nous avons constaté que le requérant fabriquait aussi d'autres produits en plus des produits similaires en cause en l'espèce. Les

renseignements et données divulgués par la société mère du requérant dans ses rapports annuels ainsi que ceux déposés auprès de l'Administration pour l'industrie et le commerce comprenaient les renseignements et données concernant d'autres produits, outre les produits similaires, alors que les déterminations établies en l'espèce seulement ne seraient fondées que sur les renseignements et données concernant les produits similaires.⁴³¹

7.483 Mettant de côté la question de savoir si les arguments de Smiths concernant cette question sont "pertinents", nous considérons qu'en tout état de cause, le MOFCOM explique de façon suffisante dans la Détermination finale pour quelles raisons les arguments de Smiths ont été rejetés. Il explique aussi dans la Détermination finale que les écarts entre les données identifiées par Smiths reflétaient la gamme des produits visés, en ce que les données auxquelles Smiths faisait référence se rapportaient à des produits qui n'étaient pas visés par l'enquête du MOFCOM. Selon nous, l'explication du MOFCOM était suffisante pour permettre à Smiths de comprendre pourquoi ses arguments avaient été rejetés et pour évaluer si le traitement de cette question par le MOFCOM était conforme aux dispositions du droit chinois et/ou de l'Accord sur l'OMC.

Arguments additionnels avancés par Smiths

7.484 L'Union européenne allègue aussi que le MOFCOM n'a pas examiné un certain nombre d'arguments additionnels avancés par Smiths. En particulier, au paragraphe 151 de sa première communication écrite, et dans une note de bas de page y relative, l'Union européenne allègue ce qui suit:

De plus, Smiths a présenté aussi un certain nombre d'arguments pertinents concernant l'analyse du dommage effectuée par le MOFCOM, compte tenu des obligations incombant à la Chine au titre de l'article 3.4 de l'Accord antidumping.¹¹⁷

¹¹⁷ Les allégations de fond formulées par l'Union européenne au titre de l'article 3.4 sont examinées dans la section 5 de la première communication écrite de l'Union européenne.

7.485 L'Union européenne n'a pas fourni d'autres détails sur cet aspect de son allégation dans sa première communication écrite. Elle n'a pas non plus identifié les "arguments pertinents" auxquels se rapportait cette allégation. Cette absence d'argumentation détaillée a amené la Chine à affirmer que l'allégation de l'Union européenne devait être rejetée parce que les arguments en cause de Smiths n'avaient pas été correctement identifiés.⁴³² En réponse à une question du Groupe spécial qui lui demandait de formuler des observations sur la réaction de la Chine à son allégation⁴³³, l'Union européenne fait observer qu'au paragraphe 151 de sa première communication écrite, il est fait référence aux allégations au titre de l'article 3.4 exposées dans la section 5 de sa communication. L'Union européenne soutient également que les observations pertinentes formulées par Smiths "sont ensuite indiquées aux paragraphes 255, 280 et 281, 293, et 297 à 302" de sa première communication écrite.

7.486 Selon nous, l'Union européenne n'a pas établi *prima facie* qu'il y avait violation de l'article 12.2.2 en ce qui concerne les arguments additionnels avancés par Smiths selon les allégations. La référence générale faite par l'Union européenne dans la section 5 de sa première communication écrite aux arguments *de fond* concernant le dommage n'est pas suffisante pour établir que le MOFCOM ne s'est pas acquitté de l'obligation *procédurale* qui lui incombait d'expliquer pourquoi

⁴³¹ Détermination finale, pièce EU-2, page 28.

⁴³² Déclaration orale de la Chine à la première réunion de fond, paragraphe 17.

⁴³³ Réponse de l'Union européenne à la question n° 14 du Groupe spécial, paragraphe 94.

certain arguments avancés par Smiths, selon les allégations, avaient été rejetés. Le fait d'exiger du Groupe spécial i) qu'il passe au crible la section 5 de la première communication écrite de l'Union européenne pour identifier les arguments pertinents avancés par Smiths, ii) qu'il examine si ces arguments se rapportent à des questions qui étaient importantes pour la décision du MOFCOM d'imposer des droits finals et ensuite iii) qu'il parcourt la Détermination finale pour déterminer où le MOFCOM a éventuellement traité ces arguments, obligerait le Groupe spécial à plaider la cause de l'Union européenne. Même si, en réponse à une question du Groupe spécial, l'Union européenne énumère certains paragraphes particuliers de sa première communication écrite, ces références ne sont pas suffisantes pour identifier les arguments pertinents avancés par Smiths, selon les allégations, expliquer en quoi ces arguments se rapportent à des questions qui sont importantes⁴³⁴, ou indiquer dans quelle mesure le MOFCOM peut ou non avoir exposé les raisons du rejet de ces arguments dans sa Détermination finale. Ainsi, même si nous tenons compte des références additionnelles fournies par l'Union européenne, nous restons d'avis qu'elle n'a pas établi d'éléments *prima facie* comme elle le devait.

iii) *Lien de causalité*

7.487 L'Union européenne allègue que le MOFCOM n'a pas expliqué pourquoi il avait rejeté certains arguments avancés par Smiths concernant le lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale. Selon l'Union européenne, au paragraphe 154 de sa première communication écrite, il est dit que:

Smiths a répertorié plusieurs facteurs dont l'autorité chargée de l'enquête devrait tenir compte pour évaluer l'existence du lien de causalité.¹²¹

¹²¹ [Divulgarion concernant le dommage, section I) C) 1), page 6, (pièce EU-16),] pages 5 à 7. Voir aussi les paragraphes 312 à 314 ci-après dans la présente communication.

7.488 Au paragraphe 312 de sa première communication écrite, l'Union européenne soutient que Smiths a affirmé dans son Mémoire concernant le dommage que "tout dommage causé à la branche de production nationale ne [pouvait] pas être imputé aux importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping mais aux modèles de bas de gamme fournis par la branche de production nationale sur le marché haut de gamme des scanners à basse énergie (c'est-à-dire destinés au secteur aéronautique) et au fait que le plus gros client sur ce marché (le gouvernement chinois) préférerait acheter des scanners de l'Union européenne et des États-Unis pour protéger la sécurité publique". Au paragraphe 312 de sa première communication écrite, l'Union européenne dit également que "Smiths a étudié de quatre facteurs pertinents qui étaient la cause de tel ou tel dommage important allégué: la crise économique mondiale, l'expansion commerciale agressive de Nuctech, la politique des prix agressive de Nuctech et les pressions exercées par la concurrence loyale".

⁴³⁴ Au paragraphe 143 de sa première communication écrite, l'Union européenne affirme que toutes observations ou tous arguments qui "se rapportent aux éléments obligatoires à inclure dans un avis au public final auxquels il se réfère à l'article 12.2.1 iii) à v)" sont nécessairement importants et devraient donc être traités dans l'avis au public. Nous ne souscrivons pas à l'interprétation de l'Union européenne puisque cela donnerait à entendre que *n'importe quels* arguments ou observations concernant l'établissement de la marge de dumping ou la détermination de l'existence d'un dommage devraient être traités dans l'avis au public. Comme il est expliqué plus haut, nous considérons que la portée des obligations énoncées à l'article 12.2.2 est plus étroite. En tout état de cause, comme l'Union européenne n'a pas identifié les arguments pertinents en cause, nous ne disposons d'aucun fondement clair nous permettant d'établir s'ils se rapportent ou non aux éléments obligatoires exposés à l'article 12.2.1.

7.489 La Chine soutient que l'Union européenne n'a pas démontré que les arguments de Smiths concernant ces facteurs étaient "pertinents" au sens de l'article 12.2.2, de sorte que le MOFCOM aurait dû expliquer dans son avis au public les raisons pour lesquelles il les avait rejetés.

7.490 Il est possible, en lisant le paragraphe 154 de la première communication écrite de l'Union européenne conjointement avec le paragraphe 312 de ladite communication, d'identifier quels arguments de Smiths sont en cause dans cette allégation. Cependant, l'Union européenne n'explique pas dans quelle mesure ces arguments sont "pertinents" pour les points qui étaient importants pour la décision du MOFCOM d'imposer des droits finals. L'Union européenne n'explique pas non plus dans quelle mesure ces arguments peuvent ou non avoir été traités par le MOFCOM dans sa Détermination finale. Par conséquent, là encore, dans l'exposé de son allégation, l'Union européenne attend trop du Groupe spécial, en ce sens que nous sommes en fait censés plaider la cause de l'Union européenne d'abord en examinant si les arguments de Smiths sont pertinents pour les points de fait ou de droit importants, puis en examinant la Détermination finale du MOFCOM afin de déterminer dans quelle mesure, le cas échéant, ces arguments ont été traités par le MOFCOM. Même si notre évaluation de certains aspects de l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 3.5 nous a amenés à examiner des questions qui peuvent fort bien avoir une incidence sur l'évaluation des allégations formulées au titre de l'article 12.2.2, c'est à l'Union européenne, en qualité de plaignant, qu'il incombe d'établir le bien-fondé de son allégation. Il n'appartient pas au Groupe spécial d'examiner l'allégation de l'Union européenne au titre de l'article 3.5 et de déterminer lui-même quels aspects de cette allégation pourraient étayer une constatation de violation de l'article 12.2.2. En conséquence, étant donné que l'Union européenne n'a pas exposé le fondement de son allégation au titre de l'article 12.2.2 pour ce qui est des arguments concernant le lien de causalité avancés par Smiths, selon les allégations, nous constatons que l'Union européenne n'a pas établi *prima facie* le bien-fondé de cette allégation.

iv) *Conclusion*

7.491 Pour les raisons qui précèdent, nous reconnaissons le bien-fondé de l'allégation de l'Union européenne selon laquelle le MOFCOM a manqué à l'obligation énoncée dans la deuxième phrase de l'article 12.2.2 en n'expliquant pas dans son avis au public pourquoi il avait rejeté les arguments de Smiths au sujet du traitement des ventes intérieures aux distributeurs affiliés. Nous rejetons l'allégation de l'Union européenne concernant les arguments de Smiths au sujet de la crédibilité de certaines données relatives au dommage et son allégation concernant les arguments additionnels dont il est allégué qu'ils n'ont pas été traités de manière adéquate dans l'avis au public du MOFCOM.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

A. CONCLUSIONS

8.1 Compte tenu des constatations énoncées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que la Chine a agi d'une manière incompatible avec:

- a) l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping, du fait que la Chine n'a pas procédé à un examen objectif, fondé sur des éléments de preuve positifs, de l'effet des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix des produits similaires sur le marché intérieur;
- b) l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping, du fait que la Chine n'a pas procédé à un examen objectif de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping sur la branche de production nationale:
 - i) en n'évaluant pas l'importance de la marge de dumping; et

- ii) pour ce qui est de son examen de certains facteurs relatifs au dommage pris individuellement;
- c) l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping, du fait que la Chine n'a pas procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs:
 - i) du lien de causalité entre les importations faisant l'objet d'un dumping et le dommage causé à la branche de production nationale en ce qui concerne l'évaluation par le MOFCOM des prix des importations faisant l'objet d'un dumping; et
 - ii) dans son analyse aux fins de la non-imputation, en particulier s'agissant du traitement par le MOFCOM des arguments de Smiths au sujet des facteurs concernant la qualité des produits et la technologie, de la concurrence loyale, de l'expansion commerciale agressive alléguée de Nucotech et de sa politique des prix agressive alléguée;
- d) l'article 3.5 de l'Accord antidumping, en conséquence des incompatibilités avec l'article 3.1, 3.2 et 3.4;
- e) l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping, du fait que la Chine n'a pas exigé des parties intéressées qui fournissaient des renseignements confidentiels qu'elles en donnent des résumés non confidentiels suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements ci-après communiqués à titre confidentiel:
 - i) les renseignements concernant les modèles visés dans la Demande; et
 - ii) les renseignements figurant dans les réponses de Nucotech aux questions n° 17, 19, 19 1), 19 2), 32, 33 et 38 5) du questionnaire du MOFCOM et les pièces 4 et 15 jointes à ces réponses;
- f) l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping, du fait que la Chine n'a pas exigé d'une partie intéressée qu'elle explique pourquoi certains renseignements fournis à titre confidentiel ne pouvaient pas être résumés;
- g) l'article 6.9 de l'Accord antidumping, du fait que la Chine n'a pas informé les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de la décision d'appliquer des mesures définitives exposés ci-après:
 - i) les VUM et les données sur les prix utilisées pour analyser les effets des importations faisant l'objet d'un dumping sur les prix;
 - ii) les données sur les prix et les ajustements utilisées pour la marge de dumping de Smiths; et
 - iii) les faits qui constituaient le fondement de la détermination selon laquelle le taux résiduel devrait être 71,8%;
- h) l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping, première phrase, du fait que l'avis au public du MOFCOM était insuffisant parce qu'il ne contenait pas de renseignements pertinents concernant:

- i) son analyse des effets sur les prix; et
 - ii) le fondement factuel de la détermination du taux résiduel;
- i) l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping, deuxième phrase, du fait que l'avis au public du MOFCOM était insuffisant parce qu'il n'expliquait pas pourquoi le MOFCOM avait rejeté les arguments de Smiths au sujet du traitement des ventes intérieures aux distributeurs affiliés.

8.2 Compte tenu des constatations énoncées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que l'Union européenne n'a **pas** établi que la Chine avait agi d'une manière incompatible avec:

- a) l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping, en ne fondant pas son examen des facteurs qui influent sur la situation de la branche de production sur des éléments de preuve positifs;
- b) l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping en ce qui concerne le traitement par le MOFCOM, dans son analyse aux fins de la non-imputation, de l'effet des exportations, de l'incidence de la crise financière mondiale et de la situation de démarrage alléguée de Nuctech;
- c) l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping en ce qui concerne les résumés non confidentiels des renseignements confidentiels figurant dans les pièces 14, 16, 17, 18 et 19 jointes à la réponse de Nuctech au questionnaire;
- d) l'article 6.9 de l'Accord antidumping en ce qui concerne l'information des parties intéressées sur les points suivants:
 - i) les faits et critères sous-jacents sur la base desquels avait été effectué l'ajustement du prix à l'exportation pour tenir compte des ventes au distributeur affilié;
 - ii) les calculs de la marge de dumping de Smiths; et
 - iii) les faits qui constituaient le fondement de la décision d'utiliser les données de faits disponibles s'agissant du taux de droit résiduel;
- e) l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping, première phrase, en n'incluant pas dans l'avis au public:
 - i) les calculs et les données utilisées pour la marge de dumping de Smiths; et
 - ii) le calcul du taux de droit résiduel;
- f) l'article 12.2.2 de l'Accord antidumping, deuxième phrase, en ce qui concerne:
 - i) les arguments de Smiths au sujet de la crédibilité de certaines données relatives au dommage; et
 - ii) les arguments additionnels formulés par Smiths, d'après les allégations, au sujet de l'analyse du dommage et du lien de causalité faite par le MOFCOM.

8.3 Compte tenu des constatations énoncées aux paragraphes 8.1 et 8.2 du présent rapport, le Groupe spécial ne juge pas nécessaire de formuler des constatations concernant les allégations de l'Union européenne au titre des articles suivants:

- a) l'article 3.1 et 3.4 de l'Accord antidumping en ce qui concerne le point de savoir si le MOFCOM aurait dû tenir compte des différences entre les scanners "à haute énergie" et les scanners "à basse énergie";
- b) l'article 3.1 et 3.5 de l'Accord antidumping en ce qui concerne l'analyse par le MOFCOM du volume des importations faisant l'objet d'un dumping;
- c) l'article 6.2 de l'Accord antidumping; et
- d) l'article 6.4 de l'Accord antidumping.

B. RECOMMANDATION

8.4 Aux termes de l'article 3:8 du Mémoire d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre des avantages découlant de cet accord. Par conséquent, dans la mesure où la Chine a agi d'une manière incompatible avec certaines dispositions de l'Accord antidumping, nous concluons qu'elle a annulé ou compromis des avantages découlant pour l'Union européenne de cet accord.

8.5 Conformément à l'article 19:1 du Mémoire d'accord, ayant constaté que la Chine avait agi d'une manière incompatible avec certaines dispositions de l'Accord antidumping, nous recommandons qu'elle rende sa mesure conforme à ses obligations au titre de cet accord.
